

**Le Japon décide
un plan de relance
de 37 milliards de F**

LIRE PAGE 38

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1.50 F

Algérie, 1.20 F; Maroc, 1.50 F; Tunisie, 1.30 F; Allemagne, 1.50 F; Belgique, 1.50 F; Canada, 1.50 F; Danemark, 1.50 F; Espagne, 1.50 F; France, 1.50 F; Grèce, 1.50 F; Italie, 1.50 F; Japon, 1.50 F; Liban, 1.50 F; Luxembourg, 1.50 F; Norvège, 1.50 F; Pays-Bas, 1.50 F; Portugal, 1.50 F; Royaume-Uni, 1.50 F; Suède, 1.50 F; Suisse, 1.50 F; U.S.A., 1.50 F; Yougoslavie, 1.50 F.

Tarif des abonnements page 18

5, RUE DES ITALIENS

75002 PARIS - CODEX 88

G.P.R. 429-25 Paris

Tél. : 246-72-23

L'ATTENTAT DE COLOGNE

Les ravisseurs du président du patronat allemand exigent la libération de militants du groupe Baader

La stratégie de l'Apocalypse

Quelle qu'en soit l'issue, l'enlèvement de M. Hans Martin Schleyer, président de la Fédération des industriels allemands, va relancer à coup sûr l'attention sur la violence et sa légitimité. Tout d'abord et depuis longtemps, a été dit sur un sujet qui se connote pas que l'Allemagne, loin de là, et qui n'est certainement pas prêt de passer d'actualité. Rares sont cependant la violence aura été mise au service d'une stratégie aussi aberrante que celle des différents groupes extrémistes ouest-allemands qui ont tenté l'assassinat politique.

Enlèvements et assassinats ne sont plus, en République fédérale, le fait de quelques individus agissant plus ou moins spontanément. Ils sont au contraire l'œuvre de groupes de desperados parfaitement armés, entraînés et disciplinés, dont les effectifs sont évalués à plus d'un millier de personnes, qui se réclament souvent d'idéologies différentes, mais qui appliquent en fait la même stratégie : celle qui ne peut conduire qu'à l'apocalypse. Condamner cette stratégie n'est pas nier la réalité des problèmes qui se posent à l'Allemagne occidentale ni de ceux que l'Allemagne peut encore poser au monde. Mais on ne peut pas dire que le pire, même lorsqu'il est au service du meilleur, débouche sur autre chose que le pire.

La tentation des différents groupes extrémistes ouest-allemands est venue, même s'il cache mal une force suicidaire. Pour eux, il s'agit de parvenir dans une première phase à une fascisation de l'État allemand, cette fascisation devant à son tour provoquer une réaction révolutionnaire des masses. Tant de naïveté ou de perversion confond. Si la première partie d'un tel programme apparaît bien comme du domaine du possible, la seconde se réfère en effet à des schémas simplistes qui ont été bien souvent confusés par l'histoire. Le fait que M. Hans Martin Schleyer, patron de combat, a notifié, ait en dans la jeunesse des sympathies franchement nazies ne change rien.

Déjà on ne compte plus les signes avant-coureurs du durcissement de la société ouest-allemande. Ce processus était en germe dans le refus de tout dialogue opposé aux contestataires extraparlamentaires de la fin des années 60 par les giranistes radicaux d'une société de l'abondance qui ne proposait qu'un seul remède aux frustrations et aux démons de l'histoire : la course au profit. Même les sociaux-démocrates ont préféré se faire les chiens intranquillants de la loi, de l'ordre et du profit plutôt que d'entendre les questions fondamentales qui leur étaient posées. Toutes les conditions étaient ainsi réunies pour que s'établisse un cycle infernal de la violence, les seuls bénéficiaires se trouvant être que les forces les plus conservatrices et les plus réactionnaires de la R.F.A. Le fait qu'on pourrait formuler — si l'assassinat politique n'avait pas été posé en dogme par les extrémistes ouest-allemands — l'hypothèse d'une énorme provocation pour expliquer le sanglant enlèvement de Cologne.

La tâche, en tout cas, n'est pas facile pour le chancelier Schmidt, déjà si mal réçu à l'automne dernier. Moins sensible que son prédécesseur aux questions fondamentales qui se posent aujourd'hui à la société allemande, il risque de ne voir d'issue que dans la répression contre l'extrême gauche, et dans une plus grande indulgence à l'égard des nostalgiques du nazisme. Il est inquiétant, de ce point de vue, que M. Schmidt se soit contenté lundi soir, après l'enlèvement, de lancer un appel à la délation à ses concitoyens, réduisant ainsi à un simple problème de police le malaise si profond qui agite toute une société.

La police fédérale allemande a mis en place dans tout le pays un dispositif de recherche considérable après l'enlèvement de M. Hans Martin Schleyer, président de la Fédération patronale ouest-allemande et de la Fédération des industriels. Lundi 5 septembre, à Cologne, cinq hommes ont ouvert le feu sur la voiture dans laquelle l'industriel avait pris place, et sur deux autres véhicules dans lesquels des policiers l'accompagnaient. Trois de ces derniers, ainsi que le chauffeur de M. Schleyer, ont été tués.

Les exigences des ravisseurs seraient indiquées dans un message retrouvé dans la camionnette dont ils se sont servis pour commettre l'attentat. De nombreux coups de téléphone anonymes ont d'autre part été adressés à la police et aux journaux. Les membres du commando réclameraient la libération d'un certain nombre de militants de la « Fraction Armée rouge » (groupe Baader-Meinhof).

Selon l'un des messages reçus par la police, M. Schleyer devait être « exécuté » ce mardi, à 17 h. 30 locales, si cette remise en liberté n'avait pas eu lieu d'ici là.

Dans un message télévisé, M. Helmut Schmidt, chancelier fédéral, a affirmé que l'État répondrait « avec toute la dureté nécessaire » aux attentats terroristes ; il a condamné « une sanglante provocation qui est dirigée contre nous tous ». D'une manière générale, l'indignation est vive en R.F.A., dans la presse et dans l'opinion, après ce nouvel attentat particulièrement meurtrier.

La R.F.A. malade de ses extrémistes

I. — Des brèches dans la citadelle

De notre envoyé spécial MANUEL LUCBERT

Bonn. — L'Allemagne est malade. Assassinats politiques, chômage, terrorisme récurrent, crise économique larvée, paix sociale menacée. Et soudain, à la « une » de tous les journaux, il ne se passe plus de jour sans que les citoyens de la République fédérale ne soient ébranlés dans leur attitude démocratique. D'une manière générale, l'indignation est vive en R.F.A., dans la presse et dans l'opinion, après ce nouvel attentat particulièrement meurtrier.

L'homme de la rue ne comprend pas : que fait l'État pour

mettre fin à l'anarchie ? Qu'attend le gouvernement pour résorber le chômage ? Pourquoi la belle machine remise en route après la guerre avec tant d'efforts individuels et d'habileté collective se grippait-elle si souvent, comme si une faille secrète en entravait la marche ? Pourquoi, parfois, cette attitude impuissante de vide ?

Ce n'est pas pour la fragile démocratie ouest-allemande la première alerte depuis 1949, date de création de la République fédérale, ou, si l'on veut, même depuis 1945, car ces quatre années de non-existence étatique furent en définitive décisives pour le destin ultérieur des Allemands.

(Lire la suite page 2.)

Le manifeste de la majorité

Un texte qui compte plus par son existence que par son contenu

Paraphé lundi après-midi 5 septembre par les « plénipotentiaires » gaullistes, centristes et giscardiens qui l'avaient élaboré, le manifeste de la majorité est maintenant soumis aux instances dirigeantes des partis eux-mêmes. Le comité central du R.P.R. l'a adopté dès lundi soir à l'unanimité. Le bureau politique du parti républicain s'en saisit jeudi à Nancy. Le comité directeur du Centre national des indépendants et paysans l'examine vendredi, et le conseil politique du Centre des démocrates-sociaux, samedi. Pour ceux-là même qui l'ont signé, ce

document vaut plus par son existence que par son contenu.

Les négociations préélectorales entre les formations majoritaires reprennent mercredi matin au siège du C.D.S. M. Raymond Barre a reçu M. Jacques Chirac mardi après-midi. Le même jour, il devait échanger avec les dirigeants du C.D.S. Le lendemain, il rencontrait M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, président du parti radical (qui n'a pas participé à l'élaboration du manifeste).

Il aura donc fallu cinq séances et un peu moins d'une vingtaine d'heures de négociations aux parlementaires de la majorité pour mettre un point final à ce document de douze feuillets qui sera officiellement rendu public la semaine prochaine (mais dont on trouvera le texte en page 8).

Commencée par la réunion au « sommet » du 19 juillet dernier, la discussion entre les partis qui soutiennent le gouvernement n'a pas terminée pour autant puisqu'elle continue pour les candidatures aux élections. Mais le fait d'être parvenu à s'entendre sur un texte — aussi vague qu'il soit, on va le voir — constitue pour les formations de la majorité un résultat encourageant.

La principale, sinon la seule, qualité de ce document est sans doute d'exister. Elle n'est pas tout à fait négligeable. On se souvient du climat parfois tendu dans lequel avaient commencé les discussions. Chacun des partis tirait alors la couverture à soi, l'un refusant toute négociation qui porterait sur autre chose que le partage des circonscriptions, l'autre faisant un préalable de la présence d'un envoyé du premier ministre. M. Jacques Chirac était alors opposé à toute idée de programme commun de la majorité, et, pendant plusieurs semaines, les quiproquos et les malentendus s'étaient succédés.

En exigeant que l'accord électoral se double d'un accord doctrinal, l'idée des « non gaullistes » avait été de gêner le R.P.R. et son chef, de les contraindre à une solidarité majoritaire plus grande qu'à une alliance plus unifiée au pré-

sident de la République. Il fut même question, un temps, que les partenaires du R.P.R. forment un front commun destiné à contrebalancer la toute-puissance de la formation gaulliste.

La réponse du R.P.R. à cette attitude fut, tout en maintenant son refus d'un programme d'adoption, l'idée d'un texte doctrinal recensant des « valeurs de référence ». Un tel document ne pouvait aux yeux des gaullistes manquer d'être suffisamment vague et général pour n'imposer aucune contrainte à ses signataires. Pourtant à l'heure où l'opposition continue de donner le spectacle de ses désaccords, la signature de ce texte permet à la majorité d'apparaître, en comparaison, plus unie et plus solidaire : en tout cas plus engagée sur le chemin de la cohésion.

Un « appel » d'une parfaite incoûté

A en juger le contenu, il faut bien dire que le manifeste paraphé lundi soir est d'une parfaite incoûté. C'est un appel qu'adressent les partis de la majorité aux Français et dans lequel ils s'emploient d'une part à leur démontrer les dangers d'une victoire de la gauche, d'autre part à les convaincre des avantages de la continuité.

Ainsi y lit-on une défense et illustration de la politique menée par les gouvernements qui se sont succédés depuis 1971 (un bilan antérieur de l'Assemblée de l'œuvre de la 7^e République avait été

NOËL-JEAN BERGEROU.

(Lire la suite page 8.)

ÉVADÉS DU CAMBODGE

La tension demeure vive entre le Cambodge et ses voisins thaïlandais et vietnamiens. Selon la police de Bangkok, des soldats khmers ont attaqué, dimanche soir 4 septembre, un village thaïlandais et se sont heurtés aux forces de l'ordre thaïlandaises.

Le territoire cambodgien demeure interdit aux

observateurs étrangers, et très rares sont les visites officielles à Phnom-Penh : la dernière en date est celle du chef de la diplomatie birmane. Force demeure donc, pour tenter de savoir ce qui se passe dans le pays, d'interroger les réfugiés. Notre correspondant en Asie du Sud-Est, R.-P. PARINGAUX, présente ci-dessous de nouveaux témoignages :

I. — L'odyssée de l'ingénieur Pin Yatay

De notre correspondant en Asie du Sud-Est R.-P. PARINGAUX

Khlong-Yai (Thaïlande). — « Nous étions dix-huit personnes de la même famille évacuées de Phnom-Penh le 17 avril 1975. Seuls un cousin et moi-même avons réussi à nous échapper. Tous les autres sont morts ou ont disparu au cours de ces deux années sous le régime du Cambodge démocratique. J'espère bien être parti pour le Canada ou pour la France, recommencer une autre vie... »

Dans le camp de réfugiés de Khlong-Yai, à l'extrémité sud-est de la Thaïlande, à moins de 2 kilomètres de la frontière, Pin Yatay, émancé, la peau grise et le visage gonflé, regarde fixement le cahier d'écouler bleu ou il consigne en détail les épreuves qu'il a subies et ce qu'il connaît de la vie imposée à toute une population depuis deux ans par les Khmers rouges. Arrivé fin juin en Thaïlande, il a d'abord passé

deux semaines au poste de police local pour les « vérifications » d'usage, avant d'être admis dans un camp. Part de la province occidentale de Pursat, il a marché pendant un mois dans la jungle. Après avoir « perdu en route » sa femme et deux autres enfants, il a été capturé par les Khmers rouges, puis a été pris par une patrouille khmère rouge, mais a réussi deux jours plus tard à lui échapper. Un mois après, ses bras portaient encore les traces profondes des liens qui l'ont entravé.

Agé de trente-quatre ans, Pin Yatay est petit et frêle. Comme la plupart des quelque cinq cents réfugiés du camp, il a le type sino-khmer, où domine le sang chinois, et cette apparence, l'a aidé dans son odyssée, car elle ne correspondait pas à celle d'un haut fonctionnaire khmer tentant d'échapper à l'exécution. A ses côtés, Khao Thien Ly (trente et un ans) paraît un homme en bonne santé. Il est arrivé à Khlong-Yai le 15 mars 1977, après un voyage d'un mois avec trois autres hommes de son village. Pendant de longs moments, il semble absorbé par la contemplation de l'épaisse pluie qui tombe depuis l'aube, noyant les baraquements du camp et estompant la ligne de crêtes couvertes de jungle qui le surplombe.

(Lire la suite page 5.)

Jean Rostand est mort

Jean Rostand, de l'Académie française, est mort, samedi 3 septembre, à l'hôpital de Saint-Cloud. Ses obsèques devaient être célébrées, ce mardi 6 septembre après-midi, à Ville-d'Avray (Hauts-de-Seine).

Surtout connu pour ses travaux de biologie, Jean Rostand était aussi écrivain et moraliste. Il avait quatre-vingt-trois ans.

Les engagements d'un homme de cœur

par ETIENNE WOLFF (*)

Jean Rostand n'est plus. Cette nouvelle sera ressentie dans tous les foyers de France comme un deuil national, non point au sens officiel et décoloré du terme mais au sens intime et profond. Car cet homme incomparable était aimé et admiré de tous. Sa renommée avait franchi la porte des plus humbles demeures, mais aussi les frontières les plus lointaines. Rarement homme de science sut gagner plus d'audience et de sympathie. En lui se joignaient tous les dons, ceux du cœur et de l'esprit, il était naturaliste dans l'âme, biologiste expérimentateur, écrivain scientifique autant que littérateur, historien, essayiste et moraliste. Servi par tous ces dons, il excellait dans la vulgarisation scientifique. Il avait recréé ce genre qui, avant 1920, était un peu décrié en France. Grâce à son immense documentation, à la clarté, à la largeur de ses vues, à son style limpide et imagé, il savait rendre concrets et vivants les résultats les plus complexes, dont la nouveauté même pouvait étonner au premier abord.

Ses travaux scientifiques, qu'on ne peut évoquer en quelques lignes, étaient aussi spécialisés que ses ouvrages de vulgarisation étaient généraux et d'ensemble. A une époque où les questions de sexualité ne s'élevaient pas sur la voie publique, il se livrait sur les grenouilles, son matériel favori, à des expériences de parthénogénèse, c'est-à-dire de fécondation sans mâle. On lui doit d'autre part, parmi bien d'autres résultats, d'avoir montré que l'on peut conserver le sperme par le froid, ce qui permet le transport à distance et la survie de longue durée des cellules reproductrices. Il ouvrait ainsi la voie aux techniques de l'insémination artificielle chez les animaux domestiques et dans l'espèce humaine.

(*) De l'Académie française.

LA TRAVERSÉE DU DÉSERT DES BOXEURS FRANÇAIS

Un moment florissant, la boxe professionnelle française a perdu ses combattants d'exception qui attirèrent les foules. C'est à Monaco, à Milan, à Madrid ou à Glasgow qu'il faut aller désormais pour assister à des combats dont l'enjeu est un titre européen, voire mondial. Les boxeurs français connaissent aujourd'hui une sorte de traversée du désert : les succès et les conséquences en sont analysées dans l'enquête de Gérard Albouy dont nous commençons, page 14, la publication.

(Lire la suite page 12.)

AU JOUR LE JOUR

M. Baby a sans doute été un brillant géographe, mais il a besoin d'un sérieux recadrage en science de l'information. Lorsque, à l'émission d'Anne Gaillard, il affirme, pour défendre le nouveau dossier scolaire, qu'on n'a jamais assez de renseignements sur le passé d'un élève pour orienter son avenir, il manifeste une ignorance qu'on voudrait innocente de l'effet Larsen, selon lequel lorsqu'on réinjecte à une source un excès d'information antérieure on dégrade l'information nouvelle qu'elle est susceptible de donner.

Un certain nombre de malades sont morts de ce que

Effet Larsen

leurs médecins connaissent trop bien leurs antécédents médicaux et, attendant trop le symptôme, n'ont pas décelé le symptôme inattendu. En fait, il s'agit de perpétuer la vieille imposture conservatrice des aptitudes naturelles ou déterminées par le milieu social, dont trop d'enseignants et de parents se font complices en décelant des dispositions pour les lettres ou les mathématiques chez les enfants, oubliant que le rôle de l'école est de faire parler les muets et non de les enfermer dans le monde du silence parce que leur dossier dit qu'ils ne parlent pas.

ROBERT ESCARFIT.

**Il y a les capitaux qui dorment.
Et ceux qui font rêver les femmes.**

FRED Un expert. Un ami.
Chacun de nos diamants est vendu avec un Certificat d'Expertise.

6, rue Royale, Paris 8^e. Tél. 260.30.65. Boutique FRED, 84, Champs-Élysées, Hôtel Byblos, Saint-Tropez, Hôtel Losos, Monte-Carlo, Aéroport d'Orly.

EUROPE

L'ENLÈVEMENT DU PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION DES INDUSTRIES

**Le chancelier Schmidt affirme que l'État répondra
« avec la dureté nécessaire aux provocations du terrorisme »**

Bonn (A.F.P., A.P., U.P.I., Reuters). — M. Hans Martin Schleyer, président de la Fédération des industries de la République fédérale d'Allemagne, a été enlevé mardi 5 septembre à Cologne au cours d'un attentat qui a coûté la vie à son chauffeur et à trois policiers qui l'escortaient.

Selon les témoignages recueillis par la police, il était environ 17 h. 30 lorsque l'attentat a eu lieu. M. Schleyer se rendait au domicile de la banlieue de Cologne dans une voiture conduite par son chauffeur et qu'escortaient deux véhicules de police. Tandis que les trois voitures abordeaient un carrefour, une camionnette Volkswagen s'en est approchée et ses occupants — un groupe de cinq jeunes gens — ont ouvert le feu au pistolet-mitrailleur sur les accompagnateurs de l'industriel, dont quatre devaient être mortellement atteints.

M. Schleyer lui-même aurait été blessé. Profitant de la confusion provoquée par les coups de feu, les membres du commando se sont emparés de la personne du président du patronat ouest-allemand, et ont pris la fuite dans leur camionnette. Un landau d'enfant et une berline Mercedes, laissés sur les lieux, ont servi à bloquer la voiture de M. Schleyer.

Le véhicule ayant servi à l'enlèvement devait être retrouvé vide, quelques heures plus tard, dans un garage de Cologne situé

au sous-sol d'un immeuble dans lequel les membres du commando, selon certains indices, avaient sans doute leur appartement en août. Le commando, d'après un témoin, aurait poursuivi sa route dans une Mercedes.

La police a lancé un appel à la population pour que celle-ci lui fournisse le plus possible de témoignages susceptibles de mettre les enquêteurs sur la piste des ravisseurs. Parmi les très nombreux appels téléphoniques reçus par les autorités, les journaux et les agences de presse, plusieurs se réclamant de différentes formations d'extrême gauche, ont revendiqué la responsabilité de l'attentat. Une voix masculine a notamment appelé le bureau local du journal municipal à grand tirage *Süd Zeitung* pour déclarer que M. Schleyer serait « exécuté » ce mardi, à 17 h. 30, si Andreas Bader et d'autres membres de la Rote Armee Fraktion (Fraction armée rouge, généralement appelée groupe Baader-Meinhof), actuellement sous les verrous, n'étaient pas remis en liberté d'ici là. L'authenticité de cet appel n'a cependant pas été confirmée.

Un autre message a été trouvé dans la camionnette des ravisseurs, mais les autorités fédérales se refusent pour l'instant à divulguer son contenu.

La police a déclenché dans tout le pays une gigantesque chasse à l'homme, afin de mettre de

vitesse les ravisseurs. Avant de s'entretenir avec son état-major, dans la nuit de lundi à mardi, le chancelier Helmut Schmidt s'est adressé à ses concitoyens dans un message télévisé. « La sanglante provocation de Cologne est dirigée contre nous tous », a-t-il déclaré, en précisant que « l'État devait répondre avec toute la dureté nécessaire aux provocations du terrorisme ». Il a assuré la police et du soutien illimité du gouvernement fédéral à ainsi que de son « soutien très personnel ». M. Schmidt a ajouté : « Les quatre morts de mardi soir s'ajoutent à la sanglante liste des victimes du terrorisme ». Après avoir rappelé qu'il ne saurait y avoir de sécurité absolue, le chancelier s'adressant directement aux terroristes « qui triomphent sans doute maintenant », leur a dit : « Le terrorisme n'a aucune chance car, contre lui, il n'y a pas que l'État, mais le peuple entier ».

M. Schmidt a rappelé que, le 31 août dernier, le gouvernement fédéral avait renoué le dialogue avec les éléments les plus dur du groupe Baader-Meinhof, les mesures de sécurité et de surveillance ont été renforcées dès l'annonce de l'attentat.

Portrait M. HANS MARTIN SCHLEYER Un patron de combat

C'est en 1973 que M. Hans Martin Schleyer a été porté à la présidence de la puissante fédération ouest-allemande, chargée qu'il devait cumuler avec celle de dirigeant de la fédération des industries. Mais avant même de devenir le « patron des patrons » de R.F.A., il était l'une des personnalités les plus souvent et violemment mises en cause par l'extrême gauche outre-Rhin.

Il est vrai que cet industriel de choc a derrière lui un passé politique encombrant. Né à Offenbourg en 1915, il s'était inscrit, encore étudiant, dans un mouvement national-socialiste à Innsbruck, au lendemain de l'annexion de l'Autriche par le III^e Reich. Il devait ensuite diriger, à Prague, un organisme chargé de favoriser l'intégration de l'industrie de la Bohême-Moravie dans celle de l'Allemagne nazie. Arrêté à la fin de la guerre par les troupes françaises, il fut libéré en 1948.

Ce passé lui fut souvent

reproché, y compris par des modérés. Tel ce leader syndicaliste qui, au X^e congrès de la D.G.B., en mai 1975 à Hambourg, signa à la tribune que sa fédération puisse avoir pour hôte d'honneur « un ancien SS, qui a participé entre 1933 et 1945 à l'écrasement des syndicats ».

Après sa libération, M. Schleyer a siégé au sein de différents conseils d'administration, où ses positions l'ont fait rapidement considérer dans les milieux industriels ouest-allemands comme le représentant de la tendance « dure ». Lorsque, en juin dernier, plusieurs associations d'employeurs et quelques grandes sociétés ont porté plainte contre la loi sur la cession devant le tribunal constitutionnel de Karlsruhe, on a relevé que les plaignants bénéficiaient manifestement du soutien de la fédération patronale. Parmi les entreprises figurait d'ailleurs, la société Daimler-Benz, dont M. Schleyer est administrateur.

Ce dernier, depuis son accession à la présidence du patronat, a souvent pris la parole à la radio et à la télévision pour expliquer les positions des industriels ouest-allemands sur différents problèmes intérieurs et extérieurs, ainsi, naturellement, que sur les négociations menées avec les syndicats, à propos des salaires en particulier. Le chancelier Helmut Schmidt lui-même, qu'il avait accompagné lors de son récent voyage aux États-Unis, ne dénigrait pas, d'ailleurs, de recueillir ses avis.

Cible de tant d'attaques verbales avant d'être celle des mitraillettes du commando de Cologne, M. Schleyer n'ignorait pas qu'il était fort menacé, comme en témoigne la présence de deux voitures pleines de policiers aux côtés de la sienne. En raison de ses activités passées, sans doute ; mais surtout parce qu'il est devenu le symbole d'un certain patronat de combat.

La R.F.A. malade de ses extrémistes

(Suite de la première page.)

La teneur la plus dure de Ludwig Erhard après son entrée à la chancellerie avait déjà convaincu ses concitoyens qu'il ne suffisait pas de se prévaloir du titre, un peu trop facilement décerné, de « père du miracle économique » pour être un grand homme d'État.

La récession des années 1966-1967, la grande coalition entre les deux blocs des sociaux-démocrates et des chrétiens, qui s'accompagna assez logiquement d'une flambée d'opposition extraparlimentaire (ultra-nationaliste avec le N.P.D. d'un côté, gauchiste, anti-autoritaire et déjà vaguement anarcho-sociale avec le S.D.S. de Rudi Dutschke, l'autre) éveillèrent l'opinion ouest-allemande à l'idée que la démocratie libérale et sans lobbies de classes, de races, de doctrines — était, hélas ! pure illusion. L'Östpolitik de M. Willy Brandt devait aggraver encore les affrontements. Mais jamais jusqu'à ces derniers mois, le sentiment d'une remise en cause radicale et de menaces aussi précises pour l'ordre libéral et démocratique n'avait été aussi vivement ressenti outre-Rhin.

lement, dans la réalité. L'économie lui tint lieu d'idéologie. Livré à lui-même, sans maîtres spirituels, tous plus ou moins compromis à ses yeux dans un sans où, dans l'autre, sans véritable État, il ne concevait l'avenir que sous sa forme la plus prosaïque.

Le résultat est là aujourd'hui, désolant : des villes-outre-Rhin de béton ultra-modernes, mais d'une uniformité oppressante, le règne ouest-allemand dictatorial de la consommation, un corps social désespérément pauvre sur le plan spirituel et étranger à la floraison artistique et culturelle des vingt dernières années, une nation divisée, une Allemagne où même les savants sont tenus en suspicion — des micros chez les physiciens Taube et les poètes en marge — Heinrich Böll, prix Nobel de littérature, est repoussé par une large fraction de l'opinion pour sa trop grande compréhension envers les terroristes de la bande Baader-Meinhof. Dans le style carré qui le caractérise, M. Franz-Joseph Strauss, le dirigeant de l'aile droite de la démocratie chrétienne, résume très bien le sentiment général : « Cet État ne vit pas de la gloire de ses victoires ou de ses penchants, et encore moins de la décadence des fonctionnaires politiques, mais de la capacité de rendement de son économie. » (Bild am Sonntag, 4 septembre).

Le « consensus social-libéral », qui caractérisait jusqu'à maintenant la République fédérale, pouvait se réduire, pour reprendre une expression de M. Dahrendorf, à un désir de « modernité », mais à l'intérieur de certaines structures. Ce consensus est attaqué depuis quelque temps par des éléments marxistes qui veulent accélérer le processus de l'impasse, tant de brutalité de la part de l'État et des forces sociales conservatrices, se lançant dans l'urgence insensée du terrorisme.

Ni l'exécution sommaire dans la rue à la suite de folles chasses à l'homme de quelques « anarchistes » ni l'arrestation, en février 1974, du « noyau dur » de la Rote Armee Fraktion, plus connue sous le nom de « groupe Baader-Meinhof », ne sont parvenus à ce jour à stopper l'escalade de la violence. Assassins attentifs, hold-up de banques, enlèvements — le dernier en date étant celui de M. Schleyer, le président du patronat ouest-allemand — sont devenus monnaie presque quotidienne. Refusant de croire avec Böll que ce radicalisme pouvait être porteur d'espoir dans une société où « l'or est dieu », les hommes politiques de Bonn se sont jurés les uns après les autres, dans une rage aveugle,

d'exterminer le terrorisme, d'éradiquer ces radicaux. « Lorsque la justice n'est pas remplie dans une mesure quasi considérable », écrit Böll, « il n'est pas possible de traiter le radicalisme avec lequel elle est entrée d'abolition, de criminalité et encore moins d'indulgence ».

Les partis politiques ouest-allemands, oubliant que seule une société elle-même monstrueuse peut enfanter des monstres, ont préféré rester à la surface des événements, dans la mousse des idées reçues, dans le confort des positions établies. L'extrême gauche a tenté de montrer que le corps social reste sain.

Il n'en a hélas rien été. Depuis cinq ou six ans que le terrorisme est la violence politique de la République fédérale, les choses n'ont fait qu'empirer. La psychose antiterroriste n'a fait que se développer, renforçant les tendances profondément ancrées en faveur du strict respect de la loi et de l'ordre. Fidèles à une longue tradition observable dans l'histoire allemande, montrant une préférence pour le privilège du droit contre la justice : le film *Gräte Münde*, de Heidi Genée, qui passe actuellement à la télévision, est une allégorie de la loi favorable aux notables, montrant comment déjà à des réactions dévastatrices de la part d'esprits révoltés.

Dans l'Allemagne d'aujourd'hui, la loi et la justice n'ont plus synonyme de passivité ou de silence ; ces concepts sont devenus agressifs et il s'y associe la revendication de plus en plus fréquente de la violence, du rétablissement de la peine de mort, du renforcement du système policier, du durcissement de l'appareil législatif et judiciaire.

L'appartenance à la gauche n'a jamais constitué un titre de gloire en Allemagne, où l'écrasement de la révolution prolétarienne en 1918, puis l'antibolchevisme forcené des nazis, l'antisovietisme inflexible d'Adenauer et la réalité d'un communisme peu engageant en République démocratique allemande ont laissé durablement des traces dans les esprits. Le mot de « trois », (gauche) est désormais outre-Rhin quasiment assimilé à une injure — une évocation qui n'est pas sans inspirer l'inquiétude dans les rangs sociaux-démocrates. Car anarchisme, socialisme, libéralisme, sont allégrement mis dans le même sac, avec une volonté délibérée de discréditer toute la gauche. C'est là l'une des raisons qui ont récemment incité

M. Willy Brandt, le président du S.P.D., à s'inquiéter de la résurgence du néo-nazisme et à demander qu'on accorde à cette tendance la même attention qu'aux errements de l'ultra-gauche.

Ces activités sont certes révélateurs, voire prémonitrices et nous y reviendrons. Mais, plus menaçant encore pour l'avenir est aujourd'hui en Allemagne le développement et le renforcement d'un climat antidémocratique. Les porte-parole les plus fermes de ce mouvement sont M. Dräger, leaders de la C.D.U. en Hesse, et Strauss, en Bavière. Ce sont ces hommes qui ont le vent en poupe. Ce n'est pas un hasard si le N.P.D. s'est fixé pour objectif, aux prochaines élections, de faire de Francfort la capitale de la Hesse, passée depuis peu des sociaux-démocrates aux chrétiens-démocrates, la première ville « dénationalisée » de la R.F.A.

Il y a à la cour fédérale, le Dr Guenther Wilms, déplorait, dans la *Frankfurter Allgemeine* que le

Même les poètes

« Est-ce que les fondements de notre État chancelier ? » Le 12 août dernier, dans le grand organe libéral *Die Zeit*, M. Ralf Dahrendorf, ancien ministre et ancien membre de la commission du Marché commun à Bruxelles, s'interrogeait. Et dans une analyse d'une grande pertinence, il constatait : le malaise est certain, aujourd'hui, à peu près général dans les pays développés, « où le bien-être a conduit, grâce à une croissance continue, à une union heureuse de libéralisme économique et d'équilibre socio-politique ». Mais, en Allemagne fédérale, il se traduit par une mise en danger du « consensus social et libéral » de cet accord très large qui rassemble les larges fractions des partis conservateurs, libéraux et socialistes. Cette menace, ajoutait M. Dahrendorf, « explique les insécurités, l'absence de direction, les querelles internes aux forces politiques dominantes ».

Trop occupé à reconstruire, à effacer, les ruines de son soi-meur, contraint à l'humilité par la défaite et l'accusation, proférée trop légèrement par les Alliés de culpabilité collective dans les crimes du régime hitlérien, le peuple allemand, dégoûté des rêves et des passions, amer, se réfugia après la guerre, doci-

lément, dans la réalité. L'économie lui tint lieu d'idéologie. Livré à lui-même, sans maîtres spirituels, tous plus ou moins compromis à ses yeux dans un sans où, dans l'autre, sans véritable État, il ne concevait l'avenir que sous sa forme la plus prosaïque.

Le résultat est là aujourd'hui, désolant : des villes-outre-Rhin de béton ultra-modernes, mais d'une uniformité oppressante, le règne ouest-allemand dictatorial de la consommation, un corps social désespérément pauvre sur le plan spirituel et étranger à la floraison artistique et culturelle des vingt dernières années, une nation divisée, une Allemagne où même les savants sont tenus en suspicion — des micros chez les physiciens Taube et les poètes en marge — Heinrich Böll, prix Nobel de littérature, est repoussé par une large fraction de l'opinion pour sa trop grande compréhension envers les terroristes de la bande Baader-Meinhof. Dans le style carré qui le caractérise, M. Franz-Joseph Strauss, le dirigeant de l'aile droite de la démocratie chrétienne, résume très bien le sentiment général : « Cet État ne vit pas de la gloire de ses victoires ou de ses penchants, et encore moins de la décadence des fonctionnaires politiques, mais de la capacité de rendement de son économie. » (Bild am Sonntag, 4 septembre).

Le cycle de la violence

Cette exigence fut, dès le début, cloûée au pilori par la droite et une partie de la presse, celle de la chaîne Springer, notamment, laquelle, prise dans d'un véritable hystérie antijuives, antiréformistes, anticomunistes, lança les premiers « appels au crime ». Appel qui ne fut pas le dernier, eût-elle été en avril 1968, Rudi Dutschke, « Rudi le Rouge », s'écroula dans une rue de Berlin-Ouest, gravement blessé de plusieurs balles de revolver. Moins d'un an auparavant, le mouvement étudiant avait défilé pour le premier mort, Benno Ohnesorge, tué par la police au cours de la répression particulièrement brutale d'une manifestation contre la visite du chah d'Iran à Berlin. Historiquement, la violence n'est pas venue de la gauche ; celle-ci en a été, au contraire, la victime, et c'est sans aucun aval du mouvement étudiant dans son ensemble que s'en est suivie l'escalade de la violence, tant de brutalité de la part de l'État et des forces sociales conservatrices, se lançant dans l'urgence insensée du terrorisme.

Ni l'exécution sommaire dans la rue à la suite de folles chasses à l'homme de quelques « anarchistes » ni l'arrestation, en février 1974, du « noyau dur » de la Rote Armee Fraktion, plus connue sous le nom de « groupe Baader-Meinhof », ne sont parvenus à ce jour à stopper l'escalade de la violence. Assassins attentifs, hold-up de banques, enlèvements — le dernier en date étant celui de M. Schleyer, le président du patronat ouest-allemand — sont devenus monnaie presque quotidienne. Refusant de croire avec Böll que ce radicalisme pouvait être porteur d'espoir dans une société où « l'or est dieu », les hommes politiques de Bonn se sont jurés les uns après les autres, dans une rage aveugle,

d'exterminer le terrorisme, d'éradiquer ces radicaux. « Lorsque la justice n'est pas remplie dans une mesure quasi considérable », écrit Böll, « il n'est pas possible de traiter le radicalisme avec lequel elle est entrée d'abolition, de criminalité et encore moins d'indulgence ».

Les partis politiques ouest-allemands, oubliant que seule une société elle-même monstrueuse peut enfanter des monstres, ont préféré rester à la surface des événements, dans la mousse des idées reçues, dans le confort des positions établies. L'extrême gauche a tenté de montrer que le corps social reste sain.

Il n'en a hélas rien été. Depuis cinq ou six ans que le terrorisme est la violence politique de la République fédérale, les choses n'ont fait qu'empirer. La psychose antiterroriste n'a fait que se développer, renforçant les tendances profondément ancrées en faveur du strict respect de la loi et de l'ordre. Fidèles à une longue tradition observable dans l'histoire allemande, montrant une préférence pour le privilège du droit contre la justice : le film *Gräte Münde*, de Heidi Genée, qui passe actuellement à la télévision, est une allégorie de la loi favorable aux notables, montrant comment déjà à des réactions dévastatrices de la part d'esprits révoltés.

Dans l'Allemagne d'aujourd'hui, la loi et la justice n'ont plus synonyme de passivité ou de silence ; ces concepts sont devenus agressifs et il s'y associe la revendication de plus en plus fréquente de la violence, du rétablissement de la peine de mort, du renforcement du système policier, du durcissement de l'appareil législatif et judiciaire.

L'appartenance à la gauche n'a jamais constitué un titre de gloire en Allemagne, où l'écrasement de la révolution prolétarienne en 1918, puis l'antibolchevisme forcené des nazis, l'antisovietisme inflexible d'Adenauer et la réalité d'un communisme peu engageant en République démocratique allemande ont laissé durablement des traces dans les esprits. Le mot de « trois », (gauche) est désormais outre-Rhin quasiment assimilé à une injure — une évocation qui n'est pas sans inspirer l'inquiétude dans les rangs sociaux-démocrates. Car anarchisme, socialisme, libéralisme, sont allégrement mis dans le même sac, avec une volonté délibérée de discréditer toute la gauche. C'est là l'une des raisons qui ont récemment incité

En été les Français préparent les économies de chauffage de l'hiver.

Ils s'occupent des travaux d'isolation, de régulation et d'entretien.

Agence pour les économies d'énergie



le Chicago des années 20

les précédents attentats

Belgique

Free Lane Current

AFRIQUE

LE CONFLIT DU SAHARA OCCIDENTAL

Un violent accrochage entre le Polisario et l'armée mauritanienne a fait une centaine de morts

Une quarantaine de militaires mauritaniens, dont deux officiers, et une cinquantaine de membres du Front Polisario, ont trouvé la mort le 31 août dernier lors d'un violent accrochage à 45 kilomètres au nord-est d'Alger, localité située au centre du Tiris-Gharbi (ancien Rio-de-Oro), a-t-on appris lundi 5 septembre à Nouakchott de source autorisée. Une quinzaine de soldats mauritaniens et plusieurs dizaines de combattants sahraouis ont été blessés, et un important matériel a été détruit de part et d'autre au cours de l'affrontement. Cet engagement, souligne-t-on dans la capitale mauritanienne, est l'un des plus meurtriers enregistrés depuis le début des hostilités, en décembre 1975.

Selon d'autres informations, une colonne du Front Polisario, constituée d'une cinquantaine de véhicules, a été repérée, lundi, près de Jraïf, à 90 kilomètres au nord-est d'Alger, ville importante du centre de la Mauritanie. Sitôt l'alerte donnée, l'aviation mauritanienne est intervenue et a obli-

République Sud-Africaine

Création d'un parti hostile à l'apartheid

De notre correspondante

Johannesburg. — Le parti progressiste réformiste (P.R.P.) de M. Colin Eglin vient de former un nouveau parti d'opposition, le parti fédéral progressiste (P.F.P.), avec des dissidents du parti uni (U.P.) de Sir de Villiers Graaf (aujourd'hui nouveau parti républicain ou N.R.P.), opposition officielle au Parlement. Le P.F.P., dont le leader est M. Eglin et le président national adjoint M. Japie Basson (ancien U.P.), se déclare hostile à l'apartheid et pour la citoyenneté à part entière de tous les Sud-Africains.

Le P.F.P. préconise la séparation des pouvoirs, législatif, exécutif et judiciaire, la décentralisation de ceux-ci sur des bases géographiques et l'adoption d'une charte des droits de l'homme pour les individus et les minorités.

Le président zambien invite l'Occident et les pays pétroliers à arrêter leurs livraisons de carburant à la Rhodésie

M. Kenneth Kaunda, président de la République zambienne, a lancé un appel à la Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et à leurs alliés occidentaux pour qu'ils empêchent M. Ian Smith de plonger la Rhodésie dans une sanglante guerre civile.

Le président Kaunda a invité l'Occident et les pays pétroliers à arrêter leurs livraisons de pétrole à la Rhodésie. « A défaut d'un tel embargo, a-t-il dit, les propositions anglo-américaines de règlement en Rhodésie seront vaines à l'échéance ».

Le président zambien, qui s'adressait, lundi 5 septembre, aux journalistes, à l'occasion du départ du général Olusegun Obasanjo, président du Nigeria, au terme d'une visite de deux jours en Zambie, a reproché aux Anglo-Américains de n'avoir pas retenu l'idée d'un embargo sur les livraisons pétrolières, au cas où M. Smith resterait intransigeant.

De son côté, le chef de l'Etat nigérian a déclaré, au cours d'un déjeuner offert en son honneur, qu'il estimait « sincères » les propositions de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis. « Les guerilleros noirs ne doivent toutefois pas cesser leur guerre de libération tant que le premier ministre rhodésien, M. Ian Smith, sera au pouvoir », a-t-il ajouté.

A Salisbury, le révérend Ndabaningi Sithole, leader nationaliste modéré, remis en liberté en décembre 1974 par le régime de Salisbury après onze ans d'emprisonnement, a tenu à rassurer les Rhodésiens blancs sur leur avenir. Il leur a notamment affirmé qu'un gouvernement noir rhodésien aurait besoin d'eux, et il les a pressés d'accepter le plan de règlement anglo-américain.

La police rhodésienne a confirmé que la religieuse américaine Janice Ann Mac Laughlin était détenue en application des lois d'exception et qu'elle pourrait être poursuivie aux termes de ces lois (le Monde du 6 septembre). L'enquête est complétée, a déclaré un porte-parole du gouvernement de Salisbury. Nul ne sait cependant quand la religieuse, originaire de Pittsburgh (Pennsylvanie), comparaitra devant un tribunal. Membre de la commission catholique Justice et Paix, elle aurait rédigé un certain nombre de rapports pour l'organisation, dont l'un accuse les forces rhodésiennes de « lâcheté » dans la lutte

Italie

MME ELENA BONNER-SAKHAROV, épouse du physicien dissident soviétique André Sakharov, est arrivée, lundi soir 5 septembre, à Rome,

LES AFFRONTEMENTS DE L'OGADEN

Les maquisards somalis affirment avoir pris une ville importante

Le secrétaire général du Front de libération de la Somalie occidentale (F.L.S.O.), M. Aboulaye Hassan Mahmoud, a affirmé, lundi soir 5 septembre à Mogadiscio, que la ville de Jijiga (quatre mille habitants), située dans le nord de l'Ogaden, à proximité du Harar, avait été prise par les maquisards somalis après de très violents combats contre les troupes éthiopiennes. Selon le représentant du F.L.S.O., les soldats éthiopiens auraient finalement abandonné la ville et les combats se poursuivraient à une quinzaine de kilomètres plus à l'ouest. Un chasseur éthiopien F-5 et quatre chars auraient été détruits dimanche soir dans cette région.

A Addis-Abeba, le « commandement opérationnel révolutionnaire » a catégoriquement démenti lundi la chute de Jijiga, insistant, au contraire, sur la « déroute » des « forces somaliennes » autour de cette ville. La radio a ajouté que des unités de l'armée de terre et de l'aviation avaient lancé une opération combinée au cours de laquelle les dernières troupes

somalienne en fuite. Cette opération est personnellement dirigée par le lieutenant-colonel Mengistu Haile Mariam, chef de l'Etat. Cinq Mig somaliens, soixante-douze tanks et vingt-cinq véhicules blindés auraient été détruits, tandis que huit cents soldats somaliens auraient été tués depuis le début de cette opération.

Un porte-parole du ministre éthiopien des affaires étrangères a démenti, d'autre part, « l'ingénierie arabe réactionnaire dans les questions africaines », insistant sur le fait que la coopération afro-arabe se trouvait compromise par cette « ingénierie ». Le porte-parole a ajouté : « La corne de l'Afrique est un problème africain qui doit être résolu dans un contexte africain ».

Les ministres des affaires étrangères des pays arabes, réunis au Caire, ont pourtant adopté, lundi, une position très prudente au sujet de la Somalie. Ils ont examiné un mémorandum de Mogadiscio qui avait insisté pour que la question de l'Ogaden soit inscrite à l'ordre du jour, le conseil ministériel de la Ligue arabe a adopté une résolution exprimant sa « profonde préoccupation devant la poursuite du conflit dans la corne de l'Afrique », et exhortant tous les pays étrangers à s'en tenir à l'écarter afin que « les peuples de la région puissent résoudre eux-mêmes leurs propres problèmes ».

Le secrétaire général de la Ligue arabe, M. Wafiq el-Nouman, en vue de trouver une solution au conflit de l'Ogaden dans le cadre de la coopération afro-arabe. — (A.F.P., Reuters, U.P.I.)

Rectificatif

LES DÉCLARATIONS DU PRÉSIDENT SENGHOR

Par suite d'un « masto » dans certaines éditions de samedi 4 septembre, l'interview du président Senghor et l'information concernant les entretiens de M. P. K. Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères, ont été rendues incompréhensibles. En ce qui concerne le chef de l'Etat sénégalais, la phrase litigieuse était la suivante : « J'ai répondu à toute forme de contacts avec M. Vorster et ses amis politiques ». Quant au ministre sud-africain des affaires étrangères, il a dit : « J'ai répondu à la porte-parole du ministre des affaires étrangères à confirmer que M. Botha venait d'effectuer une brève visite en Afrique. Il a ajouté que celle-ci avait eu un caractère privé, et il a refusé de préciser si M. Botha avait rencontré à Jérusalem M. Moshe Dayan, ministre israélien des affaires étrangères ».

A TRAVERS LE MONDE

Grande-Bretagne

M. JOHN GOLLAN, secrétaire général du parti communiste britannique de 1956 à 1975, est mort lundi à l'âge de soixante-six ans des suites d'un cancer du poulmon. M. Gollan était entré au parti communiste en 1927. Il fut tour à tour secrétaire de la Ligue des jeunes communistes, secrétaire de la section écossaise, secrétaire général adjoint et rédacteur en chef adjoint de l'organe du parti, le Daily Worker, devenu depuis le Morning Star. En 1956, il succéda à M. Harry Pollitt à la tête du P.C.B., qui compte environ vingt-huit mille membres. En 1975, M. Gollan fut remplacé par M. Gordon McLennan. — (A.F.P.)

Irlande du Nord

UNE SERIE D'EXPLOSIONS a secoué le centre de Belfast dans la nuit du 5 au 6 septembre. Six bombes incendiaires ont fait explosion à quelques minutes d'intervalle, a indiqué un porte-parole de la police. L'intérieur du « pénitencier de sécurité » venu par les forces de l'ordre. Des engins, dissimulés dans des caisses, ont causé des dégâts importants à plusieurs boutiques. Ces attentats, qui n'ont pas été revendiqués, n'ont fait aucune victime. — (A.F.P.)

Italie

MME ELENA BONNER-SAKHAROV, épouse du physicien dissident soviétique André Sakharov, est arrivée, lundi soir 5 septembre, à Rome,

venant de Moscou. Elle est accompagnée de sa fille Tania, de son gendre Efrem Yankélévitch, et de leurs deux enfants. Ils ont été reçus à l'aéroport par le ministre israélien des affaires étrangères, M. Moshe Dayan. — (A.F.P.)

Mélanésie

DES DISCUSSIONS portant sur l'accession à l'indépendance au début de 1978 des îles Salomon, protectorat britannique de la Mélanésie, ont lieu à Londres du 6 au 13 septembre. — (A.F.P.)

Ouganda

DOUZE OUGANDAIS ont été condamnés à mort pour complot contre le président Idi Amin Dada, a annoncé lundi 5 septembre Radio-Kampala. Deux autres ont été condamnés à quinze ans de prison.

Le tribunal militaire a ordonné que les condamnés soient fusillés à Kampala, avec les armes qu'ils avaient eux-mêmes fait passer en contrebande en Ouganda pour renverser le gouvernement. La découverte d'un complot avait été annoncée à la mi-février par le chef de l'Etat, l'archevêque anglican d'Ouganda, le révérend Janssi Lavum, et deux membres du gouvernement, le colonel Oryema et M. Charles Obote Ojumbi, ministre des ressources naturelles et de l'intérieur, avaient été arrêtés au lendemain de cette annonce et devaient, peu après, trouver la mort dans un mystérieux accident de voiture. Un étudiant ougandais a, d'autre part, vainement tenté

ASIE

Thaïlande

Jugés par un tribunal militaire en l'absence d'avocats dix-huit étudiants sont passibles de la peine capitale

De notre correspondant

Bangkok. — L'ouverture du procès des dix-huit étudiants de l'université de Thammasat devant un tribunal militaire de Bangkok a donné lieu, lundi 5 septembre, à la première manifestation étudiante depuis le coup d'Etat militaire du 6 octobre 1976.

Un millier de jeunes gens et de jeunes filles, qui avaient attendu toute la matinée devant l'enceinte du ministère de la défense où se déroulait cette première audience, ont fait une ovation aux dix principaux accusés lorsque ceux-ci ont quitté les lieux dans un fourgon cellulaire pour regagner leur prison. La foule était contenue par une compagnie de policiers appartenant à ce corps de choc qui avait donné l'assaut à l'université, dans la matinée du 6 octobre dernier. (Il y avait eu officiellement trente-six morts, pour la plupart des étudiants.)

Ainsi qu'il l'avait annoncé, le gouvernement a autorisé la presse locale et les correspondants étrangers à assister à cette séance d'ouverture essentiellement consacrée à la lecture des actes d'accusation. Des parents des accusés, des représentants de l'ambassade des Etats-Unis et de celle d'Australie, ainsi que M. Don Luce, militant pour les droits de l'homme et président du groupe religieux américain Clergy and Laity Concerned, étaient présents dans la salle exiguë.

L'arrivée des six principaux accusés, précédée par le bruit des chaînes qui entraînent leurs jambes aux chevilles et au niveau des genoux, n'a pas fait la meilleure impression sur le public. De plus, en dépit des déclarations d'intention récemment faites par le premier ministre, M. Thanin — un juge de profession — les accusés, qui sont détenus depuis onze mois sans jugement, en vertu de la Constitution élaborée après le 6 octobre, ne bénéficient toujours pas du soutien du moindre avocat. Tous cependant sont passibles de la peine de mort.

(Publié)
LES OFFICES DE ROCH-SACHANA ET YOM KIPPOUR DE L'UNION LIBERALE ISRAËLITE DE FRANCE ont lieu comme d'habitude
Salle Playel
et 24, rue Copernic
Réservation des places :
24, rue Copernic - 75116 PARIS
Le rentrée des Cours d'Instruction Religieuse se fera le :
MERCREDI 5 OCTOBRE 1977
à 9 heures

afrique asie

LE PLUS FORT TIRAGE ET LA PLUS LARGE DIFFUSION DES PERIODEQUES DU TIERS-MONDE

CETTE SEMAINE :

LA BOMBE DE PRETORIA :
Un défi mortel à l'Afrique

PALESTINE :
Une paix introuvable.

SOMALIE - ETHIOPIE :
Après la visite de Siad Barre à Moscou

SAHARA :
Les manœuvres du roi

ZAIRE :
Soixante-dix jours de liberté

ARABIE SAOUDITE :
Les maîtres de Ryad

SYRIE - JORDANIE :
L'alliance antipalestinienne

DIPLOMATIE :
La France, les Arabes et les autres...

TUNISIE :
Le procès du M.U.P.

SUPPLÉMENT :
La XIV^e Foire d'Alger

Avec de nombreux articles et rubriques sur Madagascar, le Sri-Lanka, la Conférence Nord-Sud, le développement de l'Afrique, la littérature, la poésie, le cinéma, le sport, etc.

Lisez, abonnez-vous :

« AFRIQUE - ASIE »
9, rue d'Aboukir, PARIS (9^e)

Événements du

LA NEIGE,
SOMMAIS PARTEZ
DE PARIS
L'APRES-MIDI
ARRIVEZ
LE SOIR MEME

ASIE

Évadés du Cambodge

(Suite de la première page.)
On dirait qu'il cherche à voir au-delà de ces montagnes, qui marquent le commencement du pays d'où il vient ; le pays clos sur une « expérience » radicale à nul autre pareille où il a « misé » sa femme et ses quatre enfants. « Dans mon village, beaucoup d'hommes voulaient fuir. On en parlait en travaillant. Mais ils n'ont jamais pu se résoudre comme moi à abandonner leurs familles. »
Lui-même et Pin Yatay, tous deux anciens hauts fonctionnaires

Penh. Pendant sept heures, les deux hommes nous racontent leur vie quotidienne et celle de leurs proches depuis deux ans, évitant les généralisations et ayant souvent leur ignorance sur tel ou tel point.
Au-dessus du niveau de ses représentants locaux, on ne sait pas ce qu'est exactement l'« Angkar ». Que l'« organisation » apparaisse de plus en plus ouvertement depuis le début de l'année comme la structure du pouvoir du parti communiste khmer, elle n'en reste pas moins

parfois pour plusieurs personnes, affirme Pin Yatay. Le taux de mortalité est élevé. Entre cinq et dix personnes par jour, dit-il.
Au dispensaire sommaire du camp, les soins se réduisent à des injections et à l'absorption de décoctions à base de plantes. Cependant, ceux qui ont dissimulé des devises, des montres, de l'or ou des bijoux n'ont pas plus cours depuis avril 1975. Les échanges sont réduits à l'essentiel : des cadavres « kamaphobes » contre des cachets d'aspirine, de quinine ou contre du riz. « Une montre japonaise automatique, dit Yatay, vaut environ 30 kilos de riz, un lot d'or 15. »

Son fils aîné est trop malade pour supporter un déplacement et Yatay trouve une femme siamoise qui accepte de l'adopter.

La mortalité reste élevée

Muni d'une fausse autorisation (« les miliciens et beaucoup de cadres ne savent pas lire », dit-il) il se retrouve sur le chantier de Leach, toujours dans la province de Pursat. Il y restera jusqu'en mai 1977. Leach est bien organisé, la discipline y est moins dure qu'à Doney, les conditions de vie et de nourriture y sont meilleures. Mais la mortalité reste élevée. Pin Yatay note qu'il n'y a pratiquement pas eu de mariages ou de naissances sur les chantiers où il a travaillé, et qui, peu à peu, se

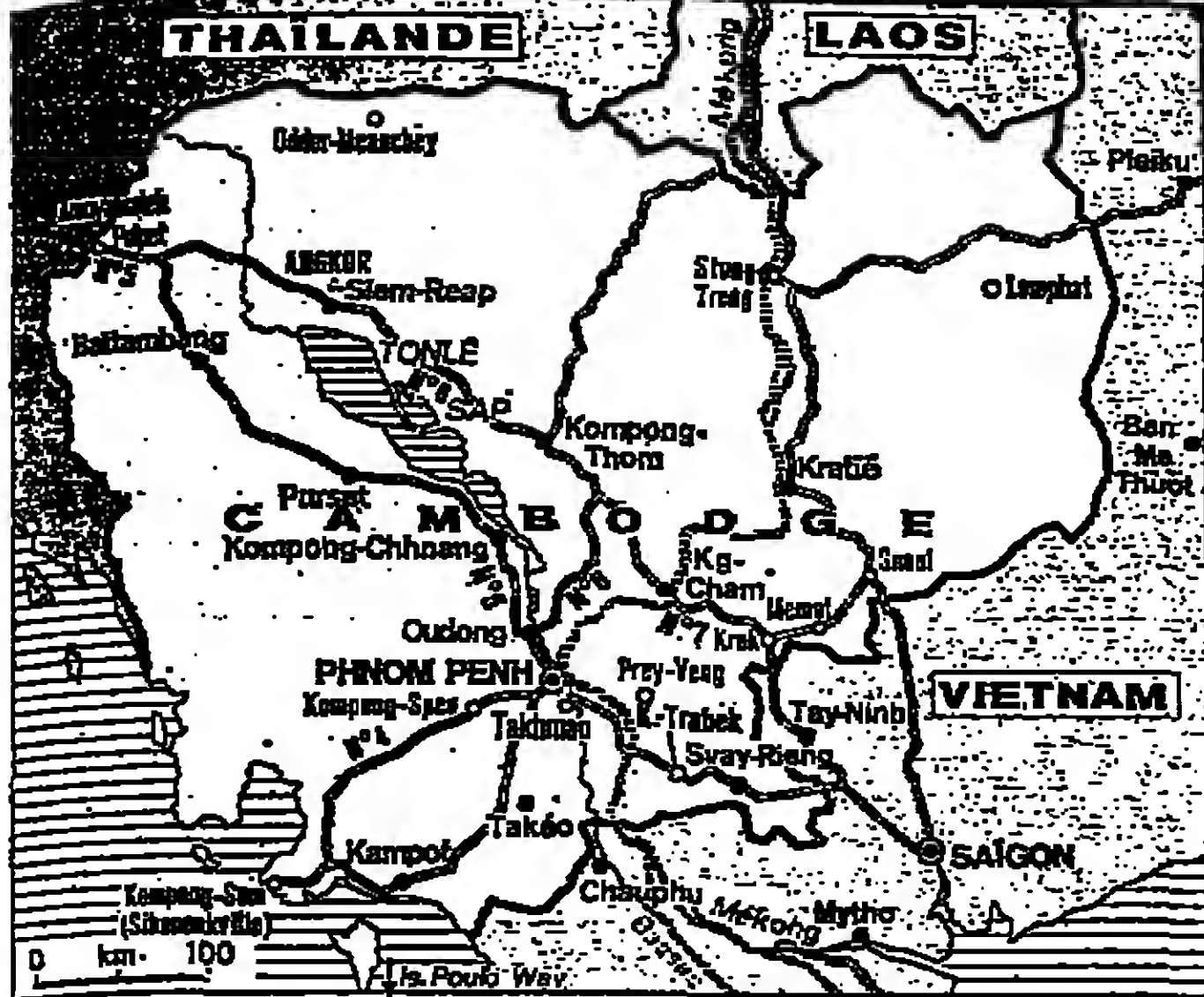
sont transformés en villages de coopératives. Il indique que sa femme et sa sœur n'avaient plus leurs règles depuis longtemps, ce qui est le cas, selon lui, de nombreuses femmes. Il note encore que la proportion des hommes est nettement inférieure à celle des femmes sur les « karatans ».

Pin Yatay et ses onze compagnons — huit hommes et trois femmes, dont la sienne — prennent la fuite le 24 mai à la nuit tombée. Un mois après, lui et son cousin arrivent séparément en Thaïlande.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX.

Prochain article :

LA COLLECTIVISATION PRÉCIPITÉE



du régime du maréchal Lon Nol, ont décidé de jouer leur va-tout après avoir acquis la certitude qu'ils avaient été reconnus, que leur arrestation et, affirmant-ils, leur exécution étaient imminentes.

Tous deux ont été des « collaborateurs » d'un régime pour lequel ils n'avaient plus aucune sympathie, tout comme les autres régimes. Ils ont aussi eu des regrets. Pin Yatay, diplômé de l'École d'ingénieurs de Montreuil, était en 1975 directeur des travaux publics. Khao Thiem Ly était contrôleur de l'aviation et responsable avant la chute de la capitale, de l'aéroport civil et militaire de Pochentong (Phnom-

penh). Khao Thiem Ly et Pin Yatay s'accordent sur bien des points. Cependant leurs expériences sont différentes et témoignent des variations intervenues, selon les catégories de personnes, le lieu et les responsables, dans la mise en œuvre de la « révolution totale ». Les deux hommes confirment que, après avoir astreint plus de cinq millions de citoyens aux travaux de la terre, en moyenne une douzaine d'heures par jour depuis deux ans et quatre mois, les dirigeants sont parvenus à accroître la production agricole. Ils soulignent aussi le prix de cette « révolution » : la collectivisation et l'autocensure.

« Des bêtes de somme »

Depuis le jour où il a quitté Phnom-Penh jusqu'à son passage en Thaïlande, l'histoire de Pin Yatay et des siens est une suite de déplacements, de labeur forcé, de privations et de drames. Ils vont d'un « karatan » (chantier de travail) à l'autre, dans un pays qui en est couvert, selon Radio Phnom-Penh. Homme de bureau, M. Yatay s'initie aux travaux de la terre dans le village de Koh-Tom, au sud de la capitale. C'est un village « ancien », « peuple ancien » (pracheachon chas), ceux qui ont vécu après le renversement du prince Sihanouk (18 mars 1970) (pracheachon they) ayant vécu dans les zones khmères rouges, par opposition au « peuple nouveau » sous la République et qu'il convient donc de « purifier » de ses « souillures impérialistes », « capitalistes », « coloniales » et « féodales ». « C'est un peuple inférieur, nous étions tout juste des bêtes de somme », nous dit notre interlocuteur.
A Koh-Tom, plusieurs centaines d'anciens et de nouveaux soumis travaillent de l'aube à la nuit. Ils défrichent, creusent des canaux,

préparent les rizières. Rien n'est encore très organisé. Les rations alimentaires sont suffisantes : « C'était encore les stocks de riz américain. »
Lorsqu'en juillet on lui propose un « retour au village natal », Pin Yatay, originaire de la capitale, prétend venir de Kompong-Spen (à 45 kilomètres à l'ouest de Phnom-Penh) pour pouvoir « c'est son obsession » se rapprocher de la frontière thaïlandaise. Pendant deux semaines, il va attendre dans une papaye désaffectée, avec quelque deux mille autres personnes, l'arrivée de camions. Après un long voyage, ils arrivent sur le chantier de Veal-Vong, dans la province de Pursat.
Rien n'a été prévu pour les accueillir. Sous la garde de quelques soldats en armes, environ cinq mille personnes de tous âges et de toutes conditions, excepté les enfants et les vieillards défrichent et labourent. Chaque famille se construit une palloie de fortune, que les pluies de la mousson transpercent de juin à octobre. Les rations de riz s'amenuisent dans le courant du second semestre de 1975 jusqu'à un « kaping » (environ 250 grammes) par jour et

« Un camp militaire »

Après six mois à Veal-Vong, la famille de Pin Yatay est transférée à Doney, dans la même province. Plusieurs milliers de personnes travaillent là aussi, de 6 heures à 11 heures, de 13 heures à 17 heures et de 19 heures à 21 heures ou plus. Les intermédiaires sont consacrés aux repas et à l'entretien des outils. Doney est organisé selon un schéma quasi militaire avec sections, compagnies et bataillons de production. Le système collectiviste se révèle : chacun est intégré dans une unité spécialisée (« groupement ») de labour, de terrassement, de préparation des engrais. Les enfants, qui doivent être les révolutionnaires purs et durs de l'avenir, sont en charge, selon leur âge, par des organisations spécialisées. Peu à peu, la cellule familiale perd son rôle protecteur et formateur ; celui de l'individu est réduit pour l'essentiel à ses seules fonctions productrices au profit de l'ensemble. A compter de janvier 1976, les repas ne sont plus pris en famille, mais dans des cantines, sur les lieux mêmes du travail. Cela supprime les temps morts, les distributions de riz et la possibilité d'en mettre de côté en vue d'une fuite. On fait comprendre aux enfants que c'est l'« Angkar » qui les nourrit et les forme, et non leurs parents.

Pour Pin Yatay, Doney restera synonyme de cauchemar. Les privations, l'absence de soins, le travail épuisant et les épidémies de paludisme et de dysenterie ont décimé des milliers d'êtres. A commencer par la sienne. En quelques mois, affirme-t-il, vont mourir treize de ses proches, dont son second fils (six ans), d'une fièvre infectieuse au pied. Tous sont ensevelis dans une « fosse commune » à proximité de l'hôpital. Lui-même, sa femme, son fils aîné et son cousin, les seuls survivants du groupe initial, sont « tout gonflés pendant des mois ».

A cette époque, il craint d'être repéré et décide de quitter Doney.

COLLOQUE EURO-ARABE — PARIS — 20-22 SEPTEMBRE 1977

L'Europe peut-elle contribuer à un règlement de paix au Proche-Orient



Président : Louis TERRENOIRE
Année de création : 1967

BUT :
L'Association de Solidarité Franco-Arabe a été créée en 1967, au lendemain de la guerre des Six Jours. Elle a pour but de développer la solidarité entre le peuple français et l'ensemble de la nation arabe, tout en s'intéressant de l'immense tâche de la vie intérieure des États qui la composent. Elle s'attache particulièrement à la défense du peuple palestinien et à la reconnaissance de ses droits légitimes. Elle soutient au sein de l'opinion française la politique d'amitié avec les peuples arabes et combat les manifestations de discrimination et les vexations à l'encontre des ressortissants arabes travaillant en France.

Publication : FRANCE-PAYS ARABES
Spécimen sur demande
12-14, rue Augereau, 75007 PARIS.



Comité Européen de Coordination des Associations d'Amitié avec le monde arabe

PAYS REPRESENTÉS :
Grande-Bretagne, France, Belgique, Hollande, Suisse, Irlande, Espagne, Portugal, Italie, Suède, R.F.A.

Publication : Bulletin Eurabia, 18, rue Augereau, 75007 PARIS

L'Association de Solidarité Franco-Arabe et le Comité Eurabia organisent à Paris, du 20 au 22 septembre, un colloque international dont le thème est : « L'Europe peut-elle contribuer à un règlement de paix au Proche-Orient ? », auquel participeront de nombreuses personnalités européennes et arabes du monde politique, diplomatique, économique, universitaire et de la presse.

- 1 — Les puissances européennes — ou certaines d'entre elles — ont-elles une responsabilité historique dans la situation au Proche-Orient ?
- 2 — Les pays arabes et Israéli ont-ils fait des concessions suffisantes pour parvenir à un règlement de paix ?
- 3 — Les Israéliens auraient-ils intérêt à négocier avec l'O.L.P. (Organisation de Libération de la Palestine) pour trouver une solution de coexistence ?
- 4 — Les Palestiniens ont-ils le droit de vivre dans un Etat souverain ?
- 5 — La Cisjordanie et Gaza, territoires occupés par Israël depuis 1967, peuvent-ils constituer un Etat pour les Palestiniens ?
- 6 — Si cet Etat palestinien était constitué en Cisjordanie et à Gaza, Jérusalem pourrait-il en devenir la capitale ?
- 7 — L'implantation des colonies juives en Cisjordanie.
- 8 — L'Europe ou certains pays européens peuvent-ils intervenir efficacement auprès des différents pays impliqués dans le conflit du Proche-Orient en vue de parvenir à un règlement de paix ? Dans l'hypothèse positive, quelles initiatives pourraient être prises et serait-il possible à l'Europe ou à certains pays européens de garantir un règlement de paix entre Israël et les pays arabes ?
- 9 — Tous les États de la région, y compris l'Etat d'Israël et le nouvel Etat palestinien, une fois la paix revenue, pourraient-ils vivre en paix dans des frontières sûres et reconnues ?
- 10 — Les pays européens ont-ils intérêt à maintenir et à renforcer une coopération économique, culturelle et politique avec les pays arabes ?

Ce sont quelques-unes des questions qui seront abordées au cours du colloque des 20, 21, 22 septembre... L'EUROPE PEUT-ELLE JOUER UN RÔLE POUR UN RÈGLEMENT DE PAIX AU PROCHE-ORIENT ? Informations : A.S.F.A., 12-14, rue Augereau, 75007 PARIS - 555-27-52.

LES PRIX DU JOUR.

POMMES DE TERRE
Rég. parisienne, 35 mm vrac
0,45 à 0,65 F le kg
TOMATES RONDES
Ouest ou Midi,
cat. 1, cat. 57-67
4,60 à 5,60 le kg
RAISIN CHASSELAS
Midi, cat. 1
4,75 à 5,75 le kg
CAROTTES
cat. 1
0,90 à 1,10 le kg
Prix valables en région parisienne
Secrétariat d'Etat à la Consommation
Commission de Paris

afrique
asie

LA NEIGE, DESORMAIS PARTEZ DE PARIS L'APRES-MIDI ARRIVEZ LE SOIR MEME.

Paris-Savoie par les trains d'après-midi.

Paris	13 15
Cluses	19 59
Sallanches	20 19
Saint-Gervais	20 30

Paris

Moutiers-Salins	13 15
Aime-la-Plagne	19 47
Bourg-St-Maurice	20 14
Bourg-St-Maurice	20 35

Circule les 22, 23 et 30/12/77, ainsi que les vendredis et les samedis du 6.1 au 21.4.78.

Paris	16 55
Lyon Perrache	20 47
	21 12
Moutiers-Salins	23 55
Aime-la-Plagne	23 50
Bourg-St-Maurice	0 05

Circule les vendredis du 6.1 au 7.4.78. Sous réserve de modifications.

SNCF
REDECOUVREZ LE TRAIN.

AMÉRIQUES

Mexique

L'ouverture politique de M. Lopez Portillo doit canaliser le mécontentement créé par la crise économique

Mexico. — Neuf mois après avoir succédé, dans des conditions difficiles, à M. Luis Echeverría, le président Lopez Portillo mène de front une stabilisation économique de style classique et une ouverture politique sans précédent au Mexique. Choisi au sein du P.R.I. (Parti révolutionnaire institutionnel) comme un candidat de compromis, cet ancien secrétaire (ministre) des finances du cabinet sortant, n'a pas eu trop de peine à affirmer son autorité dans un système où, pour six ans, le chef de l'Etat jouit d'un pouvoir presque monarchique. Au sein du gouvernement, les hommes qui sont tenus pour proches de M. Echeverría et ceux qui ont gardé une certaine allégeance à son prédécesseur M. Diaz Ordaz, les « traditionalistes » et les « libéraux » minimisent leurs désaccords et se présentent comme une équipe unie. La consolidation politique de M. Lopez Portillo est facilitée par la reconnaissance générale de ses compétences économiques et les premiers résultats positifs de sa gestion.

Pendant le « sexennat » précédent, M. Echeverría avait mis l'imaginaire au pouvoir. Il avait accompli une œuvre législative considérable (près de quatre cent cinquante lois de réformes) et beaucoup renforcé l'infrastructure du pays, doublant le réseau routier et bâtissant trente aéroports. Cet effort d'équipement, coïncidant avec la récession mondiale, avait creusé le déficit des derniers budgets du mandat, porté l'endettement extérieur à un niveau sans précédent (plus de 20 milliards de dollars). L'annonce de mesures sociales et d'augmentation de salaires d'urgence avait inquiété les milieux d'affaires, tandis que des professions de foi ultra-mondistes alarmaient les Etats-Unis, qui assuraient 75 % de l'investissement étranger dans le pays. En octobre et novembre 1976, un vent de panique souffla sur l'économie et l'inflation atteignit 6 % par mois. Le Mexique, qui avait quadruplé sa dette publique

L'alliance pour la production

« Je ne mérite pas encore vos applaudissements, je n'ai rien fait d'autre que de vous demander des sacrifices. C'est vous qu'on devrait applaudir », disait le président Lopez Portillo le 30 août devant le congrès des syndicats officiels (Confédération des travailleurs mexicains, C.T.M.). Selon les chiffres officiels de la Banque du Mexique, le pouvoir d'achat des travailleurs a été réduit de 48,7 % au cours des derniers mois. Etroitemment contrôlé par le P.R.I., le mouvement syndical, qui regroupe une minorité des travailleurs, a longtemps eu le sentiment d'être privilégié, en raison notamment d'une législation sociale avancée. Sous la direction de l'immuable et puissant M. Fidel Velazquez, sorte de George Meany mexicain, la C.T.M. a accepté cette année une augmentation de salaires qui ne dépasse pas 10 %.

Dans le slogan omniprésent de « l'alliance pour la production », M. Lopez Portillo appelle à conjuguer pour la relance les sacrifices des travailleurs et l'effort d'investissement des entrepreneurs. Il fait tout pour rassurer le patronat qu'avait effrayé ce que le *Time* appelle les « coups antibouillottes » de M. Echeverría. Le secrétaire aux finances, M. Mociuzuma, nous a lu la lettre d'un important banquier de Sonora qui annonçait de nombreux investissements dans cet Etat et s'est félicité de ce propos de « l'attitude de plus en plus positive des milieux d'affaires ». Des capitaux sortis du pays (4 ou 5 milliards de dollars en

dix-huit mois), 1 milliard aurait retrouvé, selon M. Mociuzuma, le chemin du Mexique. « Cela va beaucoup mieux », conclut-il souriant. Au F.M.I., on estime que de problème numéro un nous sommes passés au cinquième rang, après la Grande-Bretagne, l'Italie, le Pérou et la Turquie. Les milieux d'affaires se sont engagés, dans des *convenios* (réunions) tenus dans tout le pays, à soutenir la politique du président en investissant 13 milliards de pesos au cours de son sexennat.

Toutefois, les chiffres très encourageants fournis par M. Lopez Portillo au cours de son rapport sur l'état de la nation (le *Monde* du 3 septembre) quant à la réduction du déficit extérieur et de la dette ne doivent pas trop faire illusion. Ils tiennent pour une bonne part à la contraction de l'activité économique. Les Mexicains aisés voyagent moins, les prix extérieurs ayant pratiquement doublé et les entreprises, très éprouvées par l'alourdissement d'importantes dettes en dollars, ont beaucoup réduit leurs importations.

La « réforme politique »

Préparée par E. Echeverría et annoncée le 1^{er} septembre par son successeur, la « réforme politique » vise à canaliser le mécontentement qu'a suscité la crise en modernisant le système hérité de la révolution. Pour la première fois dans l'histoire du pays, une ébauche de représentation proportionnelle va donner leur chance aux partis d'opposition « non enregistrés ». Les deux seules formations extérieures au P.R.I. admises jusqu'à présent au Parlement étaient en perte de vitesse et ne jouaient aucunement le rôle de stimulation ou de contestation du parti dominant. Le P.C., né dès 1919, et plusieurs partis de gauche (Parti mexicain des travailleurs, P.M.T., fondé en 1974, Parti socialiste révolutionnaire, P.S.R., une fraction dissidente

du Parti populaire socialiste, P.P.S., qui est enregistré et représenté au Parlement) et la Tendance démocratique (groupe contestataire au sein du syndicalisme officiel), mènent de difficiles tractations depuis dix-huit mois pour se réunifier.

Ces opposants volent dans l'ouverture politique de M. Lopez Portillo une concession inévitable devant la « montée des lites ». Pour M. Heberto Castillo, président du P.M.T., « c'est un point positif et une brèche que nous élargirons ». Toutefois, la gauche a relevé avec un vif mécontentement le refus du président de modifier le régime du syndicalisme officiel et l'appartenance obligatoire de ses membres au P.R.I. « Il y a trente-sept ans que nos ouvriers sont contrôlés par le pouvoir, il n'est pas question d'ouvrir la prison syndicale », nous dit M. Castillo à propos du C.T.M.

Les syndicats « indépendants », qui tentent de se constituer dans l'illégalité, sont réduits à l'impulsance. Le 2 septembre, M. Fidel Velazquez dénonçait encore avec vigueur l'« infiltration gauchiste » dans la centrale officielle et se disait résolu à la combattre.

Libéral par tempérament, le chef de l'Etat est allé, en matière d'ouverture politique, aussi loin que lui permettait la résistance du système et l'hostilité proclamée du chef des syndicats. L'aire conservatrice se résignait à une simple réforme électorale. Le président a annoncé « une série d'initiatives formant un véritable processus de perfectionnement des institutions », laissant prévoir une plus grande démocratisation de la vie politique mexicaine.

Créé en 1929, le P.R.I. est de moins en moins capable d'exprimer l'ensemble des aspirations d'une société complexe. Ses processus de désignation des députés et même du futur président « tapado » (dissimulé) en son sein, sont clandestins et

obliques. Enfin, il est pour beaucoup dans ce que le quotidien *Excelsior* appelait récemment « les deux plates du Mexique, la corruption et l'inefficacité, prix payé pour une stabilité relative ».

Rapprochement avec Washington

En politique étrangère, M. Lopez Portillo a mis en veilleuse les initiatives « progressistes » de son prédécesseur. Les dirigeants mexicains évoquent avec une certaine amertume le vote de la résolution de l'O.N.U. assurant le sionisme au racisme, qui fit tomber de 30 % les réservations de la saison touristique en raison de l'indignation de beaucoup d'Américains.

Les relations avec les Etats-Unis restent dominées par le problème des travailleurs clandestins. Très applaudi, le chef de l'Etat rappelait, dans son rapport du 1^{er} septembre, qu'il « ne sont pas des délinquants ». Les Mexicains rendent hommage aux intentions généreuses de M. Carter qui se proposait de soumettre au Congrès des dispositions accordant le citoyenneté américaine ou des facilités de séjour à certains des « *mitreros* ». Mais ceux-ci se comptent par millions et passent généralement la frontière pour de brèves périodes. Ils ne remplissent donc pas, pour la plupart, les conditions de résidence exigées par la nouvelle loi et tomberont sous le coup de pénalités très dures (1 000 dollars d'amende à l'employeur pour chaque travailleur illégal).

Même s'ils ne le reconnaissent pas, les Mexicains auraient préféré laisser les choses en l'état, et ils pensent que la nouvelle législation, si elle est adoptée, fera surtout l'effet de pays n'ayant pas de frontière commune avec les Etats-Unis et y « exportant » donc leurs travailleurs de façon durable.

Tout est fait, d'autre part, pour rassurer les Américains, et le prés-

dent Lopez Portillo a proclamé à plusieurs reprises son « respect absolu des investissements étrangers ». On ne se fait pas d'illusions à Mexico sur le degré de dépendance de l'économie à l'égard du grand voisin et sur la liberté de manœuvre qu'il consent.

Le régime entend bien démontrer, toutefois, qu'il reste dans la tradition révolutionnaire mexicaine et ne donne pas un simple coup de barre à droite. Le chef de l'Etat n'a pas renoncé aux réformes de fond, même si, en matière agraire, il constate qu'il n'y a « plus de terres à distribuer ». Une réforme de la fiscalité est en préparation. Au sein du cabinet, M. Portillo Muñoz Ledo, seul survivant de la saison écheverriste, prépare une importante réforme de l'éducation. La scolarité obligatoire va être allongée et passera sans doute de six à neuf ans. Le grand effort de construction d'écoles, consenti par le président Echeverría, est poursuivi.

Gestionnaire succédant à un visionnaire, M. Lopez Portillo a réusé à sauver le régime de l'offensive du patronat et de la droite en s'appuyant sur l'encadrement de la classe ouvrière et en lâchant du lest à l'égard de l'opposition. Il mène une partie délicate avec une incontestable virtuosité. Mais le coût social du redressement économique : chute verticale du pouvoir d'achat, sans parler des deux millions de chômeurs totaux et des sept millions partiels, est considérable. Les quelques partisans de la lutte armée, et notamment la Ligue du 23 septembre, dont trois militants viennent d'être tués à Mexico dans un affrontement avec la police, pourraient, si la situation n'est pas rapidement améliorée, sortir de leur isolement actuel. Il n'en reste pas moins que le système a démontré, dans l'épreuve, sa solidité, et que les institutions de bon nombre d'autres pays n'auraient pas résisté à une crise aussi grave.

P.-J. FRANCISCHINI

Pérou Lima compte sur l'intervention de M. Carter pour obtenir un prêt du F.M.I.

De notre correspondant

Lima. — Convaincre les Etats-Unis que le Pérou entend remplir ses obligations financières internationales : telle est la tâche qui attend le président péruvien, le général Francisco Morales Bermudez, lors de sa rentrée, mercredi 7 septembre, à Washington, avec le président Carter, à l'occasion de la signature du traité sur le canal de Panama.

Ces derniers temps, la crainte s'est renforcée, dans les milieux bancaires internationaux, que le Pérou soit incapable de faire face aux échéances de sa dette extérieure. Dans ce cas, Lima devrait déclarer un moratoire forcé, un exemple qui risquerait d'être suivi par plusieurs autres pays du tiers-monde. A Washington, le général Morales Bermudez fera valoir que telle n'est pas l'intention de son gouvernement, mais qu'il a besoin, face à une grave crise économique, d'un peu de souplesse de la part de ses créanciers. Le président Carter pourrait faire pression sur le Fonds monétaire international, qui subordonne l'octroi d'un prêt à Lima à l'application d'un programme d'austérité particulièrement draconien. Le coût social de ce programme paraît difficilement soutenable pour

un pays comme le Pérou, dit-on à Lima où l'on ajoute que, par ses conséquences sociales, ce programme déclencherait un engrenage d'agitation et de répression, qui empêcherait tout processus de démocratisation politique. En fait, souligne-t-on à Lima, le Pérou applique déjà une stricte politique d'austérité destinée à rééquilibrer ses finances.

Le régime péruvien vient d'autre part de lever l'état d'urgence et de rétablir les garanties constitutionnelles, suspendues en juillet 1976. C'est une décision susceptible de convaincre M. Carter des intentions démocratiques des militaires péruviens. Enfin, le Pérou fait valoir que son programme d'achats d'armements, notamment à l'Union soviétique (qui inquiétait Washington), est maintenant terminé.

On espère à Lima que ces arguments convaincront le président Carter d'inciter le F.M.I. à de meilleures dispositions et à accorder au Pérou un prêt *stand by* de 100 ou 150 millions de dollars, qui lui permettrait de refinancer sa dette extérieure.

THIERRY MALINIAK

OCÉAN INDIEN

Île Maurice

Le drame de deux mille immigrés clandestins


Dans une lettre adressée au premier ministre de l'île Maurice, Sir Seewoosagur Ramgoolam, le Père Jean Dallet, prêtre de l'église Sainte-Odile à Paris et aumônier des travailleurs mauriciens en France, attire l'attention sur la « situation très grave » de quelques deux mille immigrés, hommes et femmes, qui se trouvent dans notre pays sans documents de séjour, parfois depuis plus de deux ans.

« La situation des clandestins », écrit le Père Dallet, est sous-humaine et intolérable. Exploités, surexploités, ils sont très mal logés, et ils font les travaux les plus durs dont personne ne veut. Ils n'ont pas de sécurité sociale (...). En fait, ils ne peuvent rentrer à l'île Maurice : ils ont perdu des biens avant leur départ. Ils sont ruinés et endettés. C'est le désespoir concret et réel : trois tentatives de suicides en mai et juin 1977. »

Pourtant, selon l'aumônier, le problème de cette catégorie d'immigrés est facile à résoudre : « Il n'y a pas d'argent en jeu. Il s'agit

seulement de quelques cartes de séjour et de travail. Il suffit d'ouvrir les préfectures touristiques et de laisser les nouveaux arrivants s'installer tranquillement. A l'île Maurice, une information sérieuse sur les dangers des départs aventureux a produit des effets très nets. D'autre part, la création des visas en 1975 a été efficace, et l'on peut affirmer, après réflexion, que régler le sort de ces travailleurs en difficulté n'aura pas de répercussions sur le chômage. » C'est la, selon le Père Dallet, « un devoir grave pour les deux gouvernements français et mauricien ».

La teneur de cette lettre a également été communiquée à M. Valéry Giscard d'Estaing, à M. Raymond Barre, à Mgr Jean-Marie, évêque de Port-Louis, et à M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail à Paris, et Paul Schleicher, chargé de mission auprès de ce dernier. Une délégation des travailleurs mauriciens demande d'autre part à être reçue par Sir Seewoosagur Ramgoolam à l'ambassade de l'île Maurice.



ORES

GRUPE BOSSARD

directeur général

génie climatique

INDRE-ET-LOIRE 150 000 F+

- Pour une moyenne entreprise (40 personnes CA 20 millions de F)
- Il succédera au fondateur récemment décédé et devra prendre en charge le développement de l'entreprise : politique commerciale, supervision technique, gestion financière et administrative, etc.
- Le poste requiert un homme de 50 ans minimum, de formation ingénieur, possédant une très bonne connaissance du secteur plomberie-chauffage et une expérience confirmée de la gestion d'une entreprise.
- Poste à pourvoir rapidement.

PARIS/REF. 2825/A

directeur général

PARIS

- Pour une Fondation très renommée à but non lucratif, regroupant un grand nombre d'activités médicales, médico-sociales et éducatives.
- Il devra :
- assurer la gestion générale de la Fondation
- préparer et organiser l'avenir de la Fondation et l'évolution de ses services.
- Agé de 50 ans environ, le candidat aura déjà occupé une fonction de Direction qui aura nécessité de fréquentes relations avec les services publics.
- Personnalité affirmée dotée d'un grand sens de l'humain.

PARIS/REF. 2412/A

responsable export

PARIS 110 000 F+

- Pour une très importante Société papetière dont les produits destinés à l'industrie et au commerce du Tabac, sont implantés en Europe de l'Est et Ouest, en Afrique, Moyen-Orient, Orient, U.S.A.
- Il sera chargé des missions suivantes :
- développer l'information et la prospection commerciale.
- diriger, animer les représentants locaux.
- assurer les responsabilités administratives de l'exportation.
- Le poste requiert un homme jeune, possédant une expérience de la prospection, des négociations et de l'exécution de contrats avec l'étranger.
- Connaissances papeterie ou du Tabac appréciées.
- Anglais courant exigé, Allemand ou complémenteaire.
- Poste à pourvoir : immédiatement.

PARIS/REF. 2341/A

directeur d'hôpital

PARIS 100 000 F+

- Pour un hôpital de 140 lits
- Il devra gérer l'hôpital et ses annexes (270 personnes) et assurer le suivi et la réalisation d'un important investissement.
- Agé de 32 ans minimum, le candidat aura déjà occupé un poste similaire - Logement assuré.

PARIS/REF. 2412/B

jeunes ingénieurs de projet

Ingénieur

ALGÉRIE 80 000 F+

- Pour le département Ingénierie du Groupe BOSSARD spécialisé dans la conception, construction et livraison d'ouvrages industriels clés en mains en France et à l'étranger.
- Ils auront la responsabilité de la conception et de la réalisation des études (bâtiments, VRD, fluides, électricité, etc) correspondant à tout ou partie des projets.
- Les postes requièrent :
- une formation Ingénieur Grandes Ecoles (Centrale, A & M, TT, etc)
- une bonne connaissance (3 à 5 ans) des différentes techniques mentionnées ci-dessus.
- une expérience en bureau d'études ou dans une société d'engineering.
- Conditions de séjour avantageuses (logement, primes, voyages, etc).

PARIS/REF. 2822/B

inspecteur de zone export

MARSEILLE 80 000 F+

- Pour un très important Constructeur de Moteurs Diesel marine et industrie.
- Le poste requiert une personne (32 ans minimum) ayant une formation de base en mécanique et de sérieuses références en exportation.
- Parlant le français, l'italien et le portugais.
- Voyages très fréquents.

MARSEILLE/REF. 5490/A

Adresser C.V. + lettre manuscrite + photo + prétentions sous la référence indiquée à :

ORES CFF, 105 Bd Hausmann - 75008 Paris

ORES, 433, Bd. Michelet 13009 Marseille.

DIPLOMATIE

Un conte

Adressez vos **commandes**, ainsi **qu'un engagement**,
l'adresse **hachée** en **colonne** **spécialement** **éditée**
Laurence, **concernant** **tous** **les** **détails** **sur** **La** **Grande** **Encyclopédie**.

Nom _____
 Prénoms _____
 Profession _____
 N° Rue _____
 Code postal _____ Ville _____
 Date _____ Signature _____

Envoyez, dès aujourd'hui, ce bon à la Librairie Laurence
 17, rue du Montparnasse - 75006 Paris Cedex 06.

LE MANIFESTE DE LA MAJORITÉ

«L'heure n'est ni aux bouleversements ni aux expériences hasardeuses»

La Roche

...and the

Adhésions, invitations et renseignements:
8, rue Saint Marc - 75002 Paris
téléphone : 236.26.70

► **Formation en Administration d'Entreprise.**
Cours général pour cadres débutants. Programme complet et complet. Duree 6 mois à plein temps. Possibilité d'engagement à temps partiel. Duree : 21 ou 24 mois minimum, baccalauréat ou équivalent.

Prochaine session : 15 octobre 1977

► **Préparation à la Direction des Entreprises.**
Cours supérieur pour cadres déjà en fonction. Actualisation de connaissances et acquisition de méthodes de direction générale. Duree 6 mois à plein temps. Duree : 24 ou 30 mois minimum, 5 ans de fonction comme cadre.

Institution Internationale privée, IECL, accueille un nombre limité de stagiaires. Les admissions sont sans distinction de race, de sexe ou de religion. Méthodes pédagogiques modernes. Cours continus et continuels. Certificats reconnus généralement dispersés exclusivement par des professeurs, dirigeants, cadres ou conseillers. Les frais de scolarité sont minimes.

**Plus qu'une école
Autant que l'entreprise**

Depuis 1963

Documentation complète sans engagement, sur simple demande.

IECL

**ECOLE DE CADRES DE
LAUSANNE**
Chemin de Morimex 38,
CH-1003 Lausanne (Suisse)

JUSTICE

L'ENQUÊTE SUR L'AFFAIRE DE VILLEFORT

Des avis de recherche visent MM. Pierre Conty et Jean-Philippe Mouillaud

Privas (Ardèche). — Alors que l'affaire des deux assassins de l'Ardèche remonte aux 24 et 25 août dernier (« le Monde » des 26 et 27 août), les enquêteurs du S.R.P.J. de Montpellier viennent de diffuser sur l'ensemble du territoire des avis de recherche concernant MM. Pierre Conty et Jean-Philippe Mouillaud, âgés respectivement de trente et un et vingt-cinq ans. Il est exact que nous avons recueilli des éléments et que nous avons fait un pas en avant dans l'identification des personnes qui ont commis le hold-up de Villefort et le double meurtre sur la route de Pont-de-Labeaume. Mais a déclaré M. André Tour, procureur de la République de Privas, « il est cependant trop tôt pour lancer des mandats d'arrêt : nous travaillons actuellement sur des indices et sur des hypothèses de travail », a-t-il ajouté.

Toutefois, le procureur de Privas a indiqué, ce mardi matin, que figuraient, sur des lunettes trouvées dans le véhicule abandonné par les malfaiteurs après le meurtre, des empreintes digitales qui sont celles de M. Pierre Conty.

M. Pierre Conty — recherché par la police et considéré comme un témoin — important — est l'un des fondateurs et l'animateur de la communauté agricole du domaine de La Rochebessie, créé en 1969. M. Jean-Philippe Mouillaud en est membre. Le fait que son frère, M. Benoît Mouillaud, âgé de vingt-deux ans, également membre de la communauté, soit revenu, dimanche 4 septembre, devant M. Alain Clergue, juge d'instruction au tribunal de Privas, sur son témoignage enregistré le 2 septembre, ne semble pas avoir affecté le cours de l'enquête.

Le maître de La Rochebessie

Il y a eu le temps des méfaits. Le 24 août dernier, le vol d'une voiture à Anduze, dans le Gard, suivi du braquage d'un bureau du Crédit agricole à Villefort, en Lozère.

Il y a eu — le même jour — le temps de la peur. Des coups de feu sur deux gendarmes à Joyeuse, en Ardèche, qui blessèrent gravement l'un d'eux ; des coups de feu mortels cette fois, tirés sur MM. Cyrille et Roland Malosse, aux Joux de Nîmes.

Lors du hold-up (butin : 40 000 francs, plus des bons et valeurs diverses), ils étaient trois. Les deux coups de feu, ils n'étaient plus que deux. En quelques heures, les assassins avaient traversé le Gard, la Lozère, l'Ardèche, pour aboutir en Haute-Loire, près du Puy. Très près, à Saint-Germain-Laprade.

Quel rapport avec le domaine de La Rochebessie ? Aucun, sinon que celui-ci ne se trouve qu'à quelques kilomètres de Saint-Germain-Laprade. Aucun, sinon que, jeudi 1^{er} septembre, les forces de gendarmerie, en pénétrant dans le domaine, ont constaté que Pierre Conty et Jean-Philippe Mouillaud n'y étaient pas. Ceux-ci avaient quitté le hameau depuis quatre jours. Depuis lors, la police les recherche. Et, si elle ne les retrouve pas, elle sera obligée de connaître leur emploi du temps les 24 et 25 août dernier.

Est-ce suffisant pour en faire des « témoins suspects » ? Ces éléments, parmi d'autres, ont en tout cas fait resurgir l'histoire d'une communauté agricole touchée de près, semble-t-il, par la violence. Tout commence il y a huit ans, en 1969. Après une expérience agricole malheureuse à Antragues (Ardèche), Pierre Conty et Pierre Mouillaud, deux amis, ont créé, à La Rochebessie, une communauté agricole. M. Georges Curinier, maire de la petite commune de Chanéac, de installer dans un hameau virtuellement abandonné, La Rochebessie. L'accord se fait et ainsi

De notre envoyé spécial

Naît la communauté agricole. La ferme Noharet en est le centre. Une exploitation de 10 hectares, où Pierre Conty, dit « Pierrot », pratique l'élevage des chèvres. L'affaire est bien engagée.

De fait, les agriculteurs de Treynas, autre hameau de Chanéac, font montre d'une certaine méfiance, mais non pas d'hostilité. Le maire demande à Pierre Conty quelques concessions : respecter les contrats et éviter « le verbiage politique ». Message compris. En 1969 et 1970, la communauté s'agrandit. Elle loue à deux paysans de Treynas deux exploitations de 10 hectares chacune.

Un western municipal

C'est alors que les premiers rapports avec le voisinage, tissés de méfiance, mais aussi d'entraide, se détériorent. « Pierrot » laisse vagabonder ses chèvres, maugréant-on. Il ne connaît rien à la terre. Il fait peur. Il clame préventivement à ceux dont il redoute les embêtements : « J'ai des armes ».

Pour ceux qui analysent l'histoire de la communauté comme un échec, cette époque marque une rupture. Leur discours est sans équivoque : « En 1971, Conty a défilé. Je veux être le maître de tout le hameau de La Rochebessie ». Et il a carrément « squatterisé » toutes les maisons. Il a enfoncé les portes. Il est entré. Il s'est emparé de tout. Là, ça s'accroche.

Bref, la coexistence avec les gens du pays se rompt. La communauté, au dire du maire, se marginalise. « Conty apparaît en 1969, en 1968, du plus tard, dit un voisin. Mais avant, c'est sûr, le père le sortait. » Mme Vassal, âgée de cinquante-neuf ans, menait une vie normale. Chaque jour, elle faisait ses achats qui, parfois, étonnaient un peu les commerçants, mais on ne lui posait pas de questions. Personne n'allait chez elle ni médecin, ni assistante sociale, ni voisins, ni amis.

On ne les connaissait pas, dit-on dans la ville, ils n'étaient pas vraiment d'ici. La famille Vassal habitait pourtant depuis dix ans à Lagnieu, qui ne compte que cinq mille à six mille habitants.

Bernard et sa mère ont été transportés à l'hôpital de Bourg-en-Bresse, mais elle est laissée en liberté, précise la gendarmerie de Lagnieu, qui continue d'enquêter sur cette affaire. Dans la ville, on est au courant, on en parle un peu, mais de nombreux Lagnienais se rangent à l'avis du commandant de gendarmerie : « Je ne prendrai pas position. J'ai une opinion bien déterminée. Mais je ne la fais pas connaître. »

Pour M. Guy de La Verpillière, maire de Lagnieu (P.R.), « on ne peut pas parler d'un drame de la misère. La maison n'était pas un taudis, et la mère avait suffisamment d'argent (la pension de son mari et une indemnité pour la garde de son fils), justement, pour vivre en autarcie. Ce n'est pas non plus un drame de l'indifférence : les voisins connaissent l'existence de ce malade, et la mère, proprement vêtue, maquillée, « donnait le change ». Non, c'est simplement la routine, l'habitude ».

JOYANE SAVIGNEAU.

REGARDS

L'« AUTARCIE » D'UN HANDICAPÉ

« Des bruits renouvelés qui génaient l'environnement... des sortes de cris. C'est de cela que les locataires de l'immeuble situé au n° 1 de la rue des Ecoles, à Lagnieu (Ain), se sont plaints auprès des gendarmes de la ville. Ces cris, qui duraient depuis longtemps, mais récemment, ils sont devenus plus forts. Surtout, les locataires changeaient — et ces nouveaux-là, qui n'étaient pas habitués, ne supportaient pas, sans doute », explique l'un des gendarmes qui se sont rendus, lundi 5 septembre, dans l'appartement de Mme Vassal, au premier étage de la maison.

Le quatre-pièces de Mme Vassal était devenu un entrepôt étrange : entre des dizaines de litres de pain, des bouteilles de champagne et de boissons gazeuses, s'amoncelaient près de 100 kilos de sucre. Le tout au milieu de la poussière et de la saleté accumulées depuis plusieurs années.

Dans une alcôve, attenant à une chambre et formée par deux battants réunis par un crochets, sur un semblant de lit, dans la même état de saleté que tout le reste, les gendarmes ont découvert un homme, âgé de trente-sept ans, Bernard, le fils de Mme Vassal, débile mental et handicapé moteur. Les « bruits renouvelés », c'étaient ses cris. Malgré sa difficulté de marcher, il aurait pu sortir s'il avait voulu, commente le commandant de gendarmerie. Il n'y avait pas dans l'appartement de parole assez forte pour lui résister. Il devait se complaire dans cet état.

Face à l'intervention des autorités, la mère, résignée, s'est contentée de couvrir. C'était tout. Ce devait arriver un jour. Elle n'a pas encore donné d'explication à son attitude, se contentant de dire que, comme

on pouvait le constater, son fils « était bien nourri ».

Depuis plusieurs années, en ville, on ne voyait plus le fils Vassal. « Je ne sais plus exactement si c'est depuis la mort de son père, en 1968, ou plus tard, dit un voisin. Mais avant, c'est sûr, le père le sortait. »

Mme Vassal, âgée de cinquante-neuf ans, menait une vie normale. Chaque jour, elle faisait ses achats qui, parfois, étonnaient un peu les commerçants, mais on ne lui posait pas de questions. Personne n'allait chez elle ni médecin, ni assistante sociale, ni voisins, ni amis.

On ne les connaissait pas, dit-on dans la ville, ils n'étaient pas vraiment d'ici. La famille Vassal habitait pourtant depuis dix ans à Lagnieu, qui ne compte que cinq mille à six mille habitants.

Bernard et sa mère ont été transportés à l'hôpital de Bourg-en-Bresse, mais elle est laissée en liberté, précise la gendarmerie de Lagnieu, qui continue d'enquêter sur cette affaire. Dans la ville, on est au courant, on en parle un peu, mais de nombreux Lagnienais se rangent à l'avis du commandant de gendarmerie : « Je ne prendrai pas position. J'ai une opinion bien déterminée. Mais je ne la fais pas connaître. »

Pour M. Guy de La Verpillière, maire de Lagnieu (P.R.), « on ne peut pas parler d'un drame de la misère. La maison n'était pas un taudis, et la mère avait suffisamment d'argent (la pension de son mari et une indemnité pour la garde de son fils), justement, pour vivre en autarcie. Ce n'est pas non plus un drame de l'indifférence : les voisins connaissent l'existence de ce malade, et la mère, proprement vêtue, maquillée, « donnait le change ». Non, c'est simplement la routine, l'habitude ».

JOYANE SAVIGNEAU.

Sema - Sélection

ingénieurs informaticiens chefs de projets organisation

Etranger

SEMA (Metra International) premier groupe européen de Conseil, recherche pour sa Division Informatique plusieurs ingénieurs confirmés, ayant 6 à 10 années d'expérience en organisation pour intervenir sur des contrats à l'étranger. Au départ, ils seront responsables de la mise en œuvre d'un important système informatique de gestion et en assureront la mise en place en collaboration avec l'équipe de conception. Ces postes conviennent à des ingénieurs formation grandes écoles (X, Mines, ECP, Télécom...), disposés à effectuer des déplacements et séjours en province et à l'étranger d'une durée d'environ 2 ans. Les rémunérations offertes dépendront essentiellement des compétences et de la personnalité des candidats. (Réf. 10139M)

ingénieurs informaticiens de gestion

Paris
Outre-Mer

SEMA (Metra International) premier groupe européen de Conseil, recherche pour sa Division Informatique plusieurs ingénieurs diplômés, confirmés ou débutants, ayant une première expérience en informatique de gestion (analyse et programmation). Selon leur compétence, ils seront responsables, au sein d'une équipe, de travaux détaillés et du suivi de la réalisation des programmes, ou affectés à des postes d'assistance technique en clientèle pour participer à des études de gestion automatisée ou de systèmes informatiques. Ces postes conviennent à des ingénieurs formation grandes écoles (X, Mines, ECP, Télécom...), disposés à effectuer des déplacements et séjours en province et à l'étranger d'une durée d'environ 2 ans. Les rémunérations offertes dépendront essentiellement des compétences et de la personnalité des candidats. (Réf. 10140M)

directeur général adjoint

200.000 F

Une très importante société française du secteur tertiaire (CA 200 millions), recherche son Directeur Général Adjoint pour lui confier la complète responsabilité sur le plan de sa gestion. Il assistera le Président dans les domaines budgétaires, du contrôle d'exploitation, de la comptabilité et du personnel en exerçant une autorité directe sur ces départements. L'homme recherché sera âgé de 35 ans minimum et possèdera une formation supérieure (HEC, ESSEC...). Ce poste requiert une pratique courante des systèmes de gestion modernes dont le DGA suivra la mise en œuvre quotidienne, l'amélioration, avec pour souci constant de veiller au strict respect des marges prévues. Seule une personnalité de premier plan peut s'imposer à la tête des départements qui seront sous ses ordres et remplir le rôle d'arbitre qui est dévolu à la fonction. Une très bonne connaissance de l'anglais est vivement souhaitée. (Réf. 3541M)

directeur marketing-vente

160.000 F

Une entreprise française du secteur alimentaire, dont l'image est reconnue sur tout le territoire, recherche son Directeur Marketing et Vente. Son appartenance à un groupe multinationnel important et ses bons résultats lui font prévoir un développement passionnant dans les 5 ans à venir. Dans un marché traditionnel en faible expansion, l'homme qu'elle recherche doit mettre en œuvre une politique commerciale ambitieuse, impliquant toute l'entreprise. Ce poste exige une expérience confirmée en ventes et techniques de marketing pour la consommation grand public. On attend une personnalité très concrète, capable de faire, faire faire et coordonner. Le salaire et les avantages sont importants (document sur demande). (Réf. 5008M)

directeur des ventes

140.000 F

La filiale commerciale française, basée à Paris, d'une importante société internationale, spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de produits et matériels de soudure, recherche un Directeur des ventes. Sous l'autorité du Directeur Général Adjoint et en relation avec la Direction du Marketing International, il doit assurer toutes les responsabilités de la politique des ventes, prix, animation de la force des ventes (100 hommes), recrutement, formation, rémunération, gestion, rentabilité et présence personnelle sur le terrain (territoire national) — il doit avoir bénéficié d'une formation supérieure, technique ou commerciale et d'une expérience confirmée de l'animation d'une force de vente — il faut une personnalité de premier ordre. (Réf. 5007M)

responsable département ventes

140.000 F

Une société du secteur des loisirs, ayant acquis au cours des derniers exercices une position particulièrement forte sur le marché national, recherche le responsable de son département ventes qui sera rattaché directement au Président. Il sera responsable de l'animation de la force de vente (55 personnes en sept délégations régionales), et de la stimulation du réseau de détaillants (2000 points de vente). Il aura une collaboration active au niveau de la définition des objectifs, des actions de promotion et de publicité, de l'adaptation des produits au marché. Ce poste ne peut convenir qu'à une personnalité ayant acquis une expérience de la vente sur le terrain et dotée d'un excellent sens du contact. L'homme recherché sera âgé de 35 ans minimum et possèdera une formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCP...). Le poste doit normalement évoluer vers des responsabilités élargies. (Réf. 3542M)

expert agricole

France/Outre-Mer

Un organisme international recherche un expert bénéficiant d'une expérience confirmée dans les domaines spécifiques de l'agriculture des pays en voie de développement. Sa mission se répartira d'une part, entre des tâches à caractère technique : étude et mise en œuvre complète d'opération de développement agricole intégré et conception des actions de formation qu'elles nécessitent ; d'autre part en des activités commerciales : relations avec les organismes chargés du développement rural ou agricole. Cette mission implique des séjours Outre-Mer de longue durée. Agé d'au moins 35 ans, les candidats diplômés d'une grande école (AGRO, ENSIAA...), devront posséder une bonne perception des problèmes humains et sociologiques des pays de l'Ouest-Africain en particulier, acquise de préférence sur le terrain. Le salaire sera fonction des qualifications et de l'expérience acquise. (Réf. 6708M)

chef comptable

100.000 F

Le Directeur des services comptables de plusieurs filiales d'un groupe international en expansion recherche son adjoint. Avec l'aide d'une dizaine de personnes, il aura la responsabilité des opérations comptables conduisant à l'établissement des bilans, résultats d'exploitation, déclarations et analyses périodiques des sociétés concernées. Ce poste conviendrait à un candidat de niveau DECS, justifiant d'au moins cinq années d'expérience professionnelle, ayant une bonne pratique de l'anglais lu et écrit et ne craignant pas d'être amené à effectuer des tâches modestes. La connaissance des systèmes de comptabilité anglo-saxons serait souhaitable. Le lieu de travail est situé dans la proche banlieue Est. (Réf. 4848M)

expert planification

80.000 F

Un très important service public recherche un expert en planification destiné à avoir un rôle moteur dans l'élaboration de son plan à 5 ans. Dans le cadre d'une mission de trois ans, il se verra confier la responsabilité de la conception méthodologique d'études économiques et financières. Il participera à la formation des cadres de la direction générale impliqués par le plan. L'homme recherché, âgé de 28 ans minimum et possédant une formation supérieure (Grande Ecole ou Doctorat), aura une expérience de quelques années au sein d'un département planification d'une entreprise importante. De bonnes connaissances financières sont indispensables, comme des bases solides en informatique pour maîtriser la modélisation des données. (Réf. 3544M)



Centre Metra
16, rue Barbès — 92126 Montrouge
Tél. : 657.13.00 (120 lignes groupées)

ÉDUCATION

Trois mille emplois supplémentaires à la rentrée dans les collèges

Satisfaction au Syndicat des instituteurs

A l'issue d'une audience au ministère de l'éducation, lundi 5 septembre, les dirigeants du Syndicat national des instituteurs (SNI) et des professeurs d'enseignement général de collège (P.E.G.C.) ont révisé que M. René Haby leur avait annoncé la création de trois mille emplois supplémentaires d'enseignants pour la prochaine rentrée scolaire dans le premier cycle. Cette décision — qui s'ajoute à celle prise en juin de créer mille deux cents emplois à ce niveau — aura au moins deux effets : le SNI-P.E.G.C. n'envisagera pas l'application de la réforme Haby en sixième et nombre de maîtres auxiliaires pourront obtenir un poste à la rentrée.

Depuis de longs mois, le SNI-P.E.G.C. mène une guerre de positions contre le ministre de l'éducation, le menaçant de « boycotter » — le mot n'est pas employé par ses dirigeants — la réforme de l'enseignement, si des postes supplémentaires n'étaient pas créés pour les classes de sixième.

Au début de l'été, la promesse faite par M. Raymond Barre, premier ministre, de créer mille deux cents emplois supplémentaires lors d'un collectif budgétaire à la fin de 1977, indiquait le désir du gouvernement de donner satisfaction au syndicat. Celui-ci, à la veille de la rentrée scolaire, s'est montré très discret au sujet de la réforme Haby, escomptant que d'autres emplois seraient déblocués. C'est chose faite, et le SNI-P.E.G.C. ne cache pas sa satisfaction : « Ces moyens nouveaux, déclarait-il, permettront de ne licencier aucun maître auxiliaire et d'augmenter la possibilité de renforcer les horaires mis à la disposition des établissements dans les matières fondamentales. Ce déblocage répond à une des revendications importantes du syndicat. »

Au ministère de l'éducation on indique que le premier ministre a donné son accord pour le maintien en poste de tous les maîtres auxiliaires qui ont eu, l'an dernier, un demi-poste de manière continue. On précise aussi qu'il ne s'agit pas de création de postes budgétaires, mais qu'un crédit sera affecté sur un chapitre spécial du collectif budgétaire.

En sixième, la réforme se traduit par une diminution des horaires dans les trois disciplines fondamentales (français, mathématiques et langue vivante), qui passent de quatorze heures à onze heures, aux-

quelles s'ajouteront trois heures de soutien pour certains élèves. Le SNI-P.E.G.C. estime que, avec quatre mille deux cents emplois supplémentaires et en vertu des règles du doublement des classes, les horaires réels pourront être supérieurs à ceux prévus par les textes.

La syndicat a aussi évalué à quatre mille cinq cents ou cinq mille le nombre des maîtres auxiliaires qui pourront être réemployés à la rentrée, à temps plein ou à temps partiel, grâce à ces moyens nouveaux. Ainsi se trouve apparemment levée une hypothèque qui pesait sur la mise en application de la réforme Haby en sixième, puisque le SNI-P.E.G.C. avait menacé, dès le mois de février, de ne pas appliquer les dispositions sur le soutien au cas où des postes ne seraient pas déblocués. Il y a quelques mois que ses dirigeants laissent entendre qu'ils obtiendraient satisfaction. En attendant la veille de la rentrée pour le confirmer, M. Haby s'est protégé contre les habituelles campagnes de prébénéfice. — Br. F.

École de commerce et d'administration

EPREUVE D'ADMISSION

2^e session : 15 et 16 septembre

Collège

Sainte Barbe

Établissement d'enseignement privé fondé en 1460

4, rue Valette, 75005 Paris - Tél. : 033.43.57

LA SÉLECTION SERA PLUS SÈVÈRE À LA FIN DE L'ANNÉE 1977-78

Moins d'un étudiant en médecine sur quatre sera admis en deuxième année

Les quelque 40 000 étudiants qui s'inscrivent en première année de médecine devront, à la fin de l'année, affronter un concours plus difficile qu'en 1976-1977 pour passer en deuxième année. Moins d'un sur quatre sera admis. Un arrêté, dont la parution est imminente, diminuera en effet de 5 % le nombre de places offertes en deuxième année de médecine en 1977-1978.

Les raisons de cette sélection plus

sévère, amorcée dès l'année dernière, tiennent à trois chiffres : le nombre de médecins est actuellement de 90 000 ; il sera de 135 000 en 1983, compte tenu du nombre d'étudiants déjà engagés à l'université ; si aucune mesure correctrice n'est prise, la France comptera plus de 200 000 médecins en l'an 2000 — un chiffre qui apparaît trop élevé aux pouvoirs publics.

La loi de 1971, instaurant un « numé-

clausus » en médecine, reposait notamment sur les capacités de formation des centres hospitaliers universitaires. Désormais, la politique de sélection universitaire tient compte avant tout de considérations relatives à la démographie médicale ; mais le resserrement de la sélection, aussi fondé soit-il, ne saurait, à lui seul, tenir lieu de politique, en matière de formation et d'installation des médecins.

Des écarts de 1 à 6

La France comptait, au 1^{er} janvier 1976, une moyenne de 154 médecins pour 100 000 habitants ; mais, si le chiffre s'élève à 231 dans la région parisienne, à 206 en Provence-Côte d'Azur, et à 203 dans le Languedoc, il y avait seulement 101 médecins pour 100 000 habitants en Picardie, 106 en Basse-Normandie et 113 en Lorraine. Les situations sont encore plus contrastées si l'on recense le nombre de médecins libéraux par département : des variations de 1 à 6 existent entre la Haute-Loire et Paris, qui comptent respectivement 66 et 235 médecins de ville pour 100 000 habitants.

L'augmentation du nombre de médecins constatée depuis quelques années n'a pas corrigé leur mauvaise répartition entre les régions : de 1974 à 1976, le département de l'Hérault, qui connaît une forte densité de médecins libéraux (156 pour 100 000 habitants), a vu leur nombre croître de 15 %. A Paris, le nombre de spécialistes a augmenté, celui des généralistes a diminué durant la même période, alors que les premiers sont trop nombreux, les seconds sont en effectif insuffisant.

Le VI^e Plan avait déjà sou-

ligné ces inégalités, mais peu de moyens ont été adoptés pour harmoniser les densités médicales : le ministère de la santé a diffusé auprès des U.E.R., depuis 1976, une carte des densités par canton et compte développer, sous l'impulsion des directions de l'action sanitaire et sociale, le recueil de l'information. Les pouvoirs publics se montrent très réservés sur l'adoption de mesures d'incitation basées ou fiscales pour encourager les jeunes médecins à s'installer dans la région défavorisée.

En l'absence de mesures réellement incitatives, faudra-t-il attendre de la seule concurrence provoquée dans des régions médicalisées par l'afflux de jeunes médecins une amélioration de la situation sanitaire de la majeure partie du territoire français ? (1)

(1) Alors que le VI^e Plan considérait qu'une densité de deux cents médecins pour cent mille habitants était raisonnable, à la fin de 1975 ce chiffre était inférieur à cent cinquante-cinq sur tout le territoire, à l'exception de cinq régions : Aquitaine, Languedoc, Midi-Pyrénées, Provence-Côte d'Azur, région parisienne.

des besoins en médecins devrait tenir compte des facteurs les plus divers — ainsi la réduction de la durée du travail, l'importance croissante de la formation post-universitaire, l'avancement de l'âge de la retraite. Ces difficultés expliquent la diversité des objectifs proposés pour les années à venir : la commission de la santé du VII^e Plan estimait souhaitable que les étudiants de deuxième année ne soient pas plus de 9 000, alors que, pour la commission Fougère, ce nombre devrait être de 6 000. Le gouvernement semble avoir retenu l'hypothèse d'un recrutement de près de 7 000 étudiants en deuxième année de médecine en 1980, afin d'assurer, à terme, une stabilisation relative des effectifs de médecins entre 160 000 et 150 000. Le choix du gouvernement s'inspire moins d'un raisonnement systématique des besoins que de la situation dans les pays — et notamment l'Allemagne — dont la démographie médicale semble satisfaisante.

Une telle politique suppose une réduction annuelle de 5 % des étudiants de deuxième année : des années dernières, la suppression des coefficients d'attribution, qui permettaient aux doyens d'augmenter, en fonction des départs, le nombre de postes disponibles en deuxième année, avait permis de limiter à près de 9 000 le nombre d'étudiants admis en fin de première année.

La diminution du nombre de postes offerts sera uniforme, cette année encore, dans tous les C.H.U. Mais, à l'avenir, il est fort possible que certains correctifs puissent intervenir : les C.H.U. dont le nombre de lits réellement formateurs est proportionnellement plus élevé ou ceux qui sont situés dans des régions insuffisamment médicalisées pourraient obtenir des « contingents » d'étudiants moins amputés qu'ailleurs.

Une meilleure formation ?

L'accentuation de la sélection pose le problème des étudiants recalés. Actuellement, le pourcentage de refus de première année est de 25 % seulement. Aucune équivalence n'est prévue pour l'instant pour ceux qui échouent, même après deux, sinon trois années d'études. Une telle situation constitue, d'après le docteur Bénédic, secrétaire national du Syndicat national de l'enseignement supérieur, « un gaspillage intolérable » : « la création d'un cycle d'orientation de deux ans commun à toutes les professions de santé, souligne-t-il, permettrait d'orienter de façon moins brutale les étudiants. Nombreux sont ceux qui prennent l'institution d'une pré sélection, à la fin des études secondaires, moins nombreux, les étudiants de première année pourraient alors être accueillis sur des critères moins exclusivement axés sur les sciences et la capacité de mémorisation. Mais ne plus faire le baccalauréat, le droit d'entrée à l'université apparaît, à l'approche des législatives, comme une mesure trop impopulaire. »

Toute politique de démographie médicale ne saurait se résumer à une limitation globale du nombre de médecins. Si la proportion actuelle de 40 spécialistes pour 60 généralistes apparaît raisonnable, l'attraction de plus en plus marquée des étudiants pour les spécialités pose un problème : au C.H.U. de Necker, 16 % seulement des étudiants deviennent généralistes. Or, actuellement, l'accès aux différentes spécialités, par l'internat ou par les certificats d'études spéciales (C.E.S.), dépend de la seule volonté des étudiants de choisir telle ou telle discipline. L'institution d'une filière unique pour l'ensemble des spécialités, à l'étude actuellement, devant le comité interministériel chargé de ces questions, permettrait de fixer le nombre de places par spécialité en fonction des seules nécessités de la démographie médicale.

Ayant à former moins d'étudiants, les C.H.U. les formeront-ils mieux ? L'année dernière, la grève des étudiants hospitaliers avait souligné l'insuffisance de nombreux stages, trop spécialisés ou mal encadrés. Mais même dans des services peu formateurs, en pédiatrie, en réanimation ou en chirurgie, les étudiants rendent de grands services et masquent parfois la pénurie des effectifs en personnel.

De l'avis de tous, il manque en France près de quatre cents postes d'assistants-chefs de clinique pour permettre aux C.H.U. de faire face correctement à leurs fonctions d'enseignement. L'erreur serait probablement d'attendre de la seule diminution du nombre d'étudiants l'amélioration de l'encadrement médical des stages hospitaliers.

NICOLAS BEAU.



**À VOTRE AVIS,
QU'EST-CE QUE
LA RÉPUBLIQUE D'IRLANDE
PEUT VOUS OFFRIR DE PLUS
QUE DE NE PAS PAYER
D'IMPÔT CETTE ANNÉE**

**NE PAS EN PAYER
AVANT 1990**

Si vous implantez une usine en Irlande, vos bénéfices à l'exportation seront totalement exonérés d'impôt jusqu'en 1990. Vous pourrez ainsi transférer librement vos bénéfices hors d'impôt sans aucune limitation. L'implantation d'une usine en Irlande est d'autant plus aisée que vous avez affaire à un interlocuteur unique : IDA Irlande (Office Gouvernemental de Développement Industriel de la République d'Irlande). En dix ans, IDA Irlande a supervisé l'implantation rapide et réussie de plus de 600 sociétés étrangères en territoire national. Prenez contact avec Monsieur Terence Brown, Directeur de l'Agence IDA Irlande de Paris. Il se fera un plaisir de réviser une étude à votre intention en tenant compte de vos besoins spécifiques (aides financières, incitations fiscales, recrutement de personnel, programmes de formation, etc.). IDA Irlande 45, rue Pierre-Charbon 75008 PARIS. Tél. 359 77 67.

RÉPUBLIQUE D'IRLANDE: LE TAUX D'IMPLANTATION INDUSTRIELLE LE PLUS ÉLEVÉ DU MARCHÉ COMMUN

**MANAGEMENT
ACHAT
INDUSTRIEL**

ÉDUCATION

UNE RÉPONSE AU NOUVEAU RAPPORT MEXANDEAU

La liberté de l'enseignement ne se négocie pas écrit le président de l'UNAPEL

Les socialistes, qui ont la majorité au sein de la communauté urbaine de Cherbourg, ont fait voter, le 3 septembre, la suppression des subventions jusqu'alors accordées aux écoles privées de l'agglomération. Les élus communistes ont refusé de prendre part au vote.

Cette décision, qui rappelle celle des élus de Saint-Herblain (Loire-Atlantique), où la gauche s'était divisée sur le même sujet au juin dernier, est en contradiction avec le souci de « négociation » affirmé par M. Louis Mexandeau dans le dernier état de son avant-projet socialiste pour l'éducation.

La décision des élus de Cherbourg n'était pas encore connue de M. Henri Lefebvre, président de l'Union nationale des associations de parents d'élèves de l'enseignement libre (UNAPEL), lorsqu'il a écrit l'éditorial de la revue de l'UNAPEL, « Famille éducatrice », diffusée ces jours-ci. « Le parti socialiste a certes revu son projet sur l'éducation, écrit M. Lefebvre. Dans la nouvelle rédaction, le chapitre consacré à l'enseignement privé a pris moins d'importance, mais l'objectif reste le même. On ne parle plus de nationalisation, car, comme l'explique M. Mexandeau, « ce terme a paru inapproprié, le mot nationalisation ayant pris une signification économique ». Mais il précise aussitôt : « L'intégration se fera progressivement, par étapes. Toute procédure sera négociée. »

Or, nous l'avons déjà déclaré : l'UNAPEL n'acceptera pas de négocier. Une liberté fondamentale comme celle de l'enseignement ne se négocie pas (...).

CHERBOURG : les socialistes suppriment les subventions aux écoles privées

De notre correspondant

Cherbourg. — Depuis sa création, en 1971, la communauté urbaine de Cherbourg n'avait pas fait de distinction entre l'enseignement public et l'enseignement privé en matière de subventions. Au budget primitif, une dotation de 50 millions était inscrite chaque année, pour être versée avant la rentrée, à tous les établissements secondaires, en vue d'alléger la participation des familles aux dépenses occasionnées par les fournitures scolaires. Côté global : 276 200 francs, dont 42 250 francs au profit des deux écoles catholiques qui rassemblent huit cent soixante-quatre élèves.

Le 3 septembre, le nouveau conseil a décidé de supprimer cette aide à l'enseignement privé, les socialistes prenant le risque de rallumer dans l'agglomération la querelle scolaire. Au terme de débats confus, le vote a été très clair : les trente-quatre élus socialistes ont voté contre la maintien de la subvention aux écoles catholiques, les cin non-inscrits ont voté pour, et les onze communistes ont refusé de prendre part au vote.

La porte-parole du groupe socialiste a expliqué : « Le vrai problème est de savoir si nous voulons favoriser par nos subventions l'enseignement privé. Le parti

socialiste a toujours estimé le cas contraire au cours de son histoire, car il entend donner les mêmes chances à tous les enfants. »

Le porte-parole du parti communiste a lu une longue déclaration de politique générale, destinée à justifier le refus des conseillers communistes de participer à un vote qui risque de diviser les travailleurs et la population. « L'existence à Cherbourg d'un enseignement confessionnel hérité de l'histoire ne doit pas être la raison d'une rupture de solidarité de gestion entre les élus du conseil », a-t-il notamment déclaré, après avoir fait un historique de la laïcité très contesté par les élus socialistes. « La lutte pour la laïcité s'inscrit aujourd'hui dans un contexte tout à fait nouveau, et ce débat reste secondaire par rapport aux problèmes de l'heure : l'adversaire du travailleur qui envoie ses enfants à l'école publique n'est pas le travailleur qui les envoie à l'école confessionnelle, c'est la petite minorité réactionnaire au pouvoir », peut-on lire, d'autre part, dans la motion que le P.C. a fait remettre à la presse locale. « La population aura à fuir de notre décision », a répondu le porte-parole du P.C.

RENÉ MOIRAND.

L'université Paris-Nord décide de rouvrir les inscriptions

L'université Paris-Nord (Villetaneuse) a décidé de rouvrir immédiatement les inscriptions de première année, officiellement closes le 22 juillet. Pour les responsables de cet établissement, cette mesure est plus qu'un service de dernière minute destiné à « repêcher » les étudiants qui n'ont pas trouvé de place dans une université parisienne au début de l'été. Il s'agit surtout de remettre en question l'organisation pour le moins anarchique des inscriptions, modifiée par l'arrêt sur la « désertification » des universités parisiennes. Les conditions dans lesquelles Mme Saunier-Séité, secrétaire d'État aux universités, a pris l'arrêt dit de « désertification (...) sans qu'aucune des conséquences ait été évaluée crée une situation totalement absurde dont, une fois de plus, les universités auront à supporter les conséquences pour éviter que les étudiants n'en fassent les frais », écrit M. Marcel Jozefowicz, président de Paris-Nord.

Aussi les étudiants malchanceux peuvent-ils s'inscrire à Paris-Nord dans la plupart des disciplines. A la chancellerie des universités parisiennes, on fait observer que, chaque année, des

étudiants peuvent obtenir le droit de s'inscrire dans une université après la fermeture officielle. Mais cette mesure ne peut être obtenue que par dérogation spéciale, et peu d'étudiants en bénéficient.

Les responsables de Paris-Nord ont décidé de ne pas tenir compte de la réglementation. Ils ne cachent pas non plus que leur initiative vise à réduire les effets sur la rentrée universitaire de la « hiérarchisation » survenue de fait, depuis deux mois entre les établissements d'enseignement qui ont été pris d'assaut par les étudiants et ceux qui ont encore des places.

L'université de Villetaneuse comprendrait mal, en effet, que le fait de ne pas avoir atteint son plafond effectif après la furia des inscriptions de juillet soit assimilé, dans l'esprit des étudiants ou de leurs parents, à une médiocre qualité d'enseignement.

D'autre part, l'université Pierre-et-Marie-Curie (Paris-VI) dispose encore de places en première année du diplôme d'études universitaires générales (DEUG) de sciences des structures et de la matière.

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE ET D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES DE BORDEAUX

3^e CYCLE
**MANAGEMENT
ACHAT
INDUSTRIEL**

Patronné par la Délégation
aux Economies de Matières Premières

Renseignements : E.S.C.A.E.
680, cours de la Libération
33405 TALENCE CEDEX
Tél. : (56) 80-70-50.

La polémique sur le dossier scolaire LE MINISTRE LACHE DU LEST

Surpris par l'ampleur de la polémique autour de la création, à la rentrée prochaine, d'un dossier scolaire qui suivra chaque élève de la maternelle à la fin de la scolarité, le ministre de l'éducation est prêt à faire machine arrière sur certaines modalités de cette réforme contestée (« le Monde » du 28 août). Il l'a annoncé au cours d'un débat organisé, lundi 5 septembre, à France-Inter, au cours de l'émission de Mme Anne Gaillard.

Les textes à peine publiés — ils l'ont été au *Bulletin officiel* de l'éducation du 1^{er} septembre — M. René Haby a indiqué que certaines dispositions qu'ils contiennent pourraient être modifiées. C'est ainsi que le dossier, au lieu de suivre l'élève de la maternelle au collège, pourrait faire l'objet, au moment de l'entrée en sixième, d'une « synthèse », les documents antérieurs étant détruits. En renonçant à la continuité du dossier — qui était jusqu'alors l'un des arguments qu'on utilisait pour en justifier l'utilité — le ministre vise à tranquilliser l'opinion et à amoindrir l'impact psychologique d'une réforme à propos de laquelle on a pu parler de « mise en fiches » de la jeunesse.

Autre amélioration envisagée : M. Haby est prêt à décider que le dossier scolaire, après le fin de la scolarité, ne sera pas conservé cinq ans (ou cas où la famille ne le réclame pas), mais pendant une durée plus courte, par exemple un an.

Sur le fond, le ministre de l'éducation estime qu'on fait une querelle « d'intention ». Il s'est affirmé particulièrement étonné par la « paradoxe » selon lequel tous ceux qui redoutent que le dossier ne « fige » l'image d'un élève vis-à-vis des nouveaux enseignants sont les mêmes qui mettent en doute le système traditionnel des notes. « Est-il de l'intérêt d'un professeur de ne pas connaître ses élèves ? Est-ce que la possibilité — et non l'obligation — d'avoir des informations sur la nature oratoire d'un élève est un inconvénient ? »

Asses excédé par le bruit fait autour de cette affaire, sûr de la valeur pédagogique de son initiative, confiant dans le corps enseignant — qui remplira et utilisera les fameux « dossiers » — le ministre a lâché un peu de lest sur la forme, mais qui n'est parvenu, parmi ses divers interlocuteurs, à lui faire admettre que cette réforme visant le bien de l'enfant pourrait, dans certains cas, se retourner contre lui. Pour juger ses inconvénients, ne serait-il pas dommage d'attendre que des enfants en aient fait ? Même si d'autres — et pourquoi pas la majorité des enfants — en tirent profit.

Br F

Un colloque franco-allemand à Strasbourg

Culture et stéréotypes De notre correspondant

Strasbourg. — Le premier colloque entre germanistes et germanistes a réuni, du 2 au 4 septembre, à Strasbourg, plus de cinq cents professeurs allemands enseignant le français et leurs collègues français enseignant l'allemand. Il était organisé par l'Association des professeurs de langue vivante de France et celle des professeurs de français de la République fédérale d'Allemagne.

Premier constat : le traité d'amitié franco-allemand signé en 1965 par le général de Gaulle et le chancelier Adenauer n'a guère porté de fruits en ce qui concerne l'apport de l'enseignement linguistique dans le rapprochement franco-allemand. En Allemagne fédérale, le monopole de l'anglais tend à s'élargir encore. D'après les chiffres cités, quatre millions et demi de colégiens sur neuf millions ont choisi l'anglais comme première langue, contre vingt-cinq mille seulement pour le français.

En France, les participants ont relevé une situation analogue pour l'enseignement de l'allemand et ont mis en lumière les insuffisances de la formation des enseignants dans le domaine de la réalité socio-culturelle allemande. Les germanistes français demandent, dans une motion, qu'une meilleure formation pédagogique et linguistique soit assurée aux futurs enseignants, par l'instauration d'un stage obligatoire à l'étranger.

Enseignants français et allemands se sont accordés pour reconnaître qu'il fallait d'abord

bien connaître les réalités économiques, sociales et politiques d'un pays pour en enseigner la langue, condition nécessaire pour faire progresser la réconciliation et la compréhension. Cette dernière, précisément, ne s'améliore pas, a déclaré M. Alfred Grosser, en analysant l'évolution des relations franco-allemandes. S'appuyant sur l'actualité — l'affaire Knappler — l'orateur a regretté qu'une grande partie de la presse française ait monté de toutes pièces « un système de défiance à l'égard de l'Allemagne ».

S'il y a convergence entre la France et l'Allemagne fédérale (comme leur impuissance à maîtriser leur situation universitaire, ou les problèmes démographiques), M. Grosser relève des divergences profondes : glissement à gauche en France, dérive à droite en Allemagne où la simple critique du système apparaît déjà comme subversive et attentatoire à l'ordre établi.

À Strasbourg, on ne pouvait manquer d'évoquer le rôle de l'Alsace, trait d'union entre les deux cultures, dans le processus de compréhension entre les deux pays. M. Robert Minder, professeur honoraire au Collège de France, s'y est attaché dans le message qu'il adressa au colloque. M. Minder y évoque les figures de « médiateurs alsaciens à Paris », Charles Andler, Henri Lichtenberger, Lucien Herr, Albert Schweitzer, ces pionniers qui essayèrent de faire comprendre, dans la difficile période du début du siècle, que « l'Alsace, terre d'effacement trop longtemps oubliée pour destinée d'être une terre d'accueil et de médiation ».

JEAN-CLAUDE HAHN.

En 2 volumes hors du commun : Tous LES ORACLES de NOSTRADAMUS

avec mise à jour sur le décryptage des centuries jusqu'à l'an 2000 par l'historien Serge Hutin.

Nostradamus a annoncé les grands événements qui se passeraient après sa mort. Oui, cet homme a vu et précisé par écrit : la Révolution Française, l'exécution de Louis XVI, Napoléon, Hitler et le Nazisme, les deux guerres mondiales, Pétain, la bombe atomique, de Gaulle, Mao et l'utilisation de l'effrayant laser.

Predictions ahurissantes ou poésies troublantes ? Les vraies centuries et prophéties de Maître Michel de Nostredame peuvent être lues de deux manières, soit qu'on y cherche et qu'on y trouve l'annonce des événements qui ont bouleversé notre monde jusqu'à nos jours, soit qu'on se laisse emporter par le charme mystérieux d'une poésie qui fait de son auteur le précurseur de nos modernes surréalistes.

Edition à tirage limité, à l'image des plus rares et somptueuses collections anciennes.

D'abord une riche reliure en peau de mouton, à grain d'artisan et encolée à la colle forte. Le dos est orné d'un somptueux motif dit « à l'astrolabe » à l'or fin véritable. Les deux plats sont décorés « à froid » sur toute leur surface d'un motif tiré d'un bois d'époque, d'inspiration cabalistique. Puis le plus beau papier : un vergé chiffon filigrané « aux canons » fabriqué à la forme ronde. Le texte est composé avec de magnifiques caractères Garamond si agréables à l'œil. Chaque page est ornée d'un bandeau prophétique et il y a aussi de nombreux culs de lampe. Les 2 gros volumes in-octavo (14 x 21 cm), chacun de 512 pages, constituent un magnifique ensemble, avec pages de garde, ex-libris, pages d'agrément et de nombreuses illustrations anciennes.

BON D'EXAMEN GRATUIT

(à adresser chez Jean de Bonnot, 7, faubourg Saint-Honoré, 75392 Paris Cedex 08)

Sans engagement de ma part, envoyez-moi, pour un examen gratuit de 8 jours, le premier volume relié des *Oracles de Nostradamus*, illustré à chaque page.

Libre en main, j'examinerai la qualité de cet ouvrage et si je ne suis pas convaincu de sa valeur et de son intérêt exceptionnels, je vous le retournerai dans son emballage d'origine dans les 8 jours suivant sa réception. Si par contre, il me plaît, je vous en réglerai le montant soit 73,50 francs seulement (+ 5,80 francs de frais de port). Dans ce cas vous m'enverrez le tome 2 le mois suivant au même prix.

Nom Prénoms
Adresse complète
Code Postal Signature

Je déclare sur l'honneur que tant mon adresse que ma signature sont conformes.

CULTURE

La mort de Jean Rostand

ÉCRIVAIN ET MORALISTE

Jean Rostand écrivain ? Il est surtout, n'en déplaise aux « spécialistes », une phrase, qui remet les choses en place, de Francis Ponge, considéré pourtant comme l'un des principaux tenants de la littérature pour la littérature : « Depuis quelque temps, on a l'habitude de ne pas considérer comme grands écrivains des poètes, des romanciers ou des gens comme cela, mais dans les temps anciens, dans l'antiquité romaine, par exemple, des géographes ou des botanistes, des hommes de sciences naturelles étaient classés parmi les plus grands écrivains ».

Jean Rostand est du nombre. Quel que soit le sujet qu'il traite, sa forme est claire, aisée, pleine de chaleur et de vie. Mais une partie de son œuvre est écartée par ses travaux de biologiste, ou plus exactement par l'espèce de folie qui s'était peu à peu installée autour de sa personne et de ses crâpauds, qui lui tenait particulièrement à cœur : ses essais de moraliste.

A vrai dire, son activité purement littéraire n'a duré que dix ans, les dix premières années de son métier de faiseur de livres

(alors que, parallèlement, il s'occupait de ses recherches scientifiques : de 1919 à 1929).

Il s'inscrit d'emblée dans la grande lignée des La Bruyère, La Rochefoucauld, Fontenelle et autres « hommes de vérité » comme Zola. Et son œuvre, dès le début, la *Loi des richesses*, est une satire mordante d'une caste qu'il connaissait trop bien, qui dénote en tout cas chez son auteur un don d'observation psychologique aussi aigu que celui d'étudier la matière vivante au microscope. Rostand dissèque avec la même souriante férocité l'ignace ou l'érudit, et son comportement de littérateur demeure dans le gros du peloton. Dans les *Familières* et autres essais de mystique bourgeoise, dans *Julien* ou une *conscience*, les questions sociales sont traitées non en analyse dialectique — « Je suis impropre au discours continu », disait-il, après Joubert, mais en portraits-apophorismes, notations brèves prises sur le vif. Et les problèmes du couple, notamment *Valère ou l'écaspière*, ne sont pas étudiés avec moins de clarté : « L'amour conjugal se conserve avec un brin de haine », « Quant à Deux angousses :

devant la mort, dans l'amour, cet important recueil de réflexions où la tendresse et l'immense générosité de cœur qui furent les qualités maîtresses de Jean Rostand s'accroissent mal de l'éventualité, insaisissable, d'un auteur n'aurait alors que trente ans, de la disparition de l'être aimé. Ce n'est pas encore l'angoisse du biologiste, mais déjà sa raison s'incruste dans son cœur protestant et il écrit : « L'Alfred, en mourant, c'est de disparaître sans avoir rien compris ; le crime de la mort n'est pas de nous tuer, mais de confier l'éternité à notre angousses ».

JEAN-MARIE DUNOYER.

Jean Rostand était né à Paris le 30 octobre 1894 d'un père glorieux, l'écrivain Edmond Rostand, dont l'existence mouvementée, partagée entre Cambo et la capitale, où l'enfant assista aux grandes soirées aux répétitions de *Cyrano de Bergerac*, de l'Alfred, de *Chantier*, contraignit son fils à faire des études irrégulières, mais brillantes. Jean Rostand est licencié en sciences en 1914. Pauline, administrateur passionné de Jean, le fit passer en 1915 à 1918 au Val-de-Grâce, au laboratoire de médication autophagique. Rappelé à Cambo à la mort de son père, peu après l'armistice, il y écrit ses pamphlets. En 1922, il est nommé — pour toujours — à Ville-d'Avray où sa vie se confond avec ses travaux.

En 1926, il participe à la création de la section de biologie au Palais de la découverte. Il reçoit le Grand Prix Littéraire de la Ville de Paris en 1929, le prix de la Fondation Singer-Polignac en 1932, le prix international Kailash de vulgarisation scientifique en 1935. Le 18 avril 1959, il est élu à l'Académie des sciences, mais il refuse la décoration.

Œuvres principales : *Le Retour des parents* (1919), *La Vieillesse* (1920), *Pendant quelle souffrance encore* (1921), *Ignace ou l'écaspière* (1922), *Deux angousses* (1923), *L'Amour* (1924), *De la vanité et de quelques autres sujets*, les *Familières* et autres essais de mystique bourgeoise (1925), *De l'absence des idées* (1926), *Le Mariage*, *Valère ou l'écaspière* (1927), *Julien* (1928), *Les Chromosomes* (1929), *De la marche à l'homme* (1930), *L'Aventure humaine*, *La Vie des libellules* (1931), *Pensées d'un biologiste* (1932), *Hommes de société* (1934), *Pensées de la biologie* (1935), *Nouvelles Familières d'un biologiste* (1947), *Les Grands Champs de la biologie* (1951), *Ce que je crois*, *Instruire sur l'homme* (1953), *Petit-on modifier l'homme ?* (1954), *Revue d'aujourd'hui* (1959), *Autour d'un biologiste* (1959), *Biologie et humanisme* (1964), *Incidents d'un biologiste* (1967), *Les Étiapes à monstres* (1971), etc.

Un être de raison et de passion

« N'essayez pas de désavouer les gènes qui vous ont transmis les vertus d'expression. Vous êtes l'un des meilleurs écrivains d'aujourd'hui dans un ordre de matière où le mauvais langage, le jargon, le galimatias sont devenus, hélas ! presque la règle », déclarait le 12 novembre 1959 Jules Romains, répondant à Jean Rostand, lors de sa réception à l'Académie française. « Ce que je vous accorde, continuait-il, c'est que certains de ces gènes venus de plus ou moins loin portaient avec eux un appétit de vérité franche, le mépris des monismes, le dirais une probité rustique. » C'était décrire Jean Rostand avec justesse et finesse, tel qu'il était et non tel qu'on le racontait.

Malgré plusieurs découvertes et observations intéressantes (dont l'action protectrice de la glycérine à l'égard de la congélation), fut-il un « grand savant », ou le « biologiste de notre temps » ? Cette légende, qui l'accompagnait et qu'il ne démentait pas, lui avait fait un certain tort auprès de la communauté scientifique, qui s'est toujours méfiée des marginaux, des isolés. Second fils d'Edmond Rostand et de Rosemonde Gérard, fortuné, intelligent, cultivé, talentueux, il avait la chance, et savait l'avoir, de pouvoir faire ce qu'il lui plaisait, chercher ce qui l'intéressait, hors des contraintes d'un cadre strict, d'un laboratoire organisé soumis à des publications régulières. Il s'était voulu « chercheur indépendant », sachant que cela ne le mènerait qu'à la découverte de petites choses.

Fervent de l'observation de la nature, on lui doit avant tout une

œuvre remarquable de vulgarisation scientifique à laquelle il avait associé constamment sa grande amie Andrée Téry.

Presque aussi célèbre avec ses crâpauds que Konrad Lorenz avec ses oiseaux, il prétendait tout de voir à la nature, bien que né à Paris (en 1894), et se plaisait à raconter comment était apparue sa vocation scientifique à l'âge de dix ans, à Cambo, dans la propriété de son père : la lecture d'un livre de classe relatant l'étude de Fabre sur le scarabée sacré. Les « Souvenirs entomologiques » devaient à cet âge confirmer son goût pour l'histoire naturelle.

Jean Rostand s'était intéressé à la parthénogénèse, à la conservation de la semence, à l'embryologie, aux anomalies des grenouilles et des crâpauds et aux célèbres « étangs à monstres ». Il devait publier plus d'une cinquantaine d'ouvrages de biologie et participer à nombre d'encyclopédies.

Ni crainte ni espoir

Mais on connaît généralement moins bien les autres aspects tout aussi importants de sa prose, et de son caractère. Homme de combat, il devait s'opposer à la religion, une certaine politique. Il avait coutume de rappeler que « la science n'est pas morale », que « les savants, même quand il s'agit de la connaissance, ne sont pas plus moraux que les autres ». Il ajoutait : « Je n'ai connu quant à moi aucune crise métaphysique ni religieuse. Pour moi, il n'y a pas de survie de l'âme, donc ni crainte ni espoir. » « J'approuve », disait-il, sur la fin de sa vie, l'an-

gélisme existentielle du vieillard et l'angoisse de la solitude qui se forment ainsi à se trouver au bord du néant. »

Athée, philosophe et moraliste à ses heures, il n'hésitait pas à publier en 1953 son célèbre « Ce que je crois », puis, treize ans après, admettait qu'il ne l'aurait plus écrit dans les mêmes termes. Cet homme constamment partagé entre la raison et la passion admettait de se tromper, voyait la nécessité d'évoluer et restait d'une étonnante jeunesse de caractère. Toujours disponible, ses « dimanches de Ville-d'Avray » étaient connus, où l'on pouvait venir bavarder dans son énorme bâtisse, au cœur d'une pièce décorée presque exclusivement de portraits de lui-même. Il admettait aussi bien les jeunes lycéens amis de la nature que les vieux politiciens, les académiciens, les journalistes, les rascapés d'Hiroshima.

En était pour lui de la politique comme de la science, il tenait à demeurer indépendant. Antiquaire notoire, on ne le retrouvait dans aucun parti d'opposition, bien que se disant d'extrême gauche. On le verrait, en revanche, plus d'une fois au Val d'Hiv, en compagnie de son épouse qui ne le quittait jamais, tonitruer contre l'armement atomique et les dangers des radiations.

« Sentimentalement, disait-il, je suis pacifiste (mais pas non violent), socialiste révolutionnaire, je serais plutôt anarchiste ou gauchiste, mais bien souvent déchiré entre cette sensibilité et le souci de l'efficacité. »

MARTINE ALLAIN-REGNAULT.

Un athée qui doutait

Président d'honneur de la Libre Pensée, Jean Rostand avait tenu, malgré sa grande fatigue, à assister au dernier congrès national, réuni à Reims fin août sur le thème « La Libre Pensée et l'armée » (*Le Monde* du 30 août).

Intervenant à deux reprises pour encourager les congressistes dans leur lutte antimilitariste, Jean Rostand s'est borné à livrer deux citations à la méditation de son auditoire. La première, de Jean Jaurès : « L'humanité serait maudite si, pour faire la preuve de son courage, elle était forcée de tuer éternellement. » Et la seconde, de Georges Clemenceau : « La liberté consiste à se discipliner soi-même au lieu de se laisser discipliner par d'autres. »

Jean Rostand, qui était aussi président d'honneur du Mouvement de la paix, a lutté toute sa vie en faveur du pacifisme. Dans une lettre de protestation contre les essais nucléaires français dans le Pacifique, voici ce qu'il écrivait au président de la République en 1970 : « La poursuite absurde d'une impossible capacité nucléaire militaire détourne notre pays de sa vocation pacifique, l'amène à ignorer, voire à contrecarrer, les efforts internationaux de désarmement et nous range parmi les auteurs possibles d'une guerre totale. »

Ce positiviste, scientifique sans concessions, était fasciné par l'éternel besoin de questionner qui caractérise « ce singe vertical dont le front se lève vers les étoiles et en qui l'univers se cherche et un sens ». — A. W.

Les engagements d'un homme de cœur

(Suite de la première page.)

Si Jean Rostand a exercé une grande influence sur son temps, par ses travaux et ses écrits, il l'a fait, en partie, par sa personnalité. Beaucoup, fort heureusement, ont pu l'écouter à la radio, le voir à la télévision. Ce sont des documents qui resteront et nous aideront à le faire revivre.

A « l'Ermitage »

J'évoque une des visites que nous lui rendions, à son « Ermitage » de Ville-d'Avray. Voici le sentier raide et caillouteux qui mène à sa grande demeure perchée sur la colline du parc de Saint-Clément. Voici le beau jardin, qui se couvre au printemps d'une végétation exubérante de primevères de toutes couleurs, jadis cultivé, revenu maintenant à cet état de liberté qu'il aimait, qui lui revenait pour toutes les créatures vivan-

tes. Voici, à droite, le laboratoire installé dans une simple remise, aujourd'hui à l'abandon. Jean Rostand nous accueillait sur le perron de sa grande maison, avec une chaleur, une joie, qui ne sont pas de commande. Il nous reçoit dans une petite pièce d'angle que connaissent bien ses amis, car une grande partie de la demeure est réservée à des familles de travailleurs immigrés. Telle est sa générosité qu'il se prive de confort pour en donner aux autres. Il abordait immédiatement les grands problèmes de l'heure, biologiques, médicaux, sociaux, les actualités littéraires, philosophiques. Il parle avec fougue, avec générosité, avec une franchise qui ménage toujours la sensibilité de ses auditeurs. Il est au courant des plus récents développements de la science.

Jusqu'à une époque récente, il recevait, chaque dimanche, les familles, les amis, tous ceux qui désiraient l'approcher. On côtoyait de

grands noms de la science et des lettres, en même temps que de jeunes étudiants, des élèves des écoles, des amis désireux de s'entretenir avec lui, de planer des pensées élevées et neuves. Des de fidèles du dimanche maintenant disparus ou dispersés ! Chacun parlait sans contrainte, défendait des opinions souvent peu orthodoxes. Jean Rostand dirigeait la conversation sans talent, il savait toujours écouter. Il avait horreur de tout formalisme et de toute ostentation, mais il ne dédaignait pas certains honneurs. Il avait eu grande joie d'entrer à l'Académie française, que lui valait son talent littéraire d'écrivain scientifique. Il se plaisait dans ce milieu qui, malgré les critiques de certains envieux, rassemble un grand nombre de bons esprits et soie de solides amitiés entre personnes venues d'horizons variés. Il était très aimé et très estimé, bien que beaucoup de nos confrères eussent des opinions très différentes des siennes.

Un apôtre laïque

La maladie l'avait éloigné depuis plusieurs années de toute activité extérieure. Il ne sortait plus de chez lui, ne venait plus aux séances de l'Académie, bien que nous eussions souhaité l'y voir. Il vivait replié sur lui-même, ne voulant pas donner le spectacle d'une santé diminuée. Mais il était toujours accueillant, aussi vif d'esprit, aussi vibrant, bien qu'il fût devenu moins combatif.

Jean Rostand était la bonté, l'indulgence personnelle, il était d'une grande sensibilité. Il avait un culte pour ses chers disparus, grands de la littérature, son père, Edmond Rostand, sa mère, Rosemonde-Gérard, son frère Maurice. Avec sa femme, grande artiste elle aussi, aujourd'hui disparue, ils formaient un couple merveilleux et touchant.

Il défendait tout naturellement les faibles, les humbles, les opprimés. Il avait horreur des dictateurs, des gouvernements autoritaires, des injustices sociales. Il aimait son prochain comme le recommandent les religions et, n'en ayant suivi aucune, il faisait figure d'apôtre laïque. Si l'on peut lui reconnaître une faiblesse, je crois qu'il aimait être aimé. Pour nous qui l'aimions, le monde, à partir d'aujourd'hui, ne sera plus le même.

ETIENNE WOLFF, de l'Académie française.

CARNET

Noissances

M. Robert Duban et Mme, née Agnès Wolff, sont heureux de faire part de la naissance de leur fils, Julien, né le 21 août 1977, 75116 Paris.

Pierre et Liliane Koulman, Pierre-Henri et Jean-Arnaud sont heureux de faire part de la naissance de leur fils, Marie-Aude, né le 21 août 1977, 23 rue Frédéric-Bataille, 75009 Beaconsart.

— Jacqueline et Serge Klugman laissent à Nicolas la joie d'annoncer la naissance de son frère, Patrick-Benoît, à Paris le 11 juillet 1977.

M. Lucien Oussadon et Mme, née Elizabeth Bonnet, ont le plaisir de faire part de la naissance de leur fils, Julien, né le 30 août 1977, 2 rue Pierre-Louis, 75116 Paris.

Mariages

— Patricia Gamsela et Dominique Trey font part de leur mariage, célébré dans l'intimité le 3 septembre 1977 au Valentin.

Décès

— M. et Mme Claude Brunswick et leurs enfants, M. et Mme Maurice Lasserre et leurs enfants, ont le deuil de la mort de leur fils, Jacques BERNSTEIN, né le 31 août 1917, décédé le 2 septembre 1977, à 16 heures, à Brian (Corse).

— M. et Mme Claude Brunswick et leurs enfants, M. et Mme Maurice Lasserre et leurs enfants, ont le deuil de la mort de leur fils, Jacques BERNSTEIN, né le 31 août 1917, décédé le 2 septembre 1977, à 16 heures, à Brian (Corse).

— M. et Mme Claude Brunswick et leurs enfants, M. et Mme Maurice Lasserre et leurs enfants, ont le deuil de la mort de leur fils, Jacques BERNSTEIN, né le 31 août 1917, décédé le 2 septembre 1977, à 16 heures, à Brian (Corse).

— M. et Mme Claude Brunswick et leurs enfants, M. et Mme Maurice Lasserre et leurs enfants, ont le deuil de la mort de leur fils, Jacques BERNSTEIN, né le 31 août 1917, décédé le 2 septembre 1977, à 16 heures, à Brian (Corse).

— M. et Mme Claude Brunswick et leurs enfants, M. et Mme Maurice Lasserre et leurs enfants, ont le deuil de la mort de leur fils, Jacques BERNSTEIN, né le 31 août 1917, décédé le 2 septembre 1977, à 16 heures, à Brian (Corse).

— M. et Mme Claude Brunswick et leurs enfants, M. et Mme Maurice Lasserre et leurs enfants, ont le deuil de la mort de leur fils, Jacques BERNSTEIN, né le 31 août 1917, décédé le 2 septembre 1977, à 16 heures, à Brian (Corse).

— Nous apprenons le décès de M. Jacques COLLIN DU BOCAAGE, officier de la Légion d'honneur, né le 13 septembre 1900, Jacques Collin du Bocage était docteur en droit et titulaire de l'agrégation de sciences politiques. Entré en 1923 comme secrétaire général à la Banque française d'industrialisation, il est devenu, en 1940, directeur général. En 1946, il est nommé directeur de la Banque Vernes, puis, en 1970, directeur honoraire. Jacques Collin du Bocage était également, depuis 1973, vice-président de la Société française d'investissement et de gestion (SEFUGIA).

— Nous apprenons le décès de M. Roger HILL, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945. (Né le 26 février 1908 à Paris, fils d'avocat, il a été pénaliste et civiliste, il a été fréquemment aux armées. Sous l'occupation, il a eu des contacts de prudence qui lui ont valu des courtes, il assure la défense de militaires communistes devant les sections spéciales, il était un des membres éminents de l'Association internationale d'avocats PALS. Il est connu dans les milieux bibliophiles, il possédait une collection exceptionnelle de livres précieux.)

— M. Michel-Denis, son épouse, ses enfants et petits-enfants, ont le deuil de la mort de leur fils, André MICRONNEAU, chevalier de la Légion d'honneur, ancien professeur de lycée de Brétigny et d'Angers, dans sa soixante-septième année, dans le cadre d'un accident de la rue.

— M. et Mme Claude Brunswick et leurs enfants, M. et Mme Maurice Lasserre et leurs enfants, ont le deuil de la mort de leur fils, Jacques BERNSTEIN, né le 31 août 1917, décédé le 2 septembre 1977, à 16 heures, à Brian (Corse).

— M. et Mme Claude Brunswick et leurs enfants, M. et Mme Maurice Lasserre et leurs enfants, ont le deuil de la mort de leur fils, Jacques BERNSTEIN, né le 31 août 1917, décédé le 2 septembre 1977, à 16 heures, à Brian (Corse).

— M. et Mme Claude Brunswick et leurs enfants, M. et Mme Maurice Lasserre et leurs enfants, ont le deuil de la mort de leur fils, Jacques BERNSTEIN, né le 31 août 1917, décédé le 2 septembre 1977, à 16 heures, à Brian (Corse).

— M. et Mme Claude Brunswick et leurs enfants, M. et Mme Maurice Lasserre et leurs enfants, ont le deuil de la mort de leur fils, Jacques BERNSTEIN, né le 31 août 1917, décédé le 2 septembre 1977, à 16 heures, à Brian (Corse).

— M. et Mme Claude Brunswick et leurs enfants, M. et Mme Maurice Lasserre et leurs enfants, ont le deuil de la mort de leur fils, Jacques BERNSTEIN, né le 31 août 1917, décédé le 2 septembre 1977, à 16 heures, à Brian (Corse).

— M. et Mme Claude Brunswick et leurs enfants, M. et Mme Maurice Lasserre et leurs enfants, ont le deuil de la mort de leur fils, Jacques BERNSTEIN, né le 31 août 1917, décédé le 2 septembre 1977, à 16 heures, à Brian (Corse).

— M. et Mme Claude Brunswick et leurs enfants, M. et Mme Maurice Lasserre et leurs enfants, ont le deuil de la mort de leur fils, Jacques BERNSTEIN, né le 31 août 1917, décédé le 2 septembre 1977, à 16 heures, à Brian (Corse).

ARCHÉOLOGIE

Une importante découverte médiévale sous le château des comtes de Flandre

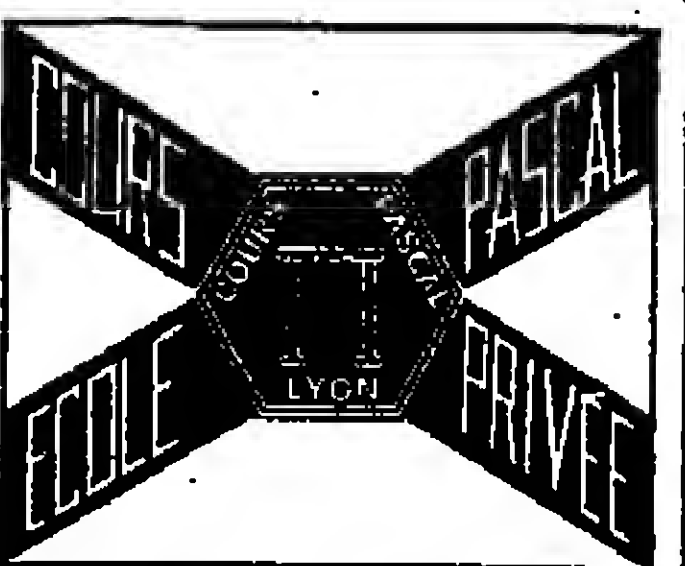
Des fouilles, menées à Douai depuis le 1^{er} juillet dernier, ont permis de retrouver la carcasse de bois qui soutenait la « motte » (1) du donjon du château des comtes de Flandre. En Allemagne et en Scandinavie, les mottes sont généralement renforcées par une armature interne de bois. Celle qui vient d'être découverte à Douai est la plus méridionale connue à ce jour ; elle est aussi la première à avoir été trouvée en France. Fuite de tronc de chêne plantés verticalement et reliés entre eux par des poutres horizontales, cette structure de bois est peut-être antérieure au donjon que les comtes de Flandre ont construit à Douai au onzième siècle.

Le château de Douai a été démoli sous Louis XIV, qui fit élever, sur cet emplacement, une forteresse de canon. Mais la motte fut préservée. Elle figure d'ailleurs sur le plan-relief de la ville fait en 1708, ce qui permet d'évaluer à 10 m mètres sa hauteur au-dessus de la cour du château. Des fouilles d'exploration ont été entreprises en 1976, car un immeuble résidentiel doit être construit sur l'emplacement de

l'ancienne forteresse. Les travaux sont menés grâce à des subventions au conseil général du Nord, du conseil régional, du service des fouilles, de la ville de Douai et des Amis du musée. Venant après la découverte à Blanche-Saint-Vaast en 1976, du plus vieux pignon préhistorique du nord de la France (le *Monde* du 19 mai 1976), la motte de Douai a contribué à donner une vigoureuse impulsion aux fouilles archéologiques de la région. Ainsi la ville de Douai a-t-elle embauché un deuxième archéologue municipal et la ville d'Arras son premier.

Les fouilles de Douai, dirigées par M. Pierre Demolon et José Barbézieux, les deux archéologues municipaux, sont rendues particulièrement fructueuses par la rigueur qui constitue le sous-sol et qui préserve les matières organiques. Non seulement les poutres de chêne ont été retrouvées, mais on a aussi mis au jour un fond de cabane méronéenne et une chaussure de cuir méronéenne ou carolingienne. — Z. R.

(1) La « motte » est un gros tertre de terre sur lequel étaient construits de nombreux châteaux forts.



Année scolaire 1977-1978
SPE - SUP. HEC - VETO
Terminals A - B - C - D
1^{re} - 2^e - 3^e
Reentrée le jeudi 22 septembre à 8 heures.
21 rue Longue, 69041 LYON.
Tél. : (78) 22-12-07.

Burberrys
8, bd Malesherbes
Costume coupe Burberrys pure laine 1250

Visites et conférences

MERCREDI 7 SEPTEMBRE

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. 15 h, façade, portail gauche, M. Guiller : « Notre-Dame et ses parties hautes ». 15 h, 22, rue Saint-Antoine, Mme Legrand : « Hôtel de Sully et exposition. Les jardins en France ». 15 h, 77, rue de Valenciennes, Mme Vermeersch : « Musée Rodin en l'hôtel Biron ». 15 h, 30, hall gauche, côté parc (train par gare Saint-Lazare), Mme Hulot : « Le château de Malmaison-Lafayette » (Calme nationale des monuments historiques). 15 h, 2, place Denfert-Rochereau : « Les Catacombes ». 15 h, 22, rue de la Tour-d'Auvergne, Mme Hulot : « Les appartements des rois de France au Louvre » (Paris et son histoire).

CONFÉRENCES. — 13 h, 16 h, 20 h, 13, rue de la Tour-d'Auvergne, Mme Hulot : « Réalisation du soi et méditation transcendantale » (entrée libre).

Pour s'avoir une bouteille de SCHWEPPES Bitter Lemon (en carton) Avez le beau zeste : retournez-la.

Le « joint

AMSTERDAM ET LA DROGUE

Le « joint » est passé dans les mœurs

De notre envoyé spécial

Amsterdam. — Vondelpark sent toujours l'herbe. Plus celle qu'on fume : elle a disparu depuis deux ans. Non celle qui pousse, verte et bien propre. Il n'y a pas si longtemps, venus des quatre coins de l'Europe et de plus loin encore, des milliers de jeunes, hippies standardisés, dans des sacs à dos, s'étaient donné rendez-vous là, en attendant d'indociles des plus belles pelouses d'Amsterdam. On y chantait, riait, dormait entre deux « joints » et quelques « trips » colorés. Il ne reste plus qu'une vague souvenir, et un brin de nostalgie. Aujourd'hui, les bassins ont retrouvé leurs pêcheurs à la ligne, les bosquets leurs amoureux bucoliques et le gazon ses parties de sauto-mouton. Les riverains, braves gens, dorment en paix.

La Dam, qui fut aussi naguère l'abri sans toit des couche-lard « sans le rond », s'est autant dépeuplée. On y rencontre seulement le soir, sur les marches du monument national, comme à Paris, sur la margelle de la fontaine du Bou'Mich. Où sont-ils donc passés ces « fraks », invadés du vieux monde, qui avaient fait d'Amsterdam l'étape-reine — un vrai pied pour pas cher — au premier rang sur le vade-mecum de ceux qui « font la route » ? Ils n'ont pas déserté, ils viennent encore, mais surtout, la tolérance a force de loi : on ne chasse pas, on endigue. Une vieille habitude dans ce pays plus bas que la mer.

Les preuves des années 60 sont à la retraite : les uns s'élèvent à l'hôtel de ville, les autres cultivent leur potager ou cuisinent dans leurs restaurants macrobiotiques. Ils réclament des « zones franches », on les leur a données, et leurs cadets les peuplent. Une vieille église, jadis et lourde, qu'on a bigarrée de vitrolas, une laiterie désaffectée transformée en éden oriental : Paradiso Ici et Melkweg là, l'underground a ses temples et le « hash » y est roi. Qui s'en plaindrait ? Canalisés, aisément établis dans leurs murs, ailleurs sans être « en marge », les adeptes — abonnés pour quelques florins l'an — n'étaient plus personne.

Le joint est passé dans les mœurs. On compte, parait-il, près d'un million et demi de consommateurs dans tout le pays. « La plupart fument peu, assure un médecin, spécialiste en toxicomanie. Ils sont comme ces hippies devenus papas qui se fument un joint en rentrant du bureau après avoir embrassé madame et le filon. » L'herbe, on la cultive parfois sur son balcon ou sur le toit, mais le climat ne s'y prête guère et la

qualité s'en ressent. Mieux vaut donc l'acheter, sur pied si l'on veut... au marché aux fleurs, ou bonne et consommée dans des boutiques qu'on ne tarde pas à connaître... des antiquaires, des bazars...

Les habitués ne font pas confiance au petit revendeur qui traîne dans la rue : « C'est toujours l'arnaque », avoue Joghun qui suit attentivement le marché. Ces gens-là cherchent le pigeon, lui font humer de l'extra et lui retiennent de la m... « A quel bon risquer d'être volé sur la marchandise quand de vrais commerçants ont pignon sur rue. Ou passerelle sur canal, comme cette honorable société, enregistrée sous le nom de Low Lande West Compagnie, dont le siège social, un gros chaland ventru, flotte sur les eaux tranquilles du Nieuwe-Waark, à quelques encablures de la gare centrale. Là, ni détours, ni camouflage, on annonce la couleur pavillon haut : le rafiot baroté, baptisé sur la pique du doux nom de Marijn, recèle les meilleures herbes du marché.

Personne ne songe à y redire, comme nul ne s'offusque d'entendre, chaque samedi sur la radio sociale, un présentateur zélé débiter les cours officiels des différentes variétés d'herbes offertes en ville. Officiellement, bien sûr, la consommation de haschisch — et de toute autre drogue, qu'elle soit douce ou dure — est illégale. Mais qui fume son joint aujourd'hui s'expose tout au plus à une amende, comme le piéton qui traverse hors des clous. La loi poursuit seulement le « dealer » (le revendeur). « Grosques », s'indigne un fidèle du Melkweg, imaginez donc la même chose pour le café : vous avez droit d'en boire sans pouvoir en acheter puisqu'il est interdit d'en vendre... L'incohérence n'a pas échappé aux autorités, mais, admet presque à regret un édile d'Amsterdam, « on ne peut légaliser les drogues douces sans transgresser les conventions internationales que la Hollande a signées ».

Alors, à défaut d'abroger les taxes, on oublie facilement de les appliquer : « Mon fournisseur habituel s'est fait arrêter récemment », raconte Joghun. Les lices royales qu'il traitait de l'herbe. Chez lui, ils n'ont trouvé que 300 grammes de hash. Ils l'ont interrogé deux heures et l'ont relâché en lui rendant son paquet. « Histoire banale : les policiers d'Amsterdam, réalistes ou résignés, ne s'épuisent plus à traquer les amateurs d'herbes folles. Ils chassent sur d'autres terres un ennemi beaucoup plus redoutable : l'héroïne et ses trafiquants.

Dix mille pour un petit gramme

La poudre, blanche ou brune, est apparue dans la capitale voilà six ou sept ans. Aujourd'hui, ils sont au moins dix mille — certains disent vingt mille — à vivre dans la quête quotidienne du petit gramme qui épargnera l'angoisse et la détresse de la crise de manque. Il n'y a plus là ni temples, ni oasis, ni bons marchands sur l'eau, ni cote en hausse. Rien qu'un ghetto. Une clientèle assurée, fidèle jusqu'au dernier jour, aux mains d'un réseau serré de trafiquants de tous acabit.

Des milliers de « junkies » ont appris à survivre dans le vieux Amsterdam, celui des cartes postales, au

milieu des pignons à redans, à goutte ou à cloche, entre les ponts bossus qui enjambent les canaux clapotants du Centrum. Les plus anciens ont connu les nuits du Dam et de Vondelpark : ils n'ont pas détrequé, se sont mis à goûter l'opium du quartier chinois. Puis, un jour, l'opium a presque disparu et l'héroïne est venue. En Turquie, on avait arrêté, pour un temps, de cultiver le pavot : à Marseille, la « french connection » agonisait ; au Vietnam, les G.I.'s pliaient bagage.

Plus de clients dans les rizières, plus de « labos » sur la côte : en quelques mois, Amsterdam allait

devenir la plaque tournante d'une nouvelle filière, la « chinoise » confectionnée. « On a vu peu à peu affluer chez nous des Chinois de Hongkong et de Singapour, de Bangkok et de Malaisie, raconte le commissaire Toorenhaar, chef de la brigade des stupéfiants. Tous résidents illégaux. En 1976, ils étaient près de dix mille... jouissant de structures d'accueil idéales dans leur quartier, près de la gare centrale. Dans leurs bagages, ils transportaient l'héroïne du « triangle d'or » qu'ils ne vendaient plus au Vietnam. En 1977, la police néerlandaise saisit 50 grammes de poudre et arrêta six « Chinois ». Cinq ans plus tard, les prises atteignent

Les « Chinois »

Mais les hommes de l'« anti-drogue » se montrent satisfaits de leur travail. Ils estiment avoir maintenant maîtrisé la situation. Nombre de « Chinois » entrés illégalement aux Pays-Bas sont désormais expulsés : vingt policiers sont spécialement chargés de les ramener chez eux et violent chaque jour vers Hongkong ou Singapour. « Les « Chinois », dit l'un d'eux, n'aiment plus guère Amsterdam. Ils commencent à émigrer, vers Londres surtout, où ils retrouvent une colonie. Ici, il devient difficile de se procurer de l'héroïne dans la rue. Nous sommes sur la bonne voie. Regardez le Dam : il est débarrassé de tous ces hippies qui, il y a encore deux ans, venaient y chercher leur petit sachet... »

Les policiers voient encore un heureux effet de leur travail dans l'augmentation progressive du prix de l'héroïne qui, en quelques années, est passée sur le marché à 300 florins le gramme (120 à 600 F français). Cela ne prouve rien, répliquent la plupart des spécialistes des drogues : pour eux, la hausse du prix n'est pas mécaniquement liée à une réduction de l'offre (due aux saisies et aux diverses difficultés imposées aux trafiquants). L'héroïne, disent-ils, crée une telle dépendance physique chez ceux qui s'y adonnent que son prix devient en fait « indéfinissable » (insensible aux seules lois de l'offre et de la demande) (1).

De fait, rien n'indique que le ghetto se résorbe. Bien au contraire. Étrangers attirés par l'étendue du marché et la tolérance des lieux, Surinamiens désoeurés (2), hier laissés-pour-compte de l'expansion et aujourd'hui premières victimes de la crise, viennent grossir la masse de ceux qui, exilés de leur province ou venus de leur lointaine banlieue, peuplent, entre le Dam et Nieuwmarkt, l'Amsterdam des « junkies ». Ils ont peu à peu rompu leurs derniers liens avec le monde qui les entoure, incapables, avoue l'un d'eux, d'assumer aucune autre responsabilité que celle de trouver à n'importe quel prix de quoi se shooter quatre ou cinq fois dans la journée.

Trouver 300 florins (600 francs) par jour lorsque l'on n'a plus rien, puis qu'on a déjà tout vendu, sans travail ni argent propre : il faut tricher, mentir, manipuler, voler. Ils n'auront bientôt plus que deux fils à ténus pour s'accrocher à un monde qui les a engloutis : le receleur qui échangera leur butin du jour contre l'argent nécessaire à la dose et le

175 kilos et deux cent soixante-trois kilos « Chinois » se retrouvent en prison. La guerre pour contrôler le trafic entre « ceux de Hongkong » et « ceux de Singapour » durera deux ans : Chung Mun, le patron des premiers, est assassiné le 3 mars 1975. L'année suivante, jour pour jour, son dauphin subit le même sort. Dans les autres pays européens — surtout en Allemagne fédérale et en France — on déplore alors ouvertement le manque de fermeté et d'efficacité des autorités de La Haye. En privé, on justifie la mansuétude et le laxisme de cette société permissive qui ne peut fermer les portes au trafic.

médecin ou l'animalier d'un centre d'accueil.

Quelques-uns, peut-être, au temps du « voyage », finiront dans cette ferme propice des environs de La Haye. Là, on se livre de les guérir à force de bons vieux préceptes : « Ni drogue ni sexe, discipline et hiérarchie ». Un retour à la nature mûr d'éducation anglaise : la recette, au dire du psychiatre américain qui fonda « Emilie Hoeve » voilà six ans, a déjà fait ses preuves. Dans un pays où déviance et marginalité semblent tacitement admises, la ferme de Loosduin fait figure de vieux roc, d'îlot « salubre » arboré sur les grands principes : l'envers du décor, en quelque sorte.

Plus de tigresses ni de guitares à fleurs : cheveux ras, habilis « comme il faut », les pensionnaires font serment d'allégeance à la règle. Les « pêcheurs » se promèneront affublés d'une pancarte dénonçant leurs fautes : les foyards repentants seront jolies à la rivière, hiver comploté. Reste la psychothérapie de groupe où l'on se défoule, assis en rond, en hurlant et en frappant à poings fermés, sur des coussins. Violamment décriée par des spécialistes qui contestent ses résultats affichés, l'expérience « totalitaire » d'Emilie Hoeve est néanmoins subventionnée par le gouvernement. Tolérance oblige.

Rebutés à la seule évocation des curées de Loosduin, la plupart des « junkies » d'Amsterdam ont, en revanche, un jour ou l'autre, franchi le ponton d'un vieux immeuble bourgeois du vieux Centrum. La « Jellinek-Kilnick » est une véritable — et vénérable — institution : son directeur, le docteur Postma, y montre encore le lit où, alcoolique, il fut lui-même soigné et guéri. Aujourd'hui, il y soigne des héroïnomanes. Quant à les guérir... le grand patron de la Jellinek n'apprécie guère qu'on en doute. « Bien sûr, nous connaissons des échecs, dit-il, mais ceux qui prétendent qu'un drogué est incurable se trompent. Ils cherchent seulement à justifier leur propre incapacité ou leur refus de soigner ce qui est une maladie. »

Curable ou non, comment et à quel prix ? Le débat a dépassé le cercle restreint des spécialistes et des praticiens. Certaines solutions, envisagées ou simplement évoquées, pour scandaleuses, invraisemblables qu'elles apparaissent de prime abord, n'en sont pas moins d'ores et déjà discu-

tées sur la place publique. N'est-ce point précisément... le « comité d'ordre public » de la ville d'Amsterdam qui débattait récemment — et fort sérieusement — d'une possible distribution de l'héroïne aux drogués (dément réperonné) à des prix si modestes qu'ils suffiraient à casser aussitôt le trafic.

L'idée, à peine émise, a suscité une levée de boucliers du côté de certains soignants, d'anciens drogués et des ligues anti-alcooliques (souvent liées aux diverses institutions de cure). Les pétitions n'ont pas tardé à

circuler. Au premier rang des opposants, le docteur Postma ne veut laisser aucun argument aux « laxistes ». « Craie qu'en facilitant la vie du drogué — en lui épargnant la marginalité et la criminalité dans lesquelles le plonge la satisfaction quotidienne de son besoin, — on avancerait vers sa guérison, on lui rendrait un prétendu libre choix, est une pure et dangereuse illusion », plaide le directeur de la Jellinek. « A preuve, poursuit-il, les alcooliques sont des drogués — légers —. Ils n'en restent pas moins alcooliques... et malades... »

Le gramme à 3 florins

Les défenseurs d'un libre accès à l'héroïne — pour les seuls drogués en état de totale dépendance, bien sûr — estiment avoir pour eux les arguments d'ordre économique et social : le gramme à 3 florins (et non plus à 300), c'est la mort du marché illégal, ou tout au moins sa réduction en une peau de chagrin sans grande rentabilité ou regard aux risques encourus. Mais c'est surtout, assurent-ils, la seule façon d'en finir avec le « syndrome junkie » (la mise en marche et la délinquance qui l'accompagne) dont on a peine à mesurer les coûts sociaux.

L'idée fait son chemin et a des adeptes, tant sur le plan politique — socialistes et libéraux sont loin de la rejeter a priori — que parmi certains spécialistes. Eux doutent sérieusement que l'on puisse guérir de la drogue et estiment même que le « syndrome » ayant été éliminé, l'héroïne — administrée sous contrôle médical — ne serait plus aussi dangereuse qu'on le prétend.

Est-ce donc là la planche de salut pour ces « junkies » désœuvrés qui débambulent à la nuit tombante sur les trottoirs de Spuistraat, du côté du B4, une maison comme une autre, la porte fermée à double tour. Le « huk » est un foyer, un abri, où seuls ceux qui ont atteint le bas de la pente peuvent pénétrer : un rendez-vous avec l'abîme d'une misère sans nom. Là, une centaine de « lost-cases » (cas perdus) peuvent ren-

contrer deux ou trois « dealers » attirés, et se « shooter » en paix avec ses serpillères sûres prises au distributeur. Là, ils auront aussi de quoi manger et s'allonger. Là, ils trouveront les derniers copains dans un monde, une jungle où ne règne plus que le « chacun pour soi ».

L'absolu contre-pied de la ferme de Loosduin. Mais, là aussi, le gouvernement subventionne : 65 florins par jour et par client (une soixantaine déclarée), de quoi payer la nourriture, le loyer et les salaires d'une équipe de trente assistants, dont le premier nous a dit M. Erik Fromberg, avait créé, il y a bientôt dix ans, le bureau d'aide aux drogués de Vondelpark. C'était au temps du « hash » sur l'herbe fraîche. Aujourd'hui, le 64-Spuistraat, c'est, avoue son directeur, l'endroit le plus répugnant d'Amsterdam. Mais, pour ceux-là, la plus déguisée des baraquas peut être le plus doux des refuges.

Le « huk », en néerlandais, c'est le « salon ». Le dernier salon où l'on essaie de vivre, où l'on finit de vivre...

DOMINIQUE POUCHIN.

(1) Ces conceptions — et ce qui peut en découler quant à une nouvelle politique, vis-à-vis des drogués — ont été et sont exposées dans ces colonnes par deux professeurs français de l'économie, MM. Frédéric Jouty et André-Paul Weber (le Monde du 10 mai 1977, 121). Immutables du Surinam, ex-Guyane hollandaise.

(PUBLICITE)

RENTABILISER L'ACTION COMMERCIALE PAR UNE BONNE GESTION DES COMMANDES ET DE LA CLIENTELE

L'Institut National des Techniques Commerciales et Marketing Institut spécialisé du groupe I.F.G. - Institut Français de Gestion patronné par l'I.N.M. - Institut National du Marketing

... lance, le 14 octobre prochain, son cycle de perfectionnement

« ADMINISTRATION COMMERCIALE »

destiné aux cadres et agents de l'administration commerciale quel que soit le secteur d'activité de l'entreprise :

- chefs de service, cadres et agents responsables d'une section dans un service d'administration des ventes ;
- fonctionnaires chargés d'une mission d'organisation...

désireux de se perfectionner dans les méthodes modernes de gestion et d'acquiescer les techniques nécessaires au suivi et au contrôle des actions commerciales.

D'une durée de 25 jours, répartis sur un an à raison de 2 à 3 jours par mois, ce cycle a pour objectif :

- d'optimiser le rôle de l'administration commerciale dans le système marketing ;
- de favoriser la communication et la coopération avec les autres fonctions de l'entreprise ;
- de renforcer l'efficacité de l'administration des ventes en donnant aux responsables les outils les mieux adaptés pour organiser, animer, gérer et contrôler le service.

Responsable et inscriptions : GUY TABURET - INTECO-MARKETING, Groupe I.F.G., 37, quai de Grenelle, 75738 Paris Cedex 15. Tél. 578-61-52.



Quand Renault annonce un modèle TS, c'est toujours une bonne nouvelle. Quand on parle de la Renault 20 TS, on peut même dire une grande nouvelle. Le nouveau moteur 2 litres développe 110 ch à 5750 tr/mn, il permet d'abaisser le kilomètre départ arrêté en 34" 2/10". Asseyez-vous, vous êtes dans une voiture de "bonne façon". Lève-vitres électriques. Verrouillage électro-magnétique des portières, direction assistée. Tout est pensé pour la sécurité, le confort du conducteur et de ses passagers. 81 à 100 km/h à 90 km/h, 104 à 120 km/h à vitesse stabilisée, 124 à 100 km/h sur essai de type urbain. Prix dès en mains au 25/08/77 : 39.700 F.

Je désire effectuer l'essai d'une Renault 20 TS.

Nom : _____

Adresse : _____

Retournez ce bon à : R.N.U.R. BP 142, 92106 Boulogne-Billancourt.

Renault préconise elf

حكايا من الاصل

B M W **GAP** WAGRAM
Concessionnaire
DEJA LES MODELES 1978
ET LES NOUVELLES
BERLINES 728-733
Location longue durée
à prix compétitifs
25, rue Cardinet, 75017 PARIS - T. 267.31.00

**VIVRE A PARIS
ET EN BANLIEUE**
40 Programmes Immobiliers sélectionnés
vous seront gratuitement adressés sur envoi
de ce coupon ou de votre carte de visite à :
L'IMMOBILIER
12, rue des Lions St Paul - 75004 PARIS

SPORTS

La traversée du désert des boxeurs professionnels

La boxe se meurt en France, où l'on ne compte plus que 123 professionnels, dont un seul, Gratién Tonna, n'exerce pas d'autre activité. Ils étaient pourtant 740 en 1950, 354 en 1960 et 275 en 1970. L'indépendance des pays du Maghreb, qui fournissaient jusqu'à 60 % des effectifs, et l'amélioration générale du niveau de vie tarissent les sources du recrutement. Au début des années 70, Paris restait une des capitales mondiales de la boxe.

Les meilleurs poids moyens venaient régulièrement y disputer leurs championnats du monde. Aujourd'hui, la France est devenue un désert pour les boxeurs professionnels. L'augmentation des taxes a marqué la fin d'un âge d'or pour les organisateurs. C'est à Monaco, où d'importantes réunions sont en projet pour les prochains mois, que Carlos Monzon a disputé, le 30 juillet, son dernier combat. Cet été, André Holyk et Jean-Baptiste

Piedvache ont dû se déplacer à Glasgow et à Rimini pour brigrer en vain un titre européen. De même, Gratién Tonna se rendra à Milan, le 21 septembre, pour disputer le titre européen à l'Anglais Alan Minter. Auparavant, le poids lourd Lucien Rodriguez — le seul Français champion d'Europe — devra aller à Madrid le 9 septembre pour défendre son titre devant l'Espagnol Alfredo Evangelista.

I. — « ROCKY » VERSION FRANÇAISE

par GÉRARD ALBOUY

Quatre-vingt-douze kilos pour 1 m. 88, menton carré, yeux noirs et cheveux crépus. Un physique de cadet pour casseurs de banlieue, mais Lucien Rodriguez a cholié de s'assumer sur les rings et de se défouler contre des sacs de sable. Assis sur un rebord de chaise dans le bureau de son manager, M. José Jover, il ne paraît pas à son aise, comme sorti de son milieu. Lucien Rodriguez n'aime pas les interviews. Face à lui, nous avons l'impression de jouer le rôle du juge d'instruction, interrogeant un inculpé en présence de son avocat. Il répond en phrases courtes, guesant toujours du

coin de l'œil la réaction de José Jover, qui tient à être présent pour parler des problèmes des boxeurs professionnels. Cheveux gris argentés, fines moustaches et favoris, costume bien coupé, gourmé et baguette massive en or de même carat, José Jover a la réussite voyante. En pleine crise de la boxe professionnelle, il n'a jamais eu autant d'éléments — une trentaine — dans son équipe. Mieux, il se flatte d'avoir « redonné le goût de la boxe » à son « espoir blanc », le nouveau champion

d'Europe professionnel de la catégorie des poids lourds, Lucien Rodriguez.

Avant d'obtenir ce titre à vingt-cinq ans et demi en battant à Anvers le Belge Jean-Pierre Coopman, les épreuves n'ont pas manqué à Lucien Rodriguez. Originaire de Casablanca, où son père était un ami de Marcel Cerdan, il a quitté le Maroc avec ses parents, ses trois frères et ses trois sœurs, en 1954, deux ans avant l'indépendance du pays.

Cet exil le conduira à Marseille, puis à Paris, où le père de Rodriguez occupait un poste de préfecture dans un club du douzième arrondissement. Dans la famille, on est boxeur de père en fils. A douze ans, les deux frères, François et Joseph, mettaient déjà les gants. A quinze ans, Lucien quitte l'école, trouve un emploi de magasinier « pour gagner un peu d'argent » et suit le chemin de ses deux frères.

Son premier titre, Lucien Rodriguez l'obtint à l'armée. Il devient champion du monde militaire en 1972. L'année suivante, il signe son premier contrat professionnel avec Roger Ben Said. Le rêve de gosse qui se concrétise ne correspond pas, hélas ! à la réalité. Lucien Rodriguez s'entraîne déjà durement tous les soirs, de 18 heures à 20 heures, après son travail : footing, saut-corde, de sac, rounds contre Sunkalo, l'autre poids lourd de la salle. Mais les combats sont trop espacés : tous les cinq ou six mois, pour une bourse de 2 000 francs. La plupart du temps, Lucien Rodriguez doit même aller à l'étranger, « où on ne gagne pas plus d'argent », son adversaire k-o. En France, il n'y a que six poids lourds professionnels, dont trois seulement en première série : à vingt-quatre ans, Lucien Rodriguez envisage d'abandonner la boxe.

Un « bon manager »

C'est le père qui prend alors la grande décision. Il emmène tous ses fils chez un « bon manager » : José Jover. Avec Jean Bretonnel et Jean Traxel, Jover est bien connu auprès des organisateurs. Certains leur reprochent même de s'arranger pour se partager le gâteau à trois et laisser les millions aux solitaires quinze autres managers français. Lucien Rodriguez fait entièrement confiance à José Jover. Celui-ci mène sa carrière, signe les contrats, prend ses 30 % au passage, « comme tous les managers ».

« Seulement 30 % ?
— Non, 30 % plus mes frais.
— Quels frais ?
— Le téléphone et... les petits cadeaux ».

— Par exemple ?
— De temps en temps, je paie un repas ou j'offre une paire de chaussures d'entraînement aux sparring-partners. Il faut avoir la manière avec eux ».

Royal, José Jover.
Comme Lucien Rodriguez, José Jover n'aime pas parler d'argent. « D'ailleurs, estime-t-il, Lucien n'a pas de besoins. Pensez donc, à vingt-cinq ans, il est encore célibataire, ne sort jamais le soir et vit chez ses parents ». De fait, alors que Mohamed Ali, le champion du monde de la catégorie, se flatte d'avoir gagné plus de 150 millions de francs sur le ring,

Lucien Rodriguez, pour « assurer son avenir », ne veut pas abandonner son emploi de chauffeur-livreur à l'E.D.F. Son rêve : faire bâtir une maison pour permettre à sa famille d'abandonner son H.L.M. à Bagnolet.

L'espoir blanc

Ce souhait pourrait rapidement se concrétiser. Surtout si Lucien Rodriguez rencontre bientôt, titre en jeu, Mohamed Ali. « J'ai signé un contrat pour ce combat », affirme José Jover. Version française de Rocky, le héros du film de Sylvester Stallone, trois fois couronné à Hollywood ? « Certainement pas », s'insurge Jover. Ce combat paraît sans risque pour Lucien. Ali a trente-cinq ans, et il ne frappe pas. J'ai mes informations. Ali se plaint parfois de rhumatismes. Le temps travaille pour nous. Nous saurons attendre le moment opportun. Je n'aurais pas agi autrement quand j'avais opposé Fabio Bettini au meilleur boxeur de tous les temps : Ray Sugar Robinson. Avant les combats, on me traitait de fou. Fabio a fait deux fois match nul. Lucien Rodriguez peut devenir l'espoir blanc ».

Avant d'avoir sa chance contre Mohamed Ali, il doit pourtant impérativement conserver son titre européen, le 9 septembre, à Madrid, devant Alfredo Evangelista, un Uruguayen naturalisé espagnol. Evangelista est d'ailleurs le dernier adversaire de Mohamed Ali. Pour ce combat, il avait touché 85 000 dollars (425 000 F), contre 2,7 millions de dollars (13,5 millions de francs) au champion du monde, vainqueur aux points.

La tâche du nouveau champion d'Europe ne sera pas facile. Alors qu'il était encore chez Roger Ben Said, Rodriguez avait été battu, à Bilbao, par Evangelista par arrêt sur blessure au quatrième round. Evangelista aura, d'autre part, des milliers de supporters le 9 septembre à Madrid. « Nous ne pourrions pas faire autrement », explique José Jover. Aucun organisateur ne peut plus prendre en charge un tel combat en France. Là-bas, nous gagnerons 250 000 francs ».

Prochain article :

**6 MILLIONS DE FRANCS
POUR
UNE « MARSEILLAISE »**

PRÉPAREZ

HEC

(E.S.E.C., E.S.C.P., E.S.C.A.E., etc.)

dans de bonnes conditions

COURS DUQUESNE
Etablissement privé

12, boulevard Bonne-Nouvelle
75010 Paris

Tél. 770-28-43 et 770-33-04

J'ai dirigé des affaires difficiles

Vous avez créé, il y a des années, votre propre entreprise. Elle a réussi.

Mais vos investissements et vos capitaux sont menacés : conjoncture difficile, marché concurrentiel, encadrement du crédit.

Vous avez besoin d'un homme encore jeune (45 ans) de grand calibre, apte à préserver et développer ce que vous avez construit, mais vous ne pouvez assumer la charge salariale à laquelle ses compétences lui permettent de prétendre.

J'ai fait mes preuves en redressant des affaires difficiles.

Mon investissement :

- des capacités,
- des relations,
- une volonté de réussite,
- des références et surtout un niveau de salaire largement inférieur à mon niveau actuel.

La participation importante au bénéfice que je ferai réaliser à votre société amortira mon investissement en capital-travail et capital-risque.

Cette proposition s'adresse à une P.M.E. ou P.M.I. chiffré d'affaires supérieur à 10 millions, située à Paris - Périphérie - Ouest-Normandie.

Pour un premier dialogue, veuillez-vous écrire à mon agence R.H.M., 41, rue Xby, 92200 NEUILLY, sous le n° 128.

Printemps Haussmann/Nation/Parly 2/Vélizy 2/Créteil/Italie-Galerie

Canadienne toile, fourrée acrylique. **109F**

Pull en V chiné, 100% acrylique. **39F**

Pantalon velours 500 raies. **39F**

Jupe culotte velours côtelé, coton et polyester. **39F**

LA RENTRÉE A L'ÉCOLE.

LES LOIS DU FASCISME

ARTS ET SPECTACLES

Cinéma

« Une journée particulière » et « Un bourgeois tout petit, petit »

LES VOIX DU FASCISME

Do 3 au 8 mai 1938, Hitler vient rendre une visite officielle à Benito Mussolini. A Rome, il fut reçu en triomphe. Le jour du grand défilé en son honneur, toute la population romaine se leva tôt pour participer à l'événement. Les enfants, les adolescents et les adultes enrégimentés dans le parti fasciste avaient mis leurs uniformes.

Cette « journée particulière », Ettore Scola l'a reconstruite, à travers la rencontre d'une femme et d'un homme, voisins d'immeubles, qui ne participent pas au défilé. Chacun intimiste, en somme, mais dans un contexte historique indiqué par des extraits d'actualités de l'époque et, surtout, par le reportage radio-phonique de la cérémonie que la femme et l'homme ne cessent d'entendre : le poste de la concubine brille dans la cour. La femme, Antonietta Tiberti, épouse d'un bon fonctionnaire fasciste et mère de six enfants, a dû rester à la maison. L'homme (Gabriele), commentateur de radio, licencié pour homosexualité, attend les policiers qui le dirigeront vers un des camps de détention où le régime envoie les « indésirables ». Ce curieux couple fait connaissance sur un incident comique, apprend à se découvrir, à partager l'humiliation tandis que résonne la voix du fascisme : chants martelés, commentaires ampoulés, discours de Mussolini et de Hitler. L'idée est forte, comme la mise en scène de Scola, enfermant par sa géométrie ses personnages dans le cadre contraignant de leur existence. Et la décoloration des images évoque la grisaille, la pesanteur d'une société sans autres horizons que le fascisme et ses doctrines.

Ce qu'a fait Scola est d'une réelle originalité et n'a jamais été tenté dans le cinéma italien qui, à l'époque, souvent pris pour thème Mussolini et les années fascistes, Scola dénonce l'oppression, l'humiliation, dans lesquelles la morale sexuelle du régime tenait à la fois la femme et tout individu qui ne voulait pas se plier au modèle masculin officiel. Dans le culte de la personnalité qu'il entretient autour de lui jusqu'à sa chute, et pour sa politique démographique et guerrière, le Duce impose le principe de virilité. Il avait donc le même « exemple » toutes les femmes italiennes pouvaient — on

peut bien dire devaient — être amoureuses de lui. Antonietta Tiberti collectionne les photos et les déclarations du Duce dans un album. Elle a fait son portrait en cousant des boutons noirs et blancs sur une tunique blanche. Elle est allée par ce que nous appelons aujourd'hui, le machisme. Et c'est le machisme dont le fascisme avait fait une sorte de religion et une contrainte sociale que Scola, avec vigueur, isole dans son climat historique. « Ni mari, ni père, ni soldat », révèle à Antonietta Tiberti sa vraie servitude. Sophia Loren et Marcello Mastroianni apparaissent d'autant plus authentiques que leurs personnages de stars humiliées apportent au public un plus grand poids d'émotion.

Giovanni Vivaldi, le protagoniste du film de Mario Monicelli, *Un bourgeois tout petit, petit*, est entré à Rome, au ministère des pensions, en 1945, donc après la chute du Duce. Mais comme, en 1977, il atteint l'âge de la retraite, on comprend bien qu'il a vécu toute la période fasciste et qu'il en a gardé des souvenirs, sinon une imprégnation. Et c'est par hasard qu'il cite une phrase « virile » de Mussolini. En tout cas, il accable sa femme, Amalia, d'une supériorité condescendante. Antonietta Tiberti avait la religion du Duce, Amalia Vivaldi pratique un catholicisme teinté de superstition.

Pendant toute la première partie du film, Monicelli décrit, sur le ton de la comédie satirique, le caractère mesquin et égoïste de ce petit bourgeois italien contemporain, arrogant au volant de sa voiture, servile envers ses supérieurs, mais très attaché à son fils, ce qui le rend, tout de même, sympathique. Or, pour que le jeune homme soit reçu au concours d'entrée au ministère, il lui faut un emploi, Vivaldi gagne à la franc-maçonnerie. Si Monicelli nous fait rire de la cérémonie maçonnique où Vivaldi se présente en récipiendaire, la séquence n'en est pas moins ambiguë. On peut supposer que, quarante ans plus tôt, ce modeste fonctionnaire aurait adhéré au parti fasciste pour en obtenir les mêmes avantages. Cette mise en place d'un portrait assez

typique de la classe petite-bourgeoise est très importante pour ce qui suit.

La comédie prend un virage brusque vers le drame, la satire laisse place à la cruauté et à l'horreur d'un comportement démasqué. Un monstre symbolisé dans le petit bourgeois. Mais un autre événement que celui du film — et qui fait comprendre la psychologie d'un personnage magistralement interprété par un Alberto Sordi à la fois pathétique et monstrueux — aurait pu déclencher le même mécanisme. Face à la décomposition de la société italienne (symbolisée par la scène cauchemardesque du cimetière où les cercueils des morts sont empilés dans un hangar en attente d'un coin de terre où être enterrés), repartir, chez le petit bourgeois, la tentation d'un orgueil qui pourrait écarter les indésirables de toute nature. Le plus inquiétant, c'est que l'on peut admettre les raisons personnelles qu'a Vivaldi d'agir comme il le fait ; que certains, revêtant de vengeance individuelle, peuvent s'identifier à lui. Le cas n'est pas isolé. C'est avec des gens comme Vivaldi que l'on fait les milices civiles, les chasseurs de « marginaux » ou de cambrioleurs, les matraqueurs racistes.

Dans le climat historique de 1938, Antonietta et Gabriele subissaient la voix du fascisme ainsi qu'une anesthésie à laquelle il était impossible d'échapper. Quarante ans plus tard, dans une société démocratique instable, travaillée par la violence, la crise économique et l'incertitude du pouvoir politique, cette voix vient réveiller le monstre endormi. Rigoureusement construit, esthétiquement parfait, le film de Scola dévoile la sujétion quotidienne et profonde qui était imposée aux esprits. Moins réussi formellement avec quelques scènes insoutenables qui prêtent à discussion, le film de Monicelli montre ce que sont, aujourd'hui, le machisme et le fascisme « ordinaires ». C'est un cri d'alarme et pas seulement pour la société italienne.

JACQUES SICLIER.

★ Voir les films nouveaux pour *Un bourgeois tout petit, petit*. Une journée particulière sort mercredi prochain à Paris.

UN ENTRETIEN AVEC ETTORE SCOLA

« Comment es-tu avec ta femme ? »

« Situer la rencontre de ces deux êtres (la femme et l'homme) en période fasciste, c'est ce type d'isolement existe encore aujourd'hui, est-ce que ce n'était pas plus spectaculaire, plus facile ? »

Ma démarche est inverse, justement, dit Ettore Scola. En Italie, le fascisme a eu le temps d'entrer sous la peau des gens. On parle toujours de la victoire sur le fascisme, c'est vrai politiquement, mais complètement car la démocratie chrétienne en est un autre visage) mais les mentalités n'ont pas changé. Egoïsme, conformisme, réduction des problèmes, n'ont pas disparu. Même parmi mes amis : je connais des féministes qui n'ont pas modifié leur comportement envers leur femme et leurs fils, j'en connais qui disent encore : « Tiens, celui-là, c'est un petit ». Il y a un mécanisme inconscient qui s'entend, ça peut m'arriver, à vous aussi.

À l'origine, mon histoire devait avoir lieu en 1977. Mais il était plus fort, pour montrer ce qui se passe de nos jours, d'expliquer que c'est un héritage du fascisme. Car lorsque l'Italien se voit représenté tel qu'il est maintenant, il a tendance à se regarder avec sympathie, avec indul-

gence. Mais il ne supporte pas d'être confronté à la différence avec le système traditionnel, en rapport avec le fascisme.

Ne s'agit-il pas d'un film commercial, dans la mesure où il est romanesque, dans la mesure où il raconte une histoire d'homme et de femme, au contraire ?

L'amour qu'Antonietta et Gabriele pratiquent n'est pas hétérosexuel, il n'y a pas plaisir à deux, mais deux amours solitaires. Gabriele est confiné dans ses tendances, ce n'est pas une question de temps et d'espace : cela n'autorisait pas l'ellipse. Il y a, au contraire, la volonté de suivre, moment par moment, parole par parole, ce qui même les personnages — non pas vers la rébellion, c'est ça aussi qui aurait été romanesque, mais vers un petit moment de vérité.

Ce ne m'intéresse pas, les efforts de compréhension, ce serait intellectuel. Ce que je demande au public, ce sont les efforts pour pénétrer l'émotion. Flatter le public en l'invitant à se sentir intelligent, peut-être ; moi je ne le fais jamais. Dans tous mes films, le public comprend tout de suite. Cela fait appel à ce qu'il connaît : je souhaite qu'il comprenne, qu'il analyse ses réactions, qu'il s'interroge.

Je ne sais pas faire des films qui seraient plus artistiques, plus universels, mais confies à l'imagination seule et issus de ma seule personnalité. Quand je cherche une histoire, l'individualité ce qui est collectif.

« Affreux, sales et méchants » était fait pour heurter le public, pour qu'il ne soit pas satisfait d'être là à rire dans son fauteuil. Les « bidonvilles », les sonarés n'ont pas été choqués, mais les bourgeois ont trouvé ça sacrilège. Là je veux frapper le spectateur d'une autre façon, en lui disant : attention, probablement tu es un fasciste. Tu n'as pas la chemise noire, mais comment es-tu avec ta femme ? Sois différent. Vu ainsi, je ne pense pas que le film soit figé dans le passé, ni surtout qu'il soit « consolatoire ».

Propos recueillis par CLAIRE DEVARREUX.

★ Voir les films en exclusivité.

Le rock et le reggae en images

Depuis huit ans, depuis Woodstock et l'énorme succès du film consacré au plus fameux festival de la musique rock avec celui de Wight, les écrans sont périodiquement envahis par des films musicaux qui sont généralement de longs et plats documentaires sans vie. Echappent, bien sûr, à cette médiocrité le beau film des frères Mayles consacré, il y a cinq ans, aux Rolling Stones (*Gimme Shelter*) et qui offrait, pour la première fois, une analyse clinique du mouvement rock dans son ensemble avec ses contradictions et ses ambiguïtés, et le long métrage de Richard T. Heffron, *Fillmore*.

Les deux films qui viennent de sortir sous le titre général *The Rolling Stones inédits* et ayant trait l'un au premier concert américain du groupe de Mick Jagger, l'autre à la prestation de Hyde Park en 1969, ne sont que des documents pour l'histoire. Les deux films également distribués cette semaine sous l'étiquette

du reggae ont en soi plus d'ambition, même si l'une des réalisations a des lourdeurs et que l'autre semble beaucoup plus provenir d'un moule pour produit standardisé qu'appartenir à un véritable cinéaste. *Roots, Rock Reggae*, de Jeremy Marre a le mérite d'afficher Bob Marley qui personnifie, pour le monde entier, le reggae, cette musique de la Jamaïque, résultante des musiques africaine, négro-américaine, afro-cubaine et de rock, mélange d'innocence et de révolte, de violence sourde et de libération. Le même film présente aussi Joe Higgs, Inner Circle et Jimmy Cliff que l'on retrouve dans *The Harder they come*, réalisé il y a six ans par le Jamaïcain Perry Henzell et qui prend l'allure d'un document social et politique en décrivant l'histoire dans le ghetto de Kingston, la capitale jamaïcaine, d'un jeune paysan qui vient chanter le reggae.

CLAUDE FLEUTER.

Musique

AU CONCOURS DES JEUNES CHEFS DE BESANCON

Vingt minutes pour convaincre

Le chef d'orchestre est, sur une estrade, le seul musicien qui n'écrit aucun son, et pourtant, sans lui, la musique n'aurait pas son visage ; mais comment déterminer sa véritable action, sa dignité, sa capacité ? Longtemps le choix des chefs d'orchestre s'est fait au hasard des événements, des nécessités de la révélation inopinée d'un don, du choix d'un disciple par un maître. Les concours de chefs d'orchestre sont relativement récents ; celui du Festival de Besançon, qui fut créé par Emile Vuillemoz et qui a lieu actuellement pour la vingt-septième fois, fut l'un des premiers.

Les épreuves en sont complexes, car il faut en quelque sorte juger des musiciens « exécutants » indépendamment de leur instrument, chacun ne pouvant se présenter avec son propre orchestre et n'en ayant d'ailleurs pas le plus souvent. La sélection des candidats est donc particulièrement longue et délicate : cette année, trente-cinq concurrents ont été choisis sur une centaine de dossiers, et la première éliminatoire, qui doit en retenir douze, ne dure pas moins de deux jours et demi. Mais rien ne permet mieux d'apprécier le talent mystérieux qui donne à ce métier sa fascination particulière et son pouvoir sur les foules.

Un seul orchestre donc, celui des Pays de la Loire, excellent, qui se prête avec beaucoup de sérieux et de bonne grâce à cette tâche harassante digne de Pénélope. Trois ouvertures : « Euryanthe », de Weber (vingt fois !), « Les Joyeuses Comédiennes de Windsor », de Nicolai, « Bécasse et Bénédict », de Berlioz, ou choix des concurrents, qui ont vingt minutes pour convaincre le jury présidé par Pierre Dervaux (dix minutes de répétition et dix exécutions sans arrêt). Et trente-cinq psychodrames à la nature et les dans des candidats se révélant dans leurs brefs rapports avec plus de soixante instrumentistes.

Tous connaissent les œuvres dans leurs moindres détails. Qu'est-ce qui fera la différence ? On commence la lecture instrumentale. Certains candidats haïent la répétition de remarques incessantes ; toutes les trois mesures, ils entendent, font refaire un trait, donnent une indication flottante : « Plus fort les cors... Ici plus léger... D'accord ? » Au bout de dix minutes, ils n'ont pas dépassé la troisième page ; le reste, à la grâce de Dieu ! D'autres s'obstinent à faire répéter un passage par les violons, au risque de les exaspérer, sans s'occuper de l'allure générale de l'œuvre. D'autres ont conscience de distinguer le possible et l'impossible dans ce genre d'épreuves ; ils ont sélectionné les passages périlleux, les changements de rythme et d'atmosphère, indiquent soigneuse-

ment le tempo, l'équilibre des plans sonores ; quelques fragments répétés suffisent à donner sa stature à l'exécution.

Où bien ils entendent de longues séquences, modifiant les détails de la voix et du geste tout en dirigeant, et c'est là souvent qu'on constate le mieux la qualité du candidat : son oreille, sourde ou infatigable ; l'emprise de son bras ou son inefficacité ; le caractère de la direction, dynamique et expressive ou bien inutile gestulation. Mais faire répéter est une chose, diriger en est une autre. Parfois le concurrent, intimidé, inexpérimenté, a oublié son temps, surtout si, étranger, il a quelque mal à se faire comprendre. On le juge déjà éliminé. Et puis le miracle se produit : d'embolie le tempo est juste, le niveau sonore parfait, les instruments chantent, les mélanges sonores rutilent ; chaque geste a sa raison d'être, et l'orchestre comme le public sont subjugués par ce garçon, inconnu quelques minutes auparavant.

D'autres au contraire jouent les moulins à vent et les danseurs mous, tout fier que l'orchestre, rodé par les exécutions précédentes, tourne obliquement une version standard dont le jeune homme se croit l'auteur. A l'annonce de la sentence, il y aura de mauvaises surprises.

Le festival d'une région

Pourtant, sur les vingt concurrents que nous avons entendus, la moitié au moins témoignait d'un vrai métier ; la proportion est encourageante à une époque où l'on manque cruellement de chefs. Cela devrait inciter les responsables de nos orchestres à suivre attentivement le concours de Besançon.

Des épreuves de dépitage de fautes, dans une partition connue et de déchiffrement d'une œuvre contemporaine du répertoire, ainsi qu'un concert comportant l'accompagnement d'une œuvre d'orchestre, permettront au jury d'affiner son jugement jusqu'à la finale de mercredi soir.

Parallèlement se poursuivront les concerts du Festival qui s'offriront toujours davantage comme celui d'une région et touchera cette année Gray, Pesmes, Dole (pour un hommage à Jacques Duhamel), Châteauneuf, Arc-et-Senans (avec un programme de ballets de Balanchine, Luchini, Belfort, Souchaux, Ormès, l'association Beethoven avec Courbet), Baume-les-Dames. Dans la verve d'« République du Sauvage », près de Pontarlier, à l'abbaye de Montbenoit, dont les puissantes architectures moient la rude méditation romane et la sveltesse gothique, la manécanterie Sainte-Madeleine de Besançon a chanté la messe grégorienne, avant que les Porcins jouent deux des plus grands quatuors de Beethoven (« Septième » et le « Quatrième ») précédés du « Cinquième » avec plus de température parfois que de souveraineté. La réverbération d'une église, qui amplifie ovuellement certaines couleurs ou sonorités instrumentales, convient mal à ces polyphonies très strictement composées. Mais les quatre artistes français nous ont semblé un peu fébriles et pas tout à fait dans le sujet à l'entrée d'une intégrale qui demande à chaque fois le retour à une grande maturation intérieure.

En revanche, l'Orchestre de Strasbourg a pris davantage la mesure du Théâtre de Besançon (« Le Monde » daté 4-5 septembre) dans un beau programme de musique française. L'écriture fine et délicate, presque exempte de cuivres, du « Tombeau de Couperin », de Ravel, s'accroît d'ailleurs mieux avec cette acoustique explosive, désarmée par tant d'ingénuité et de fraîcheur (celle en particulier du hautbois de Pierre Venot). « La Mer », de Debussy, jouée avec un dynamisme trépidant et une science des tons purs très bouillonnante, anti-impressionniste, sonnait encore bien sagement, mais, dans la « Symphonie fantastique », Alain Lombard, malgré le lyrisme trop tendu des deux premiers mouvements un peu rapides, déchainait de magnifiques tempêtes romantiques à travers cet orchestre d'une précision et d'une richesse instrumentale vraiment admirables.

JACQUES LONCHAMPT.

PRESSE

Le conflit du « Daily Express »

QUATRE CENTS LICENCIÉS PARMIS LES TYPOGRAPHES

Le conflit qui a éclaté au sein du groupe Beaverbrook à Londres, samedi 3 septembre, empêchant la parution de Londres, dimanche du *Sunday Express* et, lundi, des quotidiens *Evening Standard* et *Daily Express*, tourne à l'épreuve de force.

La direction du *Daily Express* a annoncé lundi que le journal ne paraîtrait pas ce mardi 6 septembre. Cependant, la police continue d'enquêter sur la disparition de diverses pièces du matériel d'imprimerie de ce quotidien, disparition qui paralyse la fonctionnement de l'atelier de fabrication.

Considérant que les ouvriers ont rompu d'eux-mêmes le contrat de travail en refusant de reprendre le travail à l'issue d'une réunion syndicale tenue pendant les heures de travail, la direction du *Daily Express* a décidé de licencier un nouveau contingent de deux cent quarante ouvriers, soit dans la matinée de mardi, portant le total des personnes licenciées à quatre cents depuis le début. Il y a quatre jours, du litige qui oppose la nouvelle direction au personnel.

● A l'Associated Press, M. Mort Rosenblum a pris, le 1^{er} septembre, ses nouvelles fonctions de directeur pour la France des services de l'Agence américaine. Il remplace M. Morris Rosenberg, nommé directeur général d'A.P. pour l'Amérique latine.

[M. Rosenblum, âgé de trente-quatre ans, est entré à l'Associated Press en 1965 à New-York. Puis il a été successivement en poste au Congo, au Nigeria, à Kuala Lumpur et à Singapour, avant d'être nommé directeur du bureau de Buenos-Aires en 1973.]

● Le succès remporté par les magazines spécialisés de télévision (*Le Monde* du 31 août) nous amène à préciser les chiffres moyens hebdomadaires 1976 donnés par l'O.J.D. pour les deux principaux titres :

Tirage : *Télé-7 jours*, 2 645 775 exemplaires ; *Télé-Poché*, 1 522 005. Diffusion (déclaration sur l'honneur) : *Télé-7 jours*, 2 293 824 ; *Télé-Poché*, 1 657 028.

MERCREDI

سكنات الاول

THEATRE de la PORTE ST-MARTIN

A PARTIR DU 16 SEPTEMBRE

Manquez les 5 premières minutes !
Racontez les 5 dernières !
Vous n'y changerez rien
Vous n'oublierez
jamais la fin !!

RÉOUVERTURE

DES DEUX GRANDS TRIOMPHES DU RIRE !

6^e SAISON | 2^e SAISON
Jeudi 15 sept. - 20 h. 30 | Mardi 13 sept. - 20 h. 30

PALAIS ROYAL
MICHEL SERRAULT
HENRI GARCIN
LA CAGE AUX FOLLES
de JEAN POIRET

VARIETES
JACQUELINE MAILLAN
MICHEL ROUX ROGER CAREL
REFE DE BROADWAY
de JEAN POIRET

LOCATION OUVERTE
742-84-29 | 233-09-92

THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES - Lundi 3 octobre, 20 h. 30

ORCHESTRE PHILHARMONIQUE DE STRASBOURG

Dir. : ALAIN LOMBARD - Sol. : MONTSERRAT CABALLE

STRAUSS : 4 derniers Lieder
WAGNER : Prière d'Elisabeth - Prière et Mort d'Isolde

concerts

Radio France

SAISON 1977-78

Orchestre National de France
Nouvel Orchestre Philharmonique
Saison Lyrique

Musique pour tous - Musiques sacrées
Quatuors - Récitals de chant

ABONNEMENTS

15 séries - 60 concerts

Avec : Adam • Ameling • Amy • Auger • Borbié • Berganza • Bergonzi • Bertini • Bumbry • Casadesu • Corboz • Cotrubas • Crespin • Denize • Eda-Pierre • Entremont • Finnili • Frager • Guselev • Heidsieck • Kondrachine • Krivine • Maazel • Malgoire • Marty • Massard • Moser • Nimsgerg • Norman • Ousset • Patane • Pommier • Ranki • Rhodes • Rose • Santi • Suk • Starker • Vandam • Vanzo • Varviso • Vassary • Zylla-Gara

Quatuors : Talich - Bernède - Alban Berg - La Salle - Danois - Fine Arts Quartet

Pour tous renseignements :
- Dans le grand hall de Radio-France, au Théâtre des Champs-Élysées et Salle Pleyel (de 11 h à 18 h).
- Par correspondance ou téléphone : Radio France, bureau 6415 - 116, avenue du Président Kennedy, 75786 Paris Cedex 16 - Tél. : 224.36.17 et 224.30.60.

Théâtre des Champs-Élysées

LA PRIMAIRE (L'UNIQUE) - 1977-78

IPI-TOMBI

du 7 au 25 sept.

LOCATION : THEATRE et dans les AGENCES
225.44.36

LE CALENDRIER DES CONCERTS

Samedis Musicaux
Récital CHOPIN-LISZT
CZIFFRA
(Kiesgen, p.d. Dandelot) 17/9 : Quartet Tarrago (guit.)

Festival de Musiq. de Chambre de Paris
Les Spectacles L'ensemble en accord avec A. Heller et avec le concours de l'Association Française d'Action Artistique

ORCHESTRE PHILHARMONIQUE D'ISRAËL
Dir. : Zubin MEHTA
14/9 : Mozart, Mahler, 15/9 : Schumann, Schubert

CONCERTS

Radio France

MUSIQUE DE CHAMBRE

Ensemble Studio 111 DE STRASBOURG
Dir. : Detlef KIEFFER
Schoenberg - Auric
Bancquart - Xenakis

CYCLE D'ORGUE

JEAN-JACQUES GRUNENWALD
Clermont - Nivers
Buxtehude - J.S. Bach

Location : RADIO-FRANCE, et Agences.

GADINET GRISSE - QUINTELLA - FRANCAIS
FAUVETTES - NATION - MONTMARTRE PATHE
WEPLER PATHE - GARNIER CONVENTION
GARNIER LUTY - GARNIER LUTY
ATYATIC Le Refuge - ARTISTE CROCHET
ARTISTE ROSEY

ALAIN DELON / MIREILLE DARQ

L'HOMME PRESSE

un film de EDUARD MOLINARO

SPECTACLES

théâtres

Les salles ouvertes

Antoine, 20 h. 30 : les Parents terribles.
Atelier, 21 h. : la Faiseur.
Athènes, 21 h. : Equus.
Comédie Caumartin, 21 h. 10 : Boeing-Boeing.
Daunou, 21 h. : Papale.
Fontaine, 21 h. : Irma la douce.
Huchette, 20 h. 45 : la Cantatrice chauve ; la Leçon.
Le Lucernaire-Forum, Théâtre rouge, 20 h. 30 : les Deux Gentilshommes de Vérone ; 22 h. : le Manuscrit.
Mouffetard, 20 h. 45 : Divorce à la française.
Nouveautés, 20 h. 45 : Divorce à la française.
Théâtre Oblique, 18 h. 30 : les Gros chiens.
Théâtre Présent, 20 h. 45 : La Serrure ; la Voix.

Festival estival
Eglise St-Germain-des-Prés, 20 h. 30 : A. Fleury, orgue (Franck, Dupré, Messiaen).

Les cafés-théâtres
Au Bec Fin, 20 h. 45 : Chris et Laure ; 22 h. : On a le courage de ses ordres ; 23 h. : C'est pas toujours facile.
Blanc-Manteau, 20 h. 30 : la Démocratie ; 21 h. 45 : Au niveau du chou.
Café d'Edgar, 1. 20 h. 15 : Tango ; 21 h. 45 : Poppel ; 22 h. : J.M. Thibault - II. 20 h. 45 : le Myrtille de la petite marche ; 22 h. 30 : Deux Sultanes au-dessus de tout soupçon.
Café de la Gare, 20 h. : Amalgam ; 22 h. : Tendresse.
Au Coupé-Chou, 20 h. 30 : l'Impromptu du Palais-Royal ; 22 h. : les Frères ennemis.
Cour des Miracles, 20 h. 30 : Marianne Sergent ; 21 h. 45 : Arnaque 77 ; 22 h. : Vive la culture.
Le Paul, 18 h. 30 : Béatrice Arnae ; 20 h. 45 : le Président.
Le Mans du Marais, 20 h. 30 : que n'au, que n'au ; 21 h. 30 : Les 3 ; 22 h. 30 : la Pomme maudite.

Les exclusivités
AIDA (Fr.) : La Pagoda, 7^e (705-12-15).
ALICE DANS LES VILLES (AIL).
v. ad. : Le Marais, 4^e (725-47-88), 14-Juillet-Parade, 6^e (324-58-00).
ASTERIX ET CLEOPATRE (Fr.) : Maxville, 8^e (770-72-88), Calypso 17^e (754-10-30).
BARRY LYNDON (Ang. v.o.) : Le Paris, 8^e (359-63-99) ; v.f. : U.G.C.

cinémas

La Cinémathèque
CHAILLOT, 15 - le Revizor, de V. Schvélitz ; le Manteau, de Konstantin et Trauberg ; 15 h. 30. l'Opéra des gueux, de F. Brook ; 20 h. 30. Hiroshima mon amour, de A. Renais ; 22 h. 30. Bus Stop, de J. Logan.

Les exclusivités
AIDA (Fr.) : La Pagoda, 7^e (705-12-15).
ALICE DANS LES VILLES (AIL).
v. ad. : Le Marais, 4^e (725-47-88), 14-Juillet-Parade, 6^e (324-58-00).
ASTERIX ET CLEOPATRE (Fr.) : Maxville, 8^e (770-72-88), Calypso 17^e (754-10-30).
BARRY LYNDON (Ang. v.o.) : Le Paris, 8^e (359-63-99) ; v.f. : U.G.C.

DEMAIN

UGC BIARRITZ vo UGC DANTON vo CLUNY ECOLES vo REX vf
CINEMONDE OPERA vf BIENVENUE MONTMARTRE vf MISTRAL vf
MAGIC CONVENTION vf UGC GARE DE LYON vf
CYRANO Versailles ARTISTE ROSEY ARTISTE CROCHET ARGENTEUILL

CARLO PONTI

un film de ETTORRE SCOLA

SOPHIA LOREN / MARCELLO MASTROIANNI

UNE JOURNÉE PARTICULIÈRE

JOHN VERNON-FRANÇOISE BERD
Scénario et dialogues de RUGGERO MACCARI ETTORRE SCOLA avec la participation de MAURIZIO COSTANZO
Photographie de PASQUALE DI SANTO - Montage original de ARMANDO TROVATI
Produit par CARLO PONTI - Réalisé par ETTORRE SCOLA
TH. ADX Éditions : Revue par GEORGES C.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES
704.70.20 (liques groupées) et 727.42.34

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Mardi 6 septembre

Les concerts
Le Lucernaire-Forum, 21 h. : Brigitte Engerer, piano (Bach, Beethoven, Debussy, Prokofiev).

Jazz, pop, rock et folk
Théâtre Mouffetard, 20 h. 30 : Horo Anasta, musique d'Argentine.

Les chansonniers
Caveau de la République, 21 h. : Plan, raté plan... et re plan plan.
Deux-Anes, 21 h. : Marlène ne vols-tu rien venir ?

LE CONTINENT OUBLIÉ (A. v.o.) : Brimaga, 8^e (339-12-71) ; v.f. : Rex, 2^e (235-63-22) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12^e (343-01-29) ; U.G.C.-Cobelin, 13^e (331-06-19) ; Mistral, (336-41-02) ; Mistral, 16^e (338-88-75) ; Secrétan, 18^e (208-71-33).

LA DENTILLIÈRE (Fr.) : Studio de la Contrebas, 8^e (335-78-30) ; 14-Juillet-Parade, 6^e (325-35-00) ; Normandie, (336-41-16) ; Gaumont-Madeleine, 8^e (773-56-03).

LE DERNIER DES GRANTS (A. v.o.) : Hautefeuille, 6^e (633-78-38) ; Penhelen, 8^e (335-13-04) ; v.f. : Impérial, 2^e (742-72-52) ; Jean-Renoir, 8^e (574-40-75).

LE DERNIER NAZAR (A. v.o.) : U.G.C.-Marbeuf, 8^e (225-47-19).

DERNIÈRE SORTIE AVANT ROISSEY (Fr.) : Quintette, 8^e (335-35-00) ; 14-Juillet-Bastille (357-90-81) ; Olympia-Entrepôt, 14^e (542-67-42) ; URSOUL QUIZALA (Esp.) : Ariston, 8^e (548-62-25).

LE DIABLE PROBABLEMENT (Fr.) : Hautefeuille, 6^e (633-78-38) ; Colisée, 8^e (335-29-46).

DONA FLOE ET SES DEUX MARIS (Bré. v.o.) : Saint-Germain-Huchette, 8^e (633-87-59) ; Montparnasse-Pathe, 16^e (328-65-13) ; Elysées-Lincoln, 8^e (335-35-16) ; Olympia-Entrepôt, 14^e (542-67-42) ; v.f. : Francine, 6^e (770-25-88).

DONALD ET DINGO AU FAR-WEST (A. v.f.) : Richelieu, 2^e (233-56-10) ; la Royale, 8^e (265-82-66) ; Maxville, 8^e (770-72-88) ; Montparnasse-Pathe, 16^e (328-65-13) ; Gaumont-Sud 14^e (331-51-16) ; Camille, 12^e (725-42-86) ; Cléchy-Pathe, 18^e (522-37-41) ; Gaumont-Cambetta, 20^e (791-02-74).

ELISA VIDA MIA (Esp. v.o.) : Hautefeuille, 6^e (633-78-38) ; Elysées-Lincoln, 8^e (335-35-16).

EN ROUTE POUR LA GLOIRE (A. v.o.) : Studio Alpha, 5^e (633-38-47) ; Le Minus, 4^e (778-47-86).

L'ESPRIT DE LA RUÉE (Esp. v.o.) : Le Minus, 4^e (778-47-86).

L'HOMME PRESSE (Fr.) : Quintette, 8^e (335-35-00) ; Colisée, 8^e (335-29-46) ; France, 8^e (770-25-88) ; Nations, 12^e (343-04-47) ; Fauvette, 13^e (331-58-58) ; Montparnasse-Pathe, 16^e (328-65-13) ; Gaumont-Convent, 15^e (822-42-27) ; Wepler, 18^e (337-50-70).

L'HOMME QUI AIMAIT LES FEMMES (Fr.) : Studio Cula, 5^e (633-38-47) ; U.G.C.-Marbeuf, 8^e (225-47-19) ; Daumesnil, 12^e (343-04-47) ; Bienvenue-Montparnasse, 15^e (544-25-02).

L'HOMME QUI VENAIT D'ALLEURS (A. v.o.) : Lucernaire, 8^e (334-71-34) ; U.G.C.-Marbeuf, 8^e (225-47-19).

SORTIE A PARIS LE 7 SEPTEMBRE

ANNIE HALL

"presque" une histoire d'amour
de WOODY ALLEN

WOODY ALLEN / DIANE KEATON

"ANNIE HALL"
TONY ROBERTS

CAROL KANE • PAUL SIMON • SHELLEY DUVALL
JANET MARGOLIN • CHRISTOPHER WALKEN • COLLEEN DEWHURST

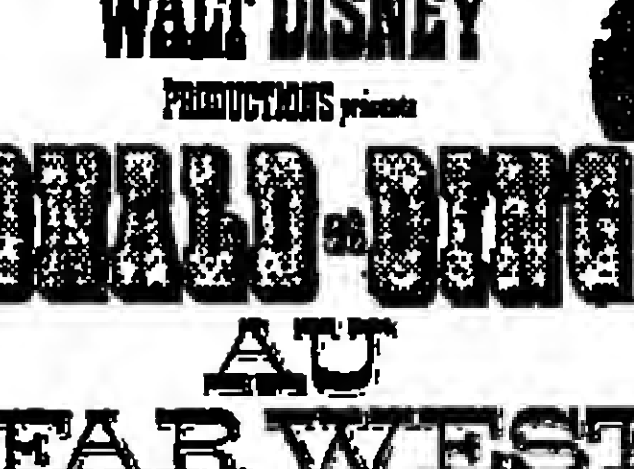
une production JACK ROLLINS • CHARLES H. JOFFE • écrit par WOODY ALLEN et MARSHALL BRICKMAN • réalisé par WOODY ALLEN
produit par CHARLES H. JOFFE • distribué par LES ARTISTES ASSOCIÉS

L'Amour en herbe

SPECTACLES

MARIGNAN PATHE • GAUMONT RICHELIEU • MONTPARNASSE PATHE
CLICHY PATHE • GAUMONT SUD • CAMBRONNE PATHE
GAUMONT GAMBETTA • LA ROYALE

EVRY Gaumont • **CHAMPIGNY** Multiciné • **ULIS 2** Orsay
PARLY 2 • **SARCELLES** Les Flanades • **ENGHIEN** Le Français
ASNIERES Tricycle • **BELLE ÉPINE** Pathé

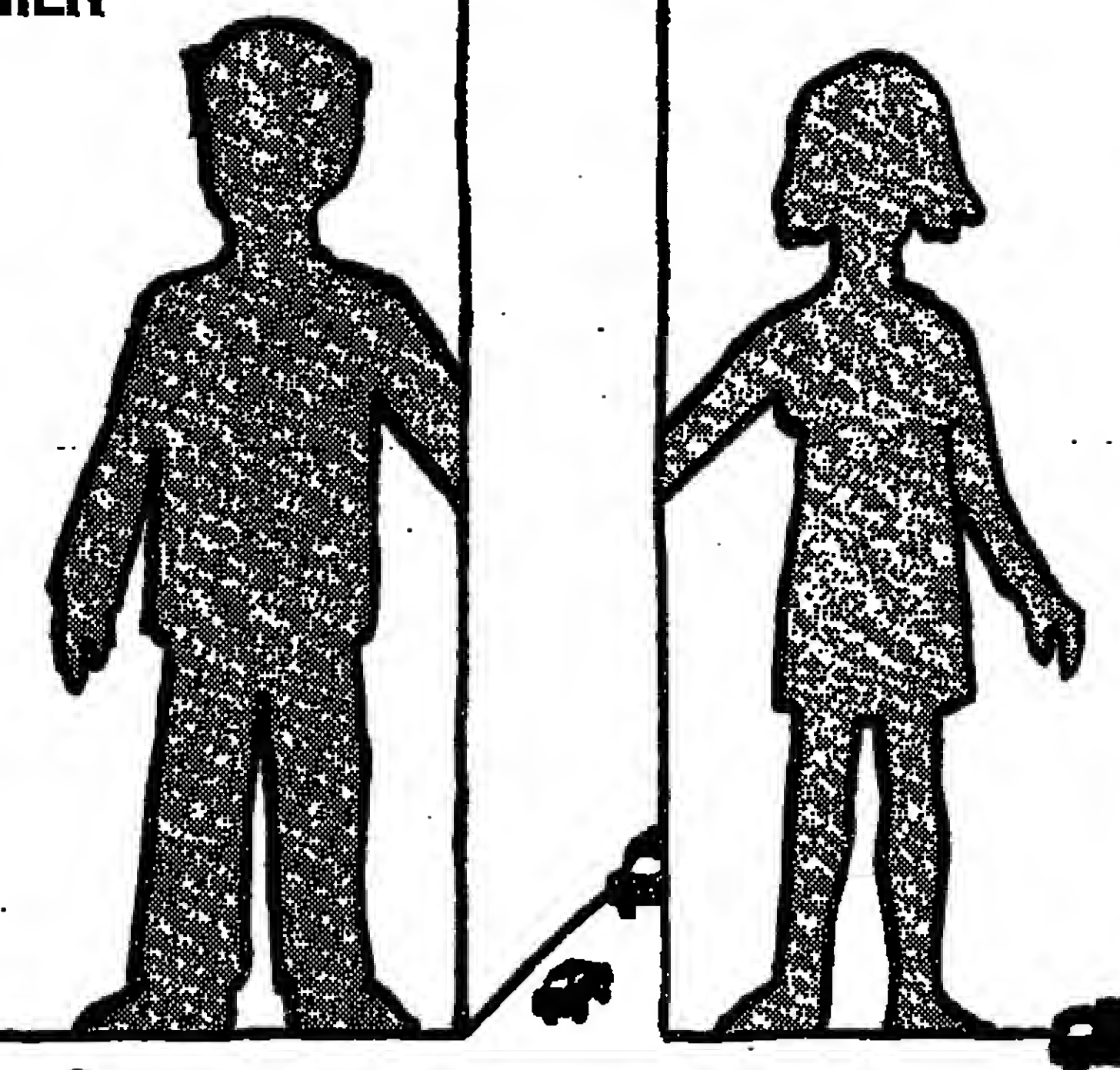


WALT DISNEY
PRODUCTIONS presents
DONALD DUCK
AN
AMERICAN PLACE
TECHNICOLOR



MICHEL PICCOLI
CHRISTINE PASCAL
MICHEL AUMONT

Un film de
**BERTRAND
TAVERNIER**



DES ENFANTS GÂTÉS

GERARD JUGNOT

Écrit par CHARLOTTE DUBREUIL · CHRISTINE PASCAL et BERTRAND TAVERNIER
 Musique PHILIPPE SARDE Images ALAIN LEVENT Directeur de Production LOUIS WIPF Producteur délégué ALAIN SARDE
 Editeur Muzeeen Vogue International PRODUCTION GAUMONT SA-SARA FILMS-FILMS 66-LITTLE BEAR PRODUCTION

A partir de demain aux cinémas

**GAUMONT COLISÉE - FRANÇAIS - WEPLER PATHÉ -
GAUMONT SUD - MONTPARNASSE PATHÉ - GAUMONT
GAMBETTA - QUARTIER LATIN - QUINTETTE et périphérie**

DEMAIN

**PARAMOUNT ÉLYSÉES - MERCURY - PUBLICIS ST-GERMAIN - PARAMOUNT OPÉRA - PARAMOUNT MARIVAUX - MAX LINDER
PARAMOUNT MAILLOT - PARAMOUNT MONTMARTRE - PARAMOUNT MONTPARNASSE - STUDIO JEAN COCTEAU - PARAMOUNT ORLÉANS
CONVENTION ST-CHARLES - PARAMOUNT Gobelins - PARAMOUNT GALAXIE - STUDIO ALPHA - PARAMOUNT BASTILLE et périphérie**
YVES GASSER et YVES PEYROT en association avec ARNON MILCHAN président

JEAN YANNE · MICHEL PICCOLI · JEAN-PIERRE MARIELLE
JEAN-CLAUDE BRIALY · MICHEL LONSDALE et MARLENE JOBERT dans

L'IMPRECATEUR



avec ROBERT WEBBER • CHARLES CIOFFI • NOËLLE ADAM • ANTON DIFFRING • CHRISTINE PASCAL
Adaptation et scénario : RENE-VICTOR PLEZES • STEPHEN BECKER • JEAN-LUIGI BERTUCCELLI
d'après le roman L'IMPÉRICATEUR de RENE-VICTOR PLEZES - Paris - Éditions 1974 - Publié par les Éditions du Seuil
Musiques : RENE-VICTOR PLEZES • Images ANDREAS WINDING • Montage RICHARD RODNEY BENNETT - Édité par GEORGES BACH - PEMA MUSIC
Les producteurs : ACTION FILMS S.A. (Paris) • CITE FILMS S.A. (Genève) • PARAFRASE

Les films nouveaux

UN BOURGEOIS TOUT PETIT.
FRANÇAIS. film Italien de Mario Mattoli. 70 V.F. : Quintette, s^a (93-33-60), Monte Carlo, s^a (222-82-30), V.F. : Impérial, s^a (232-42-30), Cinéma Capucines 83, s^a (544-14-37), Saint-Lazare-Paquier, s^a (337-35-43).
LES DÉTACHÉS. 1938. 70 V.F. : Impérial Convention, 15e (828-42-37), Clichy-Pathé 18e (132-37-42).
LES DÉTACHÉS. film américain de Ridley Scott. 70 V.F. : Hatterraille s^a (833-79-38), Cinéma Capucines 83, s^a (544-14-37), 26-36, Gaumont-Champs-Élysées, s^a (536-04-47). V.F. : Impérial s^a (742-72-52).
SWEETIE. film français de Philippe Mora. 70 V.F. : Hatterraille s^a (833-79-38), Collège, s^a (536-25-46), Olympia-Barrière s^a (545-51-37), Cinéma Capucines 83, s^a (544-14-37), V.F. : A.R.C. s^a (232-45-58) : Athènes, s^a (232-45-58).

UNE ETOILE EST NEE, film
américain de Frank Pierson.
V.o. : U.G.C.-Danton. 6° (329-
42-52). Elysées - Cinéma. 8°
(225-37-90). V.C. : U.G.C.-
Opéra. 2° (261-50-32). Rex. 2°
(215-52-43). Bretagne. 8° (222-
57-97). U.O.C.-Gare de Lyon.
13° (343-01-59). U.G.C.-Gobe-
lins. 13° (331-06-19). Mistral.
14° (539-52-43).

SS REPRESENTATION, film italien
de G.P. Cosmatos (X). V.o. :

Jean-Cochran, 5° (1232-47-82)
V.F.: Capri, 3° (508-11-68), Pa-
ramount-Opéra, 9° (073-34-37),
Paramount-Gaîté, 14° (326-
99-34), Paramount-Gaieté, 13°
(580-18-03), Moulin-Rouge, 18°
(606-34-25).

COMME LA LUNE, film fran-
çais de Joël Séria: U.G.C.-
Opéra, 2° (261-50-32), Rex, 2°
(126-83-63), U.G.C.-Odéon, 6°
(225-71-08), Bretagne, 8° (222-
57-87), Biarritz, 8° (723-09-23),
U.G.C.-Gara de Lyon, 12° (243-
24-34).

01-59). U.G.C.-Gobelinis. 13°
(32-06-19). Mistral. 14° (359-
32-43). Murat. 16° (238-90-75).
Sébastien. 19° (206-71-33).
LES NAUFRAGES DU 747. Film
américain de J. Jameson. V.o.:
Clumy-Ecolas. 5° (633-20-12).
Emballage. 8° (359-15-71). V.f.:
Box. 2° (236-83-93). Rotonde.
5° (633-08-22). U.G.C.-Gobe-
linis. 13°. (331-06-18). Mistral.
14° (359-52-43). Convention.
Saint-Charles. 15° (579-33-00).

ACCELERATION PUNK, Num
musical franco-britannique de
Robert Glassman, V.O. : Vidéo-
stone. 8° (325-60-24).

OMAR GATLATO (Alg. v.o.) : Stu-
dio Média, 5° (633-25-97).
FAIN ET CHOCOLAT (It. v.o.) :
Luxembourg, 6° (633-97-77).
LE PASSE SIMPLE (Fr.) : Richelieu,
2° (233-56-70) : Saint-Germain-Vil-

1age. 5^e (832-87-59) ; Collède, 2^e
 (359-29-46) ; France-Elysees, 8^e
 (723-71-11) ; Saint-Lazare-Pasquier,
 9^e (387-35-43) ; Heider, 9^e (770-
 11-24) ; 14 Julliet-Bastille, 11^e
 (357-90-81) ; Montparnasse-Fathé,
 14^e (328-65-13) ; Gaumond-Sud, 1^e
 (331-51-18) ; Cambroune, 15^e (734-
 42-96) ; Murat, 16^e (258-99-75) ;
 Guchy-Fathé, 18^e (522-37-41) ; Gau-
 mont-Cambetta, 20^e (797-02-74)
 LA PETITE FILLE AU SOUT DU
 CHEMIN (A. v. c.) (?) ; Grand-

PAROISSE, 15° (531-44-38).
PLUS ÇA VA, MOINS ÇA VA (Fr.) :
 Paramount-Marivault, 2° (742-53-
 86) ; Boul'Mich, 5° (833-48-29) ;
 PubliCola - Saint-Germain, 6° (222-
 72-50) ; Paramount - Elysées, 8°

(IL-R. v. age); Paramount-Hy-
drex, 2 (100-234); v.c. Chap-
2 (508-116); Paramount-Mary-
vark, 2 (742-330); Paramount-
Hedrick, 2 (742-330); Param-
ount-Montparnasse, 1 (432-
2-17); Paramount-Mallot, 17
(732-24-24).

TROIS FEMMES (A. 1850-68-43).
PONT

UN TROP LOUÉ (A. 1850-68-43).
Cluny-Palace, 5 (333-77-10); Am-
bry, 1 (333-77-10); v.c. Bar-
bize, 5 (742-30-32);
(332-56-70); Pavane, 15 (331-48-
32); v.c. Pavane, 15 (331-48-32);
(332-56-70); Paramount-Montparnasse,
1 (432-2-17); Victor-Hugo, 15
(732-24-24);
(332-56-70); Paramount-Montparnasse, 1 (432-
2-17); Paramount-Mallot, 17 (732-24-24).

UN TROIS MAUVE (P.). Paramount-
Odson, 5 (332-39-83); Publiss-
Champs-Elysees, 8 (726-76-26);
v.c. Publiss-Champs-Elysees, 8
Paramount-Montparnasse, 1 (432-
2-17); Paramount-Mallot, 17
(732-24-24).

ALLONSANFAN (It. v.o.) : 14 Juill.-
It-Parnasse, 6° (326-58-00).
AU FIL DU TEMPS (All. v.o.) : Le
Marius, 4° (278-47-88).
AUTANT EN EMPORTE LE VENT
(A. v.o.) : Elysées-Point-View, 8°
(325-87-29).
LE BAL DES VAMPIRES (A. v.o.) :
Studio-Dominique, 7° (705-04-55).
BELE DE JOUR (Fr.) (**) : Quar-
ter-Latin, 5° (339-84-63). Elysées-
Lincoln, 8° (359-38-14). S-Lazare

Pasquier, 8° (387-35-43).
 CADAVERES EXQUIS (It., v.o.):
 André-Bazin, 13° (337-74-39).
 LA CHINOISE (Fr.): 14 Juillet-Es-
 talle, 11° (357-90-81).
 ELVIS ON TOUR (A., v.o.): Holly-
 wood-Boulevard, 9° (770-10-41).
 ELVIS SHOW (A., v.o.): St-Michel,
 5° (326-79-17). Hollywood-Bd. 9°
 (770-10-41).
 FELLINI-ROMA (It., v.o.): Cham-
 pollion, 5° (633-51-60).
 LA FIANCÉE DU PIRATE (Fr.) (*):
 St-André-des-Arts, 6° (326-48-18).

Elysee-Point-Show, 8° (225-67-28).
 LA FLUTE ENCHANTEE (Sued.,
 v.o.): Studio des Uramlines, 5°
 (033-39-18).
 FRANKENSTEIN JUNIOR (A. v.o.):
 Quintette, 5° (033-35-40); v.f.:
 Hengemann, 9° (770-47-55).
 GUERRE ET PAIX (Sov. v.f.):
 Kinopanorama, 15° (308-50-50).
 HELLZAPOPPIN (A. v.o.): Ciun-
 y-Ecoles, 5° (033-12-20).
 H. MUSIC (A. v.o.): Palais des
 Glaces, 10° (607-49-53).
 LA VIE D'UN HOMME (A. v.o.): Palais des

JAVIS JOPLIN 5^e (272-62-98), La Claf. 5^e
 Arts 8^e (327-90-90)
 JOUR DE FETE (Fr.) : Paramount-
 Marvauz. 2 (742-83-90).
 KILLERS KISS (A. v.o.) : Studio-
 Bertrand. 7^e (783-64-68), L. sp.
 LE LAUREAT (A. v.o.) : La Claf. 5^e
 (327-90-80).
 LITTLE BIG MAN (A. v.o.) : Noc-
 tumales. 5^e (933-42-34).
 MACADAM COW-BOY (A. v.o.) :
 Actua - Champso. 5^e (933-51-80).
 U.G.C.-Danton. 6^e (329-42-82).

COUR des MIRACLES
23, avenue du Maine - 544-45-33
21 h. 45' - 4 mois de SUCCES
Claude NICOT, Marc DUDICOURT
Mise en scène: MARC CASSOT

ARNAQUE 77 de J. SANDOR
le spectacle le
plus désopilant et original

AIN

de Robert et Catherine Winter, présent

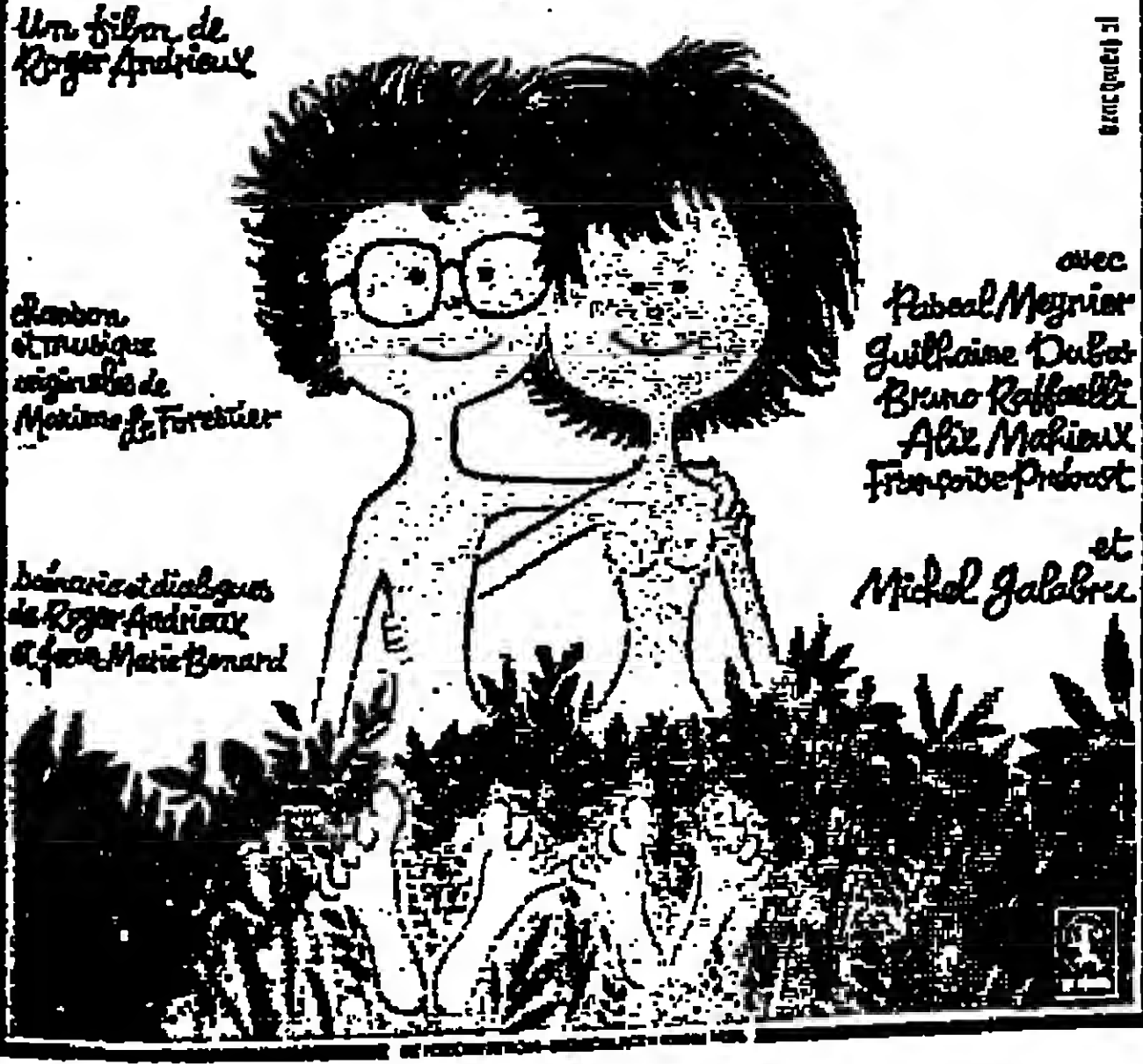
COUR des MIRACLES

23, avenue du Maine - 544-45-33
21 h. 45' - 4 mois de SUCCES
Claude NICOT, Marc DUDICOURT
Mise en scène: MARC CASSOT
ARNAQUE 77
de J. SANDOR
le spectacle le
plus désopilant et original

DEMAIN

gratit Kellom et Catherine Winter présentent:

l'Amour en herbe



DEMAN

UNE JOURNÉE ARTICULÉE

ALL demour LLEN

Le Monde

DE LA MÉDECINE

AUX CONGRÈS DE COPENHAGUE ET DE HONOLULU

Les régulateurs chimiques du plaisir et de la souffrance

Le congrès international de neurochimie, réuni à Copenhague du 21 au 26 août, a consacré une large partie de ses travaux à la découverte la plus retentissante de ces dernières années, celle concernant la présence dans le cerveau de récepteurs de la morphine et de substances endogènes d'effet analogue à celui des opiacés et qui semblent être les régulateurs du plaisir et de la souffrance.

De très nombreux laboratoires développent à l'heure actuelle ces découvertes dont la portée est considérable, comme le montre ici le docteur Rossier, qui travaille actuellement sur ces problèmes aux côtés du professeur Guillemin à l'Institut Salk (Californie).

Les pharmacologues voient s'ouvrir à eux une voie profondément originale et fructueuse d'identification et de synthèse de substances analogues, ou antagonistes, de ces « régulateurs » de la souffrance, de l'angoisse ou du bonheur.

Les mécanismes de la douleur, des toxicomanies et des réactions de l'organisme (ou stress) aux agressions extérieures connaissent un regain d'intérêt et leur compréhension s'éclaire d'un jour entièrement nouveau.

Mais le plus grand espoir offert par la découverte des morphines endogènes et de leur récepteur relève des lumières qu'elle semble devoir apporter sur la genèse et sur le traitement des maladies mentales.

Un groupe de chercheurs américains et canadiens (Kline et Lehmann) a présenté au congrès mondial de psychiatrie, à Honolulu, une série d'améliorations très positives, mais pour l'instant éphémères, obtenues chez des schizophrènes et des dépressifs par des injections de bêta-endorphines.

Une équipe danoise (Squires et Braestrup) vient, pour sa part, d'annoncer qu'elle avait mis en évidence la présence dans le cerveau de récepteurs du diazepam (ou Valium), l'un des tranquillisants les plus répandus.

Ces récepteurs sont très spécifiques et ne sont semblables à aucun des neuro-médiateurs connus à ce jour. Il semble donc bien qu'il doive exister dans le cerveau, outre les endorphines, une ou des substances naturellement produites et qui pourraient jouer un rôle essentiel dans la transmission et la modulation des messages à caractère angoissant.

L'isolement de ces substances est attendu avec un intérêt passionné, d'autant plus que, en dépit de leur usage déjà ancien et si largement répandu, le mode d'action des tranquillisants que sont les benzodiazépines était resté, jusqu'à présent et depuis leur découverte il y a vingt-cinq ans, totalement inconnu.

La découverte des régulateurs de la pensée et du comportement s'inscrit dans le cadre plus vaste de l'une des disciplines scientifiques les plus prometteuses de ces vingt prochaines années : elle concerne l'élucidation des moyens dont dispose l'organisme pour coordonner ses activités cellulaires les plus diverses, et par conséquent pour transmettre en tous lieux les informations les plus précises et les plus modulées.

Cette coordination, cette information, sont assurées essentiellement chez l'homme par les messagers, que l'on commence seulement à connaître, du système hormonal, d'une part, et du système nerveux, de l'autre.

Il ne paraît pas douteux que le groupe des endorphines est, parmi tous ces messagers, l'un des plus importants.

Dr E.-L.

Les endorphines, médiateurs des comportements

par le docteur JEAN ROSSIER (*)

Les lecteurs de cette rubrique ont découvert en automne dernier un mot nouveau : *endorphine* (le *Monde* du 27 octobre 1976) (1). Ce mot signifie morphine endogène (ou morphine produite par l'organisme). Ces endorphines sont des peptides (enchaînement d'acides aminés) qui possèdent toutes les propriétés pharmacologiques de la morphine et qui ont été trouvées dans le cerveau et dans l'hypophyse.

L'histoire de cette découverte commence par la recherche du récepteur de la morphine. Les pharmacologues ont toujours été à la recherche du site d'action des médicaments. A l'heure actuelle, les essais d'isoler les molécules sur lesquelles les drogues vont se fixer pour exercer leur action. Ces molécules sont appelées récepteurs.

Les pharmacologues travaillant sur les opiacés (2) ont recherché dans le cerveau un récepteur pour la morphine. Les premières recherches étaient très décevantes lorsqu'en 1973, à New-York, Eric Simon put employer un analogue de la morphine fortement radioactif, grâce auquel il fut possible de montrer que le cerveau contenait des sites récepteurs pour la morphine. Ces récepteurs étaient situés sur les membranes des jonctions nerveuses. La plupart des pharmacologues furent convaincus de l'existence de ces récepteurs quand Salomon Snyder, à Baltimore, démontra que les récepteurs de la morphine étaient surtout concentrés dans les régions du cerveau impliquées dans la perception de la douleur.

Mais, se demandèrent les chercheurs, pourquoi le cerveau contient-il des récepteurs pour la morphine ? La morphine, produit naturel du pavot, n'est pas présente normalement dans le cerveau. Que font donc ces récepteurs ? L'énigme est main-

tenant résolue. Ces récepteurs cérébraux n'ont pas comme fonction naturelle de réagir avec la morphine mais plutôt avec d'autres molécules sécrétées par le cerveau lui-même : les endorphines.

Or ces peptides sont, d'un point de vue chimique, tout à fait différents de la morphine, qui, elle, fait partie de la famille chimique des alcaloïdes. Alors, comment expliquer leur similitude d'action dans le cerveau ? Bernard Roques (Paris) a montré que dans l'espace des endorphines et la morphine ont des formes très voisines et peuvent donc agir sur le même récepteur.

Le mérite de la découverte des endorphines revient principalement au groupe d'Aberdeen (Ecosse) et à son directeur, Hans Kosterlitz. Ce pharmacologue avait développé l'usage de modèles simples pour tester l'action d'analogues de la morphine. Un de ces modèles, le canal dérivé (3) de la souris, répond avec grande amplitude à la présence de la morphine.

C'est ce merveilleux modèle qui permit à John Hughes de montrer le premier que des extraits de cerveaux contenant des substances qui agissent comme la morphine. Ensuite, ces endorphines furent isolées et caractérisées en moins d'une année. Il s'agissait de deux peptides composés chacun de cinq acides aminés. Ces peptides furent appelés *enkephalines*.

Les plus puissants analgésiques

A la même époque, Roger Guillemin (Salk Institute) isolait de l'hypophyse un peptide de seize acides aminés ayant lui aussi les propriétés de la morphine. Ce peptide fut appelé *α-endorphine*. La séquence en acides aminés des *enkephalines* et de l'*α-endorphine* montrait que ces peptides contenaient des séquences homologues avec la *β-lipotropine*, peptide de l'hypophyse découvert par C. H. Li à Berkeley, en 1964. Ce peptide de quatre-vingt-onze acides aminés ne possède aucune des propriétés de la morphine. Cependant, lorsque l'on prépare le peptide formé par les trente et un acides aminés terminaux de la *β-lipotropine*, on obtient l'endorphine la plus active. Cette molécule, appelée *β-endorphine* est présente naturellement dans l'hypophyse, mais aussi dans le cerveau.

Dernièrement, les équipes du Salk Institute ont montré que la *β-endorphine* serait le neuro-médiateur (4) de nombreux neurones situés dans l'hypothalamus et dans le thalamus. Les *enkephalines* auraient aussi un

rôle de neuro-médiateur, mais principalement au niveau du noyau caudé. La découverte des endorphines permettrait donc de caractériser deux nouvelles classes de neuro-médiateur, les *enkephalines*, petits pentapeptides, et la *β-endorphine*, grosse molécule de trente et un acides aminés.

Ces nouveaux neuro-médiateurs se sont révélés être parmi les plus puissants analgésiques (médicaments antidouleur) jamais synthétisés. Leur action est semblable à celle de la morphine et est abolie lors de l'emploi d'antagonistes de la morphine. Ceux-ci, tel le naloxone, rentrent en compétition avec l'endorphine, qui est alors déplacée de son site récepteur. On pense maintenant que la fonction naturelle des endorphines cérébrales serait de diminuer la perception de la douleur.

Douleur et acupuncture

Le rôle des endorphines dans la perception de la douleur donnerait enfin une base physiologique à l'analgésie produite par acupuncture. Pour expliquer les résultats positifs obtenus notamment en Chine, on suppose que la stimulation par acupuncture de certains muscles profonds provoquerait une sécrétion accrue d'endorphine. L'augmentation du taux des endorphines cérébrales agirait sur les voies modulant la douleur.

Si cette hypothèse était réelle, les endorphines, qui annihilent les effets de la douleur, devraient supprimer l'analgésie provoquée par acupuncture. Et en effet, récemment, Pomeranz à Toronto et Mayer en Virginie ont montré que les effets analgésiques de l'acupuncture étaient supprimés par injection de naloxone.

Ces expériences confirmeraient les résultats d'études menées en Chine. Les chercheurs de l'Ecole de médecine de Pékin ont montré que l'an-

gésie par acupuncture provoquait l'apparition dans le liquide céphalo-rachidien d'un facteur analgésique. Ce facteur pourrait être une des endorphines.

Des maladies mentales à la toxicomanie

Tout récemment, les docteurs Henriksen et Bloom (Salk Institute) ont remarqué que, chez le rat, l'injection intracérébrale de *β-endorphine* provoquait une désorganisation longue et profonde de l'activité électrique de certaines zones du cerveau. Dans les seconds qui suivent l'injection d'une dose infime, alors que l'animal présente un comportement tout à fait normal, le tracé électrique devient épileptiforme.

Précédemment, divers groupes avaient montré que l'injection d'une dose bien plus importante provoquait un état cataleptique qui durait plusieurs heures. Des injections de l'antagoniste de la morphine, le naloxone, l'animal reprenait un comportement tout à fait normal. L'état cataleptique provoqué par la *β-endorphine* rappelait celui rencontré chez certains schizophrènes. Ces constatations suggèrent que certaines maladies mentales pourraient être provoquées par une accumulation pathologique d'endorphine. Cette hypothèse était excellente, car elle avait l'avantage d'apporter directement un traitement, le naloxone. Cet antagoniste supprime la catatonie induite par la *β-endorphine*.

Malheureusement, les essais cliniques du naloxone comme traitement de la schizophrénie se sont déjà révélés négatifs. Malgré cet

(*) Chargé de recherche à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), en mission au Salk Institute (Californie).

échec thérapeutique, l'hypothèse émise n'est pas abandonnée, car Térénus en Suède a montré que certains schizophrènes auraient un taux élevé d'endorphines dans leur liquide céphalo-rachidien.

La découverte des endorphines avait engendré un immense courant d'espoir chez les pharmacologues. Enfin, croyaient-ils, on avait découvert des analgésiques puissants qui n'induraient ni tolérance ni dépendance aux opiacés. Hélas ! Il fallut rapidement déchanter, car les animaux recevant de manière répétée de la *β-endorphine* devenaient tolérants, non seulement à ce peptide mais aussi à la morphine. En d'autres termes, l'administration répétée de *β-endorphine* engendrait une toxicomanie identique à celle rencontrée chez les morphinomanes.

Ces observations sont troublantes, car elles indiquent que le corps peut devenir tolérant et dépendant à l'égard d'une substance qu'il sécrète lui-même. L'étude de ce phénomène devrait donner des bases nouvelles à la pathogénie et au traitement des toxicomanies.

Il paraît logique de penser que la prise répétée de morphine ou d'un autre opiacé tel l'héroïne perturbe le métabolisme normal des endorphines. A l'heure actuelle, de nombreux laboratoires essaient de montrer que la toxicomanie provoque une diminution de la capacité de synthèse des endorphines. Un toxicomane verrait

son taux d'endorphine cérébrale diminuer. Ce malade aurait alors un besoin physique de morphine exogène.

L'avalanche d'hypothèses proposées depuis la découverte des endorphines est le reflet de l'intérêt que ces découvertes ont provoqué dans la communauté scientifique. S'il est encore difficile de prévoir l'apport thérapeutique des travaux actuels, il ne fait pas de doute que les recherches fondamentales faites sur les endorphines auront des retombées non négligeables en thérapeutique médicale.

Vers des « morphines » de synthèse

Les recherches visant, par une modification chimique, à obtenir des *α* et *β* *enkephalines* analogues structurellement proches des *enkephalines* et ayant de puissantes propriétés analgésiques continuent activement dans nombre de laboratoires.

Une équipe dirigée par D. Roemer, aux laboratoires Sandoz, vient d'annoncer la synthèse d'un *pentapeptide* dont l'action analgésique est puissante et prolongée, même après administration orale (Nature du 27 août 1977).

Le développement de ces travaux conduira vraisemblablement un jour à la préparation par synthèse chimique d'analgésiques dont l'action serait analogue ou supérieure à celle des opiacés. L'interdiction définitive des cultures d'opium trop souvent déviées de leur usage médical pour être transformées en drogue, avec toutes les conséquences socio-économiques que comporte une telle perspective.

SCIENCE VIE

HORS SERIE

GENETIQUE
et
RACES HUMAINES

responsable
groupe de
recherche

100 000 F +

Unité biomédicale recrute un collaborateur pour secondar un hôpital universitaire dans la direction d'un groupe de Recherches. Il aura à animer et à diriger une équipe de 5 personnes et à en coordonner les travaux tant sur le plan administratif que sur le plan technique. Il aura en outre à effectuer des recherches dans le domaine de la biologie cellulaire en vue d'applications thérapeutiques. Agé d'au moins 35 ans, pharmacien ou médecin, il possèdera de solides connaissances en biologie cellulaire et en biochimie.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la réf. 707280/M (à mentionner sur l'enveloppe) à Yves KERNEVEZ.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

TÉMOIGNAGES

Les hôpitaux psychiatriques

Le congrès d'Honolulu attire l'attention sur les conditions de traitement des maladies mentales, et sur la difficulté d'établir des jugements de valeur sur la qualité et la finalité des soins dans ce

domaine. Les deux témoignages suivants apportent deux aspects contradictoires sur les hôpitaux psychiatriques de la région parisienne :

L'asile carcéral

Il n'y a pas, à ma connaissance, d'hôpital psychiatrique véritablement libre ne vous offre aucune liberté : quant au placement d'office, il vous assimile à un prisonnier ou sein d'un hôpital. Si vous êtes naturellement faible de caractère, vous pouvez rester longtemps à avaler des pilules sans qu'on semble s'intéresser à votre cas. Si vous ne vous manifestez pas c'est que vous n'êtes pas prêt pour la sortie et personne ne semble chercher à vous faire sortir.

Je ne prendrai qu'un exemple vécu : l'hôpital psychiatrique de Vaulx (Epinay-sur-Orge). De ma vie je n'ai vu un hôpital ressemblant de si près à un camp de concentration pour certains pavillons. Celui où j'étais notamment. Les locaux très vieux (un ancien convent), n'ont pas été repeints depuis des années. Ils sont sombres, sinistres, démolissants. Les malades portent presque tous un uniforme, ils sont mélangés, on trouve de tout. (...)

Si vous êtes fatigué, vous n'avez pas le droit de vous étendre sur un lit. Vers 7 h. 30, les dortoirs sont fermés. Drogue, le sommeil vous prend, vous couchez à même le sol sur un carrelage froid, c'est normal. Le traitement de base : les médicaments à outrance. Réduit à néant, vous marchez les bras le long du corps comme un somnambule. Au fil des mois vous gonflez. J'ai grossi de 15 kilos en deux mois et demi et les infirmiers sont honteux de constater : « Il a mal-

leur mince. » Le placement préventif n'est pas non plus une liberté : quant au placement d'office, il vous assimile à un prisonnier ou sein d'un hôpital. Si vous êtes naturellement faible de caractère, vous pouvez rester longtemps à avaler des pilules sans qu'on semble s'intéresser à votre cas. Si vous ne vous manifestez pas c'est que vous n'êtes pas prêt pour la sortie et personne ne semble chercher à vous faire sortir.

Je suis resté en contact avec d'anciens « malades » : sortis de l'hôpital ils continuent à être suivis au dispensaire par une équipe attachée à l'hôpital, tournent en rond : « Je ne m'en sortirai jamais, je suis un malade mental. » Tous affirment être plus ou moins les victimes de leur hospitalisation. (...)

Mais tout se passe dans l'ombre. Les pavillons sont le plus souvent fermés. Il y a le secret professionnel : même des infirmiers conscients de leur rôle, ne dénoncent pas le scandale, car ils viennent graviter autour d'une hiérarchie et petite courtoisie, et ont un argument : « Nous ne sommes pas assez nombreux. » La réputation de cet hôpital est, en partie, faite auprès des médecins de l'extérieur, qui envoient d'y envoyer leurs malades. Ils savent. Qui dénonce ? Qui parle ? J'ose parler. Il est fou, diront-ils.

Souffrant d'une dépression qui durait depuis huit ans, je me suis trouvé, en 1975, la force de prendre un travail dans une excellente société. Mais la blessure était là : rapidement mes conditions matérielles empirèrent et une amie m'envoya chez le docteur G... Face au docteur j'ai « craqué » et quarante-cinq minutes après il me conseilla fermement d'entrer à la clinique Marcel-Rivière, au Mesnil-Saint-Denis.

Quand, trois jours après, je me suis rendu dans ma voiture à la clinique, ma place avait été déjà établie, on m'y attendait, on m'assigna un pavillon dirigé par un excellent praticien : le docteur H...

Je me suis senti immédiatement « adopté ». Le docteur G... me recevait au moins trois fois par semaine. Mais le plus extraordinaire, c'était la compétence, la délicatesse de toutes les infirmières. C'est d'ailleurs celle que j'ai le moins et à laquelle je me suis réservé mes points et mes « coups bas » qui à la plus fait pour m'aider. J'ai séjourné dans cette clinique pendant trois mois. Je n'ai jamais eu un seul moment l'impression que j'étais dépersonnalisé par le système. Au début, on me mit dans les mains d'une très gracieuse jeune fille, pour quelle me tienne au courant de tout ce qui était à la disposition des malades : bibliothèque très bien garnie, restaurants, soirées de cinéma, débats en com-

Compétence et délicatesse

mun pour choisir à la majorité, le programme TV à suivre pendant la semaine. Je pourrais continuer longtemps. Dans le pavillon où j'étais, il y avait des dépressifs très graves, il y avait aussi une vraie « psycho », qui nous rendait la vie difficile ainsi qu'aux infirmières. Jamais on ne portait atteinte à son identité. Il fallait parfois la traiter fermement mais toujours avec les égards que l'on doit à un être humain.

Je suis sorti volontairement de cette clinique contre l'avis de mon médecin soignant qui essaya, une semaine durant, de me faire comprendre que c'était trop tôt.

Il avait raison, à présent je le sais, car j'ai traîné une convalescence de quatre mois. Il est facile de « blouser » un psychiatrie, même s'il est excellent. Mais le doute, spécialement dans le champ mental, est toujours là : Le malade est-il guéri ? Une fois projeté dans la démenie quotidienne de notre société qui est sans pitié pour les « cas mentaux », souvent dans la solitude, sans travail, n'aura-t-il pas une rechute foudroyante, ne sera-t-il pas incapable de retourner à la clinique ? Ne fera-t-il pas un geste désespéré et fatal ?

J'ai voulu simplement vous envoyer ce témoignage en l'honneur des docteurs, corps soignant et des malades de mon pavillon.

SCIENCES

Évolution et bricolage

II. — L'HISTOIRE ET LES CONTRAINTES

par FRANÇOIS JACOB (*)

François Jacob a montré, dans un premier article (« Le Monde du 6 septembre »), que la représentation du monde, mythique ou scientifique, fait toujours intervenir l'imagination de l'homme. Mais si la démarche mythique conduit à une construction cohérente, la méthode scientifique entraîne un émiettement qui risque de persister longtemps encore.

La nature fonctionne par intégration. Quel que soit le niveau considéré, les objets qu'étudient les sciences de la nature forment toujours des organisations, des systèmes. À chaque niveau, ces systèmes utilisent comme ingrédients certains systèmes du niveau inférieur, mais certains seulement. La hiérarchie dans la complexité des objets s'accompagne ainsi d'une série de restrictions et limitations. À chaque niveau peuvent apparaître des propriétés nouvelles qui imposent des contraintes nouvelles aux systèmes. Mais ce n'est qu'un surcroît de contraintes. Celles qui existent à un niveau donné s'appliquent aussi aux niveaux plus complexes. Toute proposition qui est vraie en physique reste vraie en chimie, en biologie et en sociologie. De même toute proposition qui s'applique à la biologie vaut pour la sociologie. Mais, en règle générale, les propositions qui ont le plus d'importance à un niveau donné n'en ont aucune aux niveaux plus complexes. La loi des gaz par exemple s'applique tout aussi bien aux objets de la biologie ou de la sociologie qu'à ceux de la physique. Seulement, elle n'a aucun intérêt pour ce qui préoccupe les biologistes et plus encore les sociologues.

Cette hiérarchie des objets, avec intégrations, restrictions, apparitions de propriétés nouvelles, tout ce jeu de relations a plusieurs conséquences. La première est la nécessité d'analyser les objets complexes à tous les niveaux simultanément. Si la biologie moléculaire, qui a une attitude fortement réductionniste, a réussi son étude de l'hérédité, c'est qu'à chaque étape elle a fait porter son analyse à la fois sur les molécules et sur la « boîte noire », c'est-à-dire la cellule bactérienne. Il en a été de même pour les développements récents de l'immunologie. Et il est fort probable qu'une telle convergence d'analyse jouera un rôle important dans l'étude des êtres humains et de leurs sociétés.

La deuxième conséquence concerne la prévisibilité. Peut-on faire des prévisions à un niveau sur la base de ce qu'on sait du niveau plus simple ? Seulement de façon très limitée. Les propriétés d'un système peuvent s'expliquer par celles de ses constituants ; elles ne peuvent s'en déduire. À partir des lois fondamentales de la physique, il n'y a aucun moyen de reconstruire l'univers. Un système particulier, disons une cellule, n'a qu'une certaine prévisibilité d'apparence. Toute prévision sur son existence ne peut être que statistique. La biologie moléculaire a montré qu'en fin de compte les

propriétés de la cellule reposent sur la structure des molécules qui la composent. Mais l'apparition de la vie sur la Terre n'était pas la conséquence nécessaire de la présence de certaines structures moléculaires. Il n'y a aucun moyen d'estimer la probabilité qu'avait la vie d'apparaître sur la Terre. Elle pourrait bien n'être survenue qu'une fois.

La troisième conséquence porte sur la nature des restrictions et limitations observées à chaque niveau de complexité croissante. Peut-on expliquer pourquoi, parmi toutes les interactions possibles à un niveau, seules certaines d'entre elles se réalisent au niveau plus complexe ? Comment se fait-il, par exemple, que seules certaines structures moléculaires soient présentes dans les organismes vivants ? Ou certains types d'interactions dans les sociétés humaines ? À de telles questions, il ne saurait y avoir de réponse générale ; il paraît même douteux qu'on trouve une réponse spécifique pour aucun des niveaux de complexité. Les objets complexes sont les produits de processus évolutifs dans lesquels deux facteurs ont un rôle essentiel : les contraintes qui, à chaque niveau, régissent les systèmes en cause, et les circonstances historiques qui font se réaliser certaines interactions. La combinaison de contraintes et d'histoire se trouve à

chaque niveau mais en proportions différentes.

Les objets les plus simples sont soumis aux contraintes plus qu'à l'histoire. Avec l'accroissement de complexité grandit l'importance de l'histoire. Mais il y a toujours un élément d'histoire, même en physique. D'après les théories en vigueur, les noyaux lourds sont constitués de noyaux légers et, en fin de compte, de noyaux d'hydrogène et de neutrons. La transformation d'hydrogène en hélium s'accomplit au cours des processus de fusion, source d'énergie principale dans le Soleil comme dans les bombes à hydrogène. L'hélium et tous les éléments lourds sont ainsi le résultat d'une évolution cosmique. Selon les idées actuelles, les éléments lourds représentent les produits d'explosion des supernovas (1). Ils semblent rares : leur masse n'excède pas 1 à 2 % de celle de toute la matière, qui est constituée d'hydrogène pour un cinquième et d'hélium pour quatre cinquièmes. La Terre et les autres planètes du système solaire ont donc été formées de matériaux rares, dans des conditions qui semblent ne se rencontrer que rarement dans le cosmos. Quant à la source de l'hydrogène lui-même, elle est laissée aux théories et spéculations sur l'origine de l'univers. (Pour la science, Dieu c'est l'hydrogène.)

La sélection naturelle

Les contraintes auxquelles sont soumis les systèmes naturels varient avec leur niveau de complexité. Il existe toujours certaines contraintes de stabilité imposées par la thermodynamique. Mais avec l'accroissement de complexité apparaissent des contraintes nouvelles, comme la reproduction pour les systèmes vivants ou les exigences économiques pour les systèmes sociaux. En conséquence, il ne saurait y avoir une loi générale de l'évolution, une recette unique rendant compte d'une complexité croissante à tous les niveaux.

Depuis Darwin, les biologistes ont progressivement élaboré un schéma raisonnable, bien qu'encore incomplet, du mécanisme opérant dans l'évolution du monde vivant : la sélection naturelle. Depuis lors, on a souvent tenté d'invoquer un mécanisme de sélection semblable pour décrire l'évolution quel que soit le système : cosmique, chimique, biologique, idéologique ou sociale. Mais une telle entreprise paraît condamnée dès le départ. À chaque niveau, le jeu change de règles. À chaque niveau, des principes différents doivent donc être élaborés.

La sélection naturelle est la résultante de deux contraintes imposées à chaque organisme vivant : 1) l'exigence de reproduction, qui est satisfaite par des mécanismes génétiques mettant en œuvre tout un dispositif de mutations, recombinaisons et sexualité, soigneusement ajusté pour produire des organismes semblables, mais non identiques, à leurs parents ; 2) l'exigence d'une interaction permanente avec l'environnement, car les êtres vivants constituent ce que les thermodynamiciens appellent des systèmes ouverts ; ils ne persistent que grâce à un flux continu de matière, d'énergie et d'information.

Le premier de ces facteurs produit des variations au hasard et donne naissance à des populations formées d'individus tous différents. La combinaison des deux facteurs entraîne une reproduction différentielle des individus et oblige ainsi les populations à évoluer progressivement en fonction des circonstances extérieures, du comportement, des niches écologiques nouvelles, etc. Contrairement à ce qu'on croit souvent, la sélection naturelle n'agit pas seulement comme un tamis pour éliminer les mutations préjudiciables et favoriser la dissémination de celles qui sont bénéfiques. À long terme, elle intègre les mutations ; elle les agence en ensembles adaptativement cohérents, ajustés pendant des millions d'années et des millions de générations, en réponse au défi de l'environnement. C'est la sélection naturelle qui donne une direction au changement, qui oriente le hasard, qui intègre, progressivement, élabore des structures de plus en plus complexes, des organismes nouveaux et des espèces nouvelles. La nouveauté se forme par association inédite de vieux matériaux. Créer, c'est recombiner.

Imperfection et bouts de ficelle

On a souvent comparé l'action de la sélection naturelle à celle d'un ingénieur. Mais la comparaison n'est guère heureuse, pour plusieurs raisons. D'abord, parce que, contrairement à l'évolution, l'ingénieur travaille sur plan, selon un projet longuement mûri. Ensuite, parce que l'ingénieur, pour fabriquer un objet nouveau, dispose à la fois de matériaux spécialement affectés à cette tâche et de machines uniquement conçues dans ce but. Enfin, parce que les objets produits par l'ingénieur, ou moins le bon ingénieur, atteignent le

niveau de perfection qu'autorise la technologie de son époque. L'évolution, elle, reste loin de la perfection. Ce point a été particulièrement souligné par Darwin, qui avait à combattre l'argument de la création par la fable. Tout au long de l'Origine des espèces, Darwin insiste sans cesse sur les imperfections de structure et de fonction du monde vivant.

En fait, l'un des meilleurs arguments contre la perfection vient de l'extinction des espèces. On peut estimer à plusieurs millions le nombre des espèces animales vivantes actuellement. Mais le nombre des espèces qui se sont éteintes après avoir peuplé la Terre doit s'élever, d'après un calcul de Simpson, à quelque cinq cents millions.

L'action de la sélection naturelle ne ressemble à aucun aspect du comportement humain. Mais, si l'on veut jouer avec une comparaison, il faut dire que la sélection naturelle opère à la manière non d'un ingénieur, mais d'un bricoleur : un bricoleur qui ne sait pas exactement ce qu'il va produire, mais qui récupère tout ce qu'il trouve autour de lui. Les choses les plus hétéroclites : bouts de ficelle, morceaux de bois, vieux cartons, pouvant éventuellement lui fournir des matériaux ; bref un bricoleur qui utilise ce qu'il a sous la main pour en tirer quelque objet utilisable.

L'ingénieur ne se met à l'œuvre qu'une fois réunis les matériaux et les outils qui conviennent exactement à son projet. Le bricoleur, au contraire, se débrouille toujours avec des laissés-pour-compte. La plus souvent, les objets qu'il produit ne partent d'aucun projet général, ils sont le résultat d'une série d'événements contingents, le fruit de toutes les occasions qui se sont présentées d'enrichir son bric-à-brac. Comme l'a souligné Claude Lévi-Strauss, les

outils du bricoleur, contrairement à ceux de l'ingénieur, ne peuvent être définis par aucun programme. Les matériaux dont il dispose n'ont aucune affectation précise. Chacun d'eux peut être utilisé à des emplois divers. Ces objets n'ont rien en commun si ce n'est : « Ça peut toujours servir ». À quoi ? Ça dépend des circonstances.

À maints égards, cette manière de faire rappelle le processus de l'évolution. Souvent sans dessin à long terme, le bricoleur donne à ses matériaux des fonctions inattendues. D'une vieille roue de bicyclette, il fait une poutre ; d'une chaise cassée, la boîte d'un poste de radio. De même, l'évolution produit une aile à partir d'une patte ou un morceau d'oreille avec un fragment de mâchoire. Naturellement, cela prend du temps. L'évolution se comporte comme un bricoleur qui, pendant des millions et des millions d'années, remanentait lentement son œuvre, réajustant sans cesse, coupant ici, allongeant là, saisissant toutes les occasions d'ajuster les structures anciennes aux fonctions nouvelles.

Voici, par exemple, comment d'après Ernst Mayr s'est formé le poulmon des vertébrés terrestres. Son développement a débuté chez certains poissons d'eau douce qui vivaient dans des mares stagnantes, donc pauvres en oxygène. Ces poissons prenaient l'habitude d'avaler de l'air et d'absorber de l'oxygène à travers la paroi de leur casapage. Dans de telles conditions, tout élargissement de cette paroi se traduisait par un avantage sélectif. Il se forma ainsi des diverticules de l'œsophage qui, sous l'effet d'une pression de sélection continue, s'agrandirent peu à peu pour transformer finalement en poulmon. L'évolution telle que nous la voyons dans le monde vivant, de toute évidence, possède des photorécepteurs, c'est-à-dire un grand avantage dans de nombreuses situations. Mais la variété de photorécepteurs rencontrés dans le monde vivant est surprenante. Les plus raffinés sont les yeux formant image, car l'information qu'ils fournissent ne porte pas seulement sur l'intensité de la lumière, mais aussi sur les objets d'où vient la lumière, sur leur forme, couleur, position, mouvement, vitesse, distance, etc. Des structures aussi élaborées sont nécessaires pour fonctionner. Elles ne peuvent donc se développer que chez des organismes eux-mêmes déjà complexes.

Le potentiel d'adaptation

Contrairement aux ingénieurs, les bricoleurs qui s'attaquent au même problème ont toutes les chances d'aboutir à des solutions différentes. Il en est de même pour l'évolution, comme le montre, par exemple, la diversité des yeux trouvés dans le monde vivant. De toute évidence, posséder des photorécepteurs confère un grand avantage dans de nombreuses situations. Mais la variété de photorécepteurs rencontrés dans le monde vivant est surprenante. Les plus raffinés sont les yeux formant image, car l'information qu'ils fournissent ne porte pas seulement sur l'intensité de la lumière, mais aussi sur les objets d'où vient la lumière, sur leur forme, couleur, position, mouvement, vitesse, distance, etc. Des structures aussi élaborées sont nécessaires pour fonctionner. Elles ne peuvent donc se développer que chez des organismes eux-mêmes déjà complexes.

On pourrait alors croire qu'il existe une façon et une seule de produire pareille structure. Il n'en est rien. Au cours de l'évolution, les yeux sont apparus un grand nombre de fois, fondés sur trois principes physiologiques différents : l'œil d'épingle, l'œil à tubes multiples, l'œil à lentille. Le nôtre, c'est formé deux fois au moins, car on les trouve chez certains mollusques et chez les vertébrés. Rien ne ressemble autant à notre œil que l'œil de la pieuvre. Tous deux fonctionnent presque exactement de la même manière. L'œil à lentille n'est pas évolué de la même manière. Chez les mollusques, les cellules photoréceptrices sont dirigées vers la lumière ; chez les vertébrés, elles sont dirigées en sens inverse. Parmi toutes les solutions trouvées au problème des photorécepteurs, ces deux-là se ressemblent sans être identiques.

L'évolution ne tire pas ses nouveautés du néant. Elle travaille sur ce qui existe déjà, soit qu'elle transforme un système ancien pour lui donner une fonction nouvelle, soit qu'elle combine plusieurs systèmes pour en échauffer un autre plus complexe. Cette dernière situation s'est réalisée, par exemple, pendant l'un des principaux événements de l'évolution : le passage de l'unicellulaire au multicellulaire. L'importance exceptionnelle de ce changement vient de ce qu'il s'est trouvé contenir un énorme potentiel d'adaptation : la spécialisation des parties. Une telle transition est vraisemblablement survenue à plusieurs reprises. Elle n'exigeait pas la création de structures moléculaires nouvelles, car les types moléculaires des organismes unicellulaires et multicellulaires ne présentent pas de différences majeures. Il s'est agi avant tout de réorganiser ce qui existait.

Prochain article :

III. — LE PLAISIR UN AVANTAGE SÉLECTIF

(*) Professeur au Collège de France, prix Nobel.

LANCÉE AVEC SUCCÈS LE 5 SEPTEMBRE

La sonde Voyager-1 observera Jupiter dans dix-huit mois et Saturne dans trois ans

Initialement prévu pour le 1^{er} septembre, puis pour le 3, le lancement de la sonde planétaire Voyager-1 a finalement eu lieu le lundi 5 septembre (nos dernières éditions datées 6 septembre). À 14 h. 56 (heure française), le lanceur composite Titan-Centaur était mis à feu au centre spatial Kennedy, en Floride. La première fusée (Titan) a tout d'abord placé l'autre partie du lanceur sur une orbite d'attente, à 169 kilomètres de la Terre. Quarante-trois minutes plus tard, la mise à feu de la fusée Centaur propulsait Voyager-1 sur la trajectoire elliptique qui la conduira vers Jupiter.

Le lancement avait été retardé de quatre jours pour permettre l'analyse et pour éviter la reproduction des incidents qui ont perturbé les premières heures dans l'espace de l'autre sonde, Voyager-2, lancée le 20 août. En fait, ces incidents étaient sans gravité, comme les techniciens ont pu s'en assurer à la suite de manœuvres télécommandées depuis la Terre. Voyager-1 n'a subi qu'une modification minime : l'ajout d'un ressort pour éviter le renouvellement des mêmes inconvénients. Tout s'est passé, cette fois-ci, à la perfection, et la sonde est en parfait état de marche, prête à observer Jupiter dans dix-huit mois et Saturne dans trois ans.

Prévoir l'imprévisible

De même qu'elle avait envoyé deux sondes Viking vers Mars — il y a juste un an que Viking-2 s'est posée le 3 septembre 1976, sur la planète rouge — la NASA a lancé deux vaisseaux spatiaux vers les planètes extérieures. Malgré les tests très sévères auxquels sont soumis les constituants des engins spatiaux, malgré les records de fiabilité qu'ils ont établis au cours des diverses expériences, une panne grave est toujours possible ; et même si tout fonctionne à la perfection, le mauvais hasard est toujours possible : en traversant la ceinture des astéroïdes, entre Mars et Jupiter, un des Voyagers peut être rencontré par un astéroïde ; lors du passage dans les ceintures de radiations de Jupiter, quelques composants électroniques vitales peuvent être irrémédiablement dégradés. L'anniversaire de l'atterrissage de Viking-3 vient à point rappeler que l'un des pieds de cette sonde s'est posé sur un « rocher » et qu'il est plus haut d'une trentaine de centimètres, Viking-2 aurait basculé, le choc l'aurait détruite, la mission serait un échec, et nous n'en aurions jamais eu la cause.

C'est pour prévoir cet imprévisible que la NASA lance deux Voyagers. Normalement, leurs missions sont un peu différentes, mais la programmation en est assez soignée pour qu'en cas d'avaries survenues à l'une des sondes, l'autre puisse en partie la remplacer. Ainsi, une partie fondamentale de la mission de Voyager-1 est le survol de Titan, le gros satellite de Saturne : on sait que, seul des satellites du système solaire, Titan possède une atmosphère dans le méthane en est le constituant dominant, mais on ignore sa composition exacte. Le déterminer est une des tâches de Voyager-1, et l'on peut noter que des scientifiques français participeront à cette étude. Voyager-1 doit passer à moins de 4 000 kilomètres de Titan, le 12 novembre 1980, après être passé près de Jupiter le 5 mars 1979. S'il n'était plus en état de fonctionner à cette date, il est prévu de modifier la trajectoire de Voyager-2, qui doit en

principe passer bien plus loin de Titan, pour que cette deuxième sonde remplace sa sœur jumelle éventuellement défaillante.

Il faut espérer que nul accident n'empêchera les Voyagers de fonctionner pendant les nombreux mois qui leur seront nécessaires pour atteindre Jupiter, puis Saturne. Les difficultés qui ont marqué le lancement de Voyager-2 ne se sont pas reproduites avec Voyager-1.

Ces difficultés étaient finalement peu graves. Le bras qui porte les appareils de mesure ne semblait pas s'être déployé correctement. Pour être précis, le signal indiquant la fin de cette opération n'a pas été reçu par les contrôleurs de vol. En télécommandant les caméras situées au bout du bras — pour qu'elles photographient la sonde et en étudiant sur les photographies obtenues la position de la sonde par rapport aux étoiles, les techniciens de la NASA ont pu constater que le bras était déployé, mais peut-être légèrement déplacé par rapport à la position qu'il aurait dû occuper. Pendant quelques jours, on a craint que le bras ne soit pas bloqué dans sa position étendue, et qu'il ne se replie en partie au cours des manœuvres qui feraient la sonde pour s'orienter ou pour corriger sa trajectoire. Bien qu'en ne soit toujours pas certain du verrouillage du bras, les responsables n'affichent plus aucune crainte. Ils se sont contents de monter sur Voyager-1 un ressort supplémentaire pour aider à la mise en place du bras.

MAURICE ARVONNY.

CLINIQUE LA MÉTALURIE

CH-1280 NYON JRS GENEVE
Rue Léman - Tél. 194/22.65.15
Dr C.W. Serravallo, méd.-direct.
Etablissement médical privé de 1^{er} ordre pour les affections du système nerveux
Chimiothérapie - Psychothérapie
Cures de sommeil - Désintoxications - Physiothérapie - Massages
Culture physique - Sports

jeune pharmacien de Fabrication

médecin

Poste à pourvoir en Région Lyonnaise après stage de longue durée en Région Parisienne. REF. 172

pour s'adresser à son Centre de Recherche Médicale, situé en Région Parisienne. REF. 173

Ces postes s'adressent à des diplômés possédant, de préférence, l'ait d'un première expérience professionnelle et fortement motivés pour compléter une équipe performante.

Toutes informations sur ces offres seront données confidentiellement aux personnes du Lundi au Vendredi de 9h à 17h30 - 11h30 à 18h par

INFORMATIONS CARRIÈRE SVP 11-11 qui donnera un rendez-vous aux candidats concernés.

Préciser la référence.

On peut aussi adresser son dossier à :

SVP RESSOURCES HUMAINES
85, Avenue de Wagram,
75017 PARIS

Information Carrière

SVP 11-11

NOËL EN INDE

voyage accompagné par une conférencière

du 17 décembre 1977 au 2 janvier 1978

Renseignements :

Association Française des Amis de l'Orient, 19, avenue d'Iéna
75116 PARIS - Tél. : 723-64-85.

Permanence du lundi au vendredi, de 14 h. 30 à 18 h. 30,
le samedi de 10 h. à 12 h.

LIC. 241 A

ingénieur développement

BRANCHE AUTOMOBILE

La filiale française d'un groupe européen spécialisé dans la fabrication des matières plastiques cherche un ingénieur pour travailler au développement de matières plastiques engineering en étroite collaboration avec les services de recherche et de design des constructeurs automobiles et électroménagers.

Il faut pouvoir s'intégrer dans une équipe jeune et dynamique et l'étranger.

Une expérience dans un groupe automobile ou chez un transformateur est nécessaire.

La connaissance de l'automobile prime sur celle des matières plastiques. Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la réf. 70625/04 (à mentionner sur l'enveloppe), à M. PERCHE responsable

branche industrie.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS

1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

D'UNE RÉGION À L'AUTRE

EQUIPEMENT

Ile-de-France

DIX MILLE LOGEMENTS SOCIAUX A PARIS

Éviter la création de cités ouvrières et multiplier les maîtres d'ouvrage

Le Conseil de Paris, sur proposition du maire de la capitale, a décidé de lancer un programme de construction de dix mille logements sociaux. Où les construire, avec qui et comment, à quel prix ? Tel était l'ordre du jour de la commission extra-municipale de l'urbanisme et de l'architecture du Conseil de Paris, qui s'est réunie lundi 5 septembre. Présidée par M. Raymond Bourguin (C.N.I.), adjoint au maire, cette commission, composée d'élus, d'architectes, d'urbanistes et de représentants de

l'administration, a entendu un rapport de l'architecte Alain Gillet sur le programme voté par le Conseil de Paris.

Cette commission n'a qu'un rôle consultatif, mais les remarques qui ont suivi la communication de M. Gillet — les architectes présents ont souligné leur accord avec le texte présenté — et qui ont été faites notamment par le maire de Paris, qui participait à cette réunion, ont montré l'intérêt qu'il faut attacher à ces propositions.

Où construire à Paris ? « Paris est une des capitales du monde le plus démunies de terrains libres », presque tout ce qui s'élève succède à une démolition », indique l'étude remise à la commission extra-municipale, qui précise : « C'est donc un minimum de 30 hectares qu'il faut trouver pour construire dix mille logements. » Les terrains libres ou à libérer (La Villette, Javel, Bercy, S.N.C.F.) fourniraient les espaces adaptés à ces besoins ? Le rapport indique à ce sujet : « Une des premières réflexions de la commission extra-municipale de l'urbanisme et de l'architecture a abouti à recommander une extrême circonspection dans l'utilisation des trois terrains de Javel, La Villette et Javel dont les vocations doivent être étudiées et qu'il ne semble pas souhaitable d'affecter à la réalisation de trois nouveaux quartiers parisiens d'habitations, de commerces et de bureaux assortis d'un ou de quelques équipements publics plus ou moins prestigieux. » Quant aux terrains de la S.N.C.F., « ils pourraient, certes, accueillir des programmes de logement relativement importants... mais il convient

de se garder de tout excès de concentration, car l'objectif n'est pas de créer dans Paris des « cités ouvrières » mais d'injecter des logements sociaux dans le tissu de la capitale par petites doses judicieusement réparties. » Le rapport conclut que « les acquisitions les plus nombreuses doivent donc être recherchées dans tous les arrondissements pour des opérations municipales de quatre-vingts à cent logements. » Avec qui construire ? Le rapport préconise de multiplier les maîtres d'ouvrage. Il affirme : « La tentation est grande, sans doute, dans un souci d'efficacité et de rentabilité des investissements, de confier la totalité des programmes à un ou deux seuls maîtres d'ouvrage de la ville, et il semble que sur la première tranche de deux mille logements déjà programmés, cinq cents soient attribués à l'O.P.S.I.M.V.P. et les mille cinq cents autres à la S.A.G.I. ; cette décision, si elle était confirmée, aurait pour conséquence d'uniformiser les réalisations et de priver la municipalité d'une évaluation très souhaitable entre des organismes également compétents. » Comment construire ? « Un cahier des charges précis et complet, précise le rapport, devra être aux concepteurs ce qu'il faut faire et non comment il faut le faire, définir clairement les objectifs à atteindre et non les moyens de les atteindre (défaut habituel des maîtres d'ouvrage publics et semi-publics). Le programme architectural devra être susceptible de recevoir des réponses diversifiées. » Le rapport indique d'autre part : « à l'exception de l'échelle moyenne du tissu dans lequel les logements viendront s'insérer, qui doit être impérativement respectée, une certaine liberté de conception architecturale doit être laissée. »

Après avoir indiqué qu'on ne peut avoir de bonne architecture sans association et collaboration, l'architecte Alain Gillet a présenté les projets des stages de la programmation », le rapport affirme : « Il faut que cesse la confusion entretenue depuis vingt ans entre la conception et la réalisation, qui a abouti dans un premier temps à la dictature de la technique, des « chemins de fer », puis celle des bureaux, qui finissent par contrôler les entreprises, et a provoqué au gré des arbitrages un appauvrissement architectural généralisé... Il convient de dissocier les conceptions en deux phases successives et indépendantes, la première pour la conception architecturale et la seconde après le choix du projet, pour la mise en compétition des entreprises dans

Bretagne

LE CONSEIL RÉGIONAL POURRAIT PARTICIPER A LA RÉPARATION DES DÉGÂTS CAUSÉS PAR LES ATTENTATS

(De notre correspondant.)

Rapporté M. Claude Champaud, président du comité économique et social de Bretagne, a annoncé, le 5 septembre, lors de la séance d'ouverture de cette assemblée qu'il allait proposer que les établissements publics régionaux puissent désormais participer à la réparation des dégâts provoqués par des attentats dont les conséquences apparaissent très néfastes pour l'économie régionale. Tel est le cas, notamment, de celui qui a été commis le 12 juin dernier à Rennes contre un laboratoire du Centre commun d'études de télévision et de télécommunications (C.C.E.T.T.) et dont les dégâts sont estimés à 6 millions de francs. M. Champaud fera une proposition dans ce sens lors de la réunion plénière du conseil régional et du comité économique, le 12 septembre prochain à Vannes.

Autre sujet économique important pour cette réunion d'automne des assemblées régionales bretonnes qui examineront, par ailleurs, le projet de la charte culturelle de Bretagne : la « substitution » de la région à l'Etat, dans la garantie d'une subvention représentant 33 % du montant des investissements nécessaires à l'installation près de Rennes d'un nouveau centre de l'Institut de sélection animale.

La société Médiex, actionnaire minoritaire de l'Institut de sélection animale, a également demandé à l'établissement public régional de Bretagne de se prononcer lors de sa réunion de septembre, sur le principe d'une aide aux investissements qu'elle prévoit, à partir de 1980, pour la construction, près de Rennes, d'un laboratoire de production de vaccins destinés à l'aviculture.

YANN ENJEU.

A PROPOS DE...

Une recommandation des autorités helvétiques

Les Suisses contestent la ceinture

S'inclinant devant le pouvoir judiciaire, les autorités helvétiques ont fait savoir, lundi 5 septembre, aux polices cantonales, qu'elles n'avaient désormais plus à infliger d'amende aux automobilistes qui ne bouclaient pas leur ceinture de sécurité (voir « le Monde » daté 6 septembre). Rappelant que l'efficacité du port de la ceinture avait été « prouvée », le département fédéral de justice recommande cependant à tous les conducteurs et passagers de continuer à s'attacher « dans leur propre intérêt ».

Cette attitude sera abondamment commentée, notamment en France, où la polémique resurgit régulièrement entre partisans et adversaires de la ceinture de sécurité.

Le gouvernement helvétique attend maintenant de connaître les attitudes de l'arrêt rendu le samedi dernier par le tribunal fédéral de Lausanne avant de prendre d'éventuelles dispositions. Plus haute instance judiciaire du pays, le tribunal fédéral a, en effet, admis le pourvoi en nullité d'un automobiliste valaisien qui se refusait de porter la ceinture. Cette requête avait recueilli pas moins de quatre-vingt-seize mille signatures provenant surtout de Suisses romands et du Tessin où se manifeste la plus vive opposition. De récentes statistiques ont montré que si l'obligation de porter la ceinture était généralement bien observée en Suisse alémanique, elle l'était beaucoup moins dans les cantons latins où la police se montrait aussi moins sévère.

Si le débat n'est pas clos pour autant, les adversaires de la ceinture se félicitent aujourd'hui d'une décision — qui élève chaque conducteur au rang d'adulte responsable, lui laissant le choix des risques qu'il entend courir. —

Commentant cette décision, le président du tribunal fédéral, M. Harald Huber, a qualifié « d'illégal » l'ordonnance rendant obligatoire le port de la ceinture, car, a-t-il ajouté, « elle dépassait la compétence du gouvernement ». Le tribunal fédéral devra également se prononcer prochainement sur un autre recours visant à ce que l'obligation de boucler sa ceinture soit contrainte aux libertés constitutionnelles.

Deux possibilités s'offrent désormais au gouvernement helvétique : soit il donne satisfaction aux adversaires de l'obligation du port de la ceinture en abrogeant purement et simplement

JEAN-CLAUDE BUHRER.

BUDGET DIFFICILE POUR LA VILLE NOUVELLE DE SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES

Le Syndicat communal (supra-conseil municipal) qui groupe les communes de la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines s'est réuni, le lundi 5 septembre, afin de voter son budget. Les élus de la ville nouvelle (appartenant en majorité à l'Union de la gauche depuis les dernières élections municipales) ont accepté une augmentation des impôts de 10 % et ont demandé une subvention exceptionnelle aux pouvoirs publics afin de pouvoir boucler leur budget.

Cette décision fait suite à une longue polémique. Lors des deux précédentes lectures du budget au cours des mois de juin et de juillet, les élus de la ville nouvelle, qui refusaient alors toute augmentation de la pression fiscale, réclamaient une subvention de 24 millions de francs. « Le pouvoir a décidé, arguaient-ils, de la construction des villes nouvelles, déclaraient-ils, il doit prendre ses responsabilités. » Lors d'une réunion avec la préfecture et le groupe central des villes nouvelles, le 25 août, les élus avaient obtenu une subvention de 5 millions de francs et un emprunt de 1 700 000 F. Après la décision intervenue le 5 septembre, la balte est donc désormais dans le camp des pouvoirs publics.

Comment construire ? « Un cahier des charges précis et complet, précise le rapport, devra être aux concepteurs ce qu'il faut faire et non comment il faut le faire, définir clairement les objectifs à atteindre et non les moyens de les atteindre (défaut habituel des maîtres d'ouvrage publics et semi-publics). Le programme architectural devra être susceptible de recevoir des réponses diversifiées. » Le rapport indique d'autre part : « à l'exception de l'échelle moyenne du tissu dans lequel les logements viendront s'insérer, qui doit être impérativement respectée, une certaine liberté de conception architecturale doit être laissée. »

Après avoir indiqué qu'on ne peut avoir de bonne architecture sans association et collaboration, l'architecte Alain Gillet a présenté les projets des stages de la programmation », le rapport affirme : « Il faut que cesse la confusion entretenue depuis vingt ans entre la conception et la réalisation, qui a abouti dans un premier temps à la dictature de la technique, des « chemins de fer », puis celle des bureaux, qui finissent par contrôler les entreprises, et a provoqué au gré des arbitrages un appauvrissement architectural généralisé... Il convient de dissocier les conceptions en deux phases successives et indépendantes, la première pour la conception architecturale et la seconde après le choix du projet, pour la mise en compétition des entreprises dans

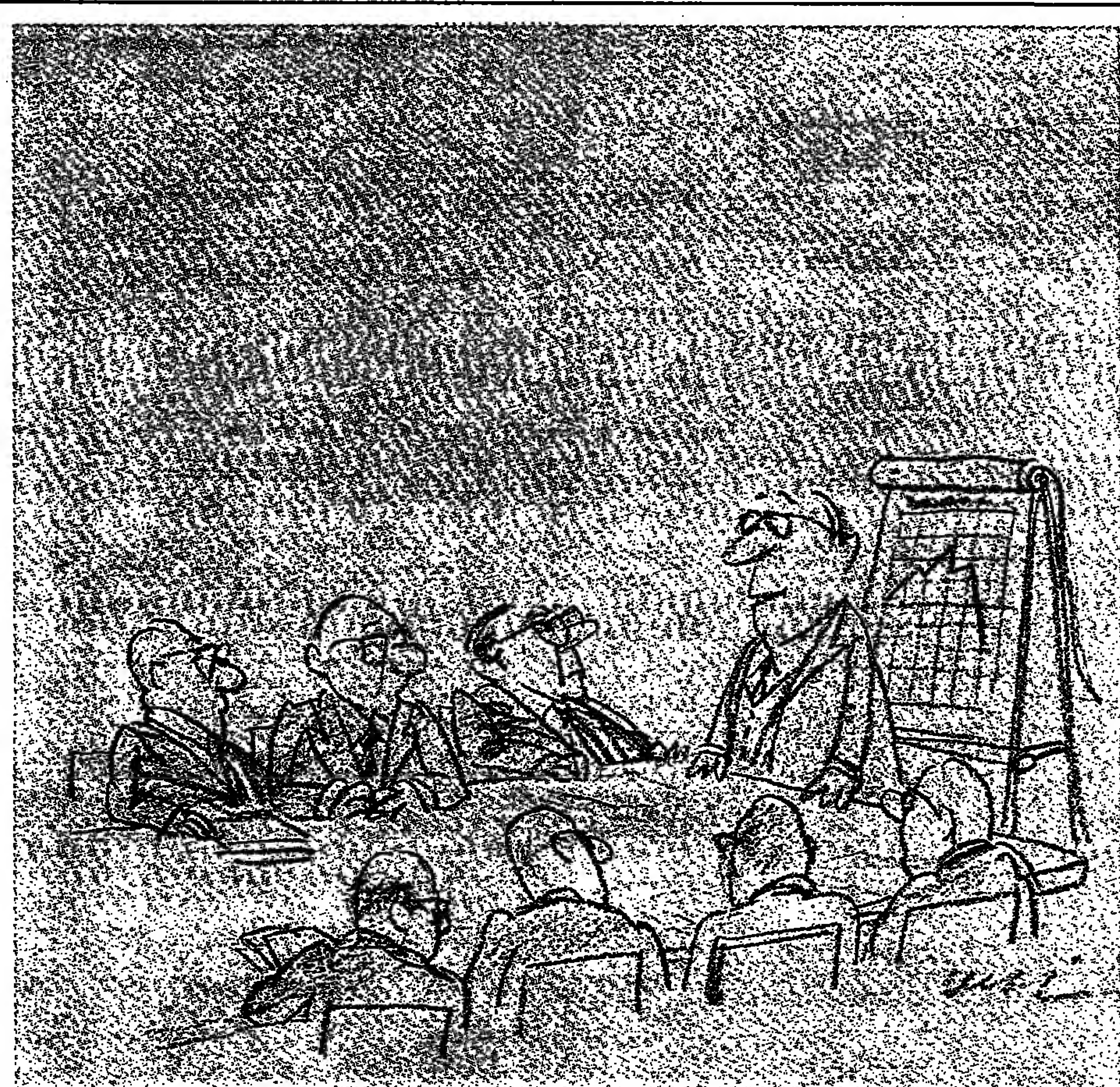
LE PALATIN

à MAINE-MONTPARNASSE
studios, 2, 3, 4 et 5 pièces

à quelques minutes de la gare, votre pied-à-terre pour la rentrée.

4/6 rue Fermat
Bureau de vente tous les jours
sur place de 14 h à 19 h 30.

766.13.14
39 rue de Courcelles, 75008 Paris.



« Ayant depuis quelque temps du mal à faire preuve de cet esprit de décision et de clarté qui me caractérise et d'ordinaire fait l'admiration de mes proches collaborateurs, j'ai été amené à la conclusion que j'avais besoin d'un peu de vacances. Aussi, après avoir longuement réfléchi, ai-je décidé d'aller au Maroc... Ou en Grèce... A moins que je n'aille en Espagne ou au Sénégal... Mais en tout cas au Club Méditerranée ».

Partez maintenant : le Club Méditerranée hors saison, c'est la meilleure saison.

Renseignements, réservations : 90, Champs-Élysées, Paris 8^e et Place de la Bourse, 75083 Paris Cedex 02, tél. : 266.52.52, ou Agence Havas de votre ville. 1000 Bruxelles, rue Ravenstein 38 et Genève, 28 Quai Général Guisan.

حکومت اسلامی

OFFRES D'EMPLOI		La ligne		La ligne T.C.	
DEMANDES D'EMPLOI		45,00	49,19		
IMMOBILIER		10,00	11,44		
AUTOMOBILES		30,00	34,32		
AGENDA		30,00	34,32		
PROP. COMM. CAPITAUX		80,00	91,62		

ANNONCES ENCADREES		La m/m col.		T.C.	
OFFRES D'EMPLOIS		24,00	27,45		
DEMANDES D'EMPLOIS		5,00	5,72		
IMMOBILIER		20,00	22,88		
AUTOMOBILES		20,00	22,88		
AGENDA		20,00	22,88		

ANNONCES CLASSEES

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

emplois internationaux

emplois internationaux

Schlumberger

INGENIEURS TERRAIN

Envoyer C.V. avec photo à :
S.T. SCHLUMBERGER
Département du Personnel
42, rue Saint Dominique
75007 PARIS
Tél. 555.91.23

Recherchons pour Etablissement
d'Enseignement Supérieur Algérien
Année scolaire 1977/78

**PLUSIEURS
PROFESSEURS PRINCIPAUX**
niveau Docteur d'Etat
ou Docteur Ingénieur

Expérience professionnelle : 5 ans minimum, dont au moins 2 ans d'enseignement technique supérieur.
Ago minimal : 32 ans.
Matières enseignées : Technologie - Maintenance - Physique - Chimie.
Logement assuré, conditions de travail et de rémunération attractives.
NATIONALITE FRANÇAISE EXIGEE.

Candidature manuscrite avec C.V. et photo
N° 107752 M.
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS qui transmettra.

**projet maritime
en Afrique du Nord**

Le Ralph M. Parsons Company, leader mondial dans l'étude et la construction de projets industriels, lance d'une valeur de plusieurs millions de dollars, l'assistance technique pour la construction d'un important projet maritime en Afrique du Nord.

Nous avons besoin d'urgence des personnes suivantes pour les intégrer à notre équipe de spécialistes :

UN INGENIEUR DE LABORATOIRE (CIVIL)

Son rôle consistera à concevoir et à superviser la construction de prototypes et de modèles, et sur la construction d'un bâtiment auxiliaire en béton armé.
Une expérience du préfabriqué, du B.A. et du béton en mer est essentielle.

UN PLONGEUR

Ayant acquis une expérience dans l'inspection des tétrapodes et des bris-mers.

UN COMPTABLE

Confirmé et ayant de préférence déjà travaillé sur un chantier.

Les candidats pour ces postes doivent être capables de s'exprimer en anglais et en français par écrit comme par oral. Les avantages comprennent des salaires payés en dollars, les allocations pour couples ainsi que les primes de niveau de vie et de déménagement.

Les candidats qui sont libres immédiatement doivent écrire à Collin Jones, Senior Personnel Officer, The Ralph M. Parsons Company, c/o Parsons House, Kew Bridge, Brentford, Middlesex, TW9 0EH, Grande-Bretagne.

RMP Ralph M. Parsons

**AFRIQUE FRANCOPHONE
COTE OUEST**

Groupe industriel important, recherche le
**FUTUR
directeur
de
raffinerie de pétrole**

(1 million de tonnes/an - Démarrage courant 78).

Ingénieur diplômé ayant au moins 10 à 15 ans d'expérience du raffinage (entretien et/ou fabrication), le candidat devra pouvoir rapidement prendre en charge l'ensemble des fonctions de direction. Il bénéficiera d'une assistance extérieure spécialisée.

La rémunération, fonction du niveau des candidats, est assortie d'avantages substantiels (villa équipée, soins médicaux gratuits, voiture, école, etc.).

Adresser lettre manuscrite, c.v. et photo sous référence 5064/M à AXIAL Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

**CONTROLEUR
DE
GESTION**

Abidjan

La Société a une activité d'importation et de distribution de matériel technique. Elle connaît une expansion rapide (CA quadruplé en 3 ans). Son effectif est de 300 personnes. Elle est organisée en départements autonomes.

Dépendant du Directeur Général, le Contrôleur de Gestion qu'elle recherche devra suivre en permanence la marche des départements, analyser leurs budgets, élaborer les plans d'investissements et assurer la tenue des tableaux de bord.

Formation économique supérieure. Expérience minimum de 5 ans dans la fonction. Connaissance de la gestion des stocks.

Anglais souhaités.

Rémunération intéressante. Logement. Voiture. Rémunération cadres et Assédic. Congés 2 mois/10 mois.

Adresser C.V. détaillé s/réf. 7991/M à : Paul-Joël QUINQUET, Recrutement de Cadres 39 Champs Elysées 75008 Paris.

Société d'Ingenieurs-Conseils
recherche pour séjour
en Pays Anglophone

INGENIEUR
expérimenté en travaux
et supervision

TERRASSEMENT
ainsi qu'en pose de canalisations

ASSAINISSEMENT
et petits ouvrages de génie civil.
Cet ingénieur diplômé, expérimenté, travaillant en anglais, aura de préférence une expérience des pays en voie de développement et sera libre sous peu. Les ingénieurs intéressés voudront bien adresser une lettre (indiquant C.V. et indiquer dernière rémunération annuelle) sous réf. 80106 à M. GREF, 21, boulevard, Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS

Recherche

INGENIEUR TECHNO-COMMERCIAL
CONNAISSANT MACHINES-OUTILS
pour contacts permanents avec centrales d'achat
Lieu de travail :
MOSCOU
Indispensable parler RUSSIE.

Adresser C.V. Régio-Press n° 71.605 M.
25 bis, rue Beaumartin, 75002 Paris qui transmettra.

Ecole de français privée pour
adultes en Angleterre cherche
SON DIRECTEUR
PÉDAGOGIQUE
et un PROFESSEUR rompus
aux méthodes audio-visuelles.
Sous le 31 octobre
M. GREF, 26-26-34 PARIS.

ZAIRE (KINSHASA)
ETABLISSEMENT PUBLIC
recherche
POUR TACHES FORMATION
**UN SPECIALISTE
RADIO - FREQUENCE**
NIVEAU ELECTRONIQUE.

Adresser lettre manuscrite et C.V. à
I.N.A., av. de l'Europe, place 101,
92000 BRY-SUR-MARNE.

**ANNONCES CLASSEES
TELEPHONEES
296-15-01**

offres premier emploi offres premier emploi

GEVELOT S.A.

1, place Jules-Gévelot, 92130 Issy-les-Moulineaux
recherche d'urgence, pour premier emploi

2 Jeunes INGENIEURS
(Diplômés ENSAM ou équivalent)

Intéressés par la déformation à froid des métaux, attachés au Chef de fabrication, les candidats ayant à s'occuper directement des fabrications qui leur seront confiées, doivent avoir le goût des responsabilités, de la gestion, et avoir un sens aigu d'organisateur.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions à l'adresse ci-dessus à l'attention du Chef du Personnel. Réponse assurée.

TRINDEL

3700 personnes

Société spécialisée dans les installations électriques recherche pour 1^{er} emploi
et dans le cadre du développement
département « Informatique Industrielle »

**PLUSIEURS
ANALYSTES PROGRAMMEURS**

— diplômés des I.U.T. ;
— déplacements ponctuels en France ;
— lieu de travail : Saint-Ouen 93400.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V., photo récente obligatoire, prétentions, sous référence A 16 à :
Sté TRINDEL, DP/PS, 44, r. de Lisbonne, 75008 Paris

SOCIÉTÉ DE LEASING DE BIENS D'EQUIPEMENT
souhaitant compléter son équipe
offre un premier emploi à un

**RESPONSABLE DE
L'ADMINISTRATION COMMERCIALE**

Son rôle consistera à :
• Contribuer aux études de risque ;
• Mettre en place les contrats de location ;
• Assurer la permanence commerciale interne ;
• Assurer la coordination entre les fonctions commerciales et administratives.

Le candidat retenu devra posséder :
• Des qualités de méthode et de précision ;
• Il aura le goût des contacts.

Une formation du type Arts et Métiers serait appréciée.

Ce poste, à créer, permettra d'évoluer vers une fonction commerciale active au sein d'une équipe jeune et dynamique (moyenne d'âge : 31 ans).

Envoyer avec C.V. photo et prétentions à :
CONCORDE FINANCE, 44, rue Pasquier, PARIS-8.

CENTRAL INFORMATIQUE

Société de services orientée gros systèmes IBM (370/158 en télé-traitement) partageant entre tous ses collaborateurs les profits de sa gestion recherche pour le 1^{er} Novembre 1977 plusieurs jeunes

**INGENIEURS et
UNIVERSITAIRES**
DEBUTANTS Premier Emploi

Pour s'intégrer à ses équipes travaillant sur des applications de techniques avancées.

• Les postes à pourvoir impliquant des contacts très fréquents avec les clients ;
• Les 6 premiers mois seront consacrés à la formation à l'informatique ;
• Les perspectives de carrière sont très ouvertes.

Envoyer lettre de candidature avec CV résumé, photo et prétentions sous référence CI 977 à :
CENTRAL INFORMATIQUE
A l'attention de Mlle Ruzé - 82 Bd Victor Hugo
F-92-124-32205 NEUILLY

offres premier emploi

**Le Monde met à la disposition de ses
lecteurs cette nouvelle rubrique dans les pages
d'annonces classées :**

« OFFRES PREMIER EMPLOI »

Cette rubrique regroupe les propositions
uniquement destinées aux jeunes à la recherche
d'un premier emploi.

HUNT

**SALES MANAGER
PHOTOPOLYMER PRODUCTS
EUROPEAN OPERATIONS**

Hunt, a leading manufacturer of products for the Electronic Industry, is rapidly expanding its International Sales Division.

We are seeking a technically qualified, sales-oriented individual with experience in the Semi-Conductor or Photo-imaging Industry.

The man will have to supervise the introduction and sales of our Positive and Negative resists to the semi-conductor and integrated circuits manufacturing industry.

He will work out of our International Headquarters in Sint-Niklaas, Belgium.

Branch and Sales offices are situated in the United Kingdom, France and Germany.

If you are willing to take part in the growth of a very successful company, travel extensively throughout Europe, sell a quality product to one of the most fascinating industries, please submit your C.V., with photo, language capacities and salary required, in strict confidence to the

General Sales Manager, Europe, Hunt Chemical N.V.,
Europark Noord 21-22, 2700 Sint-Niklaas, Belgium.

GENERAL CONTRACTOR

Très importante société ayant son siège à BRUXELLES et développant ses activités sur le marché mondial, recherche

INGENIEUR GRANDE ECOLE
pour prendre en charge, au siège à BRUXELLES, l'animation de l'équipe
Planification et la responsabilité de la

GESTION DES DELAIS

de tous les projets en cours.

Le poste sera confié à :
• Un Ingénieur confirmé de 25 ans minimum,
• Parfaitement bilingue Français-Anglais,
• Justifiant d'une réelle expérience de la gestion de Projets Industriels et de la direction ou coordination de chantiers de Génie Civil et montage d'unités industrielles.

La connaissance de l'Espagnol serait un atout supplémentaire.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 383 J.C. à notre Conseil
Association Lyonnaise d'Ingénieurs-Conseils
Route de Champagne, 69130 ECULLY (FRANCE)

algeoe

ANNON

emplois régionaux emplois régionaux

**DIRECTEUR
D'USINE**

**BATIMENT
PARTICULIER**

**JEUNE INGENIEUR
TECHNICO-COMMERCIAL**

**CONSEILLER EN
BUDGET ET FISCAL**

**SC collection pour
1 an de travail de 1977**

**SPRITUEUX
QUE PRESTIGIEUSE
DIALEMENT CONNUE**

**CELESTIN
EXPORTATION
BOIS - CANADA**

**Recherche
Sous-Dir.**

Un poste à

RESEA

ASSEES

no Nord

396 15-01

GENERAL CONTRACTOR

DE ECOLE

هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	48,19
IMMOBILIER	10,00	11,44
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,82

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOI	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

DIRECTEUR D'USINE

REGION ABBEVILLE LE TREPORT

est recherché pour une société industrielle française pour prendre la direction et assurer le développement de son unité de production spécialisée comprenant 500 personnes.

Ce poste convient à un ingénieur diplômé, de forte personnalité, dynamique et enthousiaste, très compétent dans les techniques et les moyens à mettre en œuvre en mécanique et en soudure.

Il faut impérativement avoir déjà fait preuve de réussite en tant que Directeur d'usine, notamment en matière de gestion de la production, au sens prévisionnel et au quotidien.

Il doit être un chef et un animateur d'hommes.

REMUNERATION ELEVÉE + LOGEMENT ET VOITURE.

Les personnes intéressées envoient leur curriculum vitae, photo (recto-verso) et rémunération, sous pli fermé, à : **CLP**, 3, av. Pasteur, 75008 Paris.

Cab. juridique et fiscal
Franche-Comté recherche
Maître en droit privé
avec ou sans expérience
Ecrire : HAVAS, Besançon
N° 10

LES VILLAGES D'ENFANTS
S.O.S. recherche pour
MARLY-LE-VALENCIENNES
(Nord)
DIRECTEUR DE VILLAGE
Marié, père de famille,
min. 22 ans, 5 ans formation et
études en matière d'éducation.
Ce poste peut convenir à tout
candidat ayant eu des responsab.
éducatives : maison d'enfants,
enseignement, travailleur social.
Scr. av. C.V., manusc., photo et
références à :
VILLAGES D'ENFANTS S.O.S.
DE FRANCE
42, rue de Rome, 75008 PARIS.

INGENIEUR
(A.M., E.N.S.I., ...)
Connaissant génie civil et
hydraulique pour participer à la
maintenance d'un vaste
complexe hydraulique.
Assurera également l'encadrement
du personnel ouvrier et
technicien. Expérience 5 ans
demandée.
Adresser lettre man., C.V.,
photo (ret.) et rémunération
Scr. n° 7463 "Le Monde" + Pub.
5, r. des Italiens, 75427 Paris 19^e.

ingénieurs des ventes

Filiale française d'un groupe américain constructeur de mini-ordinateurs, nous désirons agrandir notre équipe d'ingénieurs des ventes.

en lui adjoignant des hommes aussi énergiques et responsables que ceux qui la composent déjà.

Leur mission sera d'étudier les problèmes de gestion des entreprises, de leur permettre de concevoir une solution informatique qui décentralisera et fera circuler l'information, de choisir et de vendre les matériels adaptés, puis de suivre l'évolution de leurs besoins informatiques.

- Si vous êtes doté d'une solide expérience de la vente de matériel informatique,
- Si vous parlez bien l'anglais,
- Si votre réussite professionnelle vous tient réellement à cœur,

nous vous proposons de commercialiser nos systèmes informatiques de gestion, soit à Lyon soit à Marseille.

Adresser votre CV sous référence I.V. à l'attention de Madame Chassin, 3 rue du Lac 69003 Lyon, qui transmettra confidentiellement. Il sera répondu à tous les candidats.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE (Secteur CONTRÔLE/SECURITE)

recherche pour faire face à son développement son

chef du service "pollution-nuisances"

qui aura pour mission de développer une activité de service dans le domaine de la POLLUTION (air-eau) et des NUISANCES, en dirigeant une équipe de 4 à 5 techniciens spécialisés de ces problèmes.

INGENIEUR, de formation Chimie, Génie Chimique ou équivalent, il aura 35 ans minimum, une expérience de recherche et d'études dans le domaine de la pollution et un intérêt certain pour une activité de service dans le domaine COMMERCIAL.

Le poste est à pourvoir dans une grande ville du Centre-Ouest.

Adresser votre CV, détaille, s/réf. 3673 (+ photocopies et photo) qui sera étudiée confidentiellement par M. BORDES.

GAMMA SELECTION
6, place de la République
75009 PARIS

emplois internationaux

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE IMPLANTÉE EN TUNISIE

recherche

CONSEILLER (E) JURIDIQUE ET FISCAL

Rattaché (e) au Directeur Administratif et Financier

Une préférence sera donnée à une candidate de NATIONALITÉ TUNISIENNE âgée de 25 ans minimum et diplômée de l'enseignement supérieur.

Ce poste peut être le point de départ d'un développement de carrière intéressant.

Très bonne rémunération — Nbr avantages sociaux

Adresser C.V. et prétentions à n° 25.617 Contesse Publ., 20, av. Opéra, Paris 1^{er} qui transmet.

BATIMENT EN PARTICULIER MAISONS INDIVIDUELLES

GROUPE LEADER DANS SA SPECIALITE (MATIERES DE CONSTRUCTION)
6.000 PERSONNES - C.A. 900 MF / AN
OFFRE OPPORTUNITÉ A

JEUNE INGENIEUR TECHNIQUE-COMMERCIAL

Dépendant du Directeur Commercial FRANCE-NORD, il sera chargé de : animation et contrôle d'activités des Ingénieurs T.C. en Agences (PARIS, NORD et DIJON), prescription et promotion auprès des Administrations nationales (SNCF, HLM, ...) et grandes entreprises, formation technique de la force de vente, suivi des plans d'actions Marketing.

RÉSIDENT PRES DU SIEGE (59 VALENCIENNES)

NECESSAIRE

- INGENIEUR diplômé E.T.M., A.M., connaissant les techniques de la CONSTRUCTION
- EXPERIENCE commerciale du marché de la MAISON INDIVIDUELLE.

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite, CV détaillé, rémunération et photo s/réf 3668 à

ETABLISSEMENT CONSULAIRE REGION NORD - PAS DE CALAIS

recherche

2 assistants en gestion industrielle

pour compléter l'équipe actuellement en place

ils auront pour mission :

- L'étude et le diagnostic d'entreprise
- La mise en œuvre de la politique de promotion industrielle
- La participation à l'animation d'actions collectives et la mise en œuvre de la politique de promotion industrielle.

Ces postes peuvent convenir à candidats de 28 ans minimum, ayant :

- Une formation supérieure : ESCA, Sciences Economiques ou Ecole d'Ingénieur - IAE
- Quelques années d'expérience industrielle de préférence en PMI
- De l'esprit d'initiative
- Un excellent contact humain
- Des qualités de méthodes
- La capacité de s'intégrer rapidement dans l'équipe en place.

Rémunération de début, 70.000 F -/an selon compétences.

Adresser lettre manuscrite, CV et photo avec prétentions s/réf 631

CEPAGI
89 avenue Kleber
75184 Paris Cedex 15

ENTREPRISE METALLURGIQUE

titulaire dans les Vosges
900 personnes - 80 cadres

recherche

RESPONSABLE DES RELATIONS HUMAINES

Rattaché au Directeur des Relations Sociales, il sera en particulier chargé de :

- mettre en place la politique de formation,
- promouvoir l'information,
- animer des groupes de travail.

• assurer toute action visant à développer les ressources humaines de l'entreprise et à obtenir la meilleure adaptation possible de l'organisation industrielle aux aspirations des hommes.

Ce poste conviendrait à un JEUNE CANDIDAT diplômé en sciences humaines (niveau licence minimum) ayant une première expérience dans la fonction personnelle.

Env. C.V., photo et prêt à Publiété Moderne Nancy, s/n° 18 PP 276, B.P. 1580, 54027 Nancy, q. tr.

SPIRITUEUX MARQUE PRESTIGIEUSE MONDIALEMENT CONNUE

réalisant les 2/3 de son C.A. à l'EXPORTATION (100 MF/AN) renforce sa structure EXPORT et recrute un

DELEGUE EXPORTATION EUROPE + CANADA

chargé des relations régulières et de + en + profondes avec les Agents et distributeurs locaux : actions d'ANIMATION, d'INCITATION A LA VENTE, d'information.

INDISPENSABLE

- ANGLAIS : lus, écrits et parlés
- ESPAGNOL
- EXPERIENCE EXPORTATION "sur le terrain" : 4/5 ans minimum dans plusieurs pays d'EUROPE, en vins fins et spiritueux de préf. ou, en tous cas, en produits de consommation, de préférence de haut standing.
- JEUNES. Disponibles pour voyages 6 à 7 mois par an, par absences de PARIS de 1 à 4 semaines.

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite, CV détaillé, rémunération et photo (ret.) s/réf. 3661 à

sélection conseil

6, PLACE DU MARÉCHAL JUIN, 75017 PARIS

1) ASSISTANT DE GESTION

25 ans minimum, formation supérieure (E.S.C., E.N.I. ou équivalente), notions d'informatique apprises. Rémunération de base : 50 000

2) ADJOINT A LA DIRECTION GÉNÉRALE

35 ans minimum, formation supérieure (gestion et supervision comptable notamment). Rémunération de base : 100 000 +.

Adresser C.V. manuscrit à n° 7490, "LE MONDE" + Publiété, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS 19^e.

CENTRE D'ETUDES SUPERIEURES

spécialisé dans la formation en France et à l'étranger pour l'établissement nord et Artois

UN INGENIEUR OU CADRE

FUNCTION : promouvoir et animer des cycles de formation destinés à des cadres.

PROFIL : 30 ans minimum, formation supérieure. Responsabilités antérieures : organisation, production ou commercial.

Adresser C.V., photo, prétentions au CESS, rue Diderot, B.P. 149 - 62002 ARRAS

sélection conseil

6, PLACE DU MARÉCHAL JUIN, 75017 PARIS

IMPORTANTE SIE PARIS
recherche pour
Séjour au Moyen-Orient
Ingénieur Technicien confirme dans le domaine de la

INGENIEUR
de formation de base technique, le candidat aura une bonne expérience de la commande des pièces et de la commande des matériels est nécessaire ainsi que la pratique courante de l'anglais (termes tech.). Les cand. intéressés par ce poste, qui est à pourvoir rapidement, sont invités à scr. en joignant C.V. + mention de leur dern. rémun. annuelle sous réf. 893/103 à : **L.T.P.**, 31, boul. Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS, qui transmet.

INGENIEUR ROUTIER - MECANICIEN
ayant une expérience confirmée de l'entretien des véhicules et de la maintenance des machines et outillage de Travaux Publics et être à l'aise avec les responsabilités de chef d'équipe et de gestionnaire sur mise en œuvre. Veuillez prendre un premier contact en écrivant à : **CEGOS**, 10, rue de la République, 75001 PARIS, qui transmet.

TECHNICIEN de maintenance télévision
Connaissant des magnétoscopes : adressez C.V. et prétentions à : **CEGOS**, 10, rue de la République, 75001 PARIS, qui transmet.

Relations Sociales

Importante société (C.A. 1 milliard de F, 2.400 personnes), implantée en Alsace, recherche pour sa Direction des Relations Humaines et Sociales un Diplôme d'Etudes Supérieures ayant au moins 5 ans d'expérience de la Fonction Personnel dans une usine importante.

Il sera chargé d'assister le Directeur des Relations Humaines et Sociales dans l'élaboration de la Politique Sociale et dans les relations avec les Organisations Syndicales et les Représentants du Personnel. Il veillera à l'application de la politique définie et assurera, à cet égard, la coordination entre les différents établissements.

La préférence ira à un candidat d'origine alsacienne ou ayant au moins vécu et travaillé quelques années dans cette région, et connaissant bien l'allemand.

Poste à pourvoir à Strasbourg.

Adresser votre candidature avec C.V. détaillé, sous référence 35833 M à Havas Contact, 156, bd Haussmann - 75008 Paris.

Filiale Française Laboratoire Pharmaceutique International

recherche

DELEGUES MEDICAUX

pour les secteurs suivants : Nord (partie Sud) / Seine Maritime / Doubs / Jura / Belfort - Haute Saône / Saône et Loire - Côte d'Or - Nièvre / Bouches du Rhône / Pas de Calais.

Nous demandons : Domicile sur secteur - voiture personnelle - formation niveau Bac scientifique - goût des déplacements.

Nous offrons : formation permanente - salaire évolutif - primes suivant résultats et efforts - possibilités de carrière active et passionnante - stage de formation rémunéré non sélectif débutant le 3 octobre.

Envoyer d'urgence C.V. et photo sous N° 4590 à **PARFRANCE P.A.**, 4, rue Robert Estienne 75008 Paris qui transmettra

Le Monde INFORMATION-EMPLOI

Afin d'aider nos lecteurs à la recherche d'un emploi, nous publions à nouveau quelques informations pratiques. Elles doivent être, bien entendu, adaptées par chacun à sa situation particulière.

CURRICULUM VITAE N° 2

La présentation de votre identité doit être simple : nom, prénom, âge, date et lieu de naissance, situation de famille, adresse.

Le téléphone personnel est une indication utile ; votre correspondant désira peut-être vous joindre rapidement.

Pour la formation, vous indiquerez vos diplômes, la date de leur obtention, le nom de l'établissement et la nature de la formation (option, spécialisation), et, bien entendu, les séminaires suivis ou cours de la vie professionnelle.

Si vous avez une bonne connaissance des langues étrangères, vous mentionnez si elles sont écrites et parlées en précisant le niveau.

En ce qui concerne l'expérience professionnelle, vous indiquerez le sigle (s'il est connu) et le nom des entreprises dans lesquelles vous avez travaillé, les dates d'entrée et de départ, le titre des postes occupés en mentionnant les principales tâches et responsabilités.

Afin de préciser l'étendue de vos responsabilités, vous indiquerez votre rattachement hiérarchique, vos relations fonctionnelles, les relations extérieures à l'entreprise (banque, organisme public, etc.).

Vous pouvez citer également l'importance des effectifs supervisés, les moyens utilisés (budget, équipement, etc.), la progression des ventes, le montant des achats, ainsi que toute information sur l'importance du poste et éventuellement de l'entreprise.

Vous mettez en valeur les aspects de votre formation et de votre expérience qui sont en rapport avec la situation que vous recherchez.

Un Jeune Juriste

60 - 65.000 Fr.

Il sera appelé à participer à l'étude, la mise en forme et la négociation de contrats importants et à réaliser des études approfondies sur certains points de droit français.

Ce poste comporte des missions de courtes durées, en France et à l'étranger, sera corrélat à un jeune licencié en droit privé (D.E.A. - D.E.S.S.) comportant si possible une option de droit international privé) justifiant déjà de bonnes bases en anglais et, si possible, des connaissances en espagnol. Il sera totalement libéré de ses obligations militaires.

Cette fonction intéressante par la diversité des affaires à traiter et les pays concernés implique des qualités de précision pour l'étude des dossiers, une bonne aptitude à rédiger notes et contrats et offre une grande autonomie d'action et des perspectives intéressantes.

CEGOS

Adresser lettre man. + CV détaillé à Fr. ROUSSEAU sous réf. 8904/M - Sélé-CEGOS - 33, quai Gallieni 93152 SURESNES qui s'engage à répondre et garantir une totale discrétion.

Important Constructeur Français d'installations pour le FROID INDUSTRIEL

souhaitant son expansion recherche pour son siège de STRASBOURG

UN INGENIEUR DE RECHERCHE

E.C.P., A.M., E.N.S.I. ou sim., 3 à 5 ans d'expérience. Anglais ou Allemand couramment parlé

MISSION : Réalisations d'installations frigorifiques industrielles chez nos clients : industries alimentaires, chimiques, pharmaceutiques, etc. au point de vue technique, gestion générale d'affaires, suivi de fabrication, montage et mise en route, réception.

Une expérience du FROID Industriel ou du génie chimique, pétrochimique, alimentaire, de la climatisation, des connaissances de mécanique des fluides et de thermodynamique sont souhaitées. Déplacements : environ 25 % du temps de travail

Apr. C.V. détaillé à : **S.E.T.E.C.**, Conseil Ingénierement, 67001 STRASBOURG CEDEX sous la réf. 642 bis

INGENIEUR

de formation de base technique, le candidat aura une bonne expérience de la commande des pièces et de la commande des matériels est nécessaire ainsi que la pratique courante de l'anglais (termes tech.). Les cand. intéressés par ce poste, qui est à pourvoir rapidement, sont invités à scr. en joignant C.V. + mention de leur dern. rémun. annuelle sous réf. 893/103 à : **L.T.P.**, 31, boul. Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS, qui transmet.

INGENIEUR ROUTIER - MECANICIEN
ayant une expérience confirmée de l'entretien des véhicules et de la maintenance des machines et outillage de Travaux Publics et être à l'aise avec les responsabilités de chef d'équipe et de gestionnaire sur mise en œuvre. Veuillez prendre un premier contact en écrivant à : **CEGOS**, 10, rue de la République, 75001 PARIS, qui transmet.

TECHNICIEN de maintenance télévision
Connaissant des magnétoscopes : adressez C.V. et prétentions à : **CEGOS**, 10, rue de la République, 75001 PARIS, qui transmet.

ANNONCES CLASSES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,62

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,4
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,7
IMMOBILIER	20,00	22,8
AUTOMOBILES	20,00	22,8
AGENDA	20,00	22,8

REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

LYON
Entreprise industrielle
et de distribution
 450 personnes - C.A. 180 M. dont 30 M.
 à l'exportation, recherche son

DIRECTEUR
FINANCIER

Dépendant directement du P.D.G., il sera le véritable patron des services comptables : comptabilité générale, clients, fournisseurs (effectif 30 personnes) et aura la responsabilité :

- de l'administration managériale
- des prévisions de la gestion de trésorerie
- des problèmes de financement; investissements et exportation
- de l'orientation de la politique financière de la Société.

Le candidat doit :

- être âgé de 35 ans minimum,
- posséder une formation supérieure (type Grande Ecole de Commerce C.R.A., I.C.G. ou équivalent)
- avoir exercé une fonction comptable (P.C.G.)
- justifier d'une expérience très concrète nous aidant à des postes de responsabilités en comptabilité et finances.

Cette formation avec l'utilisation de l'informatique

Merci d'adresser votre candidature au Indiquant ci-dessous à l'adresse actuelle, sous référence 932 J.A. à notre Conseil

GRANDE MARQUE NATIONALE
APPAREILS ÉLECTROMÉNAGER
recherche
DIRECTEURS RÉGIONAUX

Cette fonction importante d'encadrement implique :

- une expérience commerciale confirmée ;
- une formation supérieure ;
- une connaissance pratique des circuits de distribution ;
- le goût du déplacement et du contact ;
- un esprit d'organisation poussé ;
- une faculté d'animation indispensable.

Rémunération annuelle 100 000 F.

Adresser votre candidature manuscrite avec C.V.,
photo et n° de téléphone à
BAZAINE PUBLICITE, Service BR
3, avenue de Madrid, 92523 Neuilly-sur-Seine.
qui transmettra.

**JEUNE CADRE
PERSONNEL
et
RELATIONS
HUMAINES**

Une très importante entreprise industrielle de l'EST de la FRANCE, spécialisée en MÉCANIQUE, recrute un CADRE à qui sera confié le service ETUDES : suivi de la législation, analyses comparatives, élaboration et traitement de statistiques, etc., en vue de la constitution d'un filon social.

Cette fonction, dans une entreprise en expansion, offre de réelles possibilités d'évolution.

Adressez C.V. détaillée-photo, notes réf. 2847 à notre conseil qui vous enverra précieusement sa réaction.

40, rue du Tivoli
67000 STRASBOURG

Société Filiale de Compagnie Internationale
responsable de production et de marketing
de PRODUITS PHYTOSANITAIRES en France

offre

POSTE DE DIRECTEUR

pour assumer fonctions de Direction de haut niveau

Le candidat devra :

- avoir de l'expérience dans différents domaines, entre autres
 - Marketing.
 - Production.
 - Développement de produits, etc.
- connaître le management.
- parler et écrire en langue anglaise,
- avoir un esprit d'équipe.

Ecrire avec C.V. sous référence
n° 7494 « le Monde » Publicité,
5, rue des Italiens, 75437 PARIS-8^e.

UN INGÉNIEUR D'AFFAIRES

Le candidat devra :

- Être débutant ou avoir 1 ou 2 années d'exp.
- Avoir le goût de la prospection et de la vente à l'étranger.
- Être parfaitement bilingue anglais/espagnol ou anglais/allemand.
- Être disponible pour faire des voyages intensifs.
- Après une période de formation, négocier des affaires à haut niveau.
- Choisir comme lieu de résidence la région d'Amiens.

Le dossier devra comporter une demande avec curriculum vitae détaillé et prétentions, une photo récente et, si possible, un numéro de téléphone.

Adr. vos candidatures sous le numéro T 77707 M. à REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, qui transm.

USINE

(moins de 200 personnes)
Région ALSACE
recherche
HOMME environ 30 ans
niveau BTS
connaissances comptabilité analytique souhaitées
capable assurer la programmation et le suivi de
l'ACTIVITE INDUSTRIELLE
Expérience pratique nécessaire
Adresser curriculum vitae et prétentions à
HAYAS CONT. 356, 15 avenue Haussmann
75006 PARIS, sous le n° 174

SOCIETE REGION LE MANS
recherche
INGENIEUR MECANICIEN

**pour responsabilité d'un service d'études
et industrialisation de nouveaux produits
(petite mécanique).**
**5 ans d'expérience minimum,
anglais lu-indispensable.**

Envoyer C.V., photo et prêt. à No 25.048
CONTESSÉ Publicité 20, Avenue Opéra -
75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
recherche
pour renforcer son Département
d'Études Electroniques
JEUNES INGÉNIEURS

Grande Ecole, E.S.E., Ecole Supérieure
de Télécommunications...

Postes en province.

Adresser curricula vitae et prétentions au Service N.
BAZAINE PUBLICTE, 3, avenue de Madrid.
95323 Neuilly-sur-Seine, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ GRENOBLE
recherche
UN INGÉNIEUR.

pour assumer un poste de responsabilité au service d'interventions extérieures de son Département FORAGE.

Cet ingénieur devra assurer, dans le cadre, d'objectifs définis :

- les contacts avec la clientèle, et l'obtention des contrats ;
- la coordination des interventions extérieures.

Il doit posséder l'expérience des chantiers de forage pétrolier, posséder une formation de « mécanicien » et maîtriser la langue anglaise qui doit être lue, écrite et parlée.

Résidant à Grenoble, il doit envisager de fréquents déplacements ou séjours de longue durée à l'étranger.

Adresse C.V. compl. photo et présent. n° 21131
CONFESSEUR Pub. 23, rue de la "1^{re}" mar., 100

Le Monde

INFORMATION-PROFESSIONS

Chaque semaine, "Le Monde information-professions" dresse le tableau récapitulatif des offres d'emploi encadrées parues dans "Le Monde". Outre ceux qui, sans emploi, recherchent une situation, ce service est aussi destiné aux étudiants qui veulent connaître les débouchés de leur cursus.

Nos synthèses leur permettent en effet de se situer, d'évaluer l'importance de l'offre dans leur branche, dans leur spécialité, l'évolution des qualifications. Analyser, une fois par semaine, et d'un seul coup d'œil, l'ensemble des annonces parues dans "Le Monde", c'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

bon de commande à découper
Le Monde INFORMATION-PROFESSIONS

Je désire m'abonner à la synthèse hebdomadaire de la ou des fonctions suivantes :

Y) Mettez une croix dans les cases correspondant aux fonctions retenues :

<input type="checkbox"/> Direction générale, fonctions	<input type="checkbox"/> Personnel relations
<input type="checkbox"/> Marketing	<input type="checkbox"/> Relations publiques
<input type="checkbox"/> Marketing relations publiques	<input type="checkbox"/> Direction commerciale vente
<input type="checkbox"/> Informatique	<input type="checkbox"/> Ingénieurs commerciaux et
<input type="checkbox"/> Production, entretien,	<input type="checkbox"/> technico-commerciaux
<input type="checkbox"/> Ingénierie	<input type="checkbox"/> Banques d'images
<input type="checkbox"/> Etudes organisation et recherche	<input type="checkbox"/> Professions médicales et paramédicales
<input type="checkbox"/> Direction financière et	<input type="checkbox"/> Secrétariat de direction, traductions,
<input type="checkbox"/> administrative	<input type="checkbox"/> Documentation
<input type="checkbox"/> Compatibilité	<input type="checkbox"/> Cadres délégués

TARIF DES ABONNEMENTS (en Francs)

Nombre de fonctions	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
13 semaines	39	72	112	145	177	206	234	259	283	304	324	339	355	369	386

26 semaines	68	134	195	254	308	361	406	453	494	532	568	604	622	642	671
----------------	----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----

52 semaines	115	230	345	430	530	615	700	777	847	912	971	1018	1064	1106	1144
----------------	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	------	------	------	------

Le tarif de l'abonnement est la correspondance entre le nombre de fonctions et

INFORMATION-PROFESSIONS est adressé sous pli fermé soit au domicile soit au siège de la Société de l'abonné.
(Le premier envoi sera assuré dès la semaine suivant celle de la réception de la demande.)

Pour tous renseignements complémentaires, téléphoner au 874.72.05, ou écrire
"LE MONDE" INFORMATION-PROFESSIONS - 5, rue des Italiens, 75009 PARIS

NOM : _____ ou SOCIÉTÉ : _____
 ADRESSE : _____

Joindre le règlement par chèque bancaire à l'ordre du "Monde" ou chèque postal (CCP 4207-2 Paris) - ÉTRANGER envoi aérien : + 1 F par fonction et par copie.

GROUPE INDUSTRIEL DU NORD
à vocation nationale
recrute
3 JEUNES INGÉNIEURS

Destinée, après formation dans les filiales industrielles du Groupe, à prendre des fonctions polyvalentes pouvant préparer à des postes de responsabilité importants, notamment dans les directions techniques et des missions de développement à l'étranger.

Pendant ce temps de formation, les candidats pourraient être amenés à participer à des actions de réorganisations diverses (voir à tes prendre en compte) ainsi que techniques d'administratives et gestionnaires.

Age minimum 25 ans ; larges aptitudes à travailler en équipe ; solide armoire et goût des responsabilités.

Connaissances approfondies et expérience souhaitées dans les domaines de la mécanique de rotation, de la chimie, du papier...

Le Groupe est également intéressé par des candidatures de jeunes ingénieurs diplômés débutants ayant les mêmes aptitudes potentielles et les mêmes finalités que celles des candidats ci-dessus.

Adresser C.V. détaillé à M. J. KENEVAT,
11, square Jasmin, 75016 PARIS
chargé du recrutement

IMPORTANTE
SOCIÉTÉ ALIMENTAIRE
Grande ville universitaire
300 km sud est Paris
LEADER SUR SES MARCHÉS
recherche pour son département marketing

CHEF DE PRODUITS

Sous la responsabilité du Chef de group
Marketing, il se verra confier une importante
gamme de produits existants.

Pour réussir, le candidat devra dispos
d'une solide formation (ESSEC - ESC o
équivalent) et avoir 2 à 5 ans d'expérien
dans une fonction analogue.

Adresser candidature manuscrite, C.V.,
photo en précisant fourchette de rému
nération espérée, sous réf. 3742 à Pierre
Léclau S.A., 10, rue de Louvois 75063
Paris cedex 02 qui transmettra.

Discretion totale - Réponse rapide

GROUPE INDUSTRIEL DU NORD
à vocation nationale
recrute
3 JEUNES INGÉNIEURS

Destinée, après formation dans les filiales industrielles du Groupe, à prendre des fonctions polyvalentes pouvant préparer à des postes de responsabilité importants, notamment dans les directions techniques et des missions de développement à l'étranger.

Pendant ce temps de formation, les candidats pourraient être amenés à participer à des actions de réorganisations diverses (voir à tes prendre en compte) ainsi que techniques d'administratives et gestionnaires.

Age minimum 25 ans ; larges aptitudes à travailler en équipe ; solide armoire et goût des responsabilités.

Connaissances approfondies et expérience suffisante dans les domaines de la mécanique de rotation, de la chimie, du papier...

Le Groupe est également intéressé par des candidatures de jeunes ingénieurs diplômés débutants ayant les mêmes aptitudes potentielles et les mêmes finalités que celles des candidats ci-dessus.

Adresser C.V. détaillé à M. J. KENEVAT,
11, square Jasmin, 75016 PARIS
chargé du recrutement

CLASSEES

emplois régionaux emplois régionaux

PERSONNEL
et
RELATIONS
HUMAINES

de
PERSONNEL

de
PERSONNEL

de
PERSONNEL

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	48,19
IMMOBILIER	10,00	11,44
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
BROCH. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOI	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

directeur administratif et financier

110.000/an +
METZ

Société familiale, solide, de moyenne importance (effectif 200 personnes) spécialisée dans la transformation des matières plastiques, recherche un cadre financier de bon niveau.
Proche collaborateur de la Direction Générale, il fera partie avec le Directeur Technique, de la cellule de Direction.
Il faut qu'il soit capable de prendre en charge l'ensemble des problèmes comptables (comptabilité générale et analytique) et financiers (relations avec les banques, trésorerie, financements éventuels...) tout en étant aussi un interlocuteur éclairé et avisé pour toutes les questions fiscales, sociales et administratives.
Une expérience complète de la comptabilité, une formation de base supérieure (DECS + CG ou Ecole Supérieure de Commerce avec option finance et comptabilité) et la pratique des procédures administratives et de gestion sont indispensables. Nous souhaitons que le candidat, âgé d'au moins 35 ans, puisse justifier d'une expérience semblable au sein d'une petite ou moyenne entreprise industrielle.
Logement de fonction assuré.
Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 7072272 (à mentionner sur l'enveloppe) à Mme LIPSZYC.
Le secret absolu des candidatures est garanti par :
BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE L'AINSE recherche

3 CONSEILLERS EN GESTION

chargés :
- de diagnostic d'entreprise et du suivi des solutions,
- du montage d'actions collectives,
- d'animation industrielle locale.
Les candidats auront une expérience confirmée de la gestion des P.M.I., acquise si possible dans une activité de conseil.

1 INGENIEUR TEXTILE

chargé :
- d'opérations de diversification et de reconversion technique en liaison avec la stratégie de l'entreprise.
Le candidat apportera une expérience réussie dans ce domaine, si possible en P.M.I.

1 SPECIALISTE DE LA DISTRIBUTION

- dans le Textile et l'Habillement en France et à l'Etranger.

Ces postes, à pourvoir entre le mois de Septembre et de Décembre 1977, s'adressent à des praticiens ayant un contact facile, une expression orale et écrite satisfaisante, et sachant travailler en équipe.
Rémunération suivant expérience.
Adresser lettre manuscrite, CV, photo sous référence 630

CEFAGI
89 avenue Kléber
75124 Paris Cedex 16

RESPONSABLE COMPTABILITE GESTION

(20.000 F). Société connaissant un rythme de développement très élevé, recrute un cadre responsable de la comptabilité et de la gestion pour rejoindre son équipe de Direction. Basé au Mans et rattaché au P.D.G., l'homme recherché devra organiser et prendre en charge toute la comptabilité (prévisions des comptes, états financiers, analyse des coûts), gestion trésorerie - préparation et suivi des budgets.

Ce poste implique l'animation d'une équipe de 4 à 5 personnes. Il convient à un homme de 35 ans environ, à la fois actif, réfléchi, curieux d'apprendre, BCP - titulaire DECS ou niveau équivalent, possédant une expérience solide de la comptabilité et des méthodes de gestion modernes (informatique) et des méthodes de gestion modernes (informatique).

Adresser C.V., photo récente à : Publ-Dens, 14, rue Civiale, 75018 Paris, qui transmettra. Réponse et discrétion assurées.

chef de département gestion commerciale

Le poste : reconstruire la Direction Commerciale :
- organiser la gestion de l'ensemble de la direction (travail de bord avec plans, budgets...);
- assister les directions dans la stimulation de leur force de vente (formation, promotion);
- gérer directement les services d'expédition (stocks, transports, douanes...).

L'homme : 32 ans minimum, HEC, ESSEC, ESC, expérimenté dans la gestion commerciale et capable d'apporter une méthodologie marketing.

Présenter dossier de candidature sous réf. MC à
CORBIN S.A.
57, rue du Temple, 75004 Paris

ANALYSTE CHEF DE PROJET

BSN-Gervais Danone recherche un Analyste-Chef de Projet pour le service Informatique des Brasseries Kronenbourg, à Strasbourg.

Dans le cadre d'un plan informatique ambitieux, il sera chargé d'étudier, concevoir et mettre en place de nouvelles applications de gestion. Il mènera la phase d'analyse générale en liaison étroite avec les services utilisateurs. Il sera assisté, pour la réalisation informatique, d'analystes-programmeurs dont il assurera l'animation, la coordination et le contrôle.

Ce poste intéresse un jeune diplômé d'études supérieures ayant assumé pendant 2 à 3 ans des responsabilités d'analyse et de programmation dans le cadre d'applications de gestion.

Adresser votre candidature avec C.V. détaillé, sous réf. J 09 M, à Jean Burel, BSN-Gervais Danone, 7, rue de Téhéran 75008 Paris.

bsn.gervais danone

La Redoute

complète l'équipe qu'elle met en place dans l'une de ses Filiales, leader dans la distribution des livres par correspondance, dont le Centre Informatique est décentralisé dans la région de ROUEN.
Elle recherche

UN ANALYSTE excellent programmeur-assembleur des ANALYSTES-PROGRAMMEURS et PROGRAMMEURS

2 OPERATEURS-PUPITREURS

Ils développeront de nouvelles applications orientées bases de données et télétraitement.

Les candidats auront une expérience de plusieurs années dans un poste comparable (débutants s'abstenir). Ils auront pratiqué l'ASSEMBLEUR 360.
Une connaissance PLI serait appréciée.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions, en spécifiant le poste qui vous intéresse à Diffusion No 1 Direction du Personnel, 8, rue Caroline 76410 St-Aubin-lès-Elbeuf

Pour la mise en œuvre de son plan informatique, une entreprise importante du Nord de la France cherche un ingénieur, chef du service informatique

140 000 F +

En raison de la taille du service (+ de 30 personnes) et des nombreuses utilisations de l'informatique, il est nécessaire d'avoir une expérience diversifiée dans l'industrie, en particulier dans la gestion de production. Le matériel utilisé est un IBM 370. Rattaché à la direction générale, le chef du service a pour mission de mettre en œuvre le plan informatique déjà élaboré. Ce travail n'exclut pas l'imagination et capacité d'analyse, car la place de l'informatique dans l'entreprise donne à ce poste une dimension particulière. Ceci doit intéresser, non pas un pur technicien, mais un homme capable de percevoir les réalités économiques avec un sens aigu du concret.

Maîtrise de l'anglais indispensable. Les candidatures sont traitées confidentiellement par Ch. BLEU ss réf. 134 LM.

ALEXANDRE TICS S.A.
2, RUE B.-DE-CHATELON - 59000 LILLE
PARIS-LYON-BRUXELLES-GENEVE-LONDRES

CADRES COMMERCIAUX (formation Sup. de Co ou similaire)

Une expérience de la vente de services, ou de la diffusion de petits ordinateurs, serait appréciée. L'élément le plus qualifié pourra accéder, à terme, à la fonction de Directeur Commercial.

Si le poste et ses possibilités d'évolution vous intéressent, adressez votre candidature manuscrite (avec C.V. et prétentions) à n° 7491 c le Monde - Publité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS-9.

Comptoir des Entrepreneurs recherche pour son Agence de CAEN

INSPECTEUR COMMERCIAL

chargé, à tous niveaux, des contacts avec les professionnels de l'immobilier de la BASSE-NORMANDIE

IL EST EXIGÉ

- une formation supérieure commerciale ou économique,
- une expérience de quelques années de relations avec la clientèle dans des activités financières;
- une bonne présentation.

Envoyer curriculum vitae, lettre manuscrite, photo et prétentions à François COUDURIER, Chargé du Recrutement 6, rue Volney, 75002 PARIS.

cde

CREDIT AGRICOLE LE MANS

LA CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE LA SARTHE cherche:

UN ORGANISATEUR POUR COMPLETER L'EQUIPE CHARGEE DE DEVELOPPER DES PROJETS IMPORTANTS

Le poste confié comportera :
- la conception des circuits administratifs
- éventuellement l'établissement des analyses fonctionnelles
- la rédaction des consignes aux utilisateurs
- la formation des utilisateurs
Une formation supérieure et une expérience d'au moins 3 ans sont exigées pour ce poste.
Envoyer un Curriculum-Vitae, une photo et la lettre souhaitée sous référence O à :

INFORMATIQUE ET ENTREPRISE
Conseil en recrutement
9 rue Alfred de Vigny 75008 Paris

DIRECTION DU PERSONNEL

GROUPE MULTINATIONAL AUX ACTIVITES DIVERSIFIEES FAISANT APPEL A LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE DE POINTE

recrute pour une de ses filiales de 450 personnes un

DIRECTEUR DU PERSONNEL

Il s'agit d'un homme de formation supérieure du type licence en droit ou sciences éco. A 35 ans minimum il a acquis une expérience solide et complète (en milieu industriel) des problèmes de gestion du personnel.

Il recherche une entreprise de taille humaine où il puisse développer son dynamisme, ses idées et où il soit réellement un membre de l'équipe de direction par ses capacités managériales. Il pratique l'anglais parlé.

Ce poste se situe dans une ville universitaire et touristique de l'EST.

Adresser C.V. + photo à notre Conseil sous réf. N° 2546.
40, rue du Travail
67000 STRASBOURG

Groupe Pharmaceutique Français
en expansion
Recherche

délégué médical

(homme ou femme)

pour secteur :

-BOUCHES-DU-RHONE

Le candidat devra :

- avoir le baccalauréat (une expérience de un ou deux ans) personnelle
- habiter sur le secteur
- STAGE REMUNERE, d'une durée de 6 semaines.
- Envoyer C.V. manuscrit et photo sous réf. 40632
- HAVAS CONTACT 156, Bd Haussmann, 75008 Paris

TRANSEXEL

GROUPE INDUSTRIEL SPÉCIALISÉ DANS LA GESTION ET LE DÉVELOPPEMENT DE RÉSEAUX DE TRANSPORTS URBAINS DE VOYAGEURS (6.000 PERSONNES)

OFFRE SITUATIONS INTÉRESSANTES ET D'AVENIR DANS DIVERSES VILLES DE PROVINCE A

CADRES DÉBUTANTS DIPLOMES INGÉNIEURS ou ÉCOLES COMMERCIALES

Ils seront solidement formés dans les filiales afin de pouvoir remplir l'une des fonctions suivantes :

- CADRE DE MARKETING
responsable d'études et de réalisations visant à la promotion des transports collectifs.
Ecrire sous référence EO 125 AM.
- INGÉNIEUR D'EXPLOITATION
responsable de la gestion et de l'organisation des transports, du commandement et de l'animation du personnel ainsi que de la maintenance du matériel.
Ecrire sous référence FP 126 AM.

CES POSTES IMPLIQUENT DU DYNAMISME, DE LA MOBILITÉ, LE SENS ET LE GOUT DU SERVICE PUBLIC.

4, rue Massenet,
75016 Paris
discrétion absolue

etap

MDS France S.A.
SYSTEMES
INFORMATIQUES

RECHERCHE POUR SON SECTEUR SUD-EST

Chef de district technico commercial

- expérience d'encadrement
- pratique d'informatique de gestion
- bonnes connaissances syndicales
- sens des contacts humains
- anglais écrit et parlé

Basé à Lyon, il aura la responsabilité d'un territoire représentant le quart Sud-Est de la France. Rattaché directement à la Direction Technico-Commerciale à Paris, il travaillera en collaboration étroite avec les Directeurs d'Agences du secteur, à tous les niveaux de l'action commerciale.

Il assurera, au contact de la clientèle, l'encadrement et l'animation de l'équipe Technico-Commerciale. Adresser C.V. manuscrit à la Direction Technico-Commerciale, MDS France - 197, rue de Bercy - 75582 Paris cedex 12

STAFF VACANCY AT THE BRITISH CONSULATE GENERAL MARSEILLES

INFORMATION ASSISTANT

To work under the guidance of the Vice-Consul Information the candidate should have the following qualifications :
- A sound educational and cultural background
- A good knowledge of Britain
- Be bi-lingual in English-French and be able to type in both languages.
A knowledge of shorthand would be an asset.
Previous working experience would be an advantage.

Candidate should be of British or French nationality. Age: 25 years and up. Basic salary from Frs 4,000 with normal state benefits. Applicants should write direct and in their own hand-writing, submitting a type written curriculum vitae and photograph to :
BRITISH CONSULATE GENERAL
Administration Section
24, av. du Prado - 13006 MARSEILLES.

ORGANISME DE SERVICES LYON

bénéficiant d'une large audience dans la région RHONE-ALPES recherche:

2 Conseillers en Formation

pour apporter, auprès des P.M.E., l'assistance nécessaire à la mise en œuvre de la formation permanente.

Ces postes conviendraient à des candidats âgés d'au moins 28 ans, ayant acquis, après une formation de type supérieur, une expérience d'entreprise, désireux de bien s'intégrer dans une équipe et motivés par une activité de conseil.

Leur personnalité devra leur permettre de s'adapter à des situations variées et être à l'aise dans des contacts à tous niveaux.
Adresser lettre de candidature, C.V. manuscrit, photographie et prétentions s/réf. 1820 à P. LUCHAU S.A., 18 Quai J. Moulin 69002 LYON qui transmettra.
Il sera répondu à toutes les candidatures.

صحة الإنسان

	La ligne	La ligne T.G.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

	La m/m col.	T.C.
ANNONCES ENCADREES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOI	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOI	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux

GROUPE PHARMACEUTIQUE FRANÇAIS, ACTIVITE INTERNATIONALE

Recherche pour compléter sa structure

ATTACHE DE DIRECTION

Région CENTRE

1 - L'HOMME

- Plus de 30 ans.
- Physiquement robuste.
- Goût de l'effort.
- Enthousiaste.
- Fiable.
- Expérience Visite Médicale et Animation.

2 - LA FONCTION

- Former Délégués Médicaux sur le terrain.
- Assurer la liaison entre le terrain et la Direction du Siège.
- Participer au recrutement local.
- Tenir et animer les réunions de région.
- Se charger personnellement de certaines relations d'information médicale.

3 - LE SALAIRE

- Fixe et intéressement sur objectifs. (Lien de résidence, LIMOGES).

Envoyer C.V. manuscrit et photo sous réf. 40639 à HAVAS CONTACT 136, bd Haussmann - 75008 PARIS.

responsable commercial

chaussure homme

BALLY - FRANCE recherche le responsable commercial son usine de MOULINS, spécialisée dans la chaussure de luxe pour homme. Ce cadre, membre du comité de Direction de l'usine, assume des responsabilités :

- marketing : il coopère à la réalisation des collections ;
- vente : il assiste techniquement les représentants et assure le service clientèle ;
- administration : il supervise le service commercial de l'usine.

La connaissance du produit chaussure et de la distribution par les détaillants est indispensable pour tenir ce poste.

Rémunération motivante - logement assuré

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la réf. 702284/M (à mentionner sur l'enveloppe) à J.C. PIGOT.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE
située à 120 km de Paris

recherche

UN JEUNE ASSISTANT DE FORMATION

Diplômé de Sciences Eco. ou d'Ecole de Commerce et avec des connaissances comptables approfondies. Il aura à traiter des problèmes de formation des entreprises.

Adr. lettre manuscrite + C.V. + photo + prêt, s/réf. 2302, 69, bd du Marché-Joffre, S.F. 4, 92340 BOURG-LA-REINE.

CABINET R. & A. OPPERT
Conseil en recrutement de personnel

SOCIETE NATIONALE ELF AQUITAINE

(PRODUCTION)

RECHERCHE POUR SON DEPARTEMENT EXPLOITATION

INGENIEUR MAINTENANCE

pipe-lines, infrastructures marines.

Diplômé d'une école d'ingénieurs + formation spéciale en Génie Maritime avec/sans expérience offshore, sous le contrôle du chef du service central.

Sera chargé à PAU de coordonner, organiser et superviser les travaux de contrôle et d'entretien des équipements immergés.

Fréquentes voyages à PARIS et à l'étranger.

Appétit à la plongée sous-marine.

Anglais écrit et parlé couramment.

Ecrire en rappelant la référence 24.727 avec C.V. et photo à : S.N.E.A.P. - D.C. Recrutement, 21 bis, avenue des Lilas, bâtiment Mistral, 61000 PAU.

Importante Entreprise de Confection Ouest-France, voulant promouvoir une politique de personnel dynamique, recherche pour son siège, un :

responsable relations humaines et sociales

30 ans minimum - 5 ans d'expérience en entreprise, homme de dialogue, aime le travail en équipe, il devra : développer l'information, proposer et gérer la politique sociale, assurer la gestion des ressources humaines.

Adresser C.V. et lettre man. et vos atouts pour réussir à Melle HATCHOUEL.

CLE 128
9 bis, rue Labie 75017 Paris.

Important organisme du secteur immobilier des Bouches-du-Rhône recherche :

CHEF DE SERVICE BUREAU D'ETUDE

niveau Arts et Métiers.

Centrale Lyon-E.T.P. 3 années d'expérience d'entrepreneur, âge minimum 28 ans.

ADJOINT DU DIRECTEUR COMMERCIAL

Formal. supérieure du commerce ou équivalent aji exercé pendant 3 ans au moins une responsabilité similaire.

Age minimum 35 ans.

Indiquer adresse, C.V., manuscrit et photo.

HAVAS MARSEILLE 4787.

STE ELECTROMECANIQUE DE BASSE-NORMANDIE

recherche une

TECHNICIENNE DE LABORATOIRE

pour un service de PROJET APPAREILS CULINAIRES

- S.T.S. ou D.U.T. Electro-Technique, dans l'industrie alimentaire ou l'équipement ménager.
- Expérience dans la fabrication pour :
- Aliments au point et essais sur prototypes.
- Participation à l'étude des produits nouveaux.
- Rédaction des modes d'emploi et livres de recettes.
- Participation au lancement et au développement des produits.

Adres. C.V. et prêt, ss réf. 820 à SPERAN, 12, rue Jean-Jaurès, 78007, Puteaux aux trans.

PAYSAGISTE

diplômé de l'école de Versailles, le candidat retenu aura accès à une première école dans le cadre des projets d'urbanisme et d'études d'impact. Appelé à résider dans le Sud-Ouest de la France, il aura une disponibilité lui permettant d'effectuer des déplacements en France ainsi que des missions à l'étranger. Veuillez écrire (indiquer la référence 821/10) sous référence 821/10 L.T.P. 31, bd Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS.

offres d'emploi

etap

IMPORTANTE SOCIÉTÉ - PRODUITS GRAND PUBLIC - ACTIVITÉS INTERNATIONALES (EXPORT 60 %) MARQUE RENOMMÉE

OFFRE INTERESSANTE OPPORTUNITÉ DE CARRIÈRE A JEUNE H.E.C., E.S.S.E.C., E.S.C.P. SC. PO. ET LUI PROPOSE LE POSTE DE

CHEF DE DÉPARTEMENT GESTION COMMERCIALE FRANCE ET EXPORT

RATTACHÉ AU DIRECTEUR GÉNÉRAL, IL AURA LA RESPONSABILITÉ DE L'ADMINISTRATION DES VENTES ET DE LA GESTION DES STOCKS PRODUITS FINIS.

- Il aura des fonctions :
- d'animation de personnel (effectif : 10 personnes) ;
 - d'organisation ;
 - de gestion ;
 - de contacts extérieurs (clients, transitaires, sociétés d'assurance crédit) et intérieurs avec tous les départements de la société.

Nous recherchons un candidat ayant 5 à 8 ans d'expérience professionnelle dans un poste similaire, témoignant d'un sens marqué de l'efficacité commerciale. Connaissance de l'anglais souhaitée.

Lieu de travail : ville 150 km PARIS.

Rémunération : **120.000 F**

Ecrire sous référence GO 122 CM.

TRÈS IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS SECTEUR SERVICES DESTINÉS AU GRAND PUBLIC EN DÉVELOPPEMENT CONSTANT RECHERCHE POUR UNE DE SES DIVISIONS

CHEF DE SERVICE MARKETING

RATTACHÉ À LA DIRECTION GÉNÉRALE

Il aura la responsabilité d'analyser et coordonner des études et des réalisations concrètes.

Ce poste peut convenir à un candidat H.E.C. - E.S.S.E.C. - E.S.C.P. ou formation supérieure équivalente, ayant une solide expérience en marketing, acquise dans une entreprise et témoignant de qualités de contact et de réalisateur.

Poste : ville OUEST FRANCE.

Ordre de grandeur de rémunération : **120.000 F**

Ecrire sous référence DW 112 CM.

DANS LE CADRE DE SON EXPANSION

LA RUCHE PIGARDE - AMIENS

RECHERCHE POUR CRÉATION DE POSTE

JEUNE CADRE

GESTION - ORGANISATION

Ce poste conviendrait à un candidat H.E.C. - E.S.S.E.C. - E.S.C.P. ou équivalent, ayant acquis 3 ans d'expérience dans grande firme ou cabinet spécialisé.

La titulaire du poste aura à assurer :

- l'analyse des résultats de gestion,
- la mise en place et le contrôle des procédures administratives et d'exploitation.

POSTE INTERESSANT ET PERSPECTIVES D'AVENIR.

Ecrire sous référence UN 104 CM.

TRÈS IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS - LEADER DANS SA BRANCHE RECHERCHE

CHEF D'EXPLOITATION

capable animer un effectif de 300 personnes environ, en assumant des responsabilités de production et d'entretien.

Poste pouvant convenir à l'ingénieur ayant l'habitude du commandement et de l'organisation. Formation aux techniques du groupe assurée.

Poste : ville CENTRE EST.

Ecrire sous référence BU 110 AM.

écrire en précisant la référence

4, rue Massenet - 75016 PARIS

discretion assurée

etap

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE recherche un

juriste

compétent en droit des affaires et ayant une première expérience de ce domaine dans l'industrie.

Lieu de travail : Paris.

Les personnes intéressées doivent adresser leur dossier de candidature complet sous référence 2334 à :

ORF organisation et publicité

2, rue de Valenciennes 75001 PARIS

offres d'emploi

etap

C D F CHIMIE

RECHERCHE POUR SES ACTIVITÉS INTERNATIONALES

RESPONSABLE DE FORMATION

Chargé d'organiser, de faire réaliser ou de contrôler la formation de l'ensemble du personnel d'un nouveau complexe pétrochimique au

MOYEN-ORIENT

Basé à Paris, il effectuera de nombreux déplacements sur place.

Ce poste conviendrait à un candidat diplômé d'études supérieures, ayant une très bonne expérience de la formation (essentiellement à un niveau ouvrier et maîtrise) parlant très bien l'anglais et témoignant de qualités marquées de dynamisme, d'organisation et de contact.

Ecrire sous référence ZS 108 CM.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE RECHERCHE POUR UNE DE SES USINES

500 PERSONNES MÉCANIQUE ET ELECTRONIQUE PROFESSIONNELLE

ville province OUEST proche PARIS

CHEF DE PERSONNEL

Il sera responsable auprès de la Direction Centrale du Personnel à Paris et du Directeur d'usine de l'ensemble des relations humaines :

- recrutement et formation,
- promotion rémunération,
- gestion du personnel,
- relations avec les représentants du personnel.

SITUATION INTERESSANTE IMPLIQUANT A TERME POSSIBILITÉS DE PROMOTION POUR CADRE FORMATION SUPÉRIEURE OU NIVEAU ÉQUIVALENT, AYANT ACQUIS DANS USINE SOLIDE EXPÉRIENCE PRATIQUE.

Ecrire sous référence GZ 115 AM.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS RECHERCHE POUR PARIS-LA DÉFENSE

CADRE COMPTABLE TITULAIRE DU DECS

Responsable de la gestion, de la tenue des comptes, des budgets et de prévisions financières à court et moyen terme.

Ce poste, dépendant de la Direction Comptable, intéresse un candidat ayant 5 à 10 ans d'expérience dans une société industrielle.

Situation stable et permettant une évolution de carrière dans société pratiquant des méthodes modernes de gestion.

Ordre de grandeur de rémunération : **90.000 F**

Ecrire sous référence TM 103 CM.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE (5.000 PERSONNES) RECHERCHE POUR UNE DE SES DIVISIONS (1.000 PERSONNES)

PSYCHOLOGUE

Intégré à un service de personnel, il sera chargé du recrutement et de la gestion administrative du personnel non cadre.

Dans un deuxième temps, il collaborera au développement de la gestion du personnel (évaluation du potentiel) humain, évolution du personnel...

Ce poste peut convenir à un candidat titulaire en psychologie, psycho-prat. ou équivalent, ayant 2 à 4 ans d'expérience en entreprise (si possible en recrutement), témoignant de qualités de contact, de sens pratique et d'organisation et capable de développer les techniques actuellement utilisées et de mettre en place de nouvelles procédures.

Poste : ville 140 km de PARIS.

Ecrire sous référence ER 137 AM.

etap

TRÈS IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS INDUSTRIE ELECTRIQUE ET T.P.

recherche URGENT

ingénieur d'affaires

- 30 ans minimum,
- formation E.T.P. ou Electricité,
- Il sera chargé du suivi complet des affaires, de devis à la réalisation sur le terrain et de missions ponctuelles.
- basé à PARIS, sa tâche sera consacrée aux déplacements dans les zones qu'il visitera,
- salaire intéressant.

Adresser C.V., détaillé et précisant sous références 2334-36 (répondre et discrétion assurée), à :

guillon sélection

23, AV. DE LIVRY - 93340 LE RAINCY

algie

Association Lyonnaise d'Ingénieurs Conseils

recherche

JEUNES INGENIEURS

ARTS ET METIERS, CENTRALE, T.P., I.N.S.A., GENIE CIVIL, ...

25 ans minimum

déboutants ou 2 à 3 ans d'expérience professionnelle, pour participer à la mise en place et à la gestion dans les entreprises ou sur chantiers de systèmes d'organisation.

Mobilité indispensable.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 335 à ALGIE Route de Champagne, 69130 ECULLY

Société spécialisée en AMÉNAGEMENT URBAIN

détache pour diriger 2 nouvelles agences :

NORMANDIE, ILE-DE-FRANCE

CADRES EXPERIMENTES

pour assurer coordination juridique, financière et technique de diverses opérations d'aménagement, rénovation, restauration, selon procédures publiques.

Adresser C.V., photo et prétentions à : DROVE

EMPLOIS ET CARRIÈRES

30, rue Vernet, 75008 PARIS.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

CLASSEES

DEPARTEMENT

COMMERCIALE

RESPONSABLE

DE PERSONNEL

COMPTABLE

DE DEC

INFORMATION

UR

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	49,19
IMMOBILIER	10,00	11,44
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	60,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOI	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

SOCIETE DE SERVICE
déjà leader dans sa branche d'activités et en expansion rapide recherche son

Directeur Administratif et Financier

Pour lui confier :

- l'organisation et la responsabilité des services comptables et financiers. La mise en place d'un système de gestion et de contrôle budgétaire.
- la responsabilité du service informatique avec pour mission de concevoir et de réaliser à moyen terme un système de gestion intégré permettant de traiter un nombre important d'encassements clients et de facturations fournisseurs.

L'homme que nous recherchons, diplômé d'une grande école, a plusieurs années d'expérience et occupe actuellement une fonction équivalente. Sa forte personnalité lui permettra de s'intégrer rapidement au sein d'une équipe jeune.

Envoyer C.V. photo et prétentions sous No 25388, CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

Site de réalisations de systèmes informatiques en temps réel près ORLY recherche

INGENIEURS
pour développement d'équipements d'instrumentation, art diversifiés années d'expérience. Compétences souhaitées : circuits analogiques et digitaux, microprocesseurs et programmation Fortran.

AGENTS TECHNIQUES ELECTRONIQUES
position 1 - Compétences en techniques numériques souhaitées.

INSPECTEURS DE MAINTENANCE
confirmés. Compétences techniques, numériques mini ordinateurs et périodiques renouvelées. Envoyer C.V. et prétentions à T.I.N. SELECTION 1, rue Gustave Eiffel 92100 NANTERRE.

RANK XEROX

DÉVELOPPE SON ÉQUIPE AUDIT DE HAUT NIVEAU.

Si une grande Ecole de Commerce vous a appris les techniques de base de la gestion des affaires, et 2 ans dans un Cabinet anglo-saxon vous ont permis de maîtriser celles de l'audit, Vous nous intéressez.

Si 1 à 2 ans de plus vous ont familiarisé avec celles de l'organisation, vous avez tous les atouts en main.

Votre autonomie, votre goût de l'initiative, votre dynamisme, vous poussent vers

L'AUDIT OPÉRATIONNEL

pour "vendre" vos recommandations et accroître l'efficacité de chaque fonction d'une grande Entreprise toujours jeune.

Nous attendons donc qu'après 2 à 3 ans d'Audit "convainquant" vous preniez des responsabilités dans d'autres secteurs de l'Entreprise.

Lieu de travail : AULNAY-SOUS-BOIS + quelques déplacements en province.

Anglais courant nécessaire.

Merci d'adresser votre C.V. sous Réf. C.27 à Catherine RAFFIT - Service Recrutement.

RANK XEROX 4, rue Nicolas Robert 93002 AULNAY-SOUS-BOIS.

Ingénieur Consultant

CEGOS TYMSHARE
Filiale commune du Crédit Lyonnais, de Tysshare et de Cegos, leader dans son domaine, forte expansion européenne, vous propose un poste d'Ingénieur Consultant à Paris.

time sharing

Vous participerez au développement des applications du time sharing au sein des plus grandes entreprises nationales et internationales, dans tous les secteurs économiques, en fournissant l'assistance technique et les conseils nécessaires au niveau de la conception et de la réalisation. Vous aborderez ainsi les techniques les plus avancées de l'informatique et du management : simulations financières, contrôle de gestion, personnel, études de marketing... Nous disposons d'un réseau mondial comprenant à ce jour plus de 40 gros systèmes interconnectés de types IBM 370/158, PDP 10 et XDS 540.

Vous aurez la possibilité d'évoluer vers le commercial ou l'animation d'équipes technico-commerciales en France et à l'étranger.

Ce poste convient à un diplômé GRANDE ECOLE, débutant ou non, ayant si possible une bonne expérience des langages de programmation. Formation complémentaire de gestion appréciée.

- Le goût de l'action et des contacts humains est nécessaire.
- La formation au time sharing sera assurée dans nos bureaux de la Colline de Saint-Cloud.

Nous vous remercions d'adresser votre C.V. sous référence M. 7922, à CEGOS TYMSHARE (tél. 602-70-12), 106, Bureaux de la Colline de Saint-Cloud - 92213 SAINT-CLOUD.

SOCIETE FRANCAISE FILIALE IMPORTANT GROUPE EUROPEEN

renforce les effectifs de son Département DESSALEMENT EAU DE MER

INGENIEUR COMMERCIAL Réf. JG01
● diplômé 25 ans minimum
● expérience exportation biens d'équipements
● anglais courant indispensable

INGENIEUR D'AFFAIRES Réf. CP07
● diplômé 30 ans minimum
● expérience engineering, thermodynamique, mécanique des fluides
● préparation projets et soumissions
● suivi études, fabrications, achats
● gestion et responsabilité des contrats

RESPONSABLE DES SERVICES COMPTABLES Réf. HS01
● titulaire DECS ou Ec. Sup. Com. Option Comptabilité
● 3/5 ans expérience minimum, anglais souais
● intéressantes possibilités de promotion

Bureaux proximité PORTE CHAMPERRET Restaurant d'entreprise.

Pour recevoir informations complémentaires, envoyer C.V. manuscrit, WEIRITAM, 12-14, rue d'Alsace - 92300 LEVALLOIS-PERRET. Discretion assurée.

chef des services distribution

La filiale française d'un groupe multinationale, spécialisée dans la vente de biens industriels, dont le chiffre d'affaires dépasse 200 000 000 F, souhaite confier à un spécialiste de la gestion des stocks et des approvisionnements, l'ensemble des services import, export, traitement des commandes, magasins et expédition, soit 70 personnes.

Il sera chargé plus particulièrement d'améliorer le traitement des commandes, de gérer et contrôler les stocks, de superviser les problèmes de douane, expédition et transport du matériel.

Ce poste sera confié à un diplômé d'Ecole de gestion ou d'Ecole commerciale, connaissant les problèmes d'approvisionnement et de gestion des stocks, et possédant une expérience de 5 ans au moins dans un poste similaire en contexte industriel. L'anglais est indispensable.

La Société est implantée en banlieue Ouest.

Ecrire en envoyant son C.V. sous réf. 100 M à MEDIA SYSTEM, 104, rue Réaumur, qui transmettra.

CENTRE DE RECHERCHES APPLIQUEES D'UN TRÈS GRAND SECTEUR INDUSTRIEL

recherche :

JEUNES INGENIEURS GRANDES ECOLES
OX, Mines, E.C.P., A. et M., Supélec, E.P.C.I.)

Vous souhaitez, au début de carrière, compléter votre formation dans le domaine des applications industrielles concernant l'ÉLABORATION DE L'ACIER, la TRANSFORMATION et son UTILISATION.

Nous vous offrons de participer :

- à l'étude des procédés modernes et des perfectionnements qui peuvent leur être apportés, automatisés par exemple ;
- à la conception de procédés nouveaux et à leur mise au point dans des pilotes semi-industriels ou industriels ;
- aux recherches concernant les propriétés et l'utilisation de l'acier.

Vous aurez la possibilité :

- d'utiliser des moyens modernes d'investigation et de traitement de l'information ;
- d'avoir de nombreux contacts avec l'industrie et les laboratoires des universités et des grandes écoles, ainsi qu'avec des organismes étrangers ;
- de poursuivre, après quelques années au service de la recherche, votre carrière dans l'industrie de notre profession.

Une connaissance de la langue anglaise suffisante pour aborder une discussion technique est souhaitée.

Contribution au logement assurée.

Envoyer C.V. photo et prétentions, n° 26301, CONTESSÉ Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. tr.

responsable du service administration commerciale PARIS

Notre vocation est de concevoir et de fabriquer des automatismes industriels. Notre développement ainsi que notre volonté d'améliorer la qualité de nos prestations auprès de notre clientèle française et étrangère nous amènent à rechercher le Responsable de notre Service Administration Commerciale.

En liaison permanente avec les unités de production et les responsables de la force de vente, de la comptabilité, de l'informatique..., sa première tâche sera de mettre en place et de faire fonctionner les nouvelles circuits administratifs et commerciaux, tels que :

- établissement des prévisions d'entrée des commandes et proposition des programmes de production,
- tenue du planning commercial,
- enregistrement des commandes et suivi des délais,
- gestion des fichiers clients et produits,
- facturation et relance,
- et - ce qui n'est pas le moins important - gestion et animation d'une équipe d'une trentaine de personnes.

Ces objectifs une fois réalisés, il devra assurer en permanence la régulation de la demande et des programmes de production.

Pour tenir ce poste, nous recherchons un homme ouvert à la technique, connaissant bien les problèmes commerciaux et de production, sachant travailler avec l'informatique et capable de développer une organisation motivante et performante. Une expérience de quelques années à un poste similaire serait souhaitable.

Nous avons confié aux Conseils du Département Recrutement d'EUREQUIP le soin de réunir les candidatures. Vous pouvez compter sur leur discrétion. Ecrivez-leur sans réf. 2032-M à

EUREQUIP
Département Recrutement
B.P. 30 - 92420 Yverness

GROUPE DISTRIBUTION EN DÉVELOPPEMENT RAPIDE

(banlieue parisienne) recherche

RESPONSABLE COMPTABILITÉ ET QUESTIONS ADMINISTRATIVES

Il devra :

- prendre l'entière responsabilité de la comptabilité des 5 Sociétés du groupe en prise directe avec son Président ;
- réorganiser la comptabilité et l'adapter sans cesse à l'évolution des Sociétés pour en faire un véritable outil conciliant Direction (statistiques mensuelles pour toutes les Sociétés, états de trésorerie, etc.) ;
- régler toutes les questions administratives relatives au fonctionnement des 5 Sociétés.

Il aura :

- avant tout une personnalité dynamique et créatrice et un tempérament responsable ;
- une bonne formation comptable de base (niveau DECS) ;
- une première expérience de l'application dynamique de ces connaissances ;
- le sens de l'utilisation active et efficace des moyens existants en professionnels et outils comptables (notamment informatique).

Rémunération fonction de la compétence concrète.

Envoyer C.V. détaillé, lettre manuscrite, photo récente et prétentions au Département Recrutement du C O M E S, 18, rue de la Paix, 75002 Paris (sous référence 1235).

COMES Discretion absolue et réponse assurée.

Medtronic

analyste financier

Mission : Assister le chef du département comptabilité Europe dans les domaines suivants : consolidation au niveau européen, préparation du rapport financier mensuel, contrôle et vérification du rapport comptable des 17 filiales, préparation des plans et budgets et contrôle budgétaire, contrôle des dépenses.

Profil : ● HEC, ESSEC, SUP de CO ou équivalent ● Expérience minimum de 3 ans en comptabilité américaine dans une société internationale ● 27 ans minimum ● Anglais écrit et parlé indispensable.

Rémunération moyenne et intéressante.

Envoyez lettre de candidature manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle à : A.L. Van de Perre - MEDTRONIC - Département des Ressources Humaines - 120, av. Charles de Gaulle - 92200 Neuilly-sur-Seine

IMPORTANTE ENTREPRISE DE TRADUCTIONS INDUSTRIELLES ET MÉDICALES A PARIS recherche

1) DIRECTEUR COMMERCIAL Référence 2.288
Responsable du développement des ventes, il élaborera la stratégie commerciale et recherchera de nouveaux marchés. Il négociera les gros contrats, diagnostiquera les besoins des clients, assurera le suivi des affaires et des devis.

De formation supérieure commerciale ou technique, ce cadre aura acquis une expérience similaire dans une Société de Services ou Industrielle.

2) CONTROLE QUALITÉ (H. ou F.) Référence 2.289
Responsable de l'amélioration des méthodes, de la supervision de la qualité des traductions et des délais d'exécution, il assurera également le recrutement des « traducteurs extérieurs » et la gestion du fichier. Cette fonction requiert des qualités de rapidité, de rigueur et d'imagination. Le sens des prévisions et des chiffres, ainsi que l'habitude de contrôler des documents dans des langues étrangères variées. Une expérience de chef documentaliste serait appréciée.

3) DISPATCHING (H. ou F.) Référence 2.290
En liaison étroite avec les deux postes précédents, la personne recherchée devra recevoir les commandes, confirmer les prix et les délais aux clients, analyser rapidement les documents, choisir les traducteurs concernés et suivre l'exécution des travaux. Une expérience comparable, une bonne culture générale et technique, des qualités de rapidité, de disponibilité et de « savoir faire » sont nécessaires ainsi qu'un certain sens commercial.

POUR CES TROIS POSTES IL EST INDISPENSABLE DE POUVOIR LIRE AU MOINS L'ANGLAIS ET L'ALLEMAND.

Ecr. avec curriculum vitae, photo et prétentions en précisant le réf. du poste à **CORT** 85, avenue Kléber, 9318 PARIS. Discretion absolue.

nicholas angell

Une société américaine d'importance mondiale C.A. français 2 milliards de francs, 25 usines en France et en Europe, recherche pour son siège parisien un

CONTROLEUR ADJOINT

Age minimum 32 ans

Sous l'autorité du contrôleur de groupe, il assurera la liaison avec les contrôleurs de gestion des divisions.

Il s'occupera, en outre, de l'analyse des résultats, budgets, plan, investissements et autres études financières.

Les candidats devront posséder :

- une formation type H.E.C., ESSEC, etc.,
- une expérience de plusieurs années acquise dans un service financier d'une société anglo-saxonne,
- un anglais courant.

De très bonnes perspectives d'avenir sont offertes aux candidats.

Adressez votre curriculum vitae sous référence 77109, en indiquant votre salaire actuel, à NICHOLAS ANGELL 149, rue Saint-Honoré - 75001 PARIS

conseil en recrutement financier

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.	ANNONCES ENCADRÉES	La min col.	T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	49,19	OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
IMMOBILIER	10,00	11,44	DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
AUTOMOBILES	30,00	34,32	IMMOBILIER	20,00	22,88
AGENDA	30,00	34,32	AUTOMOBILES	20,00	22,88
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52	AGENDA	20,00	22,88

ANNONCES CLASSEES

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

DIGITAL EQUIPMENT FRANCE
premier constructeur mondial de mini-ordinateurs offre un poste de niveau élevé à un **spécialiste contrats**

de préférence un juriste spécialisé dans le droit des affaires. Ce poste nécessite :

- Une expérience de quelques années dans le service contrats ou juridique d'une Société ou dans un Cabinet juridique spécialisé dans le droit des affaires.
- Une expérience confirmée de la négociation de contrats (ventes, achats, locations, crédit-bail).
- La capacité de traiter avec des responsables au plus haut niveau dans des secteurs variés (administration, université, industrie).
- Anglais courant, Italien apprécié.

Intégré dans le service juridique, ce poste implique notamment la rédaction, la négociation et le contrôle des contrats de ventes, de maintenance et de location, ainsi que l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des procédures et de la politique contractuelles.

Il implique également une collaboration étroite avec les équipes de Direction et de Vente françaises et européennes, et devrait évoluer rapidement vers la prise en charge complète de la fonction contrats au niveau de la filiale française.

Adressez votre candidature, sous référence JSC, à la Direction du Personnel de

DIGITAL EQUIPMENT FRANCE
18, rue Savinien - Silic 225
94528 Rungrig Cedex

Si vous n'aimez pas le port-à-porte :

- Si vous avez minimum 25 ans ;
- Si vous avez une expérience de la vente d'environ 2 ans ;
- Si vous souhaitez un travail intéressant, libre, indépendant, mais contrôlé et orienté ;
- Si vous savez vendre et être le seul maître de votre salaire, non limité ;
- Si vous souhaitez vendre un produit noble et à forte image de marque ;
- Si votre employeur doit être une société solide, structurée, dirigée par des hommes jeunes.

ALORS vous serez peut-être l'un des

COLLABORATEURS COMMERCIAUX

de MASSER PARIS, Société du second ordre, travaillant dans le PAVILLON A CONSTRUIRE.

le 77, 78, 93, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 893, 894, 895, 896, 897, 898, 899, 900, 901, 902, 903, 904, 905, 906, 907, 908, 909, 910, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 918, 919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 926, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 934, 935, 936, 937, 938, 939, 940, 941, 942, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 950, 951, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 958, 959, 960, 961, 962, 963, 964, 965, 966, 967, 968, 969, 970, 971, 972, 973, 974, 975, 976, 977, 978, 979, 980, 981, 982, 983, 984, 985, 986, 987, 988, 989, 990, 991, 992, 993, 994, 995, 996, 997, 998, 999, 1000.

débutants diplômés de grandes écoles

Désirant acquérir une spécialisation de pointe en **GESTION INDUSTRIELLE HOMMES ET FEMMES** à égalité de chances

pour étudier avec eux les perspectives de formation et de carrière susceptibles de leur être proposées dans les domaines suivants :

- Applications informatiques de pointe, en particulier dans le domaine de la distribution.
- Conseil aux entreprises en méthodologie de gestion.
- Assistance aux utilisateurs.

Toutes informations préalables vous seront données immédiatement au téléphone par

SVP "Ressources Humaines" qui fixera un rendez-vous aux personnes concernées pour une réunion d'information libre et un entretien personnel d'orientation.

Appellez SVP 11-11 - Réf. 168

Information Carrière **SVP.11.11**

Département Information Carrière de 9 à 13.30 h 13.30 à 18.00 h

On peut également prendre contact par courrier, à SVP ressources humaines

62, avenue de Wagram 75017 PARIS

Groupe Multinationnel dans le cadre de sa diversification, orienté vers l'entreprise générale, recherche pour la réalisation d'un très important chantier portuaire en péninsule arabique, deux collaborateurs

directeur de projet

180.000

Ingénieur Grande Ecole (Ponts et Chaussées, Centrale, T.P.E.), âgé de 35 ans minimum, possédant une solide expérience de la direction de projets portuaires ou travaux maritimes importants. Nous lui confions la direction complète et la gestion de la réalisation du chantier (planning, organisation et coordination des sous-traitants, négociations de marchés, gestion budgétaire). Basé au siège, il aura de fréquents déplacements effectués.

Réf. B/5286/75

un ingénieur responsable du chantier

120.000 (base France)

Ingénieur ou chef de chantier confirmé (T.P.E., Ponts et Chaussées, Génie Militaire) ayant une forte expérience de chantier portuaire à l'étranger. Basé en Arabie, il devra diriger le chantier (organisation des intervenants, contrôle des travaux, gestion budgétaire). Sa mission s'exécute en étroite relation avec le directeur de projet. Avantages habituels à l'expatriation.

Réf. B/5287/75

Réponse et discrétion assurées à titre lettre man., CV, photo, rém. adressés en précisant la référence à Mme Sigot.

bernard juliet psycom

93, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly

ETPM

LEADER EUROPEEN DE L'OFFSHORE PETROLIER
C.A. 1976 : 1,5 milliard F.F.
Fort taux de croissance
Oscar à l'exportation
nous recherchons pour PARIS un

JEUNE JURISTE INTERNATIONAL

Votre mission :

- Sous la responsabilité directe du Chef du Service Juridique, vous vous intégrez dans une équipe jeune et dynamique.
- Vous étudiez les problèmes juridiques relatifs aux travaux réalisés à l'étranger et aux implantations étrangères de notre société dans toutes les parties du globe.
- Vous rédigez et négociez des contrats et vous veillerez au respect de la politique contractuelle définie par le Siège.

Votre profil :

- Vous êtes licencié en droit privé et possédez en plus un DES de droit des affaires ou le diplôme de Sciences Po.
- Vous avez acquis une expérience d'environ deux ans dans un Cabinet International ou dans le service juridique d'une Société Internationale.
- Vous parlez et écrivez couramment l'anglais. Le goût des contacts et des voyages vous motive.

Envoyer C.V., photo et prêt. s/réf. 5505 à P. LICHAU S.A. 10, rue de Louvois 75003 Paris cedex 02 qui transmettra.

Groupe multinational dans le cadre de sa diversification, orienté vers l'Entreprise Générale, recherche pour la réalisation d'un très important chantier portuaire deux collaborateurs.

Ingénieur d'ordonnement

Ingénieur ayant une expérience de chantier dans les T.P. et le bâtiment, intéressé par la planification et l'ordonnement. Ayant pratiqué le planning PERT. Rattaché au service de planning de l'Entreprise, il sera chargé de mettre au point et de suivre en cours de travaux l'ordonnement d'un chantier clé en main comprenant des travaux maritimes, des bâtiments et des équipements, avec les plates d'études, de planification de marchés et de travaux. Référence 8303 M

Technicien chef du bureau de projet

Technicien supérieur ayant participé au sein d'une Entreprise de travaux publics à la réalisation d'un chantier important, avec une expérience de gestion.

Ses tâches pour la réalisation du chantier du port sont : la mise au point de l'organisation et du suivi des circulations de documents ; notes, devis, plans entre les différents intervenants ; bureau d'études, fournisseurs, chantiers, client étranger, comptabilité de l'entreprise.

Il sera aussi chargé d'élaborer et de suivre les documents de contrôle de gestion dans que les informations nécessaires à l'établissement des documents de transport. (Référence 8304 M)

Pour ces 2 postes, qui seront basés au siège, l'anglais écrit est nécessaire. Envoyer C.V. et photo en précisant la référence du poste à :

RSC carrières

92, rue Bonaparte 75006 Paris

DIRECTEUR COMMERCIAL ET DU MARKETING

150.000 +

La filiale française (130 personnes) d'une des toutes premières Sociétés textiles américaines (60 millions de dollars, 17 000 personnes) recherche pour sa division produits grand public (linge de maison) son Directeur commercial et du marketing.

Sous l'autorité du Président, il élaborera la politique commerciale (France et Europe), veillera à son application, participera aux choix des collections et dirigera un service d'une cinquantaine de personnes (force de vente, démonstratrices, administration commerciale).

Le candidat, âgé de 35 ans minimum (H.E., ESSECO, ESCP, ESCA ou équivalent), parlant bien anglais, bénéficiera d'une expérience analogue acquise pendant au moins 3 ans dans une Société de biens de grande consommation.

La connaissance des méthodes de travail anglo-saxonnes constitue un avantage.

Envoyer C.V., photo et prêt. sous réf. 2385 à 65, avenue Kléber, 75116 PARIS.

Discretions assurées.

CORT

3M

3M

3M

3M

3M

3M

3M

3M

3M

3M

3M

3M

3M

3M

3M

3M

3M

3M

3M

3M

3M

3M

3M

3M

3M

3M

3M

3M

3M

3M

3M

3M

3M

3M

3M

3M

3M

3M

3M

3M

Siège Social CERGY-PONTOISE

programmeur

possédant un niveau DUT

informatique, avec ou sans

expérience,

IBM 370/145.

Bases de données et réseau

de télétraitement en cours

de développement.

PL-1 et/ou COBOL.

Envoyer C.V. et prétentions

à SM FRANCE, service O.P.,

Boulevard de l'Oise,

95000 CERGY sous

référence 8 JD2

PR-SVP

responsable du développement

collaborateur indépendant de Directeur Commercial.

Il sera chargé de mener, au plus haut niveau, les actions de contact, de diagnostic, d'adaptation et de prospection auprès des principaux revendeurs.

La tâche, qui requiert absolument tout travail de routine, conduira à :

- de formation supérieure ;

- être bon vendeur, actif, doté d'autorité naturelle ;

- avoir au moins cinq ans d'expérience dans un poste à responsabilité ;

- connaître parfaitement les techniques de Gestion des P.M.E.

NOUS PROPOSONS :

- un emploi où l'esprit d'initiative sera justement apprécié ;

- une ambiance de travail jeune et dynamique ;

- une rémunération à la mesure de l'importance du rôle joué dans le développement de l'entreprise.

Envoyer C.V., détail et prétentions, sous réf. 9827/M à

CONSEIL EN RECRUTEMENT

CNPG 105, av. V. Hugo - 75116 Paris

CLASSEES

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	49,19
IMMOBILIER	10,00	11,44
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOI	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Data General Constructeur des Ordinateurs NOVA, CS/40, ECLIPSE et MICRONOVA recherche

Ingénieurs et techniciens de maintenance
un chef de groupe

- Votre expérience informatique (4 ans minimum), vos résultats concrets font de vous un homme recherché et apprécié.
- Vos responsabilités exigeantes, vous vous exprimez dans l'anglais de la profession.
- La maturité aidant, vous êtes désireux de procéder à un investissement à long terme de vos talents et de votre expérience dans la mini-informatique.

Nous sommes :
Un des Leaders de la mini-informatique avec plus de 41.000 installations dans le monde.
Une combinaison unique de croissance rapide et de solidité financière.
Organisés pour faire de la maintenance de qualité, telle que notre clientèle la souhaite et que nos ambitions commerciales l'exigent.

Envoyer votre candidature à notre Directeur de la Maintenance, Jean-Pierre MASSON, DATA GENERAL FRANCE, La Bourdillière RN 106 92350 LE PLESSIS ROBINSON.

ADVANCED MICRO DEVICES S.A. Un des leaders américains en technologie Circuits Intégrés recherche

INGÉNIEUR D'APPLICATIONS 30 ans environ

PROFIL :
- Expérience de plusieurs années dans l'étude et la mise au point de systèmes utilisant des microprocesseurs.
- Familiarité avec les techniques de microprogrammation.
- Avoir contacté numériquement et par logiciel.
- Avoir contacté numériquement et par logiciel.

MISSION :
- Interface technique avec la clientèle.
- Assistance technique de l'équipe de vente et de réseau de distribution.
- Liaison technique avec la société mère aux U.S.A.
- Organisation et animation des conférences et séminaires.

NOUS OFFRONS :
- Large possibilité d'évolution.
- Remunération motivante.
- Voyages réguliers aux U.S.A.
- Travail au sein d'une équipe jeune et dynamique.

Envoyer C.V. complet et prétentions à : **AMD FRANCE S.A. - SILIC 314** 30 rue Saanen - 94588 RUNGIS CEDEX

CONTROL DATA

POUR SES ACTIVITÉS logicielles
GESTION SYSTÈMES SCIENTIFIQUES

Le Département CONSEIL ET APPLICATIONS recherche
INGÉNIEURS ANALYSTES
grandes écoles ou équivalent réf. 101
ANALYSTES PROGRAMMEURS
licence, IUT ou équivalent réf. 102
TECHNICIENS PROGRAMMEURS
diplômés BTS ou équivalent orientés mécanique connaissance dessin industriel réf. 103

Envoyer C.V., prétentions et objectifs professionnels (en précisant la référence du poste souhaité) à Melle BAUDIN Control Data, 195, rue de Bercy, 75582 Paris Cedex 12

La Confédération Générale des S.C.O.P.

renforce ses équipes d'intervention à PARIS - DIJON - RENNES - LYON - MARSEILLE - LIMOGES

Elle recherche des **CONSULTANTS ANIMATEURS**

chargés auprès de ses Adhérentes : d'établir des diagnostics, de les aider à mettre en place des outils de contrôle de gestion et d'assurer la formation des coopérateurs.

Formation supérieure, et, selon les postes à pourvoir :

- 1) DECS, BTS + exp. 3 ans min. Cabinet et/ou Entreprise
- 2) EXPERT-COMPTABLE

Est. av. CIV. détaillé + photo + prêt à Confédération Générale des S.C.O.P., 37, rue Jean-Léonard, 75017 PARIS.

UNIROYAL USINE PRES COMPIEGNE (OISE)

recherche pour son service Installation entretien

un Ingénieur Électricien

Il sera responsable de l'énergie et de sa distribution dans l'usine (électricité-vapeur-air). Sa fonction consistera à optimiser l'utilisation d'énergie dans tous ses aspects et prévoir de nouvelles installations.

Pour cela il devra :

- Avoir une expérience industrielle de 2 à 4 ans (châssis installations).
- Bien connaître les problèmes de haute et basse tension.
- Avoir une bonne connaissance de l'anglais.

REF. I.E. 77

un Jeune Ingénieur

Il sera responsable des études de rentabilité, du suivi de la réalisation des nouveaux projets d'installation ainsi que des outils de la main-d'œuvre indirecte.

Pour cela il devra :

- Avoir une bonne formation en industriel, engineering.
- Être curieux.
- Avoir une très bonne connaissance de l'anglais.

REF. T.M. 77

un Ingénieur débutant

Il aura pour mission : Optimiser l'utilisation des matières premières à tous les stades de la production.

Pour réussir, il devra :

- Avoir le sens du contact humain à tous les niveaux.
- Être attiré par les problèmes de fabrication.
- Avoir le goût du travail "sur le tas".
- Savoir prendre des initiatives.
- Avoir un esprit à la fois critique et imaginaire.
- Bien connaître l'anglais.

REF. OR. 77

IBM FRANCE GROUPE DE GRANDE DIFFUSION

oui, nous recrutons dans notre division Systèmes de grande diffusion.

qui ?
Des cadres, hommes ou femmes, diplômés de l'enseignement supérieur.

pourquoi ?
Pour assurer notre expansion dans le domaine des ordinateurs destinés aux PME.

où ?
A Paris ou en province.

INGÉNIEURS D'APPLICATION, US assemblent, après 10 mois de formation, l'entière responsabilité commerciale de la gestion d'un territoire économique ou géographique.

Les dossiers comporteront une demande avec curriculum vitae détaillé, une photo récente et, si possible, un numéro de téléphone.

Adressez vos candidatures à Monsieur J.P. JOUBERT - IBM, Systèmes grande diffusion - Tour Berkeley, Codex 18, 92081 Paris-La Défense.



Organisme Syndical National d'une PROFESSION LIBÉRALE

recherche
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
ANGLAIS NECESSAIRE ALLEMAND SOUHAITÉ
Agé de 40 ans environ

Il secondera le Président dans la direction de l'Institut, préparera à l'aide d'une équipe de quelques personnes, les prises de décisions, puis veillera à leur exécution.

Il aura de nombreux contacts avec les Pouvoirs Publics, les Administrations, les Organismes professionnels et syndicaux. Nous souhaitons un homme de dialogue et de concertation sachant s'exprimer oralement et par écrit.

La rémunération sera supérieure à 120.000 F.

Ecrire en indiquant prétentions sous réf. 234 à CCFAD, 2, rue Joseph-Sabbatier, 75008 PARIS. Discretions assurées.

Importante société implantée dans le Nord de la Région Parisienne recherche en vue de coordonner les travaux d'analyse informatique du groupe des sociétés européennes

UN INFORMATICIEN DE HAUT NIVEAU

Ce poste conviendrait à un informaticien de gestion parfaitement bilingue français-anglais ayant une expérience d'au moins 5 ans des problèmes de gestion, d'analyse et d'utilisation des méthodes et moyens informatiques dans un cadre international.

Ecrire avec photo, C.V. et prétention, sous n° 25478 à CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

DSM France

Filiale française d'un groupe chimique européen petite équipe autonome et dynamique le Responsable informatique recherche pour l'assistance

UN ANALYSTE PROGRAMMEUR

Profil du poste :
• Assistance du responsable informatique à l'implantation d'un IBM 3790 (analyse, programmation, mise en place) qui remplacera fin 78 le système de Time-Sharing actuel.
• Maintenance du Time-Sharing actuellement en place.

Profil du candidat :
• 25 ans minimum
• 2 à 3 années de pratique de l'informatique très ouverte à la vie de l'entreprise, flexible
• sens aigu de l'organisation
• très bon esprit d'équipe, très bon contact humain, diplomate, sachant prendre des initiatives.
• connaissance de l'anglais appréciée.

Envoyer C.V., photo et prétentions à M. Yves CLEMENT - DS.F.M. France 5, rue Louis Lejeune 92128 MONTRouGE

• jeune pharmacien de fabrication • médecin se reporter annonce **SVR11** page "Le monde de la médecine"

Entreprise bâtiment d'importances nationale recherche pour son Siège Social PARIS

JEUNE CADRE FINANCIER

En collaboration directe avec le Directeur Financier du Groupe, il traite les questions de trésorerie, prévisions et gestion financière posées par le développement des activités à l'étranger.

De formation SUP. de CO. ou SCIENCES PO (option financière) il possède une expérience d'une ou deux années acquise dans une banque ou le service financier d'une grande entreprise.

La connaissance des problèmes financiers liés à l'exportation est souhaitée.

Envoyer C.V. et prétentions à n° 1715

CCFAD 20, rue de Chateaufort 75010 Paris 10

Dans le cadre de son expansion pomona

LEADER DE LA COMMERCIALISATION DES FRUITS ET LEGUMES FRAIS engage

JEUNES DIPLOMES de l'enseignement supérieur

désireux de s'orienter vers une activité commerciale

Les candidats retenus bénéficieront d'une formation pratique de 2 à 3 mois afin de se familiariser avec les méthodes de travail de la société.

Pendant 3 à 4 mois ils seront chargés de réaliser une étude très complète du marché des fruits et légumes dans le secteur de l'une des exploitations de la société.

A l'issue de cette période, ils prendront la responsabilité d'une clientèle qu'ils développeront.

Pour faire acte de candidature, écrivez à : M. D. Gautier, Société Pomona 21, rue du Pont Neuf 75039 Paris Cedex 01

en indiquant la ou les régions de France qui vous intéressent plus particulièrement.

Un important groupe industriel spécialité dans la conception et la fabrication d'équipements de haute technologie pour l'Aéronautique recherche

directeur de production

de formation supérieure (Grandes Ecoles), ayant une parfaite connaissance des problèmes de fabrication (petites séries, appareils unitaires), si possible dans la production d'équipements électroniques ou électromécaniques.

Il devra rechercher et être le Responsable industriel (ordonnement, fabrication, gestion de production, coûts, investissements), d'une première unité de 400 personnes, située dans la banlieue parisienne. Par la suite, l'ensemble du potentiel industriel (seconde unité de 400 personnes en province) lui sera confié.

Connaissance de l'anglais indispensable.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous la référence 33431 au : Cabines Jean-Claude MAURICE Conseil en Gestion du Personnel 42, rue Legendre-75017 PARIS

SNCF OFFRE

89 emplois dans ses bureaux d'études

Options électrotechnique - électronique (35 emplois) et génie civil (54 emplois)

Recrutement par concours des 25 et 26 octobre

OUVERTS AUX JEUNES GENS :
- Français ou naturalisés français
- Nés entre le 31.12.1948 et le 31.12.1959
- Titulaires d'un baccalauréat scientifique ou technique et possédant des connaissances techniques équivalentes au BTS de l'option postulée.

Rémunération brute de début : 3.500 F. par mois environ. Carrière intéressante, emploi stable - Avantages sociaux.

Ecrivez à la Direction Régionale S.N.C.F. (Division du Personnel) dont l'adresse vous sera communiquée dans toutes les gares.

CLOTURE DES INSCRIPTIONS LE 26 SEPTEMBRE.

INGENIEURS NUCLEAIRES

De formation ECP, AM, MINES, avec une spécialisation Génie Atomique, vous avez éventuellement une première expérience professionnelle acquise en ingénierie ou bureau d'études.

Société d'Ingénierie et de Construction Nucléaire en forte expansion, nous créons plusieurs postes dans les domaines suivants :

- conception neutronique des réacteurs,
- conception et dimensionnement des circuits fluides,
- contrôle commande des centrales,
- fonctionnement des chaudières nucléaires,
- évaluation de la sûreté des systèmes fluides et électriques.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature avec C.V. et prétentions à No 25750 Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra, en rappelant le domaine d'activité qui vous intéresse

مكتبة الادب

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	49,19
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	60,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENGAGEES	Le prix cal.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOI	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,68
AUTOMOBILES	20,00	22,68
AGENDA	20,00	22,68

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Groupe Français de taille internationale, recherche un directeur technique

haut niveau 180.000+

Il devra concevoir, superviser toute la ligne de produits, depuis la définition des nouveaux produits jusqu'à la production et la mise en place des systèmes de production. Sous sa responsabilité directe, plusieurs équipes dont principalement : conception des produits et qualité, l'assistance dans sa mission, l'assistance à la formation (Centrale SUP-ELEC, ANS, etc.). Une expérience industrielle confirmée en production de grande série. L'orientation de la fonction nécessite outre la capacité de prévoir à long terme les investissements techniques, un esprit marketing ouvert au dialogue avec les services commerciaux. L'importance des tâches à accomplir nécessite un candidat à forte personnalité. Réponse et candidature assurées à Monsieur Bernard Julhiet, 93, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly.

bernard julhiet psycom
93, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly

SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE DE RENOMMÉE MONDIALE recherche :

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

PROFIL :
— Ce poste convient à des ingénieurs ayant au moins 3 ans d'expérience dans les ventes de systèmes d'automatisme et d'informatique industrielle.
Des introductions dans les milieux de l'industrie seront appréciées.

MISSIONS :
— Développer et vendre des installations clé en main.
— Prendre en charge la responsabilité des marchés impliquant des contacts à haut niveau.

Lieu de travail : BANLIEUE NORD-EST DE PARIS avec déplacements.

Adresser C.V., photo, à n° 24.878 Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris (1^{er}), qui transmettra. Réponses seront faites à tous les C.V. manuscrits et détaillés.

Notre Société (500 pers.) recherche : MÉCANIQUE GÉNÉRALE (50% C.A. à l'exportation) recherche pour PARIS

Attaché au Directeur du service commercial

plus particulièrement responsable, sur le plan administratif, du suivi des ventes et des relations clients (correspondance et téléphone, prévisions des ventes, facturation, contentieux...).

Ce poste sédentaire sera confié à un jeune cadre de 30 ans environ, de formation technique ou commerciale, parlant couramment l'anglais, l'allemand, l'italien et l'espagnol, ayant l'expérience effective d'une fonction technique-commerciale acquise dans une Société industrielle.

Adresser votre C.V. (photo+préférences) sous réf. : 36533 à

GAMMA SELECTION
6, place d'Estienne d'Orves 75009 Paris

FRAIKIN S.A.

SOCIÉTÉ LEADER DANS LA LOCATION DE VÉHICULES INDUSTRIELS (7 000 VÉHICULES, EXPANSION CONTINUE) PARIS - RECHERCHE POUR ÊTRE RATTACHÉ AU P.-D.G.

DIRECTEUR DES ACHATS

Capable d'assurer progressivement l'organisation, la réalisation, le contrôle des achats des véhicules, des équipements et des produits de grande consommation (carburants, pièces détachées, outillages, etc.).

SITUATION TRÈS INTÉRESSANTE ET DYNAMIQUE

pour candidat, avant de fortes connaissances techniques, en particulier dans les poids lourds, l'expérience des négociations à tous niveaux, des qualités très marquées de rigueur, de ténacité et d'organisation.

Écrire sous référence 16 138 C.M.

4, rue Massenet, 75016 Paris
discrétion absolue

etap

SOCIÉTÉ implantée en BANLIEUE Sud-Est, filiale d'un groupe international recherche pour l'une de ses divisions

UN JEUNE CADRE commercial export

Le candidat retenu sera de formation commerciale supérieure. La connaissance de la langue anglaise sera primordiale et celle de l'allemand très bonne.

Il devra être disponible pour de fréquents déplacements.
Adresser C.V., photo et présent. à réf. 3494/S MINET Publicité 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS qui transmettra.

Importante Société d'Ingénierie spécialisée en CIMENTÉRIE et MÉTALLURGIE

traitant l'essentiel de son C.A. à l'exportation recherche

2 Ingénieurs généralistes

28 ans minimum. Réellement bilingue anglais, dans le but de les former rapidement dans son siège parisien aux fonctions

D'INGÉNIEUR DE COORDINATION, RESIDENT PERMANENT A L'ÉTRANGER.

Outre les compétences nécessaires en matière de construction de grands ensembles industriels, la fonction fait appel à des qualités particulières de contact, de diplomatie, de sens des liaisons et d'esprit pratique.

Toutes informations sur cette offre sont données confidentiellement au téléphone du lundi au vendredi de 9 h à 12 h 30 et de 14 h à 18 h par :

Information Carrière SVP-11.11, réf. 171

qui donnera sa réponse vous au candidat concerné. Le poste est basé à Paris, 65, rue de Valenciennes 75017 PARIS

INGÉNIEUR TECHNIQUE-COMMERCIAL

HENKEL FRANCE, filiale d'un groupe chimique européen, introduit dans des marchés très diversifiés (lessives, cosmétiques, produits industriels), 1400 personnes, 2 usines, renforce l'équipe de vente de son département Adhésifs industriels.

Ce collaborateur aura pour mission d'établir les contacts avec les fabricants de l'industrie automobile, d'implanter les produits nouveaux et de réaliser des essais techniques importants.

Il a une formation d'ingénieur (chimie ou mécanique), une expérience de 3 à 5 ans dans la vente technique et de bonnes connaissances en Allemand.

Implanté en région parisienne, il effectuera des déplacements dans toute la France.

Écrire à HENKEL FRANCE S.A., sous référence 345, B.P. 119, 94250 Gentilly.

Henkel

RESPONSABLE COMMERCIAL EXPORT

Le candidat : Ce sera un homme jeune, de formation commerciale supérieure ou ingénieur, parlant anglais (notamment arabe apprécié), ayant travaillé avec succès des biens d'équipement industriels, de préférence à l'étranger. Donc aimant voyager et capable de s'intégrer aux aspects commerciaux de la technique.

La société : Société d'équipements basée sur les installations de sécurité, au tout premier rang sur le marché français (filiale d'un important groupe international) et qui désire exploiter rationnellement ses premiers succès à l'exportation en intensifiant son action.

Le poste : Collaborateur immédiat du directeur commercial.

— 50 % du temps à l'étranger, pour prospecter et négocier des affaires importantes avec l'appui logistique des Bureaux d'études de la société ;
— 50 % à Paris, pour négocier les phases administratives et les financements des affaires traitées.

Si vous vous reconnaissez dans cette annonce et si vous voulez en savoir davantage, AVANT MEME D'ÊTRE CANDIDAT, demandez une documentation s/réf. 384 M à François DOZOL, DELTA CONSEIL 27, rue Dombasle, 75015 PARIS.

LE PAIN JACQUET & BEZONS (95) étend son DÉPARTEMENT MARKETING et recherche

chef de produits junior

Il a 2 à 3 ans d'expérience comme assistant et possède une solide technique marketing dans la branche alimentaire.

A court terme, il aura la responsabilité d'une gamme de produits leader sur le marché français.

Écrire avec CV détaillé en précisant le salaire actuel sous référence 12367, à PLEIN EMPLOI-IO, rue du Mail, 75002 Paris.

SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE TECHNIQUES AVANCÉES

Banlieue SUD-EST recherche

POUR GESTION TECHNIQUE GRAND PROJET DANS LE DOMAINE SPATIAL

INGÉNIEUR Grande Ecole

Expérience minimum de 5 ans, et connaissances des matériels embarqués spatiaux.

Les techniques mises en œuvre relèvent de l'électronique logique et analogique, de l'optique et de la mécanique.

Les projets sont à traiter au niveau système. Adresser C.V. et photo à n° 24.878 CONTESSE Publ. 20, avenue de l'Opéra, PARIS-1^{er} qui transmettra.

audit opérationnel

BSN-Gervais Danone recherche pour son Service Audit, un diplômé d'études supérieures, ayant acquis au moins 3 ans d'expérience dans un Cabinet d'Audit Anglo-Saxon ou dans le Service Audit Interne d'une Société Anglo-Saxonne.

Il utilisera les techniques anglo-saxonnes d'analyse pour contrôler et améliorer la rentabilité des différentes fonctions de l'entreprise (transports, achats, finances, export, etc.).

Il sera chargé d'élaborer et de proposer des recommandations à la Direction Générale pour lui permettre d'améliorer le fonctionnement et les résultats des différentes Sociétés du Groupe.

Le poste, basé à Paris, nécessite de nombreux déplacements tant en France qu'à l'étranger.

Adresser votre candidature avec C.V. détaillé, sous réf. J 04 M à Jean Bückel BSN-Gervais Danone, 7 rue de Téhéran, 75008 Paris.

bsn.gervais danone

SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE TECHNIQUES AVANCÉES

Banlieue SUD-EST recherche :

pour encadrer sa section d'ÉLECTRONIQUE ANALOGIQUE

INGÉNIEUR Grande Ecole

(X, ECP, ESE, ENSI)

ayant au minimum 5 ans d'expérience en électronique analogique :

— Domaine d'application nucléaire, espace, automatique.

Adresser C.V. et photo à n° 24.878 CONTESSE Publ. 20, av. de l'Opéra, Paris (1^{er}), qui transmettra.

GLAENZER SPICER

SOCIÉTÉ DE MÉCANIQUE AUTOMOBILE région de POISSY (Yvelines)

Filiale d'un important groupe international propose à

DIPLOMÉ DECS

La responsabilité d'une section de comptabilité générale.

Ce poste évolutif s'adresse à un CADRE connaissant parfaitement l'anglais, âgé de 30 ans minimum et intéressé par les techniques comptables internationales.

L'expérience professionnelle exigée (5 ans minimum) aura été acquise dans des entreprises industrielles ; éventuellement dans des cabinets d'expertise comptable.

Rémunération et avantages sociaux intéressants.

Adresser C.V. avec photo et prétentions à :

Chef du Personnel - BP 60 - 78301 POISSY.

Groupe HACHETTE

pour son département

ORGANISATION ET INFORMATIQUE

Le rôle de ce département étant de conseiller les différentes unités opérationnelles du Groupe (19 000 personnes) pour leurs problèmes d'organisation, de concevoir des systèmes informatiques et de les exploiter sur des matériels IBM 370/158 et 370/145 utilisant les systèmes d'exploitation DOS, OS, VM, CMS, recherche :

PROGRAMMEURS CONFIRMÉS (PLI, Assembleur, CICS)

HOMME SYSTÈME CONFIRMÉ (Minimum 4 ans d'expérience)

ANALYSTES-PROGRAMMEURS débutants ou 2 ans d'expérience, pour conception et réalisation d'applications informatiques, niveau INSA, Maîtrise, etc.

Écrire avec C.V. au Service de l'Emploi - Référence 100 79, bd Saint-Germain, 75008 Paris

Hachette

CHEF DE PRODUCTION

REGION PARISIENNE

recherché par société française de traitement de surface, n° 1 dans sa spécialité.

Dépendant du directeur d'établissement (50 hommes), il aura la responsabilité complète de la production du point de vue qualité, délais, prix.

Age min. 30 ans, formation électrotechnique des métaux, expérience du commandement, contacts clients.

Possibilité d'avancement.

Écrire avec C.V., prétentions, photo sous n° 5.992 à P.M.P., 69, rue de Provence, 75009 Paris, qui transmettra.

H.E.C. E.S.S.E.C. SUP DE CO ou équivalent

NEGOCE INTERNATIONAL

Vous êtes débutant, vous avez une formation supérieure de préférence commerciale ou économique, vous avez un intérêt pour le monde agricole, vous parlez couramment l'anglais. CARGILL, une des premières sociétés mondiales dans le négoce des produits agricoles et dans leur transformation vous offre, après une période de formation, de prendre rapidement des responsabilités commerciales au sein de son organisation française à SAINT GERMAIN EN LAYE.

Il s'agit, après analyse permanente des marchés céréaliers et monétaires, de négocier et d'assurer le suivi des achats et des ventes de céréales tant sur le plan intérieur qu'à l'exportation.

Vous devez avoir un esprit vif, une bonne souplesse d'adaptation et de solides qualités de jugement et de décision.

Envoyer C.V., photo récente, sous la référence 708283/M (à mentionner sur l'enveloppe) à Michèle ROUSSELOT.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS

1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 05

BANQUE PRIVÉE PARIS CENTRE

recherche :

• chef de secrétariat CLASSE V/VI réf. 1010M

connaissant bien les problèmes de gestion des ENGAGEMENTS et l'analyse de bilans.

• chef de portefeuille CLASSE IV/V expérimenté réf. 1011M

• chef de caisse CLASSE IV/V réf. 1012M

l'expérience des services titres et documentaire sera appréciée.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions avec réf. correspondante à

Organisation et publicité

21 rue Marengo 75008 PARIS/OLYMPIA

GGT

Intermédiaire financier

recherche pour

RECOURNEMENT

DE CREDITS EXPORT

CADRE EXPERIMENTE

Connaissance de l'anglais obligatoire et de l'espagnol souhaitée.

Écrire avec C.V. sous référence No 31 à

CIE GENERALE CONSTRUCTIONS

TELEPHONIQUE - Service du Personnel - 251 rue de Vaugirard 75740 PARIS Cedex 15.

INGENIEUR INFORMATICIEN

Une importante Société Métallurgique recherche, pour son siège de Neuilly-sur-Seine, un diplômé de l'enseignement supérieur capable de développer son plan informatique.

Rattaché à la Direction Générale, il aura à étudier et à mettre en œuvre de nouveaux processus de travail avec les différents chefs de département.

Le candidat, âgé de 30 ans minimum, devra témoigner d'une solide expérience en informatique et en organisation.

Ce poste offre de réelles possibilités d'avancement.

Envoyer C.V. et photo sous référence 9052 à :

RSC carrières

92, rue Bonaparte 75008 Paris

Important Etablissement Financier

rech. pour développer son plan informatique sur un ordinateur IBM 370/155

CHEF DE PROJET

• Formation HEC, ESSEC ou équivalent.

• 3 à 5 années d'expérience au minimum en informatique de gestion.

• Expérience BASSES DE DONNEES indispensable.

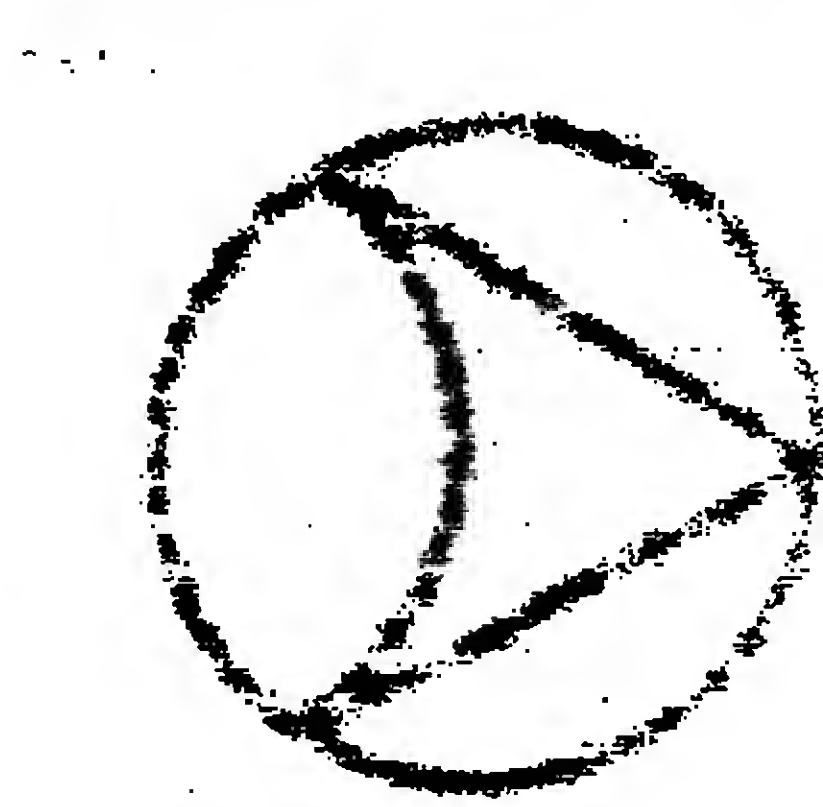
• Connaissance télétraitement appréciée.

Adresser C.V. à : (77) LEBEUF

6, place de la Madeleine, 75008 PARIS qui transmettra.

ANNON

directeur des approvisionnements



CADRE FONCIE EXPERIMENTE

DIRECTEUR DES VENTES

FRANCE

190 100 30

سكز من الاجل

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

	Le mot col.	T.C.
ANNONCES ENCADREES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOI	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOI	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

responsable administratif et financier

PARIS

Société Alimentaire recherche pour son Département IMPORT EXPORT un RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER.

Rattaché à la D.G., il sera responsable de la gestion de la trésorerie, de l'élaboration des documents de gestion et des bilans trimestriels - effectif 20 personnes. Age de 30 ans minimum. Il apportera : une formation type DEC, une expérience d'entreprise Import/Export, des qualités d'organisateur et d'administrateur. Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous référence 10194 à L.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

CONTROLES NON DESTRUCTIFS

Ingénieur mécanicien ou électronicien, vous avez environ 5 années d'expérience professionnelle en aéronautique, off shore ou nucléaire. Société d'Ingénierie et de Construction Nucléaire en forte croissance, nous vous offrons de participer à la réalisation de projets importants dans le domaine de la conception et fabrication de dispositifs d'examen non destructifs.

Vos fonctions comporteront des relations suivies avec nos fournisseurs, nos clients et vous serez amené à vous déplacer sur nos sites, en France et à l'étranger. Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous référence 9093 à Axial Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

Important Groupe Industriel International (C.A. 2 Milliards) propose un poste de

CHEF D'ATELIER

(démarrage d'une nouvelle fabrication avec implantation du matériel puis gestion de l'atelier et suivi de la production) à un jeune Ingénieur Mécanicien possédant une première expérience industrielle et désirant faire carrière dans la production. La connaissance de l'allemand serait un atout supplémentaire. Poste à pourvoir en région parisienne. Adresser lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions sous référence 4584 à **bp** 31, Bd BONNE NOUVELLE 75002 PARIS qui transmettra.

Nous sommes une entreprise de 10.000 personnes ayant dans des secteurs industriels de pointe. Notre Direction Financière est très fortement structurée. ELLE RECHERCHE :

UN CONTROLEUR DE GESTION

Pour l'une de ses DIVISIONS opérationnelles intégrées

Préparation des objectifs, plan moyen terme, budget, résultats, écarts, prévisions, conférence mensuelle sur la marche de la Division, tels sont les grands axes de la mission à assumer.

— Ce poste conviendrait bien à un homme ayant une formation supérieure dans le domaine de la gestion.
— HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent (option finances, comptabilité).
— 30 ans au moins.
— Ayant déjà occupé une fonction analogue ou en position d'adjoint à un contrôleur d'un ensemble important.

Ecrire avec C.V. et n° 25.901 CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, PARIS-1^{er}, qui transmettra.

PS Conseil

Une division d'un très important groupe industriel français, spécialiste dans la fabrication et la vente de matériel de haute technologie, recherche la ou la responsable de la

PROMOTION DES VENTES 50 - 60.000 F

Ce cadre, en étroite liaison avec la Direction Commerciale et la fabrication, sera chargé : d'étudier les arguments de vente à l'usage du réseau France et l'étranger, les catalogues et notices publicitaires, de piloter les expositions et de gérer le budget Publicité. Ce poste conviendrait à un(e) candidat(e) diplômé(e) d'une grande école d'ingénieurs ou commerciale, débutant(e) ou ayant acquis une ou deux années d'expérience à un poste similaire de promotion de produits industriels. Ce poste est à pourvoir à Paris et nécessite d'excellentes qualités de contact et des goûts artistiques prononcés. Une très bonne connaissance de la langue anglaise est nécessaire.

Adresser C.V. sous référence 220/M à :

PS CONSEIL
8, rue Bellini - 75782 Paris Cedex 16
Discretion assurée

offres d'emploi

LORILLEUX LEFRANC INTERNATIONAL

leader du marché européen des encres d'imprimerie recherche

UN ADJOINT AU DIRECTEUR DE MARKETING INTERNATIONAL

Il sera chargé auprès des centres de profits, filiales du Groupe : d'animer leur politique commerciale de marché et de produits, de promouvoir les méthodes de marketing du Groupe, de coordonner leurs activités commerciales.

Les candidats devront avoir :
— une connaissance courante de l'anglais et de l'allemand ;
— une formation supérieure du niveau grande école commerciale ;
— un minimum d'expérience professionnelle (3 à 5 ans).
Il est prévu une période de formation de 6 à 12 mois dans les filiales étrangères du Groupe et en France.

Le poste implique de fréquents et brefs déplacements à l'étranger, surtout en Europe. L'œuvre la porte à une promotion à terme particulièrement intéressante.

Adresser candidature avec curriculum vitae détaillé sous la référence 698 à Serge BAILLY CONSEIL, 40, avenue Hoche, — 75008 PARIS.

IMPORTANT GROUPE MECANIQUE DE PRECISION

à vocation internationale recherche

pour sa direction administrative et financière un

CADRE COMPTABLE

Chargé :
— de participer à la définition de l'élaboration des règles comptables et de conduire des enquêtes auprès des unités ;
— de coopérer aux travaux comptables d'établissement des bilans et comptes d'exploitation analytique ;
— de suivre certains dossiers fiscaux.

PROFIL :
— être diplômé d'une école supérieure de commerce (option finances et comptabilité) ou équivalent avec DEC ;
— avoir une première expérience professionnelle en comptabilité générale et analytique.

Adresser lettre, C.V. avec photo et prétentions sous le n° 25552 à CONTEXTE Publicité, 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

FILIALE FRANÇAISE D'UN GROUPE U.S.

nous souhaitons vous confier la RESPONSABILITE DE NOS PROJETS INFORMATIQUES.

Vous prenez en charge l'ensemble de nos applications développées en GAP 2 sur un gros SYSTÈME-3 (et utilisant le CCP et le BOMP). Ceci fait, vous devenez, en titre, le responsable informatique d'un service comprenant une dizaine de personnes. Après une formation ESCP, ESSEC, vous avez acquis l'expérience de l'information de la gestion d'une entreprise moyenne et votre anglais "fluant" vous permet de devenir l'interlocuteur privilégié des EDP men du groupe.

Nous sommes implantés en banlieue ouest de Paris, alors écrivez à J. THILY sr réf. 3151 LM. Carrières de l'Informatique.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON-LILLE-BRUXELLES-GENEVE-LONDRES

Institut Pasteur

PRODUCTION

recherche :

MÉDECIN

ou PHARMACIEN - BIOLOGISTE

POUR DIRIGER LABORATOIRE DE CONTROLE

AYANT :

— une expérience de 5 à 10 ans dans la fonction ;
— de très bonnes connaissances en bactériologie et en virologie ;
— un sens de l'organisation et des contacts humains.

LIEUX DE TRAVAIL :

— GARCHES (92), stage de 6 mois environ.

— LOUVERNAIS (77), définitivement.

Env. C.V. et photo au Département du Personnel, 36, rue du Docteur-Roux, 75015 PARIS.

Organisme de financement et de Promotion Immobilière (Paris et région parisienne), rech. :

RESPONSABLE PROMOTION

chargé de la prospection, du montage et du suivi des opérations immobilières de la Société. Sens et habiletés des contacts et de la négociation.

Pratique de la conduite du travail en équipe dans le secteur de la promotion immobilière à un niveau de responsabilité élevé.

Formation supérieure souhaitée.

Lettre de candidature manuscrite, photo, curriculum vitae, rémunération souhaitée.

Ecrire n° 7.492 à Le Monde & Publicité, 5, rue des Italiens - 75127 PARIS-8^e.

offres d'emploi

Ingénieur analyste

Société de constructions mécaniques : 18 000 personnes - C.A. 4 milliards, nous recherchons pour notre service central de traitement informatique un ingénieur (Centrale - Mines - A. et M., ...) ayant acquis 3 à 4 ans d'expérience dans le développement et la mise en place de systèmes informatiques appliqués à l'industrie.

Nous lui confierons l'analyse des cahiers des charges, la conception des chaînes et la mise en application de projets de gestion de la production.

Lieu de travail : proche banlieue ouest. Adresser curriculum vitae sr réf. : CEMOR (à mentionner sur l'enveloppe) à :

Publicis Conseil
EMPLOIS ET CARRIERES
30, rue Vernet, 75008 PARIS

IMPORTANT GROUPE FINANCIER

recherche

SPECIALISTE DES ASSURANCES

LE CANDIDAT DEVRA :

• être au minimum licencié en droit ;
• posséder l'expérience nécessaire pour être immédiatement opérationnel.

IL LUI SERA PROPOSÉ :

• de participer à l'étude des problèmes Assurances - construction - transport - risques industriels ;
• une situation stable offrant de réelles possibilités d'avancement ;
• une rémunération en fonction de l'expérience acquise ;
• lieu de travail PARIS.

Ecrire avec C.V. et prétentions à Mme Colbert 78 av. Albert Bartholomé 75015 Paris

DANS LE CADRE DE SON EXPANSION LA SOCIÉTÉ ENTEX, ASSOCIANTS DE GESTION recherche

COLLABORATEURS BANCAIRES

DE HAUT NIVEAU (CLASSES 6 à 8) sur toute la France, ayant parfaite connaissance des engagements et de l'exploitation.

Adresser C.V. à ENTEX S.A., 15, rue de Toulon, 92300 GARCHES.

Responsable comptabilité administration

La filiale française d'un jeune groupe américain spécialisé dans la vente directe de produits de grande consommation crée le poste de Financial & Administrative Manager.

Dépendant du Gérant, il sera entièrement responsable de la supervision et du bon déroulement de l'ensemble des opérations administratives et comptables et assurera tout le reporting vers la maison-mère. Une partie importante de ses activités sera la gestion de la trésorerie de la filiale.

Ce poste complet au sein d'une société en plein démarrage s'adresse à un candidat âgé de 28 ans minimum. Il aura une bonne expérience comptable de 5 ans acquise de préférence dans un groupe anglo-saxon. L'anglais est indispensable.

Adresser C.V. détaillé sous réf. n° 7301 à R. INSONIA, 7, rue de la République, 93 avenue du Maine, 75755 Paris cedex 15 - Discretion absolue.

IMPTE SOCIÉTÉ DE TELECOMMUNICATIONS PARIS-13^e RECHERCHE

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

— DÉBUTANTS ou QUELQUES ANNÉES D'EXPERIENCE ;
— GRANDES ÉCOLES ;
— DISPONIBLES IMMÉDIATEMENT.

Pour travaux d'études sur matériel et logiciel d'équipement de TELECOMMUNICATIONS.

Ecrire avec C.V. et prétentions à : A.O.P., boîte postale 301, PARIS-13^e.

INGÉNIEUR SECURITE FRANCE/ETRANGER

L'ingénierie et la construction de très grands ensembles industriels sont nos activités. Nous recherchons pour l'une des sections de notre service Sécurité un ingénieur à qui nous confierons les études destinées à promouvoir la sécurité du travail et la prévention des accidents ainsi que les inspections sur nos chantiers et éventuellement nos usines - aussi bien en France qu'à l'étranger.

L'homme que nous aimerions rencontrer, doit justifier d'une très grande expérience en prévention des accidents du travail plus particulièrement axée sur les chantiers importants.

La caractéristique internationale de ce poste exige de son titulaire une totale maîtrise de la langue anglaise. Cette fonction qui est à créer devrait déboucher sur la construction d'une section «Sécurité sites étrangers».

Envoyer lettre manuscrite et C.V. sous référence 9086 à Axial Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui tr.

Boehringer Mannheim France S.A.

recherche son

CHEF DU SERVICE COMMERCIAL

Allemand et anglais souhaités. Une expérience confirmée dans ce poste est indispensable.

Adresser C.V. + photo + prétentions au secrétariat de Direction, Boehringer Mannheim France S.A., 7, bd de la Madeleine, 75001 Paris.

Nous sommes une importante Entreprise Internationale du Secteur Bâtiment pour préparer l'avenir nous souhaitons intégrer dans les prochains mois

Plusieurs INGENIEURS DEBUTANTS

désireux d'acquies dans le domaine des travaux une expérience susceptible de les conduire à des postes de hautes responsabilités dans différentes filières (travaux, commercial, gestion...). Les candidats que nous retiendrons auront une formation grande école (ECP, ESTP...). Dans une section génie civil et auront fait preuve des qualités de commandement nécessaires à la conduite des hommes ainsi que des qualités d'animateur et d'organisateur.

Les candidats intéressés adresseront C.V. et prétentions sous N° 3513 à PARFRANCE P.A., 4, rue Robert Estienne 75008 Paris qui transmettra

JEUNE SOCIÉTÉ DE CONTROLE INTERNE ET CONSEIL TRAVAILLANT AU SEIN D'UN IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS EN DÉVELOPPEMENT recherche

AUDITEUR CONFIRMÉ

— Formation supérieure et niveau expertise comptable. Expérience 3 à 5 ans.
— Titres et diplômes.
— A moyen terme : débouchés possibles au sein du groupe.

AUDITEUR DÉBUTANT

— Bonnes connaissances comptables.
— Ouverture d'esprit.
— Facilité d'adaptation.

Env. curric. vitae et prétentions à M. DRUAUD, 39, boulevard Malesherbes, — 75008 PARIS.

GIXI

Filiale du groupe CISI, recherche

analystes programmeurs expérimentés

Compétences confirmées en gestion. Travaux en Région Parisienne et Province. Disponibilité immédiate.

Merci d'adresser un C.V. détaillé à : GIXI 2A de Courtaboult - B.P. 110 91403 ORSAY CEDEX

ingénierie informatique

DANS LE CADRE DE SON EXPANSION ROCKWELL-COLLINS RADIO FRANCE confie la responsabilité du DÉVELOPPEMENT DE MARCHÉS (business développement) à

UN CADRE DE HAUT NIVEAU

de formation supérieure (type H.E.C. + M.B.A.) confirmée par une solide expérience du marketing. Directement rattaché au Directeur commercial, il devra :

— étudier les économies et les marchés potentiels des pays européens et africains couverts par la société ;
— Développer et animer les stratégies de pénétration ;
— Proposer les éléments de la politique commerciale ;
— Participer à la définition des nouveaux produits. Anglais courant indispensable.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous réf. Cf a : Cif 40, rue de Montfauv. Séc 127 - 94523 RUNGIS CEDEX Réponse et discrétion assurées.

PETITE SOCIÉTÉ DE SERVICE EN INFORMATIQUE EN PLEINE EXPANSION recherche

INGÉNIEUR DÉBUTANT

(Grande École, E.S.E. ou équivalent)

— ayant le goût d'entreprendre, l'esprit d'initiative, des qualités brillantes d'informaticien ;
— pour réaliser des logiciels de gestion sur mini-ordinateurs (analyse fonctionnelle, en contact avec la clientèle, élaboration des solutions, contrôle et participation à la programmation).

Envoyer C.V. et prétentions à Sté INFASS, 4, rue du Général-Leclerc, 91220 MONTGERON

ANNONCE

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	43,19
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITALAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENGAGEES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,58
AUTOMOBILES	20,00	22,58
AGENDA	20,00	22,58

REPRODUCTION INTERDITE

secrétaires

Secrétaires de direction

Important Groupe de taille internationale recherche pour sa Direction Commerciale Etrangère

SECRETAIRE DE DIRECTION

bilingue anglais

Outre les travaux de secrétariat (sténographie française nécessaire) cette collaboratrice assistera le Directeur dans l'ensemble de ses fonctions. Une bonne organisation, un goût pour les relations humaines et une expérience de 2 ou 3 ans dans un poste similaire sont des atouts supplémentaires pour ce poste.

Lieu de travail : BANLIEUE SUD-OUEST.

Adressez C.V. détaillé + photo et rémunération à CONTESSA PUBLIS, 20 av. Opéra, Paris-1^{er}, 20, avenue de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01 q.17.

IMPORTANT SOCIÉTÉ MULTINATIONALE

Quartier LA DÉFENSE

recherche pour sa DIRECTION GÉNÉRALE

SECRETAIRE DE DIRECTION

B.T.S. ou équivalent.

Parfaitement bilingue ANGLAIS.

28 ans minimum.

Libre rapidement.

Horaire 8h30 - Restaurant d'Entreprises

Prière d'adresser C.V. détaillé, photo et prétentions n° 25506 CONTESSA PUBLIS, 20 av. Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

Vous avez 28 ans minimum et êtes une parfaite technicienne du secrétariat (BTS ou équivalent) + 5 années au moins d'expérience professionnelle.

Nous sommes l'une des grandes affaires françaises (banlieue sud de Paris) et cherchons, pour notre direction générale,

une secrétaire assistante

En plus d'un secrétariat classique, mais comportant des tâches variées, elle a des contacts à haut niveau tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'entreprise. Ce poste exige une excellente présentation et l'anglais courant.

Ecrire à Mme J. MAXENCE ss réf. 3213 LM.

CARRIERES FEMINIENES

10, RUE ROYALE, 75008 PARIS

PRONUPPTIA DE PARIS

Le spécialiste du mariage civil

SECRETAIRE DE DIRECTION

Bonne présentation, formation générale, expérience, secteur radiophonique, aptitudes, C.V., photo et prétentions à

PRONUPPTIA S.E.C. 2, rue Nivernaise, 9700 Montreuil, 97000 Paris Cedex 19

Sit. de produits chimiques rech. pour son siège social à VITRY

SECRETAIRE DIRECTION

Rattachée direct. au P.D.G. ; Elle assure la trépass du courrier et l'organisation de ses nombreux déplacements. Contrôle de communications dans l'entreprise, elle assiste le P.D.G. à la mission. Participe à la gestion de la direction. Elle a acquis une première expérience de secrétariat de haut niveau ;

Statut cadre, 13^e mois ;

Parcours : 10 ans ;

Post. d'attachée 27^e ans ;

Parcours : 10 ans ;

En C.V. man. photo, prêt. réf. 7713-2 à DIAPHORIS, S.F. 6, 9400 VITRY-SEINE.

Alison de la culture de Nanterre rech. STENOGRAPHE qualif. Ecr. 63 av. 204-523, 92.100 Nanterre.

FILIALE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE PARIS 10^e recherche

STENOGRAPHE

langue maternelle HOLLANDAISE

Ecrire avec C.V. et prétentions n° 25506, CONTESSA PUBLIS, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

SOCIÉTÉ PARIS (197) offre un poste de

STENOGRAPHE

à pourvoir rapidement au sein de sa

DIRECTION DU PERSONNEL. La candidate retenue sera amenée à participer aux diverses activités de secrétariat d'un service administratif. Une première expérience dans ce domaine est vivement souhaitée, ainsi qu'une bonne maîtrise de la sténographie, de la dactylographie, de la machine à écrire (portable et fixe) et de la machine à calcul. Ecrire avec C.V. et prétentions n° 25506, CONTESSA PUBLIS, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

Société promotion immobilière recherche pour directeur commercial

SECRETAIRE

sténodactylo bilingue. Ecr. 63 av. 204-523, 92.100 Nanterre.

STENOGRAPHE qualif. Ecr. 63 av. 204-523, 92.100 Nanterre.

STENOGRAPHE qualif. Ecr. 63 av. 204-523, 92.100 Nanterre.

représent. demande

V.R.P. 3 a. exp. Adresser son dossier à M. THÉRESE, 41, rue de Brancion, 75001 Paris.

demandes d'emploi

SECRETAIRE STENOGRAPHE BILINGUE ITALIEN

recherche POSTE STABLE

Ecr. n° 77470 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

J'ai 31 ans, une excell. présent. et des aptitudes pour travailler en équipe.

— Une bonne exp. de la vente et de la gestion commerciale.

— Une formation sup. en Université.

Je souhaite un emploi où je pourrais exprimer mon dynamisme et mon courage.

Mon objectif : étudier et participer à la gestion générale.

Ecr. AZOULAY Roger, 5, rue Julien-Piron, 93110 Rosny-sous-Bois

Jeune Suisse Ingénieur civil marié, expérience inter. Français, Espagnol, Anglais

Poste Technico Comm. Travail à l'étranger

Ecrire sous réf. 77470 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

JEUNE HOMME 25 ans, diplômé, cherche emploi dans le secteur de la vente et de la gestion commerciale.

Ecr. n° 77470 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

Topical, 23 a., D.U.T. comptab. et techniques commerciales, connaît. inform. et langues anglaise, espagnole, italienne, allemande, russe, portugaise, espéranto, etc.

Ecr. n° 77470 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

J.H., 21 a., probatoire, 1 a. exp. en tant que secrétaire, cherche emploi dans le secteur de la vente et de la gestion commerciale.

Ecr. n° 77470 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

J.F., 21 a., probatoire, 1 a. exp. en tant que secrétaire, cherche emploi dans le secteur de la vente et de la gestion commerciale.

Ecr. n° 77470 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

ACHETEUR, 34 ans, 8 ans d'expérience, spécialisé en emballage carton et plastique, cherche emploi dans le secteur de la vente et de la gestion commerciale.

Ecr. n° 77470 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

CADRE COMMERCIAL ADJOINT DIRECTION

responsable surv. achats et ventes, cherche emploi dans le secteur de la vente et de la gestion commerciale.

Ecr. n° 77470 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

AGREGE

lettre classique, exp. Université, ch. travail multi-branches, cherche emploi dans le secteur de la vente et de la gestion commerciale.

Ecr. n° 77470 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

DEA CYCLE U.R.S.S. et EUROPE DE L'EST

Dipl. des langues orientales, option langues orientales, cherche emploi dans le secteur de la vente et de la gestion commerciale.

Ecr. n° 77470 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

SECRETAIRE ADJOINT DIRECTION

responsable surv. achats et ventes, cherche emploi dans le secteur de la vente et de la gestion commerciale.

Ecr. n° 77470 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

SECRETAIRE STENOGRAPHE CONFIRMEE

Elle assurera la responsabilité des finances en France (courrier, organisation, suivi du classement et de la documentation, revue de presse, etc.)

Ecr. n° 77470 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

CADRE INTERNATIONAL

d'une pte de la direction, cherche emploi dans le secteur de la vente et de la gestion commerciale.

Ecr. n° 77470 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

JAPON - CORÉE

— Jeune Homme, 30 ans.

— Très bien introduit dans la société japonaise et coréenne.

— Expériences diverses dans le secteur de la vente et de la gestion commerciale.

— Diplôme de japonais.

— JAPONAIS - Coréen.

Ecr. n° 77470 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

EXPERT-COMPTABLE FINALISTE, 30 ans

— 4 ans d'expérience.

— Expérience récente de redressement d'affaires en difficulté.

— Excellent négociateur.

— Anglais/Italien.

recherche emploi même à durée déterminée.

FRANCE/ETRANGER

Ecrire sous le numéro 77710, à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

Docteur en psychologie

spécialiste en enfance handicapée, cherche emploi dans le secteur de la vente et de la gestion commerciale.

Ecr. n° 77470 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

demandes d'emploi

SAISIR

INGENIEUR T.P. habilité aux PROFESSIONS IMMOBILIERES

AGREMENT D'ARCHITECTURE en cours

CAMBIER EN MATIERES PREMIERES

AFFAIRE

pour

COLLABORATION DE CONFIANCE

Collab. - Disponible - 28 a. - Très proposition étranger

ANGLAIS - ALLEMAND

Expérience unique de conseil généraliste

VALDERRA, 55, bd Gouvion-Saint-Cyr, 75017 Paris.

DIRECTEUR TRAVAUX

INGENIEUR TECHNIQUE ET GESTION

Nombreuses réalisations d'usines clés en main.

FRANCE - ETRANGER

MONTAGNE - MISE EN ROUTE

— Libre à court terme

pour l'Algérie ORANAI

Autres pays ou siège

multinationale Paris.

Ecrire n° 1378 « le Monde » Pub. 5, rue des Italiens, 75427 Paris-9^e.

pour TÉHÉRAN

ATTACHE DE DIRECTION

FORMATION UNIVERSITAIRE

40 ans, 15 ans d'expérience P.M.E. Paris

recherche

Poste à Responsabilités

Ecrire n° 7718 REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

ADMINISTRATION COMMERCIALE

Jeune femme 28 ans

Licence de Sciences Economiques

+ Institut droit des Affaires

Avant :

— 5 ans d'expérience.

— Assumé la direction d'un service de dix personnes (secteur bancaire).

— Une bonne connaissance du marché des produits financiers et immobiliers ;

— L'habitude de la négociation tout niveau ;

— L'anglais et l'espagnol ;

— Le goût des contacts humains ;

Recherche poste à responsabilité, secteur indifférent.

Ecrire sous n° 77458 à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (7^e), qui transmettra.

J.F. CADRE, 33 ans.

SECRETAIRE DE DIRECTION

B.T.S. + R.T.S. 12 ans d'expérience responsabilité

cherche

poste COLLABORATRICE

Libre immédiatement.

Adressez : 226-06-81.

Accepterait éventuellement poste en province à travail et salaire intéressant.

Ecrire n° 7714 REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2^e.

SENIOR AUDITOR

27 ans, nationalité française, 4 ans d'expérience cabinet Anglo-Saxon, bilingue anglais, D.E.O.S., cherche poste à responsabilité

— DIRECTION FINANCIERE

— CARNET D'EXPERIENCE COMPTABLE

STUDIERAIT TOUTES PROPOSITIONS

FRANCE ou ETRANGER

Ecrire sous n° 77760 M. A. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

CADRE SUPPLÉMENTAIRE

EXPER. CONFIRMEE EN :

— GESTION

— ADMINISTRATIVE

— BUDGETAIRE ET FINANCIERE

dans diverses branches

POSTE A RESPONSABILITES.

PARIS ou BANLIEUE

Ecr. n° 77720 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

INGENIEUR ELECTRONIQUE

45 a., 10 ans d'expérience, domaine des terminaux et mini-ordinateurs, connaît. du marketing, cherche poste à responsabilité

— Responsable de services suivis :

— Responsable de la production ;

— Responsable de la distribution ;

— Responsable de la maintenance ;

— Responsable de la formation ;

— Responsable de la recherche et développement ;

— Responsable de la gestion ;

— Responsable de la logistique ;

— Responsable de la qualité ;

— Responsable de la sécurité ;

— Responsable de la santé ;

— Responsable de l'environnement ;

— Responsable de la communication ;

— Responsable de la gestion des ressources humaines ;

— Responsable de la gestion des finances ;

— Responsable de la gestion des équipements ;

— Responsable de la gestion des données ;

— Responsable de la gestion des informations ;

— Responsable de la gestion des connaissances ;

— Responsable de la gestion des compétences ;

— Responsable de la gestion des talents ;

— Responsable de la gestion des carrières ;

— Responsable de la gestion des salaires ;

— Responsable de la gestion des avantages sociaux ;

— Responsable de la gestion des relations publiques ;

— Responsable de la gestion des relations avec les clients ;

— Responsable de la gestion des relations avec les fournisseurs ;

— Responsable de la gestion des relations avec les partenaires ;

— Responsable de la gestion des relations avec les pouvoirs publics ;

— Responsable de la gestion des relations avec les médias ;

— Responsable de la gestion des relations avec les associations ;

— Responsable de la gestion des relations avec les syndicats ;

— Responsable de la gestion des relations avec les unions ;

— Responsable de la gestion des relations avec les groupes ;

— Responsable de la gestion des relations avec les réseaux ;

— Responsable de la gestion des relations avec les communautés ;

— Responsable de la gestion des relations avec les territoires ;

— Responsable de la gestion des relations avec les pays ;

— Responsable de la gestion des relations avec les continents ;

— Responsable de la gestion des relations avec le monde ;

— Responsable de la gestion des relations avec l'univers ;

— Responsable de la gestion des relations avec la vie ;

— Responsable de la gestion des relations avec la mort ;

— Responsable de la gestion des relations avec le cosmos ;

— Responsable de la gestion des relations avec la terre ;

— Responsable de la gestion des relations avec l'eau ;

— Responsable de la gestion des relations avec l'air ;

— Responsable de la gestion des relations avec le feu ;

— Responsable de la gestion des relations avec la lumière ;

— Responsable de la gestion des relations avec le son ;

— Responsable de la gestion des relations avec le goût ;

— Responsable de la gestion des relations avec l'odorat ;

— Responsable de la gestion des relations avec le toucher ;

— Responsable de la gestion des relations avec la vue ;

— Responsable de la gestion des relations avec l'ouïe ;

— Responsable de la gestion des relations avec le nez ;

— Responsable de la gestion des relations avec la langue ;

— Responsable de la gestion des relations avec la gorge ;

— Responsable de la gestion des relations avec la poitrine ;

— Responsable de la gestion des relations avec le ventre ;

— Responsable de la gestion des relations avec les jambes ;

— Responsable de la gestion des relations avec les bras ;

— Responsable de la gestion des relations avec les mains ;

— Responsable de la gestion des relations avec les pieds ;

— Responsable de la gestion des relations avec les ongles ;

— Responsable de la gestion des relations avec les cheveux ;

— Responsable de la gestion des relations avec la peau ;

— Responsable de la gestion des relations avec les vêtements ;

— Responsable de la gestion des relations avec les accessoires ;

— Responsable de la gestion des relations avec les bijoux ;

— Responsable de la gestion des relations avec les parfums ;

— Responsable de la gestion des relations avec les cosmétiques ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de beauté ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de santé ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de nettoyage ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits d'entretien ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits d'hygiène ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de cuisine ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de décoration ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de jardinage ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de bricolage ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de construction ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de transport ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de communication ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de divertissement ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de culture ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de sport ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de loisir ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de voyage ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de tourisme ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de hôtellerie ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de restauration ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de commerce ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de finance ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de banque ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits d'assurance ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de crédit ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location à long terme ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location à court terme ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location saisonnière ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location d'équipement ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de matériel ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de véhicules ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de locaux ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de services ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de personnel ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de machines ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de logiciels ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de données ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de connaissances ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de compétences ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de talents ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de carrières ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de salaires ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de avantages sociaux ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations publiques ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les clients ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les fournisseurs ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les partenaires ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les pouvoirs publics ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les médias ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les associations ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les syndicats ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les unions ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les groupes ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les réseaux ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les communautés ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les territoires ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les pays ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les continents ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec le monde ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec l'univers ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec la vie ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec la mort ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec le cosmos ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec la terre ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec l'eau ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec l'air ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec le feu ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec la lumière ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec le son ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec le goût ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec l'odorat ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec le toucher ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec la vue ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec l'ouïe ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec le nez ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec la langue ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec la gorge ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec la poitrine ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec le ventre ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les jambes ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les bras ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les mains ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les pieds ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les ongles ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les cheveux ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec la peau ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les vêtements ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les accessoires ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les bijoux ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les parfums ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les cosmétiques ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de beauté ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de santé ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de nettoyage ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits d'entretien ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits d'hygiène ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de cuisine ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de décoration ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de jardinage ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de bricolage ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de construction ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de transport ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de communication ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de divertissement ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de culture ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de sport ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de loisir ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de voyage ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de tourisme ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de hôtellerie ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de restauration ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de commerce ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de finance ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de banque ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits d'assurance ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de crédit ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location à long terme ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location à court terme ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location saisonnière ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location d'équipement ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de matériel ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de véhicules ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de locaux ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de services ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de personnel ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de machines ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de logiciels ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de données ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de connaissances ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de compétences ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de talents ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de carrières ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de salaires ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de avantages sociaux ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de relations publiques ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de relations avec les clients ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de relations avec les fournisseurs ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de relations avec les partenaires ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de relations avec les pouvoirs publics ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de relations avec les médias ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de relations avec les associations ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de relations avec les syndicats ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de relations avec les unions ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de relations avec les groupes ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de relations avec les réseaux ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de relations avec les communautés ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de relations avec les territoires ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de relations avec les pays ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de relations avec les continents ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de relations avec le monde ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de relations avec l'univers ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de relations avec la vie ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de relations avec la mort ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de relations avec le cosmos ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de relations avec la terre ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de relations avec l'eau ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de relations avec l'air ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de relations avec le feu ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de relations avec la lumière ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de relations avec le son ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de relations avec le goût ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de relations avec l'odorat ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de relations avec le toucher ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de relations avec la vue ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de relations avec l'ouïe ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de relations avec le nez ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de relations avec la langue ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de relations avec la gorge ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de relations avec la poitrine ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de relations avec le ventre ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de relations avec les jambes ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de relations avec les bras ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de relations avec les mains ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de relations avec les pieds ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de relations avec les ongles ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de relations avec les cheveux ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de relations avec la peau ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de relations avec les vêtements ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de relations avec les accessoires ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de relations avec les bijoux ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de relations avec les parfums ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de relations avec les cosmétiques ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de relations avec les produits de beauté ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de relations avec les produits de santé ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de relations avec les produits de nettoyage ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de relations avec les produits d'entretien ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de relations avec les produits d'hygiène ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de relations avec les produits de cuisine ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de relations avec les produits de décoration ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de relations avec les produits de jardinage ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de relations avec les produits de bricolage ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de relations avec les produits de construction ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de relations avec les produits de transport ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de relations avec les produits de communication ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de relations avec les produits de divertissement ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de relations avec les produits de culture ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de relations avec les produits de sport ;

— Responsable de la gestion des relations avec les produits de location de relations avec les produits de location de relations avec les

BILLET

TUER LA POULE AUX ŒUFS D'OR ?

L'automobile rapporte plus d'emplois, plus de devises et plus d'emplois, mais d'est-elle toujours si rentable ?

Où la situation est bonne, mais le marché va souffrir. On joue avec le feu.

Voilà des années que le chœur un des constructeurs d'automobiles a été d'annoncer que l'automobile tue la poule aux œufs d'or. Mais qu'est-ce que c'est ? Une augmentation du prix du carburant, ou du coût de la vignette. Ces sottes prédictions ont toujours été démenties. Certes en 1974 l'industrie a été chagrinée, mais depuis planté d'œufs d'or, les « repaires » des ventes n'en finissent pas d'être les experts, déjouant, mois après mois, leurs pronostics et battant tous les records.

Alors que la plupart des secteurs, après un bref sursaut, s'enlèvent dans l'attente de l'automne, elle, n'a cessé ni d'exporter, ni d'investir, ni surtout d'embaucher. En 1976, les quatre firmes françaises ont créé 15 944 emplois nouveaux (8 000 chez Renault, 4 000 chez P.S.A.-Peugeot-Citroën et 4 130 chez Simca-Chrysler), l'année la plus élevée de son histoire — y compris le remplacement des départs — dépassant 33 000 personnes. L'essentiel de ces créations d'emplois visait à compenser la réduction des effectifs provoquée par l'arrêt de l'embauche pendant un an après l'hiver 1974. C'est pourquoi le mouvement s'est sensiblement ralenti dès le printemps 1977 chez les deux firmes qui avaient reconstruit au plus vite leur main-d'œuvre de « pleine capacité ». Renault et Simca-Chrysler n'ont ainsi créé, depuis janvier 1977, que 575 et 485 nouveaux postes respectivement, alors que Peugeot et Citroën, qui avaient repris l'embauche plus prudemment, ont

continué de créer de nombreux emplois (1 636 chez Citroën et 1 465 chez Peugeot de janvier à juillet 1977). Au total le secteur a quand même créé, au cours du premier semestre, 4 039 emplois.

Ce mouvement va-t-il se poursuivre ? Rien n'est moins sûr. Avant même qu'on annonce la hausse prochaine des prix de l'essence et de la vignette, les constructeurs prévoient une stagnation, voire une baisse des ventes par rapport à l'an passé, au cours de l'automne et de l'hiver. Rien de très grave : les exportations devraient se maintenir et, compte tenu des records enregistrés au premier semestre, les ventes totales de l'année, descendant sous le niveau record de 1976. Cela suffit pourtant à inciter à la prudence les firmes qui depuis un an et demi ont fait « feu de tout bois ». Renault, dans l'expectative, ne recréera pas de nouveaux emplois d'ici la fin de l'année, Simca-Chrysler non plus, du moins pas avant d'avoir testé le succès de la « voiture moyenne » qu'il s'apprête à sortir avant le printemps prochain. L'essentiel des créations d'emploi (3 900 au total) sera donc assuré par Citroën et Peugeot. Il s'agit, en l'occurrence, de ces particuliers : pour Citroën, le contrat signé avec la Roumanie contraint la firme à engager nombre de techniciens, d'ingénieurs et d'ouvriers supplémentaires ; Peugeot, de son côté, doit faire face au développement de certains ateliers à Lille, à Mulhouse et surtout à Vesoul, où l'unité est devenue une véritable « centrale d'expansion des CKD » (volures en pièces détachées montées à l'étranger).

VÉRONIQUE MAURUS.

CONDITIONS

DE TRAVAIL

NOUVELLES MESURES DE SÉCURITÉ SUR LES CHANTIERS

Un décret du 19 août 1977, publié au Journal officiel du 3 septembre, impose de nouvelles mesures de prévention et de sécurité sur les chantiers les plus importants du bâtiment et des travaux publics, secteur où le nombre des accidents de travail demeure particulièrement élevé.

Ces mesures, prises en application de la loi du 6 décembre 1976 sur la prévention, font obligation aux entrepreneurs, lorsque le coût de l'opération de construction dépasse 12 millions de francs.

D'établir préalablement à toute intervention sur un chantier un plan d'hygiène et de sécurité, qui devra décrire, notamment, les différents dispositifs de protection à installer pour assurer la sécurité du personnel, compte tenu des procédés de construction retenus.

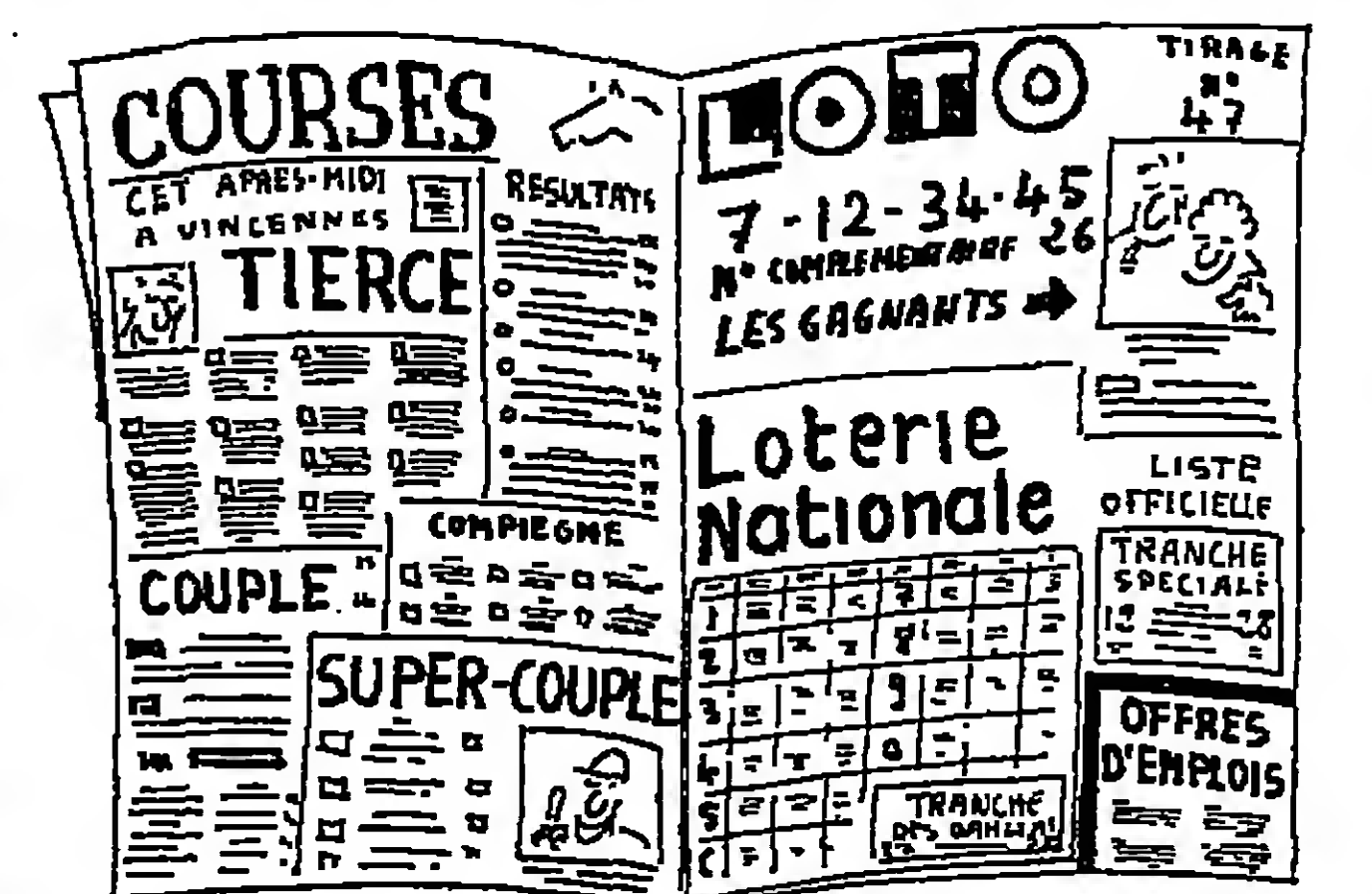
De participer, lorsque le nombre d'entreprises intervenant sur le chantier est supérieur à dix (bâtiment, ou à trois (génie civil), et que l'effectif prévisible des travailleurs doit dépasser à un moment quelconque des travaux de construction, à un collège interentreprises d'hygiène et de sécurité de chantier auquel participeront les maîtres d'œuvre et qui aura pour mission essentielle de coordonner les actions de prévention des différentes entreprises intervenant sur le chantier.

Ces mesures prévoient aussi la création de comité d'hygiène et de sécurité des chantiers composé de représentants des salariés et de représentants des entrepreneurs, qui aura pour mission de proposer des mesures de sécurité de participer aux actions de prévention menées sur ces chantiers, et de veiller à la réglementation définitive des normes supplémentaires destinées à améliorer les conditions d'hygiène sur le chantier.

BUDGET

Des avantages seront accordés en 1978 aux commerçants et artisans

Différentes réunions de travail ont encore été nécessaires, lundi 5 septembre, pour achever la mise au point du projet de budget pour 1978, qui sera définitivement arrêté mercredi 7 septembre, au cours du conseil des ministres, pour être



(Dessin de KONK.)

soumis au Parlement à partir du 11 octobre.

Il est donc possible que, à la suite

AGRICULTURE

Après les vaticaneurs de l'Aude, les producteurs de vin des Côtes du Rhône envisagent à leur tour de chapeauter l'écoulement de leur production. Le comité interprofessionnel des vins de cette région, qui regroupe toutes les catégories de producteurs (exploitants privés, caves coopératives, etc.), et qui était jusqu'à présent opposé à cette pratique, vient d'admettre sa nécessité.

sur les banques. Il est même probable que, au cours du conseil des ministres de mercredi, quelques changements de détail soient encore apportés. Mais il est à peu près exclu que, sur l'essentiel, le projet de budget soit retouché.

Nous avons indiqué (Le Monde du 6 septembre) que les commerçants et artisans, qui soumettraient leurs comptes à des centres de gestion agréés, bénéficieraient, à partir de 1978, de l'abattement de 20 % du revenu imposable réservé jusqu'à présent aux seuls salariés. Une autre mesure favorisera également les artisans et commerçants. M. Barre a, en effet, décidé de porter de 1 800 à 5 000 F par an le seuil du conjoint qui pourra être déduit du bénéfice réalisé par l'entreprise. Pour avoir droit à cette déduction, les époux devront être mariés sous le régime de la communauté et exercer la même profession. Au-delà de 5 000 F par an, le salaire sera réintroduit dans le bénéfice imposable. Il faut noter que, jusqu'à présent, l'administration avait toujours refusé de relever le limite de déduction qui avait été fixée à 1 500 F par an, en 1948, et était devenue tout à fait dérisoire. — A. V.

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

A chacun son éventail

La question des salaires domine traditionnellement les préoccupations qui se manifestent à chaque rentrée sociale. Cette année, elle se pose avec d'autant plus d'acuité que la revalorisation du S.M.I.C. et le resserrement de l'éventail des salaires constituent quelques-uns des thèmes de la politique engagée par les partis de gauche à propos de l'actualisation du programme commun.

Il les divergences portant notamment sur la hiérarchie des revenus alimentent le débat entre les partis politiques et syndicaux, elles n'en font pas pour autant oublier les résultats du gouvernement actuel en matière sociale.

C'est ainsi que François Pujol constate dans ASPECTS DE LA FRANCE (royaliste), que « les résultats obtenus par M. Barre, pour ne pas être négligeables, sont loin d'être aussi satisfaisants que le prétend le premier ministre de son chaque chapitre, ils appellent les réserves (...). M. Barre invite les Français à prendre patience, et nous admettons volontiers que le réajustement économique appelle une politique de long terme. Mais, précisément, ajoute-t-il, le premier ministre ne dispose pas de la durée, car, à l'horizon, se profilent les incertitudes de l'échéance électorale de 1978, avec ses menaces de bouleversements ».

L'éditorialiste de RIVAROL voit M. Barre placé devant l'alternative suivante : « Ou il fait une politique qu'il estime démocratique et ruineuse... et il accroit les chances de la majorité aux législatives, ou il poursuit la seule politique qui lui semble raisonnable et fructueuse... et il favorise « objectivement » le jeu de l'opposition. » Il ajoute : « On connaît son choix, mais que penser d'un système politique qui, fondé sur la souveraineté du suffrage universel, privilégie les marchands d'illusions par rapport aux hommes sereins et responsables », qui peuvent se tromper, mais ne cherchent pas à tromper les autres ? »

L'automne sera « chaud » pronostique Christine Mital dans LE NOUVEL ÉCONOMISTE, car, explique-t-elle, au-delà de leurs divergences, les syndicats, réformistes ou pas, en reviennent au plan Barre. Tous, écrit-elle, se sont assignés un double objectif : faire échouer les conceptions salariales du premier ministre et se battre contre les licenciements ».

Après avoir assuré qu'« aucun syndicaliste ne doute » qu'il faille combattre la politique du premier ministre, Lucien Rioux, dans LE NOUVEL OBSERVATEUR, qu'« une série de luttes ponctuelles, même fort nombreuses, cela ne peut pas empêcher d'un combat permanent entre le gouvernement et le monde des travailleurs ». Il poursuit : « Pour mobiliser réellement la masse des travailleurs,

il faut d'autres ressorts que le chantage, qui pour beaucoup — qu'une minorité de salariés, par exemple, » Prévoyant « quelques jours d'actions spontanées » dans le secteur public, mais relevant qu'une grève générale est « impossible dans l'immédiat », il écrit : « De là, parmi les salariés, une certaine aloïe, une certaine somnolence. »

Le tournis électoral

« Les grands leaders syndicaux sont à leur tour saisis par le tournis électoral », assure Christian Fauvet dans L'EXPRESSION. Il note : « Sur le fond, le refus d'un Etat bureaucratique fait de la C.F.D.T. un allié précieux du parti socialiste dans le débat qui se noue autour de la loi relative à la C.G.T. (...) En échange de cet appui aux socialistes, M. Maire entend bien qu'il soit tenu compte de ses propositions. Et notamment en matière de réduction des inégalités, l'un de ses chevaux de bataille. » Christian Fauvet poursuit : « Pour M. Charpentier (président de la C.G.C.), cette politique est une oubliette. M. Maire s'est aventuré en terrain miné. En votant majoritairement pour M. Valéry Giscard d'Estaing en 1974, le cadre lui ont donné la victoire ; en mars dernier, aux municipales, ils ont basculé et donné la victoire à la gauche. »

Evolution du poids électoral des cadres, Dominique Audibert estime, dans LE POINT, que « la gauche a quelques raisons d'être mal à l'aise à l'égard des cadres, car, explique-t-il, sa marge de franchise à leur égard est limitée par un double butoir : (...) sommée par Edmond Maire d'annoncer la couleur, la gauche se trouve du même coup devant un dilemme : ou elle se mouille au risque de provoquer un mouvement de reflux des cadres vers la majorité, ou elle s'en tient à un silence ambigu qui justifie à lui seul toutes les critiques ». Il ajoute : « Un butoir économique, ensuite. C'est que, pour financer les mesures sociales du programme commun par la planche à billets, la gauche sera obligée, au moins en partie, de le faire par la voie d'une redistribution entre les salariés. »

Pour Jean-Michel Calva, dans LUTTE OUVRIÈRE, trotskiste, la proposition de M. Maire est « démocratique parce qu'elle est inapplicable ». Il relève : « Les réformistes sont toujours prêts à promouvoir un arsenal de réglemens fiscaux, tous aussi inefficaces les uns que les autres, pour réduire les revenus du médium ou du boutiquier. Mais quant à s'attaquer à la puissance sociale de la bourgeoisie, c'est-à-dire à la propriété privée, pas question. » Et il conclut : « Cette démagogie

fait partie d'une politique qui ne veut pas se laisser distancer par le P.S. aux élections prochaines. »

Pour Hervé Ramon, dans POLITIQUE-REBRO, « il n'est guère étonnant (...) que les militants formateurs du mouvement ouvrier se demandent, demain, sera l'usage de qui. Lors d'une inclination perverse à la même du soupçon, cela semble plutôt révéler d'une érudition élémentaire. Précaution qui destine, ouvertement ou en filigrane, trois types d'interrogations : 1) quelle est la nature de la crise et quel en est le « coût » ? 2) quels contre-joueurs, alignés à droite, sont les plus susceptibles d'effriter la base sociale de la gauche au point de mettre à l'épreuve sa cohésion politique ? 3) quels compromis l'environnement international imposera-t-il ? »

Avant de se préoccuper de cet « environnement », il faut d'abord d'autres compromis en vue d'un accord sur l'actualisation de leur programme qui, pour une large part, devrait tenir compte de l'environnement social. — A. Ch.

ÉNERGIE

LE PRIX DU FUEL LOURD POURRAIT AUGMENTER APRÈS LA SIGNATURE D'UN ENGAGEMENT DE MODÉRATION

Le « Bulletin officiel des services des prix » publie, le 6 septembre, l'engagement d'engagement de modération signé par la chambre syndicale du raffinage du pétrole pour certains produits pétroliers finis. Pour le fuel lourd, la hausse des prix ne pourra dépasser le coût de l'approvisionnement pétrolier diminué de 90 F par tonne. Pour les autres produits (naphta, butane, propane, lubrifiants, carburateurs) la hausse sera liée à la variation du prix du « brut » depuis le mois de février et à une augmentation de 5 % sur la valeur ajoutée par le raffinage à la matière première.

La décision de relever les prix de ces produits est laissée à la discrétion de chacune des entreprises. C'est dire que le marché décidera. Au mois d'avril, Elf, Shell et B.P. devant la faiblesse de la demande, avaient baissé leurs prix du fuel lourd de 10 F. A l'approche de l'hiver, le marché se raffermirait et Elf vient de relever ses prix. Si l'engagement de modération permet une hausse de l'ordre de 20 F par tonne de fuel lourd, le marché de Rotterdam n'autorisera sans doute pas, dans les semaines qui viennent, les raffineries françaises à relever leurs prix de plus de 10 F.

CONJONCTURE

NET RALENTISSEMENT DE LA CROISSANCE DE LA MASSE MONÉTAIRE

Un net ralentissement de la croissance de la masse monétaire française est actuellement en cours. En effet, cette masse s'est légèrement contractée en juin 1977 (-0,3 % après élimination des variations saisonnières) et n'a progressé que de 1,6 % au deuxième trimestre 1977 contre 2,4 % durant le premier trimestre. Sur un an, de juin 1976 à juin 1977, sa progression est revenue à 18 % contre 12,8 % de juin 1975 à juin 1976. Au seul de l'été, calculée sur une base annuelle, elle s'établissait aux alentours de 11 %, soit un rythme sensiblement inférieur à celui que s'était fixé M. Raymond Barre pour 1977 (22,5 %). Certes, les chiffres de juin 1977 ne sont pas d'une totale précision en raison de la grève des informaticiens du Crédit lyonnais qui a perturbé l'enregistrement des données. Mais la tendance n'en est pas moins au ralentissement pour des causes multiples : fléchissement des comptes de particuliers, ponctionnés par l'emprunt de 5 milliards de francs ; augmentation moins rapide des crédits distribués (+1,2 % au deuxième trimestre au lieu de +4,3 % au premier trimestre) ; réduction de l'endettement du Trésor. Cette situation traduit le fléchissement de la progression du pouvoir d'achat et de l'activité économique.

SUISSE
VILLARS-SUR-OLLON
altitude 1.300 m
A VENDRE
dans domaine privé avec environnement protégé
APPARTEMENTS DE LUXE
dans
CHALET TYPIQUE
de 5 à 10 appart. seulement
VUE PANORAMIQUE
CREDIT 60% sur 20 ans intérêt 6 %
Directement du constructeur
IMMOBILIERE DE VILLARS SA
Case postale 62
CH-1884 VILLARS-SUR-OLLON
Tél. 026/310 59 et 322 05

(PUBLICITE)
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DES TRANSPORTS
SOCIÉTÉ NATIONALE DE TRANSPORTS ET DE TRAVAIL AÉRIENS
الخطوط الجوية الجزائرية
AIR ALGERIE
AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 005/77
Un appel d'offres international est lancé pour la fourniture d'un tracteur pour avions - gros porteurs (DC 10 ; AIRBUS ; L 1011 ; B 747).
Les entreprises intéressées pourront retirer le cahier des charges auprès d'ALGERIE : Direction technique, Aéroport international de DAR EL-BEIDA - ALGER - ALGERIE, à partir du 20 août 1977.
Les offres devront parvenir sous double enveloppe à l'adresse ci-dessus indiquée.
L'enveloppe extérieure devra porter la mention « à ne pas ouvrir, appel d'offres n° 005/77 ».
La date limite de dépôt des offres est fixée au 20 septembre, délai de rigueur.
Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre-vingt jours.

(PUBLICITE)
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DES TRANSPORTS
SOCIÉTÉ NATIONALE DE TRANSPORTS ET DE TRAVAIL AÉRIENS
الخطوط الجوية الجزائرية
AIR ALGERIE
AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 06/77
Un appel d'offres international est lancé pour l'installation d'un système de communications radio, destiné au contrôle de ses véhicules affectés au transport du personnel navigant.
Les Entreprises intéressées pourront retirer le cahier des charges auprès d'ALGERIE : sous-direction des moyens généraux - Aéroport de Dar-El-Beida dès le 30 août 1977.
Les offres devront être adressées avant le 30 septembre sous double enveloppe à la même adresse.
L'enveloppe extérieure devra porter la mention « à ne pas ouvrir : appel d'offres n° 06/77 ».
Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant 90 jours.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

A L'ÉTRANGER

BILLET

Les projets fiscaux de M. Carter

Les États-Unis connaîtront sans doute une petite révolution fiscale au début de 1979. Les conseillers de M. Carter travaillent actuellement une réforme qui, dans sa forme présente, et peut-être avant qu'on la connaisse avec précision, risque d'être la plus importante depuis l'introduction de l'impôt fédéral sur le revenu en 1913.

A maintes reprises, M. Carter a qualifié la fiscalité de son pays de « disgrace to the human race » (déshonneur pour la race humaine) (1). Aussi envisage-t-il d'y apporter de profondes modifications.

De nombreuses situations privilégiées seraient renversées en cause, ainsi que des abattements et déductions multiples. Plus de cent paragraphes du code des impôts, qui en compte mille, seraient simplifiés, certains complètement supprimés. Différents taux d'imposition du barème de l'impôt sur le revenu seraient réduits, en particulier le taux maximum, qui reviendrait de 90 % à 50 %, et le taux minimum, qui passerait de 14 à 10 %.

En revanche, les taxes sur le capital et sur les bénéfices des sociétés seraient modifiées pour élargir l'assiette de l'impôt et toucher un plus grand nombre de contribuables. Les milieux d'affaires redoutent également — en dépit des assurances données par M. Blumenthal, secrétaire d'État au Trésor — que l'imposition des revenus tirés du capital ne soient aggravées. Pour les conforter, le gouvernement a assuré que de nouvelles dispositions seraient prévues pour stimuler les investissements.

Tout cela se traduirait par une perte de recettes d'environ 15 milliards de dollars, qui tendrait à aggraver le déficit, déjà considérable, du budget américain. Dès la fin du mois, le projet se trouvera soumis au Sénat d'un Congrès qui, malgré ses sympathies pour M. Carter, n'a pas l'habitude de s'en laisser compter. Il en ressortira peut-être une modification.

(1) Cité par Business Week du 29 août, qui publie un long article consacré à la réforme fiscale en préparation.

GRÈCE : le gouvernement relancerait les investissements

De notre correspondant

Athènes. — Lors de l'inauguration, le 3 septembre, de la quarante-deuxième Foire internationale de Thessalonique, M. Papagouras, ministre de la planification, a estimé que la situation de l'économie grecque était « relativement bonne », et que les perspectives demeuraient favorables, si le climat social ne se détériorait pas de façon excessive. Selon lui, les difficultés actuelles sont liées aux bouleversements économiques et sociaux qui affectent la plupart des autres pays.

Toutefois, en dehors des inévitables retombées de la conjoncture mondiale, la Grèce demeure lourdement grevée par les charges militaires qui pèsent sur la balance des paiements.

Cette année, les dépenses militaires s'élèveront à 83,1 milliards de drachmes (1), contre 15,1 milliards en 1973, et les dépenses en devises seront de 550 millions de dollars, contre 137 en 1973. La Grèce consacre 6,5 % du revenu national par habitant aux dépenses militaires. Le ministre de la planification a également signalé que le revenu national réel augmenterait de 5 % en 1977, contre 5,7 % en 1975 et 6 % en 1976. Cependant, le gouvernement, conscient de la faiblesse des investissements, ne tarderait pas à annoncer toute une série de mesures propres à les relancer.

(1) 1 drachme = 15 centimes.

BENELUX : la solution du conflit sidérurgique belgo-luxembourgeois porte un coup à l'emploi

De notre correspondant

Bruxelles. — Le conflit belgo-luxembourgeois à propos de l'avenir de la sidérurgie située dans la région frontalière est résolu, mais un coup très grave est porté à l'emploi. La division belge de la Société métallurgique et minière d'Arbed, n'employait plus que 300 travailleurs au lieu de 1.600, tandis que la section de Rodange, au Luxembourg, maintiendra 3.000 travailleurs sur les 2.800. Du côté belge, 250 travailleurs seront mis à la « pré-pension », soit en retraite anticipée : les 150 autres seront les premiers bénéficiaires d'un système entièrement nouveau, la « cellule d'emploi », instauré par le nouveau gouvernement, qui leur garantit leur salaire pendant trois ans, s'ils ne retrouvent pas de travail à 100 % la première année, 90 % la deuxième et 80 % la troisième.

Les pourparlers entre les gouvernements des deux pays ont duré plus de six semaines avec des phases de tension considérables. Les Belges reprochaient à la compagnie luxembourgeoise Arbed, principale intéressée, de vouloir conserver toute la partie

viable de la sidérurgie et de sacrifier le secteur situé à Athus en Belgique. Finalement, il fallut recourir à la médiation de la Commission européenne et demander aussi son intervention matérielle. L'accord conclu dimanche 4 septembre et soumis à l'approbation des travailleurs le lendemain, prévoit l'octroi de crédits importants de l'État et des milieux financiers belges pendant trois mois, le temps prévu pour la réorganisation de la société Lesminors. Arbed et Cockerill devront présenter, au cours de son côté, pour le 1^{er} décembre, un rapport expliquant comment est prévue l'intégration de la M.M.R.A. (Métallurgique et minière de Rodange-Athus) avec, pour la première, ses propres sites de Differdange et de Châtillon, et pour la seconde, celui de Rehon en Lorraine. Le bureau d'études McKinsey contrôlera la rigueur technique de ces deux études. Les solutions envisagées pourraient être accompagnées de l'aide de la Communauté européenne sur un triple plan : indemnités de la CEEA ; prêts communautaires ; prêts de la Banque européenne d'investissement ou bien aides du Fonds régional européen.

M. Etienne Davignon, chargé de la politique industrielle au sein de la Commission européenne, qui a participé depuis le début aux négociations, estime que l'accord intervenu entre les gouvernements belge et luxembourgeois constitue un précédent positif, dans la mesure où il prouve l'utilité de la politique antérieure de l'acier de l'ensemble des neuf pays de la C.E.E. Selon lui, une conclusion s'impose : « L'accord conclu prouve à suffisance que la Commission européenne n'est pas seulement un organe technique qui se contente d'étudier des recommandations de caractère général et met ensuite les partenaires sociaux dans l'obligation de les appliquer sans les y avoir associés. »

PIERRE DE VOS.

JAPON : un plan de relance de 37 milliards de F

Alors que l'Allemagne fédérale s'apprête la semaine prochaine à adopter des mesures de soutien économique, le Japon a approuvé le 6 septembre un programme de relance d'environ 2.000 milliards de yens (7,5 milliards de dollars ou 36,7 milliards de francs). Au cours de l'année fiscale qui s'achève en mars 1978, 1.000 milliards de yens seront consacrés au financement de travaux publics, 870 à des prêts pour la construction privée et 150 à des réalisations d'intérêt local (canaux et chemins de fer).

Ces nouvelles mesures feront l'objet d'un budget supplémentaire qui doit être présenté à la Diète au cours d'une session extraordinaire prévue pour le début d'octobre. Selon le secrétaire général du parti libéral démocrate au pouvoir, M. Masayoshi Ohira, elles devraient permettre d'atteindre le taux de croissance de 6,7 % pour l'année fiscale 1977-1978, que le premier ministre nippon, M. Takeo Fukuda, s'était engagé à réaliser au « sommet » de Londres en mai dernier.

Jusqu'ici, les différentes décisions de relance qui ont été prises n'ont pratiquement pas eu d'effet ni sur une stimulation de la demande intérieure ni sur un accroissement des importations.

L'excédent commercial du Japon a dépassé 2 milliards de dollars en juillet et, pour le troisième mois consécutif, les exportations ont été supérieures à 7 milliards de dollars, s'élevant, en août, à 7.028 millions de dollars, en hausse de 21,2 % par rapport au même mois de 1976. Toutefois, selon le ministère du commerce international de l'industrie (MITI), ce résultat aurait été gonflé par la hausse du yen sur les marchés des changes et la progression en volume n'excéderait pas 35 %.

Le nouveau programme, qui va au-delà de ce qu'attendaient les milieux d'affaires (le Monde du 18 août), fait suite à la baisse du taux d'escompte, ramené, le 26 mai dernier, par la Banque du Japon, à 4,25 %. La principale banque commerciale japonaise, du même coup, réduit son taux de base : les autres établissements financiers devraient faire de même, ce qui, en principe, faciliterait une augmentation des investissements industriels. Cependant, les usines japonaises « tournent » actuellement à 85 % de leur capacité et le chômage augmente régulièrement depuis le mois de février. Touchant officiellement — plus d'un million de personnes, il a atteint, en juillet, 2,1 % de la population active.

● LA BANQUE AMÉRICAINE EXPORT-IMPORT BANK (EXIMBANK) a réduit en 1976 de 15 % ses crédits à l'exportation, les ramenant à moins de 23 milliards de dollars, cependant que l'Allemagne fédérale les a plus que doublés pour les porter à 1,1 milliard de dollars et le Japon les a augmentés de 38 % à 3,5 milliards. — (Agefi.)

● LE NOMBRE DE LOGEMENTS qui seront construits en 1978 en Allemagne fédérale se situerait entre 320.000 et 380.000 (contre 400.000 en 1977), estime

l'Institut d'urbanisme de Bonn. Ces résultats seraient inférieurs de moitié au record de 714.000 logements terminés établi en 1973. — (Agefi.)

● LA FIRME OUEST-ALÉMANIQUE MATERIEL PHOTOGRAPHIQUE ROLLEI va fermer son usine de Uster (deux cent cinquante ouvriers). Le président de l'entreprise a justifié cette décision en invoquant les difficultés financières de la firme. Rollei a l'intention de concentrer sa production dans son usine principale à Bräunswieg.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutsche marks	Fr. suisses	Fr. français
48 heures...	5 5/8	6 3/8	3 1/8	4 1/8
1 mois...	5 7/8	6 5/8	3 1/2	4 1/4
3 mois...	6 1/8	6 7/8	3 3/4	4 1/2
6 mois...	6 1/4	6 3/4	3 3/4	4 1/4

PIERRE DE VOS.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

175^e anniversaire 1852-1977

crédit foncier de France

EMPRUNT 11:

Émission de 1.200.000 obligations de 1.000 F remboursables en 15 ans.

Amortissement au pair en 10 séries égales à raison d'une série à la fin des 3^e, 5^e, 7^e et 9^e années et de deux séries à la fin des 11^e, 13^e et 15^e années.

Prix d'émission : 1.000 F

Les intérêts de ces titres figurent parmi les revenus soumis à l'impôt de l'abattement de 3.000 F par an et par obligataire accordé aux porteurs de certaines valeurs à revenu fixe.

Souscriptions reçues au Crédit Foncier de France, 19 rue des Capucines à Paris, dans ses Caisses d'agences départementales et ses agences, aux guichets des banques, agents de change, courtiers de la Bourse, P.T.T., Caisses d'Épargne et par correspondance au C.C.P. du Crédit Foncier 9170 00 Paris.

Taux de rendement actuariel brut : 11 %

BALC du 5 septembre 1977.

SOCIÉTÉ ÉCONOMIQUE DE RENNES

OFFRE PUBLIQUE D'ÉCHANGE

Il est rappelé aux actionnaires de la Société économique de Rennes que la chambre syndicale des agents de change a fait connaître, par l'avis 77.680 publié le 2 août, qu'elle avait été saisie par la Banque nationale de Paris et la Société générale, agissant pour le compte des Comptoirs modernes, d'une offre publique d'échange des actions et des obligations convertibles de la Société économique de Rennes contre des obligations 6,5 % de 100 francs nominal, convertibles en actions Comptoirs modernes, à soumettre, un complément de 40 francs en quadruple s'ajoutant à chaque obligation. L'initiateur de l'offre s'est réservé la possibilité de ne pas donner suite à l'opération, si une quantité minimale totale de cent quarante mille titres n'est pas présentée à l'échange.

Les raisons du rapprochement : complémentarité géographique, complémentarité économique, meilleure utilisation de l'équipement industriel, mise en commun de certaines spécialisations, unification des méthodes commerciales et également complémentarité communautaire. L'entité économique ainsi créée disposerait d'une capacité d'investissement et de développement renforcée.

Le conseil d'administration de la Société économique de Rennes a estimé que l'offre publique d'échange était intéressante et a recommandé à ses actionnaires et aux porteurs d'obligations convertibles d'y répondre favorablement.

Les intéressés ont jusqu'au 30 septembre 1977 pour répondre à l'offre publique d'échange.

Pour la période de dix mois s'étendant du 1^{er} octobre 1976 au 31 juillet 1977 de l'exercice en cours, le chiffre d'affaires hors taxes du groupe s'élève à 228.905.000 F contre 197 millions 824.000 F pour la même période de l'exercice précédent, soit une progression de 15,71 %. La progression de la période correspondante 1976-1977 par rapport à 1974-1975 avait été de 10,57 %.

FABRICANT - VENTE DIRECTE

COUVERTS ARGENTÉ ET INOX

ORFÈVRE

FRANOR 20 RUE AMELOT TEL. 700.87.84

M^{re} St-Sébastien, Fourné le samedi

EXERCICE 1976

RESULTATS CONSOLIDÉS DU GROUPE DES ASSURANCES NATIONALES

BILAN CONSOLIDÉ AU 31 Décembre 1976	
ACTIF	PASSIF
Prat. d'établissement et de développement en France...	Total des capitaux propres
13.409.072,19	2 réserves
Total des valeurs mobilières nettes	995.262.170,79
11.567.991.764,01	Total des subventions, provisions pour pertes et charges, dettes à long et moyen terme et intérêts hors groupe
Part des coassurés et rétrocessionnaires dans les provisions techniques	309.512.757,66
250.420.962,29	Provisions techniques
Valeurs réalisables à court terme ou disponibles	11.991.880.443,34
2.936.098.517,00	Dettes à court terme
14.872.920.350,13	1.434.893.333,51
	Résultat
	excédent avant affectation
	141.431.644,63
	14.872.920.350,13

CHIFFRE D'AFFAIRES

Le Chiffre d'affaires consolidé du GAN s'élève à

5.957.609.168,43 F

en augmentation de 19,4 % sur l'exercice 1975

dont : primes émises 4.953.552.093,63 F

et revenus des placements 1.004.057.074,80 F

DIVIDENDE

Chaque action* de la Société Centrale du GAN a reçu :

	en 1973	en 1974	en 1975	en 1976	en 1977
Dividende net	17,64 F	18,53 F	23,00 F	26,00 F	27,70 F
Avoir fiscal	3,82 F	9,26 F	11,70 F	12,00 F	13,85 F
Revenu Global	26,46 F	27,79 F	34,70 F	38,00 F	41,55 F

* L'action de la Société Centrale du GAN est inscrite à la cote officielle de la bourse de Paris depuis le 30 mars 1976.

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

BONDS

GOUVERNEMENT

CORPORATION

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

MARCHÉ

حکومت الاصل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2-3. EUROPE
PROCHE-ORIENT
4. AFRIQUE
- 4-5. ASIE
6. AMERIQUES
7. DIPLOMATIE
- 7-8. POLITIQUE
9. JUSTICE
- 10-11. EDUCATION
13. SOCIÉTÉ
14. SPORTS
- 15-17. ARTS ET SPECTACLES
18. DEFENSE

LE MONDE DE LA MÉDECINE

PAGE 19

— Aux congrès de Copenhague et de Honolulu : les régulateurs chimiques du plaisir et de la souffrance.

20. SCIENCES
— Evolution et biologie (11), par F. Jacob.
21. D'UNE REGION A L'AUTRE
EQUIPEMENT
- 35-38. LA VIE ÉCONOMIQUE
ET SOCIALE

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (18)
Annonces classées (22 à 35) :
Aujourd'hui (16) ; Carnet (15) ;
« Journal officiel » (18) ; Météo-
rologie (18) ; Mots croisés (18) ;
Bourse (39).

Le numéro du « Monde »
daté 6 septembre 1977 a été tiré
à 558 427 exemplaires.

MATELAS • SOMMIERS • ENSEMBLES

TRECA
présente toutes ses
nouvelles literies chez
CAPELOU
DISTRIBUTEUR



LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE
DANS TOUTE LA FRANCE
EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI
Seule adresse de vente
37, AVENUE DE LA REPUBLIQUE
PARIS XI^e • Métro Pompidou
Tél. 357.46.55

FABRICANT CRÉATEUR

**VEND
BIJOUX OR
AU POIDS**
30 % moins cher environ

MADAME Paris - Tél. 770-44-06
7, RUE SAUVINER, PARIS (9^e)
(1^{er} ÉTAGE)

De la plus petite réparation
au plus beau vêtement

NOUVELLE COLLECTION RIVER

Avec la garantie

d'un maître tailleur

COSTUMES

MESURE

dans un choix

de 3.000 draperies

à partir de 681 F

Prêt-à-porter homme

Boutique Femme

LEGRAND TAILLEUR

27, rue du 4-Septembre PARIS (9^e)

A B C D E F G

LES NÉGOCIATIONS ÉTANT AJOURNÉES

Le traitement des fonctionnaires sera augmenté de 2,6 % à compter du 1^{er} septembre

Les traitements des fonctionnaires seront relevés de 2,6 % à compter du 1^{er} septembre, sous réserve que cette mesure soit entérinée par le conseil des ministres du 7 septembre, a annoncé M. Ligot, secrétaire d'État à la fonction publique, lors de la réunion tenue avec les syndicats de ce secteur le 5 septembre. La reprise des discussions proprement dites sur un accord garantissant le maintien du pouvoir d'achat et sa faible progression (pour les salaires les plus modestes, en fin d'année) a été reportée à une séance ultérieure, au plus tard d'ici un mois.

Cette nouvelle dérobade a provoqué chez les syndicalistes une irritation qui, pour certains, trahit l'exaspération. « Le gouvernement renie ses engagements », a déclaré M. Glaucque (F.O.). « Il refuse tout, même l'évidence », ajoute M. Henry (FEN). M. Ligot a assuré vouloir prendre une mesure « conservatoire » avec une augmentation de 2,6 % des traitements (portant à 6,6 % la hausse de ceux-ci depuis le 1^{er} janvier), en faisant référence au dernier indice des prix officiellement publié (juillet), qui enregistre une hausse de 6,9 % en sept mois. Mais les syndicats, même ceux qui acceptent l'indice officiel, rétorquent que les pertes de pouvoir d'achat résultant des augmentations « en escalier » ne sont pas compensées : il aurait fallu à 5 points de plus, chiffre variable selon les fédérations, pour y parvenir. Or la majorité des traitements ne sera perçue qu'en octobre.

« Le gouvernement », a commenté M. Ligot devant la presse, « veut assurer la stabilité des prix, et donc éviter toute cause de dérapage. Il refuse toute anticipation d'augmentation. »

La C.F.T.C. demande que les excédents des caisses d'allocations familiales soient distribués aux familles

L'inflation n'est pas maîtrisée, les pouvoirs publics ont été beaucoup plus vigoureux pour freiner les salaires que pour s'attaquer aux prix, et l'emploi continue à se dégrader, ont déclaré le 6 septembre les dirigeants de la C.F.T.C. en tenant leur conférence de presse de « rentrée ». « La réduction du chômage passe inévitablement par une reprise de l'activité économique, disent-ils. Il faut donc simplifier les mesures de relance prises dans la construction et l'équipement. » De plus, la C.F.T.C. fait remarquer que le réajustement de l'allocation scolaire représente 1,5 milliard de francs, alors que les « excédents » des prestations familiales pour 1977 sont de l'ordre de 4 milliards. Elle demande donc que les 2,5 milliards restants soient affectés immédiatement aux familles, tant pour augmenter la relance de la consommation que pour éviter de nouveaux détournements des fonds des caisses d'allocations familiales.

Les syndicalistes chrétiens, paroli les mesures susceptibles de résorber le chômage, veulent « contrôler les tendances actuelles des employeurs à développer le recours aux contrats à durée

déterminée et aux entreprises de travail temporaire, et accélérer les mesures de réduction de la durée des congés payés et d'encadrement de l'âge de la retraite ». Condamnant l'attitude du gouvernement au sujet des salaires dans les secteurs public et nationalisés, la C.F.T.C. souligne « sans tapage électoraliste, comme elle l'a toujours fait, en particulier dans les grands accords des secteurs public et nationalisés, la C.F.T.C. continue de rechercher un rapprochement progressif des catégories à mesure que le niveau de vie s'élève. Mais la mise en place de mécanismes garantissant ce rapprochement est plus efficace que la fixation d'écarts théoriques sur des bases très floues, et cette question ne doit surtout pas faire oublier la nécessité d'une plus grande équité fiscale entre salariés et non-salariés, qui reste à réaliser ».

La C.F.T.C. a encore dit M. Barnard, secrétaire général, « souhaite fortement que l'apogée d'excédents électoraux importants ne conduise pas à mettre entre parenthèses les problèmes de prix, de salaires et d'emploi, qui sont les vrais problèmes que tout gouvernement aura à résoudre ».

A AIX-EN-PROVENCE

Le parquet ne s'oppose pas à la libération de M. Apalategui

La chambre d'accusation d'Aix-en-Provence, réunie sous la présidence de M. Maurice Maréchal, a commencé ce mardi 6 septembre, à 9 h. 30, l'examen de la deuxième demande de mise en liberté de M. Miguel Angel Apalategui, le militant basque détenu à Marseille et visé par une demande d'extradition des autorités espagnoles. Une suspension d'audience a été ordonnée à 11 heures, après un léger malaise de M. Apalategui, qui est apparu comme très pâle et amaigri après une grève de la faim qui avait duré du 30 juillet au 3 septembre. Avant cette suspension, trois des avocats du militant basque avaient plaidé : M. Miguel Castells, du barreau de Saint-Sébastien ; M. Maurice Abenry, du barreau de Bayonne, et M. Jean-Claude Sebég, du barreau d'Aix-en-Provence.

« À la reprise de l'audience, M. l'avocat substitut général, a indiqué qu'il ne s'opposait pas à une mise en liberté sous réserve que celle-ci soit assortie d'un contrôle judiciaire », a déclaré M. Apalategui, délégué départemental du département des Bouches-du-Rhône, présentation deux fois la semaine au commissariat central de Marseille, présence à l'audience du 14 octobre, au cours de laquelle doit être examinée la demande d'extradition des autorités espagnoles.

La mère et le frère de M. Apalategui sont présents dans la salle, ainsi que quelques dizaines de personnes, tandis que, à l'extérieur, deux cents militants basques munis du drapeau vert et blanc scandent « Apala Askatu ! » (« Libérez Apalategui ! »).

Le 5 septembre, à Marseille, des incidents ont marqué une manifestation organisée par le comité de soutien à M. Apalategui, pour réclamer sa libération. Après avoir parcouru la Canebière, deux cents manifestants environ ont été attaqués au moment de leur dispersion par un groupe d'une vingtaine de jeunes gens, casqués, armés de manches de pioches et de marteaux.

Les assaillants ont jeté des tracts sur lesquels on pouvait lire : « La mort pour Apalategui et les assassins gauchistes » et « Viva Franco ! ». Un bref et violent affrontement a opposé les gardiens de la paix à ce commando, dont six membres ont été interpellés et placés en garde à vue. Plusieurs d'entre eux ont été légèrement blessés.

À Hendaye (Pyrénées-Atlantiques), une manifestation en l'honneur de M. Apalategui a également eu lieu le 5 septembre. Une centaine de manifestants se sont dirigés vers le pont international qui marque la frontière avec l'Espagne avant de revenir défilier dans le centre de la ville. Il n'y a pas eu d'incidents.

La préparation des élections législatives

M. DOMINATI
SE REPRÉSENTERA A PARIS.

En réponse aux rumeurs suivant lesquelles il ne se représenterait pas à Paris aux prochaines élections législatives, M. Jacques Dominati, secrétaire d'État auprès du premier ministre, a précisé qu'il comptait de tenir ses promesses dans la circonscription législative, le lundi 14 à la mairie du 2^e arrondissement, le mardi 15 à la mairie du 8^e. Ein député de la 1^{re} circonscription de la première fois, M. Dominati a laissé son siège pour entrer au gouvernement (depuis son suppléant, qui le remplaçait à l'Assemblée nationale, est mort).

An cours de la dernière séance du Conseil de Paris, en juillet, M. Georges Dayan, conseiller socialiste des 2^e et 3^e arrondissements, qui a remplacé M. Dominati dans le secteur aux élections municipales, avait protesté vigoureusement contre les permanences qui continuaient à tenir le secrétaire d'État dans ces mairies usées.

M. SAINTE-MARIE (P.S.)
ÉLU PRÉSIDENT
DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE
DE BORDEAUX

De notre correspondant.

Bordeaux. — Le conseil de la Communauté urbaine de Bordeaux (CUB) s'est réuni lundi 5 septembre, pour la première fois depuis la crise ouverte au lendemain des élections municipales. Comme prévu dans le contrat communautaire (« le Monde » du 27 août), c'est M. Michel Sainte-Marie, député socialiste, maire de Mérignac, qui a été élu à la présidence de la Communauté. Seul candidat, il a obtenu trente-huit suffrages sur soixante et un votants, les neuf représentants communistes s'abstenant.

M. Jacques Chaban-Delmas, maire de Bordeaux, a été élu premier vice-président et les autres sièges du bureau ont été répartis à égalité entre les deux tendances. Un seul siège de vice-président est revenu au parti communiste, dont les représentants n'ont cessé, tout au long du conseil, de dénoncer l'attitude du parti socialiste. Les communistes ont refusé de voter la charte communautaire, estimant qu'elle ne respectait pas le résultat des élections municipales et prolongeait la gestion de la droite.

« Je m'apprêtais à partir pour le rendez-vous que nous avions avec M. Raymond Bourgnie, maître adjoint de Paris, afin de résoudre notre problème, lorsque ma porte a été débloquée. La police est entrée dans mon appartement et m'a expulsé avec mon fils. » Une bagnole renversée, un lavabo cassé, des cloisons défoncées, des planchers défoncés : les appartements de la rue Saint-Paul portent encore la trace de l'intervention des « casseurs » qui, accompagnés par la police lors de l'expulsion des occupants le 29 août (le Monde du 31 août).

Dans les autres immeubles de l'îlot, des croix blanches barrent les portes crasseuses, signe que ces appartements sont toujours habités par de vrais locataires.

Il n'y a donc plus de squatters rue Saint-Paul. Mais l'expulsion manu militari des occupants n'a pas mis fin à la situation. Si deux familles ont suivi les cheminements qui transportent leurs meubles dans les logements que leur proposait la Régie immobilière de la ville de Paris (R.I.V.P.), chargée de la rénovation de l'îlot, trois continuent à errer dans le quartier d'hôtel en hôtel, de copain en copain. Pour Muriel, par exemple, pas question de quitter le Marais : « J'ai toujours vécu dans le

AIRBUS A MOSCOU

M. Cavallé reçoit le représentant de l'ambassade d'U.R.S.S.

L'Airbus d'Air France pourra-t-il atterrir à Moscou avant la fin de l'année ? M. Marcel Cavallé, secrétaire d'État aux transports, devait recevoir ce mardi après-midi le ministre conseiller de l'ambassade soviétique à Paris, qui lui a demandé audience à ce sujet, et faire connaître ensuite son point de vue.

Dans un télégramme envoyé le 5 septembre à M. Maurice Bard, responsable du syndicat C.G.T. à l'usine de l'Aérospatiale à Toulouse, le service de presse de l'ambassade d'U.R.S.S. à Paris écrit : « Pendant le Salon de l'Aéronautique de Bourget, au mois de juin dernier, M. Boris Bogousov, ministre de l'Aviation civile de l'U.R.S.S., a transmis aux officiers français du secrétariat d'État aux transports le projet d'un protocole commun prévoyant les conditions de l'entretien de l'Airbus à 500 à partir du 1^{er} novembre 1977 sur la ligne Paris-Moscou. »

« À cette occasion, la partie soviétique a déclaré prête à entamer des négociations sur cette question », ajoute le télégramme, qui conclut : « Cependant, nous n'avons pas encore reçu la réponse sur notre proposition d'examiner ce document. » A cet égard, l'agence Tass reproche « le manque de compréhension de la partie française dans ses négociations avec les représentants soviétiques ». Elle ajoute : « Il est hors de doute que de telles négociations peuvent être amorcées séance tenante, dès que les autorités françaises l'auront acceptée. »

L'agence soviétique s'en prend à divers journaux français qu'elle accuse d'être à l'origine du malentendu. Quant à l'humanité du 6 septembre, elle accuse M. Marcel Cavallé, secrétaire d'État aux transports, de « jouer les médiateurs » et d'adopter dans cette affaire « une attitude qui relève de la provocation ».

M. SERGIO DONN DEVIENT PRÉSIDENT DU DIRECTOIRE DE FIAT-FRANCE

M. Sergio Donn, cinquante et un ans, président du directoire de Fiat-Belgique, vient d'être nommé président du directoire de Fiat-Automobiles S.A. - France. Il remplace M. Lorenzo Cesari, qui est nommé directeur des exportations de la Fiat à Turin. Selon la direction de Fiat-France, cette nomination n'a aucun lien avec une éventuelle éventuelle de M. Revell - Beaumont, directeur général de la firme, dont la presse italienne avait fait état la semaine passée (le Monde du 30 août).

Déjà le 1^{er} juin 1976, M. Sergio Donn est devenu directeur des sciences politiques et diplômé de l'université de Harvard. Entré à la Fiat en 1952, il a occupé plusieurs postes de responsabilité successives : directeur de Fiat-Angleterre et Fiat-France, nommé administrateur délégué de Fiat-États-Unis en 1970. Il est devenu en 1972 président du directoire de Fiat-Belgique.

« Mme Dolores Ibarruri, présidente du parti communiste d'Espagne, a subi une opération chirurgicale mardi 6 septembre, à Madrid. Les chirurgiens lui ont placé un régulateur cardiaque. La patiente se porte bien. La « Pasionaria » âgée de quatre-vingt-un ans, subira prochainement une seconde opération pour mettre définitivement en place le régulateur. — (A.F.P.) »

La Pompadour
NOUVELLE COLLECTION
AUTOMNE - HIVER
tailleurs, robes, manteaux,
impers, etc.
FEMMES FORTES
du 42 au 60
32 bis, Bd HAUSMANN
M^e Chausée d'Antin

Pigier - année scolaire 77/78

Aux nombreuses qualifications proposées
C.A.P., B.E.P., Bac G2 - PIGIER ajoute cette année deux nouveaux
programmes de formation comptable supérieure.

B.T.S.

option comptabilité
et gestion d'entreprise.

D.E.C.S.

diplôme d'études
comptables supérieures.

Reentrée le 15 septembre 1977.

École Pigier

Institution d'enseignement privé
53, rue de Rivoli - 75001 Paris - Tél. 233.44.88
5, rue Saint-Denis - 75001 Paris - Tél. 233.98.59.

EVOLUTION ET

AFRIQUE

CAP-VERT : cruel archipel...

I. - L'an III de l'indépendance

Fraïa. — Îles et paradis, deux mots souvent associés, des Caraïbes à la Polynésie, et des Mascareignes à la Micronésie, mais qui paraissent si antinomiques. Personne n'en doutait, depuis la découverte par le navigateur portugais Diego Gomes, en mai 1462, de l'archipel du Cap-Vert. Mais le « mystère » de ce nom singulier, sans doute s'explique-t-il par la proximité immédiate de la mer des Sargasses. Après avoir été des îles de pêche, d'après les statistiques coloniales elles-mêmes, 35 % de la population d'alors. Durant la période 1940-1943, vingt mille Cap-verdiens moururent de faim, vingt-cinq mille en 1920-1922, vingt mille en 1900-1903, sans guère écouler l'opinion internationale.

Selon un rapport publié à Praia, entre 1744 et 1774, le Cap-Vert a subi en tout plus d'un demi-siècle de famine aiguë, juste un nombre de victimes évalué à deux cent mille... (3). Aujourd'hui, les magasins d'État ne disposent que d'un stock modeste de 2000 tonnes de maïs, soit quinze jours de consommation.

Un déficit alimentaire permanent

Compte tenu de la sécheresse persistante, il n'est pas surprenant que la population, à 90 % agricole, souffre d'un déficit alimentaire permanent. L'aridité à peu près générale des sols, l'érosion éolienne, l'activité volcanique — notamment à Fogo, intensifiée en outre l'expansion de l'agriculture.

Dans les bonnes années, les îles doivent importer 60 à 70 % de produits alimentaires; dans les mauvaises années, cette proportion peut atteindre 80 à 95 %, indique un rapport au programme des Nations unies pour le développement (PNUD), publié en 1977. Or, de 1981 à 1973, la production de maïs de 60 tonnes est tombée à 16 135 tonnes à 888 tonnes, tandis que celle du manioc, des pommes de terre et des patates douces tombait de 9 381 à 1 828 tonnes. Parallèlement, les importations alimentaires passaient de 14 416 tonnes et 58 959 milliers d'escudos en 1981 à 49 338 tonnes et 521 166 milliers d'escudos en 1973 (4).

Tributaires des pluies, le maïs et le haricot ont été particulièrement éprouvés, tandis que l'irrigation permettait une stabilisation relative de la production de manioc et de celle de canne à sucre : de 6 470 à 4 690 tonnes pour les premières, et de 9 919 à 9 742 tonnes pour la seconde, cela de 1967 à 1973. Le gouvernement a tenté de faire passer des accords de crédit pour les périmètres irrigués, qui ne représentent encore que 1 800 hectares (dont 900 hectares pour les cannes à sucre à Santiago et 900 hectares pour la canne à sucre à Saint-Antoine) contre 90 000 hectares de cultures sèches.

Depuis octobre 1975, c'est un organisme public relevant du ministère des affaires économiques qui détient le monopole de l'importation et de la commercialisation du maïs, du riz, du sucre, des haricots, des matières grasses et de divers matériaux : l'Empresa Publica de Abastecimentos de Cabo Verde (EMPACV). Installée à Praia, vaste organisme d'entretien dans chaque île, l'EMPACV approvisionne les détaillants et centralise les dons alimentaires que le gouvernement revend, en général, au marché local et ne distribue gratuitement qu'à titre tout à fait exceptionnel. Le produit de ces ventes est déposé au Fonds national de développement et sert à financer les projets de mise en valeur.

Au titre de l'aide contre la famine, le programme alimentaire mondial (PAM) a livré plus de 30 000 tonnes de vivres à la communauté économique européenne 12 000 tonnes, la Suède 4 000 tonnes, la Belgique 3 000 tonnes, la Norvège 200 tonnes, etc. La plus grande partie de ces marchandises arrive à Mindelo et sont acheminées dans les îles par des navires de la Armada, organisme public. La construction d'un port en eau profonde à Praia permettra bientôt de mettre un terme à d'énormes transbordements.

Depourvu d'infrastructures, l'archipel va être doté d'un réseau de transports. L'un des ingénieurs responsables de ce projet observe : « Pour se constituer de ce que la mise en place de ce réseau constitue une priorité absolue, il suffit de méditer les leçons de notre histoire. Les deux périodes de prospérité de l'archipel se situent à un moment où celui-ci constituait un nœud de communication : aux dix-septième et dix-huitième siècles, à l'époque de la traite des esclaves vers les Amériques; pendant les années 30,

au début de ce siècle, lorsque les navires marchands britanniques et français survolaient à Mindelo avant de gagner les ports d'Amérique latine ou ceux d'Afrique du Sud. »

On envisage aujourd'hui à Praia de créer une compagnie maritime commune à la République du Cap-Vert et à la Guinée-Bissau. L'extension de l'aéroport international qui dessert la capitale a été également entreprise. Cet aéroport place la capitale à deux heures trente de Toulouse par Concorde à trois heures trente de Lisbonne par Jumbo Jet... Moins importante que par le passé, la fonction d'escale de l'archipel assume néanmoins de substantielles recettes budgétaires. C'est en partie grâce à cela qu'en dépit de la modicité des ressources naturelles le budget est en équilibre.

Phénomène exceptionnel en Afrique, le budget ordinaire (494 880 000 escudos) est inférieur au budget extraordinaire (648 millions 300 000 escudos). Les salaires de la fonction publique sont, il est vrai, très modestes : 3 000 escudos mensuels pour un planton, à

l'origine. Mais, comme les Européens aiment les catégories, ils nous classent parmi les marxistes déviants... M. Clivio Feres est responsable de l'Idéologie au sein du parti unique — le Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et les îles du Cap-Vert (P.A.I.G.C.). Originaire de Saint-Antoine, ayant fait des études d'ingénieur civil à Lisbonne, il est sévère pour le colonialisme portugais.

« Nos difficultés, dit-il, sont moins un héritage de la géographie que de l'histoire. S'il ne pleut pratiquement pas dans l'archipel, ne pouvons-nous pas creuser des puits depuis longtemps ? Pourquoi aller à travers le monde, le colonisateur a tenté de modifier les conditions géographiques, lorsque celles-ci étaient défavorables. Ici, les Portugais ont tenté les bras croisés. Au cours des siècles, la production agricole a régressé. Certains produits, comme le coton ou le riz, ont pratiquement disparu. Le taux de scolarisation lui-même s'est abaissé, parce qu'après avoir

richesses ne sont pas utilisées au bénéfice du propre peuple cap-verdien. Par exemple, la culture de la canne et l'industrie sucrière qui en découle ne se développent pas, en premier lieu, pour ne pas faire concurrence à la même industrie de l'île de Madéira (Portugal) et, en second lieu, pour ne pas faire concurrence aux compagnies coloniales des capitalistes portugais installés en Angola et au Mozambique. L'industrie de la pêche ne se développe pas pour ne pas faire concurrence à la même industrie au Portugal. Les mines minières ne sont pas exploitées, principalement celles de Santo-Antão et de Brava, parce que leur excellente qualité représenterait un risque pour celles existantes au Portugal. Le coton du Cap-Vert qui pourrait spontanément dans presque toutes les îles, a disparu, parce que, pour les colonialistes portugais, il était plus avantageux de développer le coton d'Angola et du Mozambique, où ils pouvaient recourir au travail forcé. »

M. Pedro Pires, premier ministre, va plus loin : « Les Portugais ont cherché à éliminer radicalement tout ce qui présentait un caractère spontané et cap-verdien, allant jusqu'à proscrire les danses locales. » Si l'on ajoute à l'attitude du colonisateur celle de l'autocratie lui-même qui contribuait à sa propre aliénation culturelle en recourant à ce que les sociologues appellent l'« éva-nouissement », moyen artificiel de se créer un environnement jugé meilleur, on se rend compte des chances de préservation de la personnalité cap-verdienne étaient réduites.

Aujourd'hui, la fierté d'être Cap-verdien est une des constantes de la vie quotidienne, comme la volonté de faire savoir au monde extérieur que l'expérience cap-verdienne entend suivre des voies originales. « Si nous étions socialistes, explique le premier ministre, nous aurions un parti socialiste, mais nous n'avons pas cette prétention. Si notre État était une république populaire, nous aurions proclamé la République populaire de Cap-Vert. Nous sommes des îles d'un régime progressiste, nationaliste, démocratique et révolutionnaire, mais nous ne sommes ni communistes, ni socialistes, ni bouddhistes. Nous cherchons à construire l'indépendance économique de notre pays, nous révisons une place au capitalisme, mais nous n'avons pas aucune contradiction entre ce que nous disons et ce que nous faisons. »

Le deuxième personnage de l'État s'explique aussi volontiers sur le projet d'union organique entre la Guinée-Bissau et la République du Cap-Vert qui sur l'orientation générale du régime mis en place en juillet 1975 à Praia. Celles-ci existent dans la capitale, une rue de l'Unité, mais on parle d'autant plus de cette unité que deux ans après l'indépendance elle demeure dans les limbes. Les deux États ont un même parti politique — le P.A.I.G.C. — dont l'hymne a été adopté comme hymne national à Praia contre à Bissau. Un Conseil de l'unité de douze membres — six de chacune des Assemblées nationales — a été créé. Les deux pays forment un même territoire national et possèdent un programme scolaire commun. Les marchandises circulent d'un pays à l'autre, mais, de part et d'autre, on a cherché à toujours de façon presque timide, à créer les bases d'une unité organique.

Les adversaires des dirigeants actuels disent que les marxistes cap-verdiens, actuellement au pouvoir à Bissau, savent leur régime menacé, et qu'en conséquence ils ont évincés pour se rallier à leur patrie d'origine. Ils ajoutent que l'avertissement donné en Angola le 21 mai dernier, au mépris d'Agostinho Neto par le coup d'État manqué du Noir Van Dunem a accru les craintes capverdiennes. A cela on rétorque : « Praia : le pays d'origine de la marque est destinée par l'extrême droite portugaise et par la presse qu'elle contrôle. »

Le premier ministre déclare pour sa part : « Si l'on veut que l'unité résiste à l'épreuve du temps, il faut la construire pierre à pierre, comme une maison. Il existe déjà une unité de fait, puisque nous avons le même parti, les mêmes dirigeants... Nous nous rendons compte que nous sommes une seule et même nation. Toutes les conditions matérielles et psychologiques ne sont pas encore créées. Et puis l'Union soviétique dispose bien de trois votes à l'ONU, avec l'Ukraine et la Biélorussie, sans que personne songe à constituer l'unité de l'U.R.S.S. »

En matière de développement, comme dans tous les autres domaines, la règle est la pragmatisme. La diplomatie capverdienne est résolument non alignée. Le premier ministre, M. Pedro Pires, est tenu en visite officielle à Bucarest et à Varsovie. Les États-Unis ont accablé une ambassade à Praia, et si l'Union soviétique a ouvert une chancellerie, la République populaire de Chine a aussi noué des relations

diplomatiques et envoyé des experts agricoles. Sur le continent africain, les dirigeants de Praia mettent le même soin à diversifier leurs interlocuteurs. En excellents termes, les Capverdiens ont évidemment des relations étroites avec leurs partenaires guinéens. Mais amitié n'exclut pas entière liberté de décision. C'est ainsi que le Cap-Vert, contrairement à la Guinée-Bissau, qui a reconnu la République sahraïenne, n'entretient de rapports qu'avec le Front Polisario, reconnu par lui comme simple mouvement de libération. Et tandis que le pont aérien établi entre la Havane et Luanda choisis Bissau, en territoire guinéen, comme escale, les South African Airways relient toujours Johannesburg à Londres par l'aéroport de Sal, où nous dit un ministre capverdien, « j'ai mis avec autant d'aisance l'honneur que la langue française, nous venons aux « Sudaf » les écrits révolutionnaires d'Amílcar Cabral... »

L'affair du monde francophone

Un sérieux rapprochement s'esquisse depuis quelques mois entre les dirigeants de Praia et l'ensemble du monde francophone, comme le souligne le secrétaire général de la République du Cap-Vert aux deux dernières conférences franco-africaines de Versailles en 1976 et de Dakar en 1977, et l'accueil réservé en mai à Praia à M. Robert Galley, ministre français de la coopération. M. José Brito, secrétaire d'État au plan et à la coopération, explique : « L'archipel est un pays francophone. Le français est la première langue maternelle enseignée dans les écoles. La France possède une longue expérience africaine... »

Les Français n'ont apparemment laissé aucun mauvais souvenir dans l'archipel, qui pillèrent à plusieurs reprises les pirates anglais, dont le célèbre Francis Drake, au début du XVII^e siècle, qui détruisit de fond en comble l'ancienne capitale, Ribeira Grande. Beaucoup de prisonniers de la Grande Armée déportés pendant les guerres napoléoniennes ont fait souche. A Fogo, une famille Montandon est originaire du sud-ouest de la France. A Saint-Antoine, une partie de la population descend en droite ligne d'un hobereau français. Les fêtes populaires sont l'occasion de manifestations de contre-danse endiablées, pendant lesquelles le maître de ballet transmet en français ses ordres aux danseurs. Les comtes à Bissau ou Luanda, tous les responsables politiques comprennent parfaitement notre langue... »

Alors qu'un pays comme la Suède a récemment quintuplé le montant de son aide, la coopération franco-capverdienne reste pourtant embryonnaire. De nombreuses missions, effectuées pour la plupart à partir de Dakar, ont séjourné dans l'archipel, s'intéressant à la mise en valeur agricole et à l'exploitation des ressources propres. L'archipel peut être son économie sur cinq « secteurs-clés » : la pêche, bien que le plateau continental soit peu étendu ; l'industrie, notamment à partir de la pétrochimie du sel ; le tourisme ; les prestations de services, dans la marine maritime, services de télécommunications, radiophones, et télégraphiques, l'énergie « écologique », à partir du vent, qui soufflent durant toute l'année, du soleil, qui pourrait permettre la création de serres, des colons, dont l'activité fournit la « houille rouge ».

Cependant, à peine sortie de la nuit coloniale, la République du Cap-Vert ne saurait brûler les étapes. C'est la sagesse de ses dirigeants actuels de l'avoir compris.

FIN

(Vendredi 2 septembre.)

Dans la famille ou pour des amis

UN CADEAU DURABLE

Offrez un abonnement d'un an au

Monde des philatélistes

France 22 F

Etranger 40 F

7, rue des Italiens, Paris (9^e)

C.C.P. 15 352-12 Paris

(Spécimen sur demande)

Page 2

Sélection hebdomadaire du journal « Le Monde »

du 1^{er} au 7 septembre 1977

LA GUERRE D'USURE EN OGADEN

Moscou condamne à nouveau la Somalie

Rompant le silence qu'elle observait depuis le 27 août, l'U.R.S.S. a de nouveau condamné implicitement la Somalie au sujet de l'Ogaden, moins d'une semaine après la visite à Moscou du président Syad Barre.

Tandis que, sur le terrain, les combats se poursuivent autour de la ville de Jijiga, la Somalie paraît de plus en plus isolée, et se tourne vers la Ligue arabe.

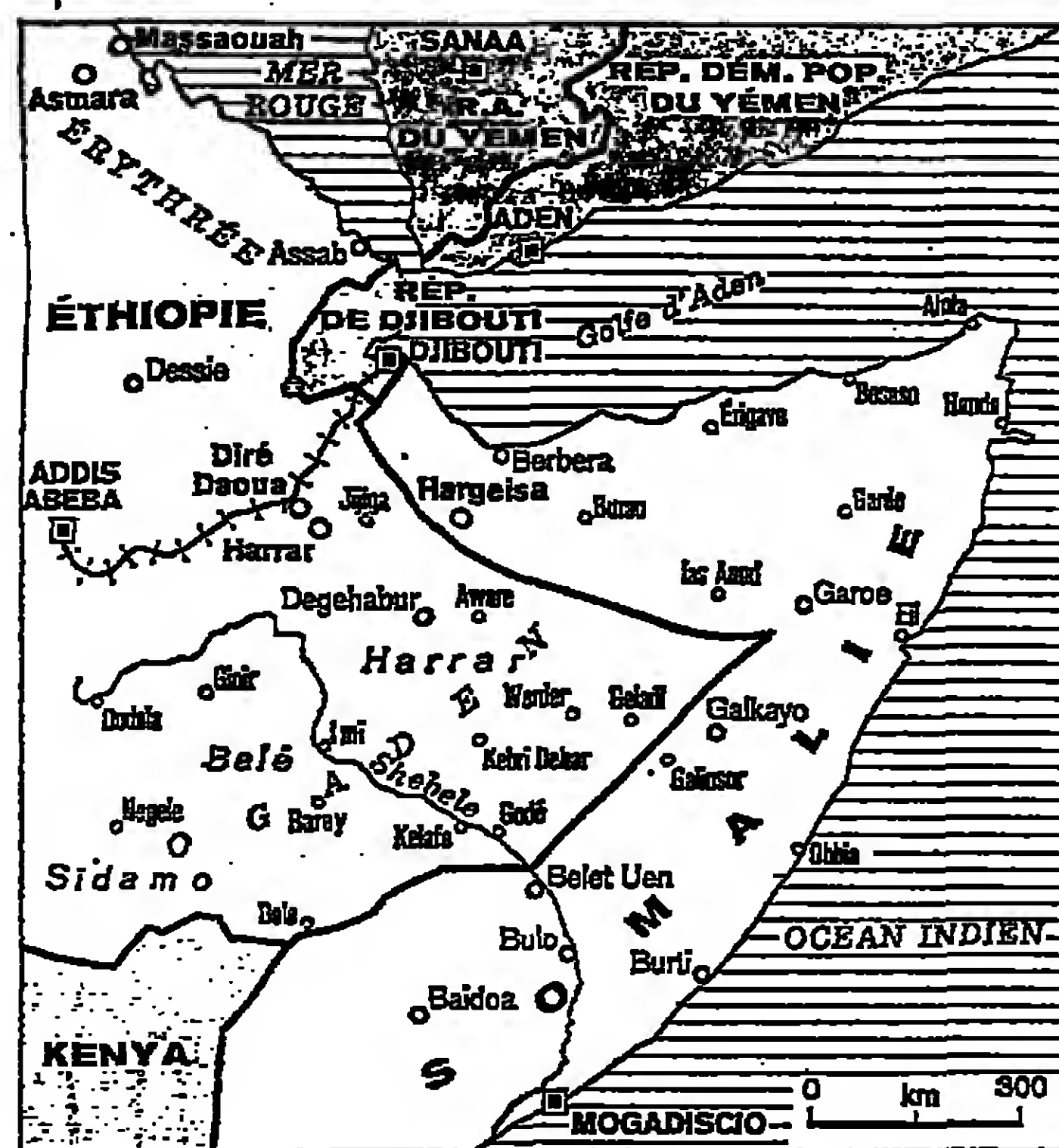
De notre envoyé spécial

Mogadiscio. — « Toutes les plaintes sont libérées et les combats ne font rage que dans l'interland ». Ainsi le Front de libération de la Somalie occidentale (F.L.S.O.) résumait-il dimanche 4 septembre, la situation dans l'Ogaden.

La portée de ces changements est considérable. Depuis la victoire, l'offensive-éclair des forces de libération somalienne semble avoir fait place à une guerre d'usure sur les vastes terres hautes. C'est à qui rassemblera le premier les moyens de donner un coup de boutoir décisif à l'adversaire. La stabilisation apparente des fronts militaires a sa contrepartie : dans les deux camps, la quête d'armes et d'appuis diplomatiques.

L'Éthiopie et la nature des combats à la frange occidentale de l'Ogaden demeurent mal connus. Le F.L.S.O. a annoncé le 4 septembre que trois mille soldats éthiopiens avaient été tués la semaine passée dans le secteur de Jijiga et que ses adversaires avaient été contraints de se replier à une quinzaine de kilomètres à l'ouest de cette agglomération, sur les monts Kara-Maria, où les combats se poursuivraient. Toujours selon le F.L.S.O., l'aviation éthiopienne aurait perdu sept chasseurs F-5-A et F-5-B. Plus à l'ouest, un millier d'Éthiopiens auraient été tués aux alentours de la localité d'Aden, à mi-chemin entre Dire-Daoua et Misso.

Ces informations paraissent confirmer que, dans le nord de l'Ogaden, où ont lieu les plus fortes concentrations de troupes, le front formerait une sorte de sautoir allant du secteur de Misso, à l'ouest, à celui de Jijiga, à l'est, en passant par les régions



de Dire-Daoua et de Haraar. Les Somaliens n'ont pas confirmé l'imposition d'un black-out nocturne sur Haraar, de leur côté de la frontière, à la suite de deux raids aériens menés la semaine dernière sur cette ville par les Éthiopiens qui y auraient perdu trois chasseurs-bombardiers.

Des combats se poursuivraient également à l'ouest de l'Ogaden, aux alentours de Goba, chef-lieu de la province de Bale, et de la localité assez proche de Gidir. Le F.L.S.O. a fait état, le 4 septembre, de deux succès : trois cent cinquante Éthiopiens auraient été tués dans le secteur de Goba et cinquante-neuf autres dans celui de Gidir. Les combats continuent, a-t-il également indiqué.

Cette région constitue un abris de fixation comme celle de Dolo, au sud de l'Ogaden, où l'annonce de la fin des combats, par Radio Addis-Abeba, a été démentie le même jour par le F.L.S.O., lequel affirme avoir « libéré » cette agglomération située non loin de la frontière kenyenne.

La stabilisation apparente des « fronts » militaires éprouve près de trois semaines d'attente sans doute en partie le silence observé jusqu'ici par Mogadiscio sur les résultats du voyage du président Syad Barre à Moscou. Le comité central du parti socialiste révolutionnaire somalien (P.S.R.P.) a siégé vingt-quatre heures après le retour du président somalien, via Le Caire, où il s'est entretenu avec son homologue égyptien.

Aucune déclaration n'a été faite à l'issue de cette session. On sait seulement que la Somalie a soumis pendant le week-end à la conférence des ministres des

affaires étrangères de la Ligue arabe réunie au Caire, un aide-mémoire lui demandant de considérer comme une « cause arabe » la lutte pour la libération de l'Ogaden, de « reconnaître » et d'apporter « un appui tant matériel que moral » à ces mouvements de libération ainsi que de défendre leurs points de vue au sein des organisations internationales (officiellement, le F.L.S.O. se bat dans la province de Haraar, tandis que la lutte est conduite dans celle de Sidamo et de Bale, par une deuxième organisation, le Front de libération des Somaliens-Abo).

L'aide-mémoire somalien en appellait également à tous les États étrangers pour qu'ils n'interviennent pas dans le conflit et réclamaient leur condamnation par la Ligue, au cas où ils le feraient, ce qui est interprété ici comme une référence à l'aide militaire fournie par Moscou à Addis-Abeba.

Autre indice d'une dégradation croissante des relations entre Moscou et Mogadiscio : pour la première fois depuis le début du 28 août, du président Barre pour Moscou, la télévision soviétique a rappelé le 3, la position de l'U.R.S.S. « En faveur d'un règlement pacifique et politique du conflit », selon les termes d'une déclaration de l'agence Tass diffusée le 14 août. Autrement dit, les Soviétiques estiment toujours les combattants de la télévision l'a redit — que des unités régulières des deux armées se battent dans l'Ogaden, alors que les Somaliens déclarent être directement dans le conflit au-delà de leurs frontières.

Des sources indépendantes indiquent également à Mogadiscio

La guerre ou la lutte des classes ?

(Suite de la première page.)

La lutte houpée de plusieurs ministres et des membres du Pomoa (bureau politique) a été présentée officiellement comme le fruit du mécontentement de quelques civils après des réformes de structures, plus officiellement, comme le résultat d'une réurgence de luttes tribales entre Amhara et Oromos (Galla). En réalité, cette crise est surtout l'aboutissement — organisé et planifié — d'une longue lutte idéologique entre les militaires du Derg et leurs alliés d'hier : le parti Méison (1), principal instigateur de la révolution. L'entrée en clandestinité d'une cinquantaine de dirigeants de ce parti — selon leurs propres termes — sont passés du « soutien critique » à l'opposition révolutionnaire, a été décidé lors d'une conférence nationale tenue secrètement à Addis-Abeba en avril dernier. Un comité avait été chargé à ce moment-là de préparer, sans plus attendre, le retour à la clandestinité d'un parti qui n'accepte pas, notamment, l'alignement pro-soviétique du régime militaire et, sans pour autant se reconnaître pro-chinois, dénonce aujourd'hui l'intrusion du « social-impérialisme » en Éthiopie.

La rupture avec les militaires et sa décision de « poursuivre la lutte » affaibliront-ils ou tard la position du lieutenant-colonel Mengistu Haile Mariam, menacé, de surcroît, sur sa droite, par un coup d'État pro-américain qui pourrait conduire le chef d'État-major, le général Girma, appuyé par quelques membres du Derg et certains officiers de l'armée de terre. Ainsi a pris fin la collaboration fragile entre les intellectuels mandés formés en Occident et des militaires portés subitement au pouvoir après l'effondrement de l'empire, alors qu'ils n'avaient ni formation idéologique ni expérience politique. Entre septembre 1974 et février 1977, les radicalisations successives de la révolution (nationalisations, réformes agraires, etc.) avaient été l'œuvre de ces intellectuels qui — à la différence de leurs camarades anglo-saxons — les débuts dans l'opposition sous la houlette du P.R.P.E. (2) — avaient choisi de « jouer » et d'utiliser les militaires, « seule force organisée » sans pour autant les soutenir aveuglément.

Introduisant la littérature marxiste dans le pays, diffusant des publications clandestines, animant plus tard l'école idéologique d'Addis-Abeba, et prenant peu à peu le contrôle d'une partie des kébèles (comités de quartier) et des associations de paysans, les membres du Méison profitèrent de l'appui des militaires « radicaux » pour s'implanter et s'organiser. En retour, ils pesèrent sur les luttes de tendances à l'intérieur du Derg et aidèrent le lieutenant-colonel Mengistu à prendre le pouvoir en éliminant peu par peu ses rivaux, les « modérés » du Derg, et à se débarrasser de la lutte idéologique que lui opposait au P.R.P.E., les furent aidés puis blâmes suppléant par l'armée qui, à l'automne der-

nier, déclencha la répression contre les « anarchistes » et ensuite en retour une interminable série d'assassinats politiques.

Dès septembre 1978 pourtant, l'actuel chef de l'État inquiet de voir s'affaiblir à ses côtés et à travers le pays une force politique « civile » qu'il ne contrôlait pas, décida de créer, parmi les militaires et les fonctionnaires, son propre parti clandestin : le Sedede (littéralement l'« incendie révolutionnaire », en amharique). L'Éthiopie est ainsi le seul pays où l'on peut voir un chef d'État en exercice présider secrètement le comité central d'un parti clandestin. Destinée à contrecarrer l'influence du Méison, le parti Sedede ne s'opposait cependant pas ouvertement à lui jusqu'en février 1977. En effet, l'exaltation au sein même du pouvoir militaire d'une fraction « modérée », voire « droitière », faisait de ces deux partis, théoriquement marxistes, des alliés de circonstance contre l'ennemi commun. Par contre, après le « coup de février 1977 », ce qui permit au lieutenant-colonel Mengistu d'éliminer par les armes l'« ennemi » du Derg, animé par le capitaine Alamengus, le Sedede et le Méison se trouvèrent fatalement engagés dans une compétition furtive. (Compétition compliquée encore d'une manière très éthiopienne par les divisions qui s'étaient fait jour au sein du Sedede, une partie des jeunes officiers hostiles à la « bureaucratie » faisant cause commune avec le Méison.)

En dehors de vieilles divergences tactiques et idéologiques (au sujet de l'Érythrée, de l'organisation des milices, de la « bureaucratie », etc.) deux facteurs contribuaient à précipiter la rupture entre civils et militaires : l'installation des Soviétiques en Éthiopie et l'aggravation de la situation militaire en Érythrée et dans l'Ogaden.

Au sujet des Soviétiques, les dirigeants du Méison, qui insistent dans leurs mots d'ordre sur l'« indépendance nationale » et la nécessité de « compter sur ses propres forces », ont toujours été très mécontents de la position de Moscou vis-à-vis de l'U.R.S.S., estimant que Moscou défend en Éthiopie ses intérêts stratégiques de grande puissance et préfère un pouvoir stable et autoritaire à une agitation révolutionnaire prolongée. « Les Soviétiques cherchent par tous les moyens, dit l'un de ses dirigeants, à freiner notre révolution, de la « bureaucratie », et nous éliminer et à s'en remettre à la bureaucratie. » Les Soviétiques auraient ainsi encouragé le chef de l'État à tenir les responsables du Méison à l'écart de la formation des milices, à nommer à la tête des nouvelles unités des militaires « techniciens » plutôt que des jeunes officiers révolutionnaires, etc.

L'aggravation de la situation militaire, au début de cet été, après la double offensive des maquis érythréens et somalis, les désastres enregistrés par l'armée éthiopienne dans l'Ogaden et autour d'Asmara,

ont également renforcé la méfiance des militaires à l'égard de leurs « alliés » civils. Les militants du Méison ont été accusés d'avoir affaibli le pays en développant une lutte des classes fratricide et en entraînant une agitation révolutionnaire permanente. En clair, les impatiences de la défense nationale et le souci de prévenir un dépeçage de l'Éthiopie ont poussé le lieutenant-colonel Mengistu et les militaires du Sedede à mettre « entre parenthèses » la révolution permanente et, donc, à s'en prendre à ceux qui prétendaient la continuer. Les centaines d'annulées et les libérations de prisonniers politiques consenties au printemps 1977 témoignaient de ce souci — tardif — des militaires de faire prévaloir la « mobilisation nationale » et l'« union sacrée » sur la lutte des classes.

Indes dirigeants du Méison se sont indignés naturellement de cette « réhabilitation des réactionnaires », ils estiment, eux, que le « danger intérieur » continue d'être plus redoutable que le « danger extérieur » et ajoutent : « Le meilleur moyen de triompher des agressions extérieures, c'est de faire confiance au peuple de l'Éthiopie, d'abord, la révolution. » Optimisme, ou peu romantique sans doute. Mais les civils, aujourd'hui clandestins, n'hésitent pas à dénoncer également, au sujet des spectaculaires défaites militaires éthiopiennes, le « machiavélisme » des Soviétiques, « Moscou, disent-ils, voulait placer l'Éthiopie en position d'ennemi de l'Occident pour l'obliger à un compromis territorial avec Mogadiscio. Au mois de juin (83), les soviétiques ont affirmé à Mengistu qu'une agression très grave se préparait dans le Nord et l'ont incité à envoyer là des milices et même une partie des troupes stationnées en Ogaden. Nous étions contents. Nous avons dit à Mengistu : c'est un piège. De fait, dès que le Sud a été dégarni, les Somaliens ont attaqué. Plus tard, Mengistu lui-même a reconnu devant nous : on nous avait donné de fausses informations ».

Vraie ou fausse, l'accusation s'appuie cependant sur l'acharnement — réel celui-là — que mettent les Soviétiques à imposer entre Addis-Abeba et Mogadiscio un compromis territorial qui rendrait possible la grand dessin de Moscou : rester présent dans les deux pays à la fois. Après l'échec, à ce sujet, de M. Fidel Castro en mars dernier à Aden, l'U.R.S.S. a profité, au début du mois d'août, de la modi-

fication du rapport des forces de l'Ogaden pour faire une nouvelle tentative. Une délégation éthiopienne conduite par le major Berhanou, responsable de la politique étrangère au sein du Derg, a rencontré à Moscou des émissaires somaliens. Mais les conversations, en dépit des pressions soviétiques, ont buté sur l'intransigeance nationaliste des deux camps.

Demain Washington ?

S'ils multiplient aujourd'hui les accusations à l'égard de l'U.R.S.S., les membres du Méison ne ménagent pas davantage le lieutenant-colonel Mengistu, cet ancien allié qui présente hier comme un « vrai progressiste ». Le souci de traîner la révolution, disent-ils, va désormais de pair, chez lui, avec une volonté obsessionnelle de garder le pouvoir, suite à s'offrir avec le diable. En fait, le Méison n'a pas accédé au lieutenant-colonel Mengistu prenne des décisions en fonction des seuls critères « officiels » militaires, faisant fi des impératifs révolutionnaires. Dans le Harar, il a refusé, par exemple, l'engagement des milices locales contre les Somaliens (on a fait venir celles du Tigré) et d'armes les paysans oromos favorables au Méison. En revanche, les naffengas (propriétaires amharas), hier dénoncés comme « réactionnaires », ont reçu des armes. Plus grave, l'un des responsables du Méison pour le Harar, Abduh Yousuf — un Oromo — a été assassiné le 3 août, à Addis-Abeba, par des « inconnus ». Les responsables du Méison se sont convaincus que les militaires, inquiets du « danger oromo », sont à l'origine du crime.

Dénouant le nouveau pragmatisme « contre-révolutionnaire » du chef de l'État, le Méison met également en doute sa fidélité au camp socialiste. Il y a quelques semaines, le lieutenant-colonel Mengistu aurait longuement reçu le chargé d'affaires américain, à Addis-Abeba, pour s'entretenir des intentions de Washington devant un éventuel retour au bercail de l'Éthiopie. La condamnation — rituelle — de l'impérialisme américain a été récemment bannie de la propagande officielle. Autant de signes qui témoignent de l'extraordinaire instabilité du régime éthiopien, et qui contribuent à expliquer la réserve subtile des pays occidentaux (France et États-Unis notamment) à l'égard de la Somalie qu'il se propose, en juillet, d'aider.

Contrainte de choisir, aujourd'hui, entre la guerre et la révolution, l'Éthiopie pourrait aller plus loin qu'on ne le pense dans cet irresistible — et peut-être indispensable — « virage à droite ». Dans l'imprévisible comme dans l'Éthiopie, en septembre 1977, un « renversement d'alliance » peut toujours en cacher un autre.

JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD.

(Samedi 3 septembre.)

D'UNE SEMAINE A L'AUTRE...

MERCREDI 31 AOUT

PARIS. — M. Barre annonce aux membres du conseil des ministres différentes mesures économiques et financières destinées à stimuler l'activité économique. Les crédits ont été majorés de 300 francs et portés à 454 francs par enfant de moins de six ans dans les familles de revenus modestes (5,1 millions d'enfants sur treize millions vivant sous ces prestations). Le coût du crédit bancaire est légèrement abaissé et le taux de l'escompte, diminué d'un point, revient à 9,5 %.

De plus, 1 milliard de francs de prêts supplémentaires sont mis à la disposition des entreprises qui ont investi dans des conditions privilégiées.

Enfin, 900 millions de francs de crédits mis en réserve dans le budget 1977 vont être débloqués en faveur des travaux publics (routes notamment) et du logement.

MONTEVIDEO. — Le séisme enregistré par l'association mondiale de psychiatrie, réuni en session plénière, éprouve deux notions fondamentales : les abus de la psychiatrie à des fins politiques. La première, présentée par la délégation brésilienne, adoptée par 90 voix contre 8, condamne les abus systématiques de la psychiatrie à des fins politiques en Union soviétique. Le deuxième texte, adopté par 121 voix contre 65, présente à la délégation américaine, « l'échec » de la psychiatrie, où qu'il se produise, des talents, des connaissances et des équipements psychiatriques pour éliminer la dissidence. Il demande aussi la création d'une commission d'enquête sur les abus de la psychiatrie de la délégation.

En revanche, la séance plénière a rejeté les demandes répétées de l'UNESCO et de l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.) visant à l'abolition de l'association mondiale de la psychiatrie de la délégation.

JEUDI 1^{er} SEPTEMBRE

ALGER. — Socialistes et chrétiens-démocrates algériens se sont réunis à l'Assemblée nationale pour l'adoption du projet de loi relatif à la dévolution des pouvoirs. Le projet donne de nouveaux pouvoirs au D.D. (le premier ministre socialiste démissionnaire, formé par un gouvernement de centre gauche. Bien que l'Assemblée nationale conserve quelques compétences des socialistes, ce sont finalement les chrétiens-démocrates qui ont le plus de voix. Ils reconnaissent la nécessité d'une nouvelle législation sur l'investissement et les ont votés de ne plus être systématiquement le projet de loi émanant du Parlement. — Veni, veni, veni, comme c'est le cas d'y a encore une semaine.

VENREDI 2 SEPTEMBRE

BERLIN. — Le général Sharon, ministre israélien de l'Agriculture, chargé d'étudier l'installation de nouvelles colonies juives dans les territoires occupés, rend public un plan destiné à doubler la population d'Israël en vingt ans, et qui prévoit la création de nouvelles agglomérations en Cisjordanie.

D'autre part, en croix M. Yasser

Arfat, l'U.R.S.S. aurait durci ses positions à l'égard d'Israël. Le président de l'O.L.P., qui réside à Moscou, déclare que les dirigeants soviétiques s'opposeraient à la réalisation de la conférence de la paix à Genève et l'O.L.P. n'y était pas convié. Les dirigeants de l'O.L.P. ont refusé de se rendre à la conférence de la paix à Genève et l'O.L.P. n'y était pas convié. Les dirigeants de l'O.L.P. ont refusé de se rendre à la conférence de la paix à Genève et l'O.L.P. n'y était pas convié.

SAMEDI 3 SEPTEMBRE

PERKIN. — Le président Tito, qui a achevé ses conversations avec les dirigeants de Pékin, commence une tournée de cinq jours en Chine.

Aucun communiqué n'a été publié à l'issue des entretiens sino-yougoslaves. Mais on croit, de part et d'autre, que ces conversations ont été utiles et fructueuses.

Pékin et Belgrade ont mis au point un programme de coopération économique, technique, scientifique et culturelle et ont décidé de quadrupler, en 1978, le volume de leurs échanges commerciaux.

Les divergences observées sur quelques questions internationales ne semblent pas devoir entraver cette coopération. Si les positions chinoises et yougoslaves se sont révélées identiques ou très proches sur le problème israélo-arabe, la situation dans la corne de l'Afrique et l'établissement d'un nouvel ordre économique international, elles se sont séparées en ce qui concerne la défense et le désarmement. Le maréchal Tito a fait, en particulier, remarquer que, contrairement aux Chinois, qui considèrent que l'indivisibilité est une condition préalable à une coopération pacifique mondiale, en revanche, la Chine a exprimé son soutien à la politique de non-alignement poursuivie par la Yougoslavie.

DIMANCHE 4 SEPTEMBRE

LE CAIRE. — Les ministres des Affaires étrangères arabes, réunis au Caire, décident de lancer une offen-

sive diplomatique visant à obtenir de la communauté internationale une condamnation de la politique israélienne d'implantation de colonies et de peuplement dans les territoires occupés à l'occasion de la prochaine Assemblée générale des Nations unies. Les ministres arabes s'opposent, en revanche, à une proposition syrienne demandant l'« exclusion d'Israël des Nations unies ou l'adoption de sanctions contre l'État hébreu ».

LUNDI 5 SEPTEMBRE

PARIS. — Les différentes mesures fiscales décidées par le gouvernement pour réduire le déficit budgétaire de 1978 seront officiellement annoncées mercredi 7 septembre, après le conseil des ministres. Pour l'essentiel, ces mesures seront supportées par les automobilistes, qui verseront à l'État, l'année prochaine, 6,5 milliards supplémentaires en plus que l'année 1977 (10 % en deux fois probablement) et la vignette (hausse variable, mais de l'ordre de 20 %). Deux milliards de francs seront en outre trouvés sur la tabac, la loterie, les signes extérieurs de richesse (le préfixe exceptionnel institué cette année sera révoqué), un prélèvement exceptionnel sur les banques, l'acélération du recouvrement par l'État du présentement libératoire perçu par les banques auprès de leurs clients détenteurs d'obligations, de bons de caisse, etc.

Au chapitre des bonnes nouvelles — à y en aura peu — le gouvernement annonce, en outre, un relèvement uniforme de 7,5 % des tranches du barème de l'impôt sur le revenu (pour le 1^{er} trimestre) et la hausse des prix (pour les personnes âgées, pour celles qui paient la retraite et pour celles dont les revenus sont limités) ainsi que divers allègements fiscaux pour les personnes âgées, pour celles qui paient la retraite et pour celles dont les revenus sont limités.

RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE

L'agitation extrémiste à laquelle l'Allemagne fédérale s'est trouvée confrontée depuis plusieurs années peut sembler à peu près maîtrisée par les pouvoirs publics. La plupart des dirigeants de la « Rote Armée Fraction »

Violence et vie sont à peu près synonymes. Le grain de blé qui germe et fend la terre gelée, le bac du poussin qui brise la coquille de l'œuf, la fécondation de la femme, la naissance d'un enfant, relèvent d'accusations de violence. Et personne ne met en cause l'enfant, la femme, le poussin, le bourgeois, le grain de blé. Le procès qui est fait à la R.A.F. (Rote Armée Fraction), le procès de sa violence est bien réel, mais l'Allemagne fédérale et, avec elle, toute l'Europe et l'Amérique veulent se duper. Plus ou moins obscurément, tout le monde sait que ces deux mots : procès et violence, en cachent un troisième : la brutalité. La brutalité du système. Et le procès fait à la violence c'est cela même qui est la brutalité. Et plus la brutalité sera grande, plus le procès infamant, plus la violence devient impérieuse et nécessaire. Plus la brutalité est cassante, plus la violence qui est violente exigeante jusqu'à l'héroïsme. Voici une phrase d'Andreas Baader : « La violence est un potentiel économique ».

Quand la violence est définie ou décrite comme plus haut, il faut dire ce qu'est la brutalité : le geste ou la gestualité théâtrale qui met fin à la liberté, et cela sans autre raison que la volonté de nier ou d'interrompre un accomplissement libre. Le geste brutal est le geste qui casse un acte libre.

En faisant cette distinction entre violence et brutalité, il ne s'agit pas de remplacer un mot par un autre en laissant à la phrase sa fonction accusatrice à l'égard des hommes qui emploient la violence. Il s'agit plutôt de restituer un jugement quotidien et de ne pas permettre aux pouvoirs de disposer à leur gré, pour leur confort, du vocabulaire, comme ils l'ont fait, le font encore, avec le mot brutalité, qu'ils remplacent ici, en France, par « bavures » ou « incidents de parcours ».

Comme les exemples de violence nécessaire sont incalculables, les faits de brutalité le sont aussi, puisque la brutalité vient s'opposer toujours à la violence, le veut dire encore à une dynamique ininterrompue, qui est la vie même. La brutalité prend donc les formes les plus inattendues, pas décelables immédiatement comme brutalité, l'architecture des H.L.M., la bureaucratie, le remplacement du mot — propre ou connu — par le chiffre, la priorité, dans la circulation, donnée à la vitesse sur la lenteur des piétons, l'autorité de la machine sur l'homme qui la sert, la codification des lois prévalant sur la coutume, la progression numérique des peines, l'usage du secret empêchant une connais-

VIOLENCE ET BRUTALITÉ

(Fraktion armée rouge) ont été identifiés, arrêtés, jugés et condamnés, souvent au maximum de la peine prévue par le code pénal. L'opinion publique ouest-allemande, comme sans doute l'opinion française, semble avoir

par JEAN GENET

Est-ce pour cela que la Fraktion armée est si peu — malgré le retentissement de ses arguments politiques, étouffés il est vrai par une action violente nommée ici « terrorisme » — (parenthèse : un mot encore, celui de « terrorisme », qui devrait être appliqué autant et davantage aux brutalités d'une société bourgeoise) — est si peu, disons-nous, acceptée par certains gauchistes ?

Il y a peut-être encore d'autres raisons : c'est que la Fraktion armée paraît être le contraire de ce que fut mai 1968, et son prolongement. Sur-tout son prolongement. Dès le début, la révolte étudiante — mais non les grèves dans les usines — se donne une allure frondeuse qui se traduit en escarmouches, où les adversaires, policiers et manifestants, cherchent, avec plus ou moins d'élégance, à éviter l'irréparable. Les jeux nocturnes des rues relèvent plus de la danse que du combat. Les manifestations sont verbales, ouvertes même à la police et aux provocateurs de droite. Quant aux prolongements de ce mois de mai, nous les apercevons comme une sorte de dentelle angélique, spiritualiste, humaniste. La R.A.F. s'est organisée avec à la fois une dureté de bouchon bien visé, avec une étanchéité des structures, avec une action violente qui ne cesse ni en prison ni hors d'elle, et conduit, avec précision, chacun

été, dans l'ensemble, très hostile au recours à la violence et à plus forte raison au meurtre politique que préconisent — et pratiquent — ces militants d'extrême gauche. Dans le « point de vue » qu'on lira ci-dessous,

de ses membres aux limites de la mort, aux approches de la mort soufferte s'opposant encore violemment aux brutalités judiciaires et carcérales, et jusqu'à la mort elle-même. L'héroïsme n'est pas à la portée de n'importe quel militant. On peut donc penser que les capitalistes démolissent, épinglés par Ulrike, le « radicalisme verbal » — sont apeurés devant une détermination aussi conséquente.

Ce que l'U.R.S.S. a fait — ce qu'elle aurait fait de négatif sans être escamoté, cède à ce qu'elle a fait, qu'elle fait, de positif. Chaque membre de la R.A.F. accepte, renouille, exige d'être, et entièrement, jusqu'à la torture et jusqu'à la mort, l'une des Ties de cet archipel du Goulag occidental.

Touta la « Déclaration d'Ulrike » propose de la libération d'Andreas à Moabit — dit très bien, d'une façon explicite, que c'est la brutalité même de la société allemande qui a rendu nécessaire la violence de la R.A.F. On le comprend à la lecture de cette déclaration, et particulièrement du passage commençant par : « La R.A.F., pas seulement ici, car il n'en a pas été autrement au Brésil... On est un groupe de camarades qui ont décidé d'agir, de quitter l'état légal, le radicalisme verbal, les discussions sur la stratégie devenant de plus en plus sans objet, nous devons lutter... »

Cette Allemagne inhumaine

L'Allemagne est devenue ce qu'en attendaient les gouvernements des Etats-Unis : leur glacis à l'Est, le plus offensif. A l'Est, la brutalité, se perpétuant elle-même selon sa logique devenue folle, interdisant ou limitant un parti communiste presque hors la loi, la R.A.F. ne pouvait opposer que la violence héroïque. L'attitude d'Andreas, d'Ulrike et de ses camarades, se nourrit, se fortifie, d'exigences de plus en plus inaccessibles, de plus en plus inhumaines : il faut alors se demander quel est la cause : cette Allemagne inhumaine voulue par l'Amérique. Et demandons-nous si l'aggravation n'est pas obtenue par la prison, l'isolement, les systèmes d'écoute — à les lire, on s'impressionne que les prisonniers sont à l'intérieur d'une énorme oreille, — les systèmes d'observation, le silence, la lumière ; et si l'aggravation n'était pas voulue — par Suback et par le système, — afin que les prisonniers nous apparaissent monstrueux, que leur mort, lente ou brutale, nous laisse indifférents, afin que nous ne sachions plus s'il s'agit d'hommes

que d'autres torturent, mais d'un monstre qu'on a capturé. Voici une citation d'Ulrike : « Les filles essaient, par leur conduite psychologique de la guerre, de retourner les faits que l'action de la guérilla a rendu évidents, c'est-à-dire que ce n'est pas le peuple qui est dépendant de l'Etat, mais l'Etat dépendant du peuple, ce n'est pas le peuple qui a besoin des sociétés, des multinationales et de leurs usines, mais les capitalistes dépendent du peuple, la police n'a pas pour but de protéger le peuple des criminels, mais de protéger du peuple l'ordre des exploitations impérialistes ; le peuple n'a pas besoin de la justice, mais la justice du peuple ; nous n'avons pas besoin de la présence des troupes et des installations américaines ici, mais l'impérialisme U.S. a besoin de nous. »

Par la personnalisation et la psychologisation, ils protestent sur nous ce qu'ils sont : les clichés de l'anthropologie du capitalisme, la réalité de ses masques, ses juges, ses procureurs, ses matons fascistes ; le policier, qui se complait dans son

alléation, qui ne vit qu'en torturant, opprimant, exploitant les autres, dont la base d'existence est la carrière, l'avancement, jouer des coudes, la vie aux dépens des autres, et l'exploitation, la faim, la misère, le dénuement de quelques milliards d'êtres humains dans le tiers-monde et l'Est.

Je souligne cette phrase car elle révèle que la misère du tiers-monde — misère physique, morale, intellectuelle — est constamment présente en eux, que cette misère, la R.A.F. la vit dans son esprit et dans son corps.

Quand ils dénoncent les brutalités des Etats-Unis et de son agent privilégié, l'Allemagne fédérale, c'est de cette Allemagne asservie qu'ils se préoccupent, mais c'est au même moment, dans le même mouvement, qu'ils se préoccupent de toute la misère du monde. Et quand ils écrivent cela, les membres de la R.A.F. ne prouvent pas seulement la généralité et la tendresse soignée de tout révolutionnaire, ils disent encore une sensibilité très délicate à l'égard de ce qu'il, en Europe, nous continuons à nommer le rebut.

Si l'analyse de Marx est juste : « Le progrès révolutionnaire se fait un chemin par la création d'une contre-révolution puissante et unitaire, par la création d'un adversaire qui amènera le parti de l'insurrection à évoluer par la lutte vers un véritable parti révolutionnaire... », alors, nous devons reconnaître que la R.A.F., au prix de sacrifices cette fois énormes, décide de « briser le chemin », avec tout ce que cela implique de solitude, d'incompréhension, de violence intérieure.

Ils sont dans cette situation dangereuse, attentive à en refuser l'ennemi, sachant que leur pensée doit être débarrassée de toutes scories imbéciles afin d'être de plus en plus aiguë par une analyse toujours plus fine. Et, attentifs aux méthodes de lutte du système contre eux. Au début du 25 août 1975, Andreas déclare échoement : « L'Etat se bat ici avec tous les moyens dont il dispose — c'est ce que Schmidt a suffisamment répété, qu'il s'agisse de tous les moyens, et ce sont linéairement tous les moyens organisés de la répression, du mensonge, de la manipulation, de la technique — pour l'autopréservation de l'omnipotence impériale contre la tendance historique à l'éclosion consciemment dans notre politique, dans l'insurrection, dans laquelle il devient antagoniste de la société, donc illégitime. »

Il est du reste évident que l'opposition de l'Allemagne fédérale à tout parti communiste ouvert est dans une grande part responsable de l'exis-

tence de la R.A.F., qui prouve, de façon éclatante, que la social-démocratie est démocrate dans ses discours, inquisitoriale quand elle le veut. Et inquisitoriale — avec tortures « propres », « raffinées », grâce aux techniques modernes, — inquisitoriale sans remords, sans troubles.

L'Allemagne, qui a aboli la peine de mort, conduit à la mort par grève de la faim et de la soif, isolement par la « destruction » du moindre bruit, sauf le bruit du cœur de l'incarcéré.

Dire que la situation qui est faite aux membres emprisonnés de la R.A.F. est criminelle, c'est ne rien dire. Le jugement moral cesse, dans les consciences des magistrats et dans celles de la population, que les moyens de presse, donc de pression, ont conduit à l'état passionné du répit absolu. Il est à craindre que l'Allemagne se sente purifiée quand « tous seront morts, et morts par leur volonté de mourir », donc « morts parce qu'ils se savent coupables », puisque c'est la signification tranquillisante pour l'Allemagne des grèves de la faim et de la soif jusqu'à la mort.

Souvenons-nous que des journalistes allemands s'élèvent contre la nutrition par sonde et décrètent que le devoir du médecin est de placer la nourriture à portée des détenus : libre à eux de vivre ou de mourir. Comme de la même façon les magistrats se tiennent d'affaire en décrétant que ce sont les avocats, incapables de convaincre leurs clients, qui sont coupables du délit — ou crime ? — de non-assistance à personne en danger.

Mais accuser le gouvernement allemand, l'administration allemande, la population allemande, qu'est-ce que cela signifie ? Si les U.S.A. n'étaient pas présents physiquement en Allemagne, si leur ambition n'avait pas atteint cette enflure, si l'Europe n'avait pas, clairement ou non, assigné à l'Allemagne de l'Ouest une fonction policière face à l'Est, cette algèbre qu'est la R.A.F. dans la chair trop grasse de l'Allemagne serait peut-être moins algue et l'Allemagne moins inhumaine.

Si l'on veut, je crois voir ici un double phénomène de mépris. L'Allemagne cherche — et dans une certaine mesure réussit — à donner de la R.A.F. une image terrifiante, monstrueuse. D'autre part, et par le même mouvement, le reste de l'Europe et l'Amérique, en encourageant l'intransigence de l'Allemagne dans son activité tortionnaire contre la R.A.F., cherchent, et dans une certaine mesure réussissent, à donner de l'Allemagne « éternelle » une image terrifiante, monstrueuse. (Vendredi 2 septembre.)

PANORAMA IMMOBILIER

COTE D'AZUR VAR
HYERES-LES-PALMIERS
Au cœur de la ville, face aux jardins du Casino Municipal, petit immeuble résidentiel de 22 logements + logement de gardien. Incontournable très poussée. 71 à 74 (ou 54) appartements en tout de 103 m² à 120 m² de 72 m². Vue exceptionnelle.
Prix fermes et définitifs. Prix moyen 6.000 F le m². Livraison été 78.
Renseignements :
S.C.I. LE NEPTUNE
2, rue Pierre-Brassac
83400 HYERES. Tél. (04) 65.14.50

COTE D'AZUR
GRASSE - 11 km de la mer - secteur H.L.M. et résidentiel
Vue panoramique - belle propriété agrémentée 12.000 m² - fruitiers - orangers - vigne - mas autistique restauré - living - cuisine avec coin repas - 3 chambres - salle de bains - dépendances - grande terrasse - PRIX 350.000 F
Agence COURBIN, 24, rue de Belfort, 06190 GRASSE
(05) 36.24.37

CANNES - MOUGINS
Un choix de villas Des spécialistes
et de très belles propriétés à votre disposition
HELLAND IMMOBILIER - Place du Vieux-Village
06250 Mougins - Tél. (93) 90.14.25

MARINE DE CIAPILLI
Pour les amateurs de sites privilégiés désirant se joindre à la copropriété cosmopolite déjà séduite par ce luxueux lotissement boisé situé en bord de mer face à la Sardaigne et l'archipel des Bouches de Bonifacio, à 6 km de Bonifacio et du port de plaisance à 22 km du nouvel aéroport de Figari.
QUELQUES LOTS DE 2000 A 4000 m² ENCORE DISPONIBLES
S'adresser à : SCI CIAPILLI - 155, boulevard Haussmann
75008 PARIS - Tél. 622.47.95
ou sur place : CIAPILLI - Centre Nautique de Bonifacio
20169 BONIFACIO - Tél. (15.95.75.91.11) 111

St-Cergue (VD) - PRÈS Genève
Station suisse été-hiver au cœur du Jura
à 35 minutes de l'aéroport international de Genève
(altitude 1150 m - 1680 m)
APPARTEMENTS
de 1 à 5 chambres
plus cuisine équipée, grande terrasse et parking compris
de Fr. 80.000.- à Fr. 280.000.- environ
Visitez nos 3 appartements témoins
de qualité suisse traditionnelle

Autofinancement d'achat possible pour tout étranger résident ou non en Suisse
Mobilier - Tapis Rideaux
AMEUBLEMENTS PFISTER S.A. GENÈVE
le plus grand choix d'Europe
Cadre exceptionnel de calme, d'ensoleillement et de verdure
LIVRAISON : dès ÉTÉ 1977
Hypothèque premier rang : 60% par le Crédit Foncier ou la Banque Cantonale Vaudoise
Intérêts : 5 1/4% - Amortissements : 2% l'an
Renseignements et vente : Etude du notaire A.L. Burnier
Rue César-Soult 3, CH-1280 Nyon, tél. (022) 61 14 51
Ensemble résidentiel : Nom :
Saint-Cergue : Prénom :
Intérêt pour un appartement : Adresse :
de chambres : Localité :
Tél. :

PROPRETE DE CARACTERE A 110 KM DE PARIS
Maison de maître de 11 pièces avec superbe réception.
Maison d'intimité, garages, nombreuses dépendances.
Pays très calme au bord d'un cours d'eau.
11, rue des Folies-Blanches 93150 NEUILLY - Tél. (01) 87.91.11 - à 120 à Noid
Vendues par propriétaire

Restoration prestigieuse d'anciennes demeures de la région de la « Haute-Normandie »
HONFLEUR
Appartements de studio au triplex - Investissement de tout 1er ordre
Documentations
881 - LA RENOVATION DU VIEIL HONFLEUR, GREENLAY S.A.
24, place Hazéville, 14600 HONFLEUR - Tél. : (03) 88.07.57

VENDS très urgent CAUSE DEPART
Libre de suite, état exceptionnel, propriété 1000 m² - Pays Breton, proche Rennes. Villa très confort, piscine, terrain, vue unique sur la mer et les Landes 2 appartements très confort. Eau pure planté, 6 hectares divisibles
DELACOUR, 70, boulevard Exelmans, 75016 Paris
Tél. 651-00-45 (à partir du 8-9-77)

PERIGORD - LOT - GERS
Choix de maisons anciennes de caractère, propriétés...
Documentation et photos couleur sur demande
PREPAREZ l'Étude - Supplément et Prix souhaités.
PROPIETES S.A. Maisons de Périgord, L.P. 33, 24103 BERBERAC
Tél. (05) 57.45.75

DEVEZ INVESTISSEUR
depuis 30 000 F comptant (P.E.L. POSSIBLE)
SOYEZ RASSURE TOUS RISQUES
Placer son argent est un acte sérieux
Sélection de Programmes d'investissement
— Haute Rentabilité Immédiate
— Accroissement rapide du capital
— Fiscalité avantageuse
— Location et Gestion assurées
Pour une Étude personnalisée
GRUPPE VIBRAND - 261.52.25 + 15, rue de la Paix - PARIS
Ouvert tous les jours sur R.V.

Pour tout renseignement sur cette rubrique, s'adresser à MULTIMEDIA: 271 32 55

République démocratique allemande

EN NEUF MOIS

Une trentaine d'intellectuels ont dû quitter le pays

Berlin. — La R.D.A. a expulsé, le samedi 2 septembre, un nouveau groupe de citoyens contestataires vers l'Allemagne de l'Ouest. Parmi eux, deux écrivains peu connus, des ouvriers et des étudiants, tous originaires d'Allemagne. Leur « crime » ? Ils s'étaient solidarisés, en novembre dernier, avec les écrivains qui avaient protesté contre la censure du gouvernement de Berlin-Est de servir de sa citoyenneté est-allemande le poète Wolf Biermann. Ils étaient depuis lors sous les verroux de la censure. Les autorités de la R.D.A. avaient rejeté vers l'Ouest trois proches amis de Biermann, le jeune écrivain Jürgen Fuchs et deux étudiants des droits civiques, les uns et les autres en détention provisoire depuis quelque temps.

Depuis novembre, une trentaine de personnes, pour la plupart des intellectuels, ont été soit bannies, soit autorisées à émigrer. Il ne s'agit plus d'une mesure exceptionnelle contre tel ou tel récalcitrant jugé irrépressible. Cela devient une politique. C'est aussi un terrible avertissement pour cette partie de l'Allemagne qui s'intitule elle-même « démocratique ».

Le « mur » ne suffit plus

« La chute des barrières » vers l'Ouest n'est pas un phénomène vraiment nouveau en R.D.A. Parmi les deux à trois millions de personnes qui sont passées en Allemagne fédérale, ou qui ont échoué à s'établir dans ce pays, jusqu'à la construction du mur en 1961, se trouvaient nombre d'intellectuels, de médecins, d'ingénieurs, de professeurs. Du philosophe Ernst Bloch, mort récemment, à l'écrivain Uwe Johnson, en passant par le spécialiste de littérature Alfred Kantorowicz, la liste est longue de ceux qui, au cours des années, optèrent pour l'Ouest. La fonction principale du « mur » fut précisément de stopper cet exode. Mais, aujourd'hui, cette saignée ne s'arrête pas. La R.D.A. est l'un des rares pays européens

De notre envoyé spécial

dont la population a stagné (17 millions d'habitants) depuis la fin de la guerre. S'il ne fut jamais totalement étanche, le mur n'en représente pas moins une mesure de dissuade suffisamment efficace pour stimuler la confiance des dirigeants, rassurés sur leurs arrières, et décourager les vaines tentatives de fuite. De 1961 à 1975, on ne compterait guère, selon une liste publiée le 30 août par la *Frankfurter Allgemeine*, qu'une vingtaine de départs parmi les intellectuels en place, soit moins que pendant les trente dernières années. Le changement de mentalité et de politique qu'a représenté, en novembre 1975, la mesure d'expulsion prise contre Wolf Biermann a été l'expression d'une crise qui atteint gravement le régime, et pas uniquement sa politique culturelle ou ses rapports avec les milieux intellectuels. C'est pour tenter d'y remédier que le parti avait réplacé, un mois avant le bannissement de Biermann, Willy Stoph à la tête du gouvernement. Ancien ministre de la défense et de l'intérieur, M. Stoph avait été, en 1961, l'un des principaux exécutants de la décision d'ériger le mur de Berlin. Mais, aujourd'hui, le mur ne suffit plus. Il n'empêche plus les uns, pas plus qu'il ne rassure les autres. Aux yeux des contestataires, il n'a pas transformé l'ex-avant du Stoz en cet enfer inévitable qu'est devenu le régime. Et compte des paradoxes, la R.D.A. rejette maintenant vers cet Occident bonhi des gens qu'elle se révèle incapable d'intégrer ou de tolérer, mais qui n'avaient manifestement envie de quitter leur pays.

Un échec flagrant

La nouvelle politique des dirigeants est-allemands comporte d'autres aspects. L'un de ceux qui inquiètent le plus est l'humainitaire. A tout prendre, il vaut mieux, pour les contestataires, vivre en liberté à l'Ouest, même contre leur gré, plutôt que

crouper dans une prison à l'Est ou végéter pendant des années dans l'isolement et sans travail, comme ce fut le cas du grand poète lyrique Peter Huchel, finalement autorisé à partir, en 1971.

Cette campagne d'expulsions n'est pas moins, pour le régime, une mesure de dissuade. M. Erich Honecker, un échec flagrant. Dans son désir de plaire et de rompre avec l'austérité de la période précédente, M. Honecker avait fait assaut de pouvoir, lors de son arrivée au pouvoir, il y a six ans, en annonçant la « fin des tabous » en matière culturelle. Les années qui suivirent furent effectivement les plus libres, les plus fructueuses qu'aient connues les intellectuels est-allemands depuis l'établissement du régime. Les résistances dans l'appareil, puis, à partir de 1974, des difficultés économiques consécutives à la crise de l'énergie, ont fait naître des craintes pour les droits civiques en Europe de l'Est, mais le régime progressivement à cette détente.

Le danger, pour le régime, est plus profond. Ceux qu'il chasse aujourd'hui ne sont pas tous, loin s'en faut, des bourgeois ou des représentants de l'ordre ancien. Ce sont aussi des jeunes, élevés dans le giron et, souvent, tels Jürgen Fuchs ou Reiner Kunze, des fils d'ouvriers. En les rejetant, le régime se coupe de la jeunesse. Les contestataires est-allemands ne peuvent tout de même pas compter, pour gagner leurs compétitions, avec leurs rivaux occidentaux, sur le seul succès de leurs athlètes sur les stades, aussi remarquables fussent-ils.

MANUEL LUCBERT.
(Mardi 5 septembre.)

Union soviétique

LE DÉBAT SUR LA NOUVELLE CONSTITUTION
Aucun des grands principes de la Loi fondamentale n'est remis en cause

Le Soviet suprême de l'U.R.S.S. a été convoqué en session extraordinaire pour le 4 octobre prochain en vue d'étudier le projet de la nouvelle Constitution soviétique. Cette septième session de la neuvième législature aura, se prononcera sur le projet de la nouvelle Loi fondamentale, qui a été rendu public le 4 juin dernier.

Moscou. — Les commentateurs soviétiques qualifient non sans emphase la discussion et l'adoption de la nouvelle Constitution d'« événement le plus important de l'année dans le monde ». Le projet a été publié le 4 juin dernier par le Soviet suprême et la discussion dans l'opinion publique aura duré quatre mois. Tous les journaux et la télévision y consacrent des émissions, les journaux et les revues ont publié des centaines d'articles et de lettres de lecteurs.

Selon les chiffres officiels, plus de sept cent cinquante mille propositions de rectifications ont été envoyées à la presse. Dans les entreprises, plus de six cent cinquante mille réunions ont eu lieu avec plusieurs dizaines de millions de travailleurs. Le parti communiste lui-même a organisé plus de cent quatre-vingt mille réunions auxquelles auraient participé plus de deux millions et demi de ses membres. Toutes ces propositions sont regroupées par la Commission constitutionnelle.

La grande majorité des participants à cette « discussion du peuple tout entier » approuvent, bien sûr, les dispositions fondamentales de la Constitution, les grands principes du régime et l'organisation politique et sociale du système soviétique. Les interventions des spécialistes constituent des variations sur le même thème : le projet reflète l'état des rapports sociaux dans la phase du socialisme développé. Un grand nombre de lettres de lecteurs — tout au moins celles qui sont publiées — concernent davantage les aspects de la vie quotidienne que les articles de la Constitution, proprement dite. Ces lettres reflètent les préoccupations immédiates des Soviétiques à propos de leur logement (beaucoup demandent que l'obligation de bien entretenir son logement

De notre correspondant

soit inscrite dans la Constitution), de leur réalité (la crainte que le manque de matériel entraîne une dégradation de la vie professionnelle active transparent dans de nombreuses interventions), ou leur environnement.

Le chapitre sur les rapports entre l'Etat et l'individu sur les droits et les obligations des citoyens, fait l'objet d'une grande attention. Si la plupart des lettres mettent plus l'accent sur les devoirs du citoyen soviétique que sur ses droits, d'autres insistent sur la garantie des libertés inscrites dans la Loi fondamentale. C'est ainsi que, pour de nombreux correspondants, le projet est-il circonscrit par l'expérience historique, le droit de critiquer les fonctionnaires devrait être mieux assuré, par la suppression de la censure préalable de critique devrait être non seulement interdite — comme le prévoit le projet actuel — mais punie par la loi. Le président de la Cour suprême de l'Ukraine demande par exemple un renforcement de l'immunité parlementaire, la nomination des procureurs généraux des Républiques par le Soviet suprême des Républiques et non plus par le procureur général de l'U.R.S.S.

Certains participants à la discussion regrettent d'autre part que les droits d'autre part qu'ils estiment qu'à cet âge, les jeunes ne sont pas « mûrs » pour être députés. Les femmes, elles, s'inquiètent des conséquences du libéralisme en matière de divorce : d'autres regrettent que la Constitution, en proclamant que « la femme a les mêmes droits que l'homme » continue à considérer l'homme comme un modèle.

Alors que le métropolite Alexis de Fallon, chef du service administratif du Patriarcat de Moscou, s'exprime en tant que serviteur du culte le fait que tous les articles du projet soient pénétrés d'humanité et de sollicitude pour les hommes, certains correspondants proposent d'interdire la propagande religieuse.

Tous les participants à la discussion se félicitent des articles consacrés à la politique étrangère, condamnant la guerre et intégrant les dispositions de l'Acte

final de la conférence d'Helsinki. Mais certains lecteurs proposent cependant d'inscrire dans la Constitution, que « les forces armées soviétiques doivent toujours être prêtes à porter secours aux pays socialistes ».

Combien de propositions, ou suggestions, ont été faites au cours de cette discussion seront finalement retenues dans le projet soumis au Soviet suprême ? Beaucoup, dit-on officiellement, serviront à la modification des textes fondamentaux de la Fédération de Russie et des Républiques fédérées, rendue nécessaire par l'adoption de la nouvelle Constitution. Les grandes lignes de la Loi fondamentale devraient pour rester inchangées. Avec cette Constitution et cette discussion autour du projet, les dirigeants soviétiques estiment, en tout cas, avoir montré l'exemple : « Des informations commentent et nous parent, indique la grande, montrent que l'opinion publique des Etats-Unis exige la révision de la Constitution américaine, tant elle fait pâle figure à côté de la Loi fondamentale de l'U.R.S.S. »

DANIEL VERNET.
(Mercredi 11 août.)

Espagne

Accord de principe sur l'autonomie de la Catalogne

M. Adolfo Suarez, chef du gouvernement espagnol, semble avoir rétabli la discipline — au moins provisoirement — au sein de l'Union du centre démocrate (U.C.D.), la coalition au pouvoir. Les ministres, qui, au début de la semaine dernière, émettaient des doutes sur la « viabilité » d'un gouvernement par trop hétérogène, attribuant, depuis le retour de M. Suarez à Madrid, à l'imagination des journalistes les rumeurs sur un éventuel remaniement ministériel.

Une certaine détente pourrait être enregistrée au Pays basque. En effet, à la suite d'un appel de l'ETA, M. Apalategui, militant basque emprisonné à Marseille, a cessé sa grève de la faim.

D'autre part, on a appris, dans la matinée du 3 septembre, qu'un accord était intervenu

sur le rétablissement de la Généralité de Catalogne, c'est-à-dire sur un statut d'autonomie provisoire. Ainsi les mutations s'accroissent-elles en Espagne.

M. Josep Tarradellas, président de la Généralité de Catalogne, et M. Sanchez Tera, représentant du chef du gouvernement espagnol, sont arrivés à cet accord de principe après la réunion des 26 et 27 août à Paris, précise, le 3 septembre, le communiqué diffusé à Barcelone par le secrétariat du délégué général de la présidence de la Généralité.

On souligne cependant dans les milieux catalans les divergences existant actuellement entre de nombreux parlementaires et M. Josep Tarradellas à la suite du limogeage de M. Josep Benet de son poste de membre de la commission chargée de négocier avec le gouvernement.

UNE LUTTE DE TRENTE-HUIT ANS

De notre envoyé spécial

Barcelone. — Après trente-huit ans d'assujettissement et de lutte acharnée pour défendre leur particularisme, les Catalans s'approprient à redevenir autonomes. Après onze mois d'une négociation longue et tendue, Barcelone va rétablir son statut de Généralité, cet ancien gouvernement proclamé en 1931, sous la République, éteint par les Cortès en un plus tard et abol par un décret franquiste en 1938. Au terme d'un exil qui aura duré plus longtemps que celui de la Passionaria, M. Josep Tarradellas, président de la Généralité en exil, est prêt de revenir en triomphe dans sa ville natale pour assumer la responsabilité — selon l'expression d'un dirigeant communiste — d'une « réalité nationale au sein d'un Etat multinational ».

Trois mois après leur élection aux Cortès de Madrid, les soixante-trois députés et sénateurs de Catalogne se préparent à former un Parlement provisoire catalan et à fournir les membres du Conseil, c'est-à-dire du gouvernement de la Généralité. Ce gouvernement, ils le veulent de « concentration nationale », c'est-à-dire constitué par toutes les forces politiques de la région.

Il se distinguera alors avec éclat de Madrid, où le cabinet « monocolore » de M. Adolfo Suarez rencontre une opposition grandissante. Les Catalans espèrent ainsi leur future équipe ministérielle au gouvernement d'unité nationale constitué par de Gaulle à la Libération, et le retour de M. Tarradellas à celui de l'homme du 18 juin.

Une inconnue demeure : l'attitude de l'armée. Le catalanisme, souvent qualifié à l'époque de « séparatisme », a été une des raisons du prononcement du 18 juillet 1936. Les militaires ralliés à Franco ont combattu la République au nom de l'Eglise, de la propriété, des valeurs traditionnelles, mais aussi pour défendre l'unité de l'Espagne contre les forces de sécession identifiées alors avec les Basques et les Catalans. Le slogan des phalangistes — « l'Espagne est indivisible » — a inspiré la politique de répression menée par le régime franquiste à l'égard des nationalités. Tout au long des négociations avec M. Tarradellas, M. Adolfo Suarez, le président du gouvernement, a évoqué le danger d'une réaction militaire pour modérer les revendications des autonomistes catalans. Chacun connaît à Barcelone la résistance opposée au rétablissement de la Généralité par le capitaine général de la Catalogne.

Les partis catalans, communistes en tête, tiennent compte du risque militaire. Ils ne souhaitent pas pousser leurs revendications au point d'entrer en conflit avec le gouvernement madrilène, car ils savent que leur cause serait compromise si l'armée était amenée à intervenir. Ils se sont montrés très conciliants au

dirigeants du parti socialiste de Catalogne. En fait, les attributions de la Généralité seront surtout définies dans le statut d'autonomie que les parlementaires catalans auront la charge d'élaborer et de faire voter par leurs compatriotes, puis de faire adopter par les Cortès. Les communistes estiment que ce statut devrait être plus complet que celui de 1932. Les Catalans avaient alors leurs propres forces de police. Ils étaient compétents en matière de travaux publics, de santé, de travail, de justice, légiférant dans le domaine du droit civil et pénal. Ils avaient leurs propres établissements d'enseignement, concurremment avec ceux de l'Etat espagnol.

Aujourd'hui, ils pensent pouvoir « catalaniser » entièrement l'enseignement, le droit, le bilinguisme étant déjà acquis. Ils estiment que Madrid voudra garder le contrôle des forces de l'ordre — avec tous les risques que cela implique — mais ils espèrent élaborer des institutions plus démocratiques que celles d'il y a quarante ans. Les parlementaires, notamment, veulent non seulement avoir un droit de regard sur la composition du Conseil, mais demandent que celui-ci soit responsable devant eux.

Quelles seront les compétences de la Généralité dans la phase provisoire prévue avant l'adoption, dans un an ou deux, d'un statut définitif ? Les quatre Diputaciones (conseils généraux) de Catalogne devraient normalement passer sous son contrôle. Mais les membres de ces Diputaciones, théoriquement élus, en fait désignés par le régime franquiste, opposent une sérieuse résistance à tout changement. L'expérience a montré que le transfert des compétences d'une administration séculaire à une administration entièrement nouvelle prend du temps et rencontre de sérieuses obstacles. « La tâche du gouvernement provisoire », dit M. Narcís Serra, sera d'arracher les responsabilités une par une.

La prudence de la gauche

Une autre de ses tâches sera le contrôle des ressources financières. Entre Barcelone et Madrid la polémique sur ce sujet est ancienne. Les Catalans ont souvent parlé de spoliation économique à propos de la tutelle exercée par le gouvernement castillan. Celui-ci a maintes fois démontré que l'industrie textile catalane n'aurait jamais pu se développer comme elle l'a fait sans le protectionnisme appliqué par Madrid, qui lui a garanti l'ensemble du marché espagnol. Aujourd'hui les Catalans ne se plaignent pas seulement du sort réservé à leurs impôts, mais aussi de l'utilisation de leur épargne, canalisée par les institutions madrilènes — comme l'Institut national de l'industrie — au bénéfice des monopoles, et non des classes populaires. Selon les dirigeants de la gauche, le parti socialiste de Catalogne économique a proposé de la tutelle exercée par le gouvernement castillan. Celui-ci a maintes fois démontré que l'industrie textile catalane n'aurait jamais pu se développer comme elle l'a fait sans le protectionnisme appliqué par Madrid, qui lui a garanti l'ensemble du marché espagnol. Aujourd'hui les Catalans ne se plaignent pas seulement du sort réservé à leurs impôts, mais aussi de l'utilisation de leur épargne, canalisée par les institutions madrilènes — comme l'Institut national de l'industrie — au bénéfice des monopoles, et non des classes populaires. Selon les dirigeants de la gauche, le parti socialiste de Catalogne économique a proposé de la tutelle exercée par le gouvernement castillan. Celui-ci a maintes fois démontré que l'industrie textile catalane n'aurait jamais pu se développer comme elle l'a fait sans le protectionnisme appliqué par Madrid, qui lui a garanti l'ensemble du marché espagnol. Aujourd'hui les Catalans ne se plaignent pas seulement du sort réservé à leurs impôts, mais aussi de l'utilisation de leur épargne, canalisée par les institutions madrilènes — comme l'Institut national de l'industrie — au bénéfice des monopoles, et non des classes populaires. Selon les dirigeants de la gauche, le parti socialiste de Catalogne économique a proposé de la tutelle exercée par le gouvernement castillan. Celui-ci a maintes fois démontré que l'industrie textile catalane n'aurait jamais pu se développer comme elle l'a fait sans le protectionnisme appliqué par Madrid, qui lui a garanti l'ensemble du marché espagnol. Aujourd'hui les Catalans ne se plaignent pas seulement du sort réservé à leurs impôts, mais aussi de l'utilisation de leur épargne, canalisée par les institutions madrilènes — comme l'Institut national de l'industrie — au bénéfice des monopoles, et non des classes populaires. Selon les dirigeants de la gauche, le parti socialiste de Catalogne économique a proposé de la tutelle exercée par le gouvernement castillan. Celui-ci a maintes fois démontré que l'industrie textile catalane n'aurait jamais pu se développer comme elle l'a fait sans le protectionnisme appliqué par Madrid, qui lui a garanti l'ensemble du marché espagnol. Aujourd'hui les Catalans ne se plaignent pas seulement du sort réservé à leurs impôts, mais aussi de l'utilisation de leur épargne, canalisée par les institutions madrilènes — comme l'Institut national de l'industrie — au bénéfice des monopoles, et non des classes populaires. Selon les dirigeants de la gauche, le parti socialiste de Catalogne économique a proposé de la tutelle exercée par le gouvernement castillan. Celui-ci a maintes fois démontré que l'industrie textile catalane n'aurait jamais pu se développer comme elle l'a fait sans le protectionnisme appliqué par Madrid, qui lui a garanti l'ensemble du marché espagnol. Aujourd'hui les Catalans ne se plaignent pas seulement du sort réservé à leurs impôts, mais aussi de l'utilisation de leur épargne, canalisée par les institutions madrilènes — comme l'Institut national de l'industrie — au bénéfice des monopoles, et non des classes populaires. Selon les dirigeants de la gauche, le parti socialiste de Catalogne économique a proposé de la tutelle exercée par le gouvernement castillan. Celui-ci a maintes fois démontré que l'industrie textile catalane n'aurait jamais pu se développer comme elle l'a fait sans le protectionnisme appliqué par Madrid, qui lui a garanti l'ensemble du marché espagnol. Aujourd'hui les Catalans ne se plaignent pas seulement du sort réservé à leurs impôts, mais aussi de l'utilisation de leur épargne, canalisée par les institutions madrilènes — comme l'Institut national de l'industrie — au bénéfice des monopoles, et non des classes populaires. Selon les dirigeants de la gauche, le parti socialiste de Catalogne économique a proposé de la tutelle exercée par le gouvernement castillan. Celui-ci a maintes fois démontré que l'industrie textile catalane n'aurait jamais pu se développer comme elle l'a fait sans le protectionnisme appliqué par Madrid, qui lui a garanti l'ensemble du marché espagnol. Aujourd'hui les Catalans ne se plaignent pas seulement du sort réservé à leurs impôts, mais aussi de l'utilisation de leur épargne, canalisée par les institutions madrilènes — comme l'Institut national de l'industrie — au bénéfice des monopoles, et non des classes populaires. Selon les dirigeants de la gauche, le parti socialiste de Catalogne économique a proposé de la tutelle exercée par le gouvernement castillan. Celui-ci a maintes fois démontré que l'industrie textile catalane n'aurait jamais pu se développer comme elle l'a fait sans le protectionnisme appliqué par Madrid, qui lui a garanti l'ensemble du marché espagnol. Aujourd'hui les Catalans ne se plaignent pas seulement du sort réservé à leurs impôts, mais aussi de l'utilisation de leur épargne, canalisée par les institutions madrilènes — comme l'Institut national de l'industrie — au bénéfice des monopoles, et non des classes populaires. Selon les dirigeants de la gauche, le parti socialiste de Catalogne économique a proposé de la tutelle exercée par le gouvernement castillan. Celui-ci a maintes fois démontré que l'industrie textile catalane n'aurait jamais pu se développer comme elle l'a fait sans le protectionnisme appliqué par Madrid, qui lui a garanti l'ensemble du marché espagnol. Aujourd'hui les Catalans ne se plaignent pas seulement du sort réservé à leurs impôts, mais aussi de l'utilisation de leur épargne, canalisée par les institutions madrilènes — comme l'Institut national de l'industrie — au bénéfice des monopoles, et non des classes populaires. Selon les dirigeants de la gauche, le parti socialiste de Catalogne économique a proposé de la tutelle exercée par le gouvernement castillan. Celui-ci a maintes fois démontré que l'industrie textile catalane n'aurait jamais pu se développer comme elle l'a fait sans le protectionnisme appliqué par Madrid, qui lui a garanti l'ensemble du marché espagnol. Aujourd'hui les Catalans ne se plaignent pas seulement du sort réservé à leurs impôts, mais aussi de l'utilisation de leur épargne, canalisée par les institutions madrilènes — comme l'Institut national de l'industrie — au bénéfice des monopoles, et non des classes populaires. Selon les dirigeants de la gauche, le parti socialiste de Catalogne économique a proposé de la tutelle exercée par le gouvernement castillan. Celui-ci a maintes fois démontré que l'industrie textile catalane n'aurait jamais pu se développer comme elle l'a fait sans le protectionnisme appliqué par Madrid, qui lui a garanti l'ensemble du marché espagnol. Aujourd'hui les Catalans ne se plaignent pas seulement du sort réservé à leurs impôts, mais aussi de l'utilisation de leur épargne, canalisée par les institutions madrilènes — comme l'Institut national de l'industrie — au bénéfice des monopoles, et non des classes populaires. Selon les dirigeants de la gauche, le parti socialiste de Catalogne économique a proposé de la tutelle exercée par le gouvernement castillan. Celui-ci a maintes fois démontré que l'industrie textile catalane n'aurait jamais pu se développer comme elle l'a fait sans le protectionnisme appliqué par Madrid, qui lui a garanti l'ensemble du marché espagnol. Aujourd'hui les Catalans ne se plaignent pas seulement du sort réservé à leurs impôts, mais aussi de l'utilisation de leur épargne, canalisée par les institutions madrilènes — comme l'Institut national de l'industrie — au bénéfice des monopoles, et non des classes populaires. Selon les dirigeants de la gauche, le parti socialiste de Catalogne économique a proposé de la tutelle exercée par le gouvernement castillan. Celui-ci a maintes fois démontré que l'industrie textile catalane n'aurait jamais pu se développer comme elle l'a fait sans le protectionnisme appliqué par Madrid, qui lui a garanti l'ensemble du marché espagnol. Aujourd'hui les Catalans ne se plaignent pas seulement du sort réservé à leurs impôts, mais aussi de l'utilisation de leur épargne, canalisée par les institutions madrilènes — comme l'Institut national de l'industrie — au bénéfice des monopoles, et non des classes populaires. Selon les dirigeants de la gauche, le parti socialiste de Catalogne économique a proposé de la tutelle exercée par le gouvernement castillan. Celui-ci a maintes fois démontré que l'industrie textile catalane n'aurait jamais pu se développer comme elle l'a fait sans le protectionnisme appliqué par Madrid, qui lui a garanti l'ensemble du marché espagnol. Aujourd'hui les Catalans ne se plaignent pas seulement du sort réservé à leurs impôts, mais aussi de l'utilisation de leur épargne, canalisée par les institutions madrilènes — comme l'Institut national de l'industrie — au bénéfice des monopoles, et non des classes populaires. Selon les dirigeants de la gauche, le parti socialiste de Catalogne économique a proposé de la tutelle exercée par le gouvernement castillan. Celui-ci a maintes fois démontré que l'industrie textile catalane n'aurait jamais pu se développer comme elle l'a fait sans le protectionnisme appliqué par Madrid, qui lui a garanti l'ensemble du marché espagnol. Aujourd'hui les Catalans ne se plaignent pas seulement du sort réservé à leurs impôts, mais aussi de l'utilisation de leur épargne, canalisée par les institutions madrilènes — comme l'Institut national de l'industrie — au bénéfice des monopoles, et non des classes populaires. Selon les dirigeants de la gauche, le parti socialiste de Catalogne économique a proposé de la tutelle exercée par le gouvernement castillan. Celui-ci a maintes fois démontré que l'industrie textile catalane n'aurait jamais pu se développer comme elle l'a fait sans le protectionnisme appliqué par Madrid, qui lui a garanti l'ensemble du marché espagnol. Aujourd'hui les Catalans ne se plaignent pas seulement du sort réservé à leurs impôts, mais aussi de l'utilisation de leur épargne, canalisée par les institutions madrilènes — comme l'Institut national de l'industrie — au bénéfice des monopoles, et non des classes populaires. Selon les dirigeants de la gauche, le parti socialiste de Catalogne économique a proposé de la tutelle exercée par le gouvernement castillan. Celui-ci a maintes fois démontré que l'industrie textile catalane n'aurait jamais pu se développer comme elle l'a fait sans le protectionnisme appliqué par Madrid, qui lui a garanti l'ensemble du marché espagnol. Aujourd'hui les Catalans ne se plaignent pas seulement du sort réservé à leurs impôts, mais aussi de l'utilisation de leur épargne, canalisée par les institutions madrilènes — comme l'Institut national de l'industrie — au bénéfice des monopoles, et non des classes populaires. Selon les dirigeants de la gauche, le parti socialiste de Catalogne économique a proposé de la tutelle exercée par le gouvernement castillan. Celui-ci a maintes fois démontré que l'industrie textile catalane n'aurait jamais pu se développer comme elle l'a fait sans le protectionnisme appliqué par Madrid, qui lui a garanti l'ensemble du marché espagnol. Aujourd'hui les Catalans ne se plaignent pas seulement du sort réservé à leurs impôts, mais aussi de l'utilisation de leur épargne, canalisée par les institutions madrilènes — comme l'Institut national de l'industrie — au bénéfice des monopoles, et non des classes populaires. Selon les dirigeants de la gauche, le parti socialiste de Catalogne économique a proposé de la tutelle exercée par le gouvernement castillan. Celui-ci a maintes fois démontré que l'industrie textile catalane n'aurait jamais pu se développer comme elle l'a fait sans le protectionnisme appliqué par Madrid, qui lui a garanti l'ensemble du marché espagnol. Aujourd'hui les Catalans ne se plaignent pas seulement du sort réservé à leurs impôts, mais aussi de l'utilisation de leur épargne, canalisée par les institutions madrilènes — comme l'Institut national de l'industrie — au bénéfice des monopoles, et non des classes populaires. Selon les dirigeants de la gauche, le parti socialiste de Catalogne économique a proposé de la tutelle exercée par le gouvernement castillan. Celui-ci a maintes fois démontré que l'industrie textile catalane n'aurait jamais pu se développer comme elle l'a fait sans le protectionnisme appliqué par Madrid, qui lui a garanti l'ensemble du marché espagnol. Aujourd'hui les Catalans ne se plaignent pas seulement du sort réservé à leurs impôts, mais aussi de l'utilisation de leur épargne, canalisée par les institutions madrilènes — comme l'Institut national de l'industrie — au bénéfice des monopoles, et non des classes populaires. Selon les dirigeants de la gauche, le parti socialiste de Catalogne économique a proposé de la tutelle exercée par le gouvernement castillan. Celui-ci a maintes fois démontré que l'industrie textile catalane n'aurait jamais pu se développer comme elle l'a fait sans le protectionnisme appliqué par Madrid, qui lui a garanti l'ensemble du marché espagnol. Aujourd'hui les Catalans ne se plaignent pas seulement du sort réservé à leurs impôts, mais aussi de l'utilisation de leur épargne, canalisée par les institutions madrilènes — comme l'Institut national de l'industrie — au bénéfice des monopoles, et non des classes populaires. Selon les dirigeants de la gauche, le parti socialiste de Catalogne économique a proposé de la tutelle exercée par le gouvernement castillan. Celui-ci a maintes fois démontré que l'industrie textile catalane n'aurait jamais pu se développer comme elle l'a fait sans le protectionnisme appliqué par Madrid, qui lui a garanti l'ensemble du marché espagnol. Aujourd'hui les Catalans ne se plaignent pas seulement du sort réservé à leurs impôts, mais aussi de l'utilisation de leur épargne, canalisée par les institutions madrilènes — comme l'Institut national de l'industrie — au bénéfice des monopoles, et non des classes populaires. Selon les dirigeants de la gauche, le parti socialiste de Catalogne économique a proposé de la tutelle exercée par le gouvernement castillan. Celui-ci a maintes fois démontré que l'industrie textile catalane n'aurait jamais pu se développer comme elle l'a fait sans le protectionnisme appliqué par Madrid, qui lui a garanti l'ensemble du marché espagnol. Aujourd'hui les Catalans ne se plaignent pas seulement du sort réservé à leurs impôts, mais aussi de l'utilisation de leur épargne, canalisée par les institutions madrilènes — comme l'Institut national de l'industrie — au bénéfice des monopoles, et non des classes populaires. Selon les dirigeants de la gauche, le parti socialiste de Catalogne économique a proposé de la tutelle exercée par le gouvernement castillan. Celui-ci a maintes fois démontré que l'industrie textile catalane n'aurait jamais pu se développer comme elle l'a fait sans le protectionnisme appliqué par Madrid, qui lui a garanti l'ensemble du marché espagnol. Aujourd'hui les Catalans ne se plaignent pas seulement du sort réservé à leurs impôts, mais aussi de l'utilisation de leur épargne, canalisée par les institutions madrilènes — comme l'Institut national de l'industrie — au bénéfice des monopoles, et non des classes populaires. Selon les dirigeants de la gauche, le parti socialiste de Catalogne économique a proposé de la tutelle exercée par le gouvernement castillan. Celui-ci a maintes fois démontré que l'industrie textile catalane n'aurait jamais pu se développer comme elle l'a fait sans le protectionnisme appliqué par Madrid, qui lui a garanti l'ensemble du marché espagnol. Aujourd'hui les Catalans ne se plaignent pas seulement du sort réservé à leurs impôts, mais aussi de l'utilisation de leur épargne, canalisée par les institutions madrilènes — comme l'Institut national de l'industrie — au bénéfice des monopoles, et non des classes populaires. Selon les dirigeants de la gauche, le parti socialiste de Catalogne économique a proposé de la tutelle exercée par le gouvernement castillan. Celui-ci a maintes fois démontré que l'industrie textile catalane n'aurait jamais pu se développer comme elle l'a fait sans le protectionnisme appliqué par Madrid, qui lui a garanti l'ensemble du marché espagnol. Aujourd'hui les Catalans ne se plaignent pas seulement du sort réservé à leurs impôts, mais aussi de l'utilisation de leur épargne, canalisée par les institutions madrilènes — comme l'Institut national de l'industrie — au bénéfice des monopoles, et non des classes populaires. Selon les dirigeants de la gauche, le parti socialiste de Catalogne économique a proposé de la tutelle exercée par le gouvernement castillan. Celui-ci a maintes fois démontré que l'industrie textile catalane n'aurait jamais pu se développer comme elle l'a fait sans le protectionnisme appliqué par Madrid, qui lui a garanti l'ensemble du marché espagnol. Aujourd'hui les Catalans ne se plaignent pas seulement du sort réservé à leurs impôts, mais aussi de l'utilisation de leur épargne, canalisée par les institutions madrilènes — comme l'Institut national de l'industrie — au bénéfice des monopoles, et non des classes populaires. Selon les dirigeants de la gauche, le parti socialiste de Catalogne économique a proposé de la tutelle exercée par le gouvernement castillan. Celui-ci a maintes fois démontré que l'industrie textile catalane n'aurait jamais pu se développer comme elle l'a fait sans le protectionnisme appliqué par Madrid, qui lui a garanti l'ensemble du marché espagnol. Aujourd'hui les Catalans ne se plaignent pas seulement du sort réservé à leurs impôts, mais aussi de l'utilisation de leur épargne, canalisée par les institutions madrilènes — comme l'Institut national de l'industrie — au bénéfice des monopoles, et non des classes populaires. Selon les dirigeants de la gauche, le parti socialiste de Catalogne économique a proposé de la tutelle exercée par le gouvernement castillan. Celui-ci a maintes fois démontré que l'industrie textile catalane n'aurait jamais pu se développer comme elle l'a fait sans le protectionnisme appliqué par Madrid, qui lui a garanti l'ensemble du marché espagnol. Aujourd'hui les Catalans ne se plaignent pas seulement du sort réservé à leurs impôts, mais aussi de l'utilisation de leur épargne, canalisée par les institutions madrilènes — comme l'Institut national de l'industrie — au bénéfice des monopoles, et non des classes populaires. Selon les dirigeants de la gauche, le parti socialiste de Catalogne économique a proposé de la tutelle exercée par le gouvernement castillan. Celui-ci a maintes fois démontré que l'industrie textile catalane n'aurait jamais pu se développer comme elle l'a fait sans le protectionnisme appliqué par Madrid, qui lui a garanti l'ensemble du marché espagnol. Aujourd'hui les Catalans ne se plaignent pas seulement du sort réservé à leurs impôts, mais aussi de l'utilisation de leur épargne, canalisée par les institutions madrilènes — comme l'Institut national de l'industrie — au bénéfice des monopoles, et non des classes populaires. Selon les dirigeants de la gauche, le parti socialiste de Catalogne économique a proposé de la tutelle exercée par le gouvernement castillan. Celui-ci a maintes fois démontré que l'industrie textile catalane n'aurait jamais pu se développer comme elle l'a fait sans le protectionnisme appliqué par Madrid, qui lui a garanti l'ensemble du marché espagnol. Aujourd'hui les Catalans ne se plaignent pas seulement du sort réservé à leurs impôts, mais aussi de l'utilisation de leur épargne, canalisée par les institutions madrilènes — comme l'Institut national de l'industrie — au bénéfice des monopoles, et non des classes populaires. Selon les dirigeants de la gauche, le parti socialiste de Catalogne économique a proposé de la tutelle exercée par le gouvernement castillan. Celui-ci a maintes fois démontré que l'industrie textile catalane n'aurait jamais pu se développer comme elle l'a fait sans le protectionnisme appliqué par Madrid, qui lui a garanti l'ensemble du marché espagnol. Aujourd'hui les Catalans ne se plaignent pas seulement du sort réservé à leurs impôts, mais aussi de l'utilisation de leur épargne, canalisée par les institutions madrilènes — comme l'Institut national de l'industrie — au bénéfice des monopoles, et non des classes populaires. Selon les dirigeants de la gauche, le parti socialiste de Catalogne économique a proposé de la tutelle exercée par le gouvernement castillan. Celui-ci a maintes fois démontré que l'industrie textile catalane n'aurait jamais pu se développer comme elle l'a fait sans le protectionnisme appliqué par Madrid, qui lui a garanti l'ensemble du marché espagnol. Aujourd'hui les Catalans ne se plaignent pas seulement du sort réservé à leurs impôts, mais aussi de l'utilisation de leur épargne, canalisée par les institutions madrilènes — comme l'Institut national de l'industrie — au bénéfice des monopoles, et non des classes populaires. Selon les dirigeants de la gauche, le parti socialiste de Catalogne économique a proposé de la tutelle exercée par le gouvernement castillan. Celui-ci a maintes fois démontré que l'industrie textile catalane n'aurait jamais pu se développer comme elle l'a fait sans le protectionnisme appliqué par Madrid, qui lui a garanti l'ensemble du marché espagnol. Aujourd'hui les Catalans ne se plaignent pas seulement du sort réservé à leurs impôts, mais aussi de l'utilisation de leur épargne, canalisée par les institutions madrilènes — comme l'Institut national de l'industrie — au bénéfice des monopoles, et non des classes populaires. Selon les dirigeants de la gauche, le parti socialiste de Catalogne économique a proposé de la tutelle exercée par le gouvernement castillan. Celui-ci a maintes fois démontré que l'industrie textile catalane n'aurait jamais pu se développer comme elle l'a fait sans le protectionnisme appliqué par Madrid, qui lui a garanti l'ensemble du marché espagnol. Aujourd'hui les Catalans ne se plaignent pas seulement du sort réservé à leurs impôts, mais aussi de l'utilisation de leur épargne, canalisée par les institutions madrilènes — comme l'Institut national de l'industrie — au bénéfice des monopoles, et non des classes populaires. Selon les dirigeants de la gauche, le parti socialiste de Catalogne économique a proposé de la tutelle exercée par le gouvernement castillan. Celui-ci a maintes fois démontré que l'industrie textile catalane n'aurait jamais pu se développer comme elle l'a fait sans le protectionnisme appliqué par Madrid, qui lui a garanti l'ensemble du marché espagnol. Aujourd'hui les Catalans ne se plaignent pas seulement du sort réservé à leurs impôts, mais aussi de l'utilisation de leur épargne, canalisée par les institutions madrilènes — comme l'Institut national de l'industrie — au bénéfice des monopoles, et non des classes populaires. Selon les dirigeants de la gauche, le parti socialiste de Catalogne économique a proposé de la tutelle exercée par le gouvernement castillan. Celui-ci a maintes fois démontré que l'industrie textile catalane n'aurait jamais pu se développer comme elle l'a fait sans le protectionnisme appliqué par Madrid, qui lui a garanti l'ensemble du marché espagnol. Aujourd'hui les Catalans ne se plaignent pas seulement du sort réservé à leurs impôts, mais aussi de l'utilisation de leur épargne, canalisée par les institutions madrilènes — comme l'Institut national de l'industrie — au bénéfice des monopoles, et non des classes populaires. Selon les dirigeants de la gauche, le parti socialiste de Catalogne économique a proposé de la tutelle exercée par le gouvernement castillan. Celui-ci a maintes fois démontré que l'industrie textile catalane n'aurait jamais pu se développer comme elle l'a fait sans le protectionnisme appliqué par Madrid, qui lui a garanti l'ensemble du marché espagnol. Aujourd'hui les Catalans ne se plaignent pas seulement du sort réservé à leurs impôts, mais aussi de l'utilisation de leur épargne, canalisée par les institutions madrilènes — comme l'Institut national de l'industrie — au bénéfice des monopoles, et non des classes populaires. Selon les dirigeants de la gauche, le parti socialiste de Catalogne économique a proposé de la tutelle exercée par le gouvernement castillan. Celui-ci a maintes fois démontré que l'industrie textile catalane n'aurait jamais pu se développer comme elle l'a fait sans le protectionnisme appliqué par Madrid, qui lui a garanti l'ensemble du marché espagnol. Aujourd'hui les Catalans ne se plaignent pas seulement du sort réservé à leurs impôts, mais aussi de l'utilisation de leur épargne, canalisée par les institutions madrilènes — comme l'Institut national de l'industrie — au bénéfice des monopoles, et non des classes populaires. Selon les dirigeants de la gauche, le parti socialiste de Catalogne économique a proposé de la tutelle exercée par le gouvernement castillan. Celui-ci a maintes fois démontré que l'industrie textile catalane n'aurait jamais pu se développer comme elle l'a fait sans le protectionnisme appliqué par Madrid, qui lui a garanti l'ensemble du marché espagnol. Aujourd'hui les Catalans ne se plaignent pas seulement du sort réservé à leurs impôts, mais aussi de l'utilisation de leur épargne, canalisée par les institutions madrilènes — comme l'Institut national de l'industrie — au bénéfice des monopoles, et non des classes populaires. Selon les dirigeants de la gauche, le parti socialiste de Catalogne économique a proposé de la tutelle exercée par le gouvernement castillan. Celui-ci a maintes fois démontré que l'industrie textile catalane n'aurait jamais pu se développer comme elle l'a fait sans le protectionnisme appliqué par Madrid, qui lui a garanti l'ensemble du marché espagnol. Aujourd'hui les Catalans ne se plaignent pas seulement du sort réservé à leurs impôts, mais aussi de l'utilisation de leur épargne, canalisée par les institutions madrilènes — comme l'Institut national de l'industrie — au bénéfice des monopoles, et non des classes populaires. Selon les dirigeants de la gauche, le parti socialiste de Catalogne économique a proposé de la tutelle exercée par le gouvernement castillan. Celui-ci a maintes fois démontré que l'industrie textile catalane n'aurait jamais pu se développer comme elle l'a fait sans le protectionnisme appliqué par Madrid, qui lui a garanti l'ensemble du marché espagnol. Aujourd'hui les Catalans ne se plaignent pas seulement du sort réservé à leurs impôts, mais aussi de l'utilisation de leur épargne, canalisée par les institutions madrilènes — comme l'Institut national de l'industrie — au bénéfice des monopoles, et non des classes populaires. Selon les dirigeants de la gauche, le parti socialiste de Catalogne économique a proposé de la tutelle exercée par le gouvernement castillan. Celui-ci a maintes fois démontré que l'industrie textile catalane n'aurait jamais pu se développer comme elle l'a fait sans le protectionnisme appliqué par Madrid, qui lui a garanti l'ensemble du marché espagnol. Aujourd'hui les Catalans ne se plaignent pas seulement du sort réservé à leurs impôts, mais aussi de l'utilisation de leur épargne, canalisée par les institutions madrilènes — comme l'Institut national de l'industrie — au bénéfice des monopoles, et non des classes populaires. Selon les dirigeants de la gauche, le parti socialiste de Catalogne économique a proposé de la tutelle exercée par le gouvernement castillan. Celui-ci a maintes fois démontré que l'industrie textile catalane n'aurait jamais pu se développer comme elle l'a fait sans le protectionnisme appliqué par Madrid, qui lui a garanti l'ensemble du marché espagnol. Aujourd'hui les Catalans ne se plaignent pas seulement du sort réservé à leurs impôts, mais aussi de l'utilisation de leur épargne, canalisée par les institutions madrilènes — comme l'Institut national de l'industrie — au bénéfice des monopoles, et non des classes populaires. Selon les dirigeants de la gauche, le parti socialiste de Catalogne économique a proposé de la tutelle exercée par le gouvernement castillan. Celui-ci a maintes fois démontré que l'industrie textile catalane n'aurait jamais pu se développer comme elle l'a fait sans le protectionnisme appliqué par Madrid, qui lui a garanti l'ensemble du marché espagnol. Aujourd'hui les Catalans ne se plaignent pas seulement du sort réservé à leurs impôts, mais aussi de l'utilisation de leur épargne, canalisée par les institutions madrilènes — comme l'Institut national de l'industrie — au bénéfice des monopoles, et non des classes populaires. Selon les dirigeants de la gauche, le parti socialiste de Catalogne économique a proposé de la tutelle exercée par le gouvernement castillan. Celui-ci a maintes fois démontré que l'industrie textile catalane n'aurait jamais pu se développer comme elle l'a fait sans le protectionnisme appliqué par Madrid, qui lui a garanti l'ensemble du marché espagnol. Aujourd'hui les Catalans ne se plaignent pas seulement du sort réservé à leurs impôts, mais aussi de l'utilisation de leur épargne, canalisée par les institutions madrilènes — comme l'Institut national de l'industrie — au bénéfice des monopoles, et non des classes populaires. Selon les dirigeants de la gauche, le parti socialiste de Catalogne économique a proposé de la tutelle exercée par le gouvernement castillan

AMÉRIQUES

États-Unis

LES DÉVELOPPEMENTS DE L'«AFFAIRE LANCE» M. Carter continue de soutenir son directeur du budget coupable d'irrégularités financières

L'«affaire Lance», du nom du directeur du budget de l'administration Carter, continue de se développer. Dimanche soir 4 septembre, le porte-parole de la Maison Blanche avait démenti une information que publiait le 3 l'hebdomadaire «Time» et selon laquelle M. Lance, qui est accusé d'irrégularités financières, aurait déjà proposé deux fois à M. Carter sa démission.

Washington. — Ce n'est pas — ou pas encore — un nouveau Watergate. Mais l'affaire Lance n'aurait sans doute pas pris les mêmes proportions sans les mésaventures survenues au président Nixon. Et c'est sans doute pour n'avoir pas été jusqu'au bout des conclusions que ce précédent imposait que M. Carter, élu président sous l'image de marque de la probité et de la vertu, se trouve en difficulté là où il paraissait invulnérable.

Les péripéties de l'affaire sont trop embrouillées pour être racontées dans le menu. Mais quelques grandes dates émergent. Peu après son élection, M. Carter décide de confier à un de ses amis de toujours, un Géorgien comme lui, M. Bert Lance, le poste très important de directeur du budget (Office of Management and Budget) à la Maison Blanche. Comme les autres Géorgiens de l'équipe victorieuse l'homme n'est guère connu sur le plan national. Mais son intimité avec le président, les vues très orthodoxes qu'il professe en matière budgétaire, l'expérience qu'on lui prête — sans entrer dans les détails — dans l'activité bancaire, créent un préjugé favorable. C'est sans aucune difficulté que le Sénat lui accorde, en janvier, sa confiance.

Les doutes n'apparaissent qu'au printemps : quelques articles mettent en lumière des pratiques douteuses de M. Lance lorsqu'il dirigeait plusieurs banques de Géorgie. Une enquête, confiée à un contrôleur fédéral, M. John Helmann, aboutit à un rapport publié le 18 août : le document relève que le directeur du budget n'a rien fait de répréhensible au regard de la loi. Un peu vite, M. Carter croit l'affaire terminée, et réaffirme par un geste spectaculaire — il quitte sa retraite de vacances pour apparaître à Washington devant les caméras au côté de son ami et collaborateur — sa confiance totale à M. Lance.

Un peu vite, car le rapport brosse en même temps du directeur du budget un portrait qui n'est guère

De notre correspondant

conforme au «profil» requis pour un membre important de l'administration Carter. On y apprend que M. Lance empruntait fébrilement à droite et à gauche — et il apparaît plus tard que ces sommes servaient à financer ses activités politiques, notamment le campagne électorale infructueuse qu'il fit pour briser le poste de gouverneur de Géorgie, en 1974. Or ces emprunts, qui se chiffraient par dizaines et portaient sur des millions de dollars, n'étaient pas déclarés, comme le veut la loi, aux directions des banques dans lesquelles M. Lance avait des participations. Enfin, le trop entreprenant banquier émettait à une grande échelle des chèques sans provision : le montant de ses découverts, de ceux de sa femme et d'autres membres de sa famille, était allé jusqu'à 450 000 dollars.

M. Lance avait encore utilisé par deux fois les mêmes avoirs pour garantir des emprunts différents. Toutes ces pratiques, qui paraissent au minimum étranges à l'Américain moyen, ont été récemment dénoncées comme «non usuelles» par l'Association des banquiers américains.

M. Carter avait dû déjà faire timidement marche arrière dans sa confiance de presse du 23 août, admettant qu'il n'est évidemment mieux de ne pas trahir à découvert sur son compte en banque... Mais il n'en affirmait pas moins sa confiance en «son ami Bert», décrit comme «l'un des hommes les plus compétents et intelligents que j'aie connus dans ma vie».

Les briefings quotidiens de M. Powell, le très compétent porte-parole de M. Carter à la Maison Blanche, sont certains jours presque entièrement dominés par «l'affaire» comme aux beaux jours du Watergate. Mais, avec plus d'élégance et de discrétion que M. Ziegler, le porte-parole de M. Nixon, M. Powell endosse une véritable sègne de duplicité chinoise : que pense-t-il de la dernière révélation produite par les journaux ? Si telle personnalité s'est présentée à telle conversation entre B. et C. sur les finances de M. Lance, pourquoi n'a-t-il rien dit à D. ? Que pense-t-il des allégations faisant état d'un intérêt financier de B. dans les affaires de D. ? etc.

On ne sait pas encore ce que fera M. Carter. Le président est allé un peu trop loin dans son soutien public à M. Lance et il semble décidé à tenir bon, au moins pendant les prochaines semaines, en espérant soit

que la campagne de presse mourra d'elle-même — hypothèse peu probable, — soit que M. Lance trouvera dans les «auditions» qui vont s'ouvrir sur son cas au Sénat une meilleure occasion de se justifier. Toujours est-il qu'un nombre croissant de personnalités, notamment dans les milieux d'affaires, prennent position pour une démission de M. Lance, ne serait-ce que pour permettre à M. Carter et à un nouveau directeur du budget de s'occuper des problèmes de l'économie. Après James Reston, puis les deux grands organes des milieux d'affaires que sont Business Week et le Wall Street Journal, un des commentateurs les plus en vue d'Atlanta, l'et de M. Carter et jusqu'à présent porte-parole fidèle du «clan» des Géorgiens, s'est prononcé en ce sens.

250 dollars pour la Caroline du Sud...

Le problème n'est plus tellement de savoir si M. Lance est coupable au regard de la loi, mais plutôt si son comportement est compatible avec les normes morales très strictes qu'annonçait la présidence Carter. De ce point de vue, avec ou sans démission du directeur du budget, le prestige du président est atteint du seul fait du soutien un peu trop bruyant accordé à M. Lance, alors pourtant que les faits déjà connus prêtent à contestation.

Une autre leçon doit être tirée de cette affaire, mais il est déjà trop tard pour l'appliquer. Après le Watergate, il fallait s'attendre que les activités des dirigeants soient passées au crible avec encore plus de vigilance qu'auparavant, notamment par la presse. Or, M. Carter, tout en fixant des directives générales pour le recrutement de ses collaborateurs, n'a pas jugé utile de soumettre ces derniers, leur situation financière et leurs références morales à un examen en bonne et due forme collectif et contradictoire.

Son conseiller «éthique» dans l'équipe de transition, M. Moore, se bornait à enregistrer les déclarations des intéressés, mais il semble aujourd'hui dépassé par les événements : en avançant qu'il est incapable de se prononcer sur les allégations avancées contre M. Lance, il donne à penser qu'il était encore moins au courant au moment où il donnait ses «conseils» en décembre et en janvier.

M. Carter tente de rattraper au moins partiellement cette bêtise en mettant à jour, au prix de grands efforts, toute la comptabilité de sa campagne électorale. La Maison Blanche s'est fait savoir avec le plus grand sérieux qu'elle révisait à l'état de Caroline du Sud — qui ne lui demandait rien — une somme de 250 dollars pour un vol en avion que le candidat Jimmy Carter fit dans cet État en avril 1975. Imaginez-t-on le candidat au poste de l'élection présidentielle en France sommé de débiter à ce point ses comptes d'il y a trois ans ? M. Carter, lui, est prêt à aller très loin dans la franchise, mais il lui reste à répondre à cette question que se pose le public : à propos de M. Lance, peut-on être un champion de la rigueur budgétaire et gérer dans cet esprit les finances publiques tout en étant un spécialiste des manipulations bancaires entreprises avec un but personnel, à la limite des règlements ?

MICHEL TATU.
(Mardi 6 septembre.)

ASIE

Vietnam

LA FIN DES OPÉRATIONS DE RAPATRIEMENT

Dix mille ressortissants français ont quitté le pays depuis deux ans

Hanoi (A.F.P.). — Le dernier vol d'Air France rapatriant des ressortissants français ou des membres de leurs familles quittant la partie méridionale du Vietnam aura lieu le 28 septembre. Jusque-là, on de source française à Saigon. Ce jour-là, l'appareil qui assure un vol hebdomadaire de rapatriement entre l'aéroport de Ho-Chi-Minh-Ville et Bangkok devrait faire, en principe, sa dernière rotation.

Quelques dix mille personnes (Français de souche, Vietnamiens naturalisés Français, Vietnamiens vivant avec des Vietnamiens de nationalité Française, Cambodgiens ou Indiens de nationalité Française, etc.) ont déjà quitté le Vietnam. D'ici la fin du mois, il en restera quelques centaines d'autres à rapatrier, mais les chiffres diffèrent selon que l'on s'adresse au consulat général de France à Ho-Chi-Minh-Ville ou au département des affaires consulaires vietnamiennes de la ville.

Premier point de litige : selon les Vietnamiens, il n'est pas plus à évaluer qu'un peu plus de sept cents personnes. Selon les Français, il y en a environ entre deux mille et deux mille trois cents. « Parmi ces sept cents personnes », dit M. Nguyen Phi Tuyen, l'un des responsables des affaires consulaires de Ho-Chi-Minh-Ville, « il n'y a d'ailleurs que très peu de Français de souche. La plupart sont d'origine vietnamienne, indienne ou chinoise. Nous nous occupons cependant, avec le consulat français, de confronter nos deux listes et de procéder à des vérifications pour rechercher, notamment, s'il n'y a pas des Vietnamiens français qui ne s'étaient pas encore fait recenser ».

« Bien que les deux listes ne concordent pas encore, dit-il, nous sommes toujours disposés à accorder des facilités pour le rapatriement de ceux qui sont en règle, conformément à notre politique humanitaire et sur la base de notre amitié avec la France ».

« Nous avons demandé à la partie française des nous communi- cations à propos de 2 à 3 300 personnes. Elle ne nous a toujours pas fait réponse », précise M. Tuyen. Du côté français, on rétorque : « On ne nous a jamais demandé cette liste. Nous travaillons au coup par coup. Mais, depuis le mois d'octobre de l'année dernière, nous avons déjà fourni vingt-quatre listes portant sur 1 080 chefs de famille ».

« Un saut dans l'inconnu »

Second point de litige : les méfaits. De part et d'autre, on reconnaît sa chute, Saigon, qui compte environ trois millions d'habitants, demeure difficile à maîtriser pour les autorités révolutionnaires vietnamiennes. Si les boîtes de nuit et nombre de restaurants qui fermaient leurs portes, ainsi que certains négoces de marchandises importées, si des usines qualifiées de « superflues » ont disparu, la métropole économique du Vietnam survit — cahin-caha — à ses anciennes habitudes. On y trouve encore des prostituées. Le marché noir y est toujours florissant. Aux marchés — ses voleurs — chaises « stéréo », appareils photo, caméras, réfrigérateurs et autres accessoires de la « dolce vita capitaliste » se vendent toujours comme des petits pains, du matin au soir, sous l'œil bienveillant des « bo-doi » (soldats aux pieds nus de l'armée vietnamienne), des « can-bo » (cadres révolutionnaires) et des fournées successives de touristes soviétiques qui n'en croient pas leurs yeux. Tout le monde s'achète à qui mieux mieux des marchandises défectueuses par le temps, le soleil et l'humidité.

Les prix pourraient cependant faire sauter la tête des commerçants de Hongkong, car l'inflation n'a pas épargné le marché : une chaîne « stéréo » vaut ici le même prix qu'à Paris.

On échange de l'or en barre contre des coupures de 100 dollars et vice versa, au taux de 100 grammes d'or pour 100 dollars. On vend encore des paquets de cigarettes américaines de contrebande pour le prix exorbitant de 50 dongs du Sud (environ 110 francs français) alors que le salaire moyen d'un ouvrier est de 30 dongs par mois. Les restaurants, petits bistros et gargotiers, du côté de Cholon, l'excentrique de la révolution — continuant à regorger de monde à l'heure du dîner. On y ingurgite, entre deux verres de cognac — 3 étoiles — et avant un couvre-feu débonnaire, qui en principe devrait faire cesser toute vie nocturne à minuit, tous les raffinements d'une certaine cuisine asiatique : des soupes aux allumettes de requin, des cubes de porc braisés en papillote, des frites de bœuf

reconnaitre comme méfaits des gens qui ne sont pas des méfaits, et qui, de toute façon, sont pas nés entre 1945 et 1953 ».

Troisième point de litige : les 1 600 personnes — différence entre les « 2 300 » et les « 700 » — n'ont pas toutes été immatriculées comme Français après le 30 avril 1975, date de la chute de Saigon. Du côté français, on répond que l'on ne peut pas obliger les gens à se faire immatriculer dans un consulat, et qu'il peut y avoir sur ce point précis des oublis à vérifier cas par cas.

« Nous avons enregistré, disent les Français, mille soixante-sept personnes, dont soixante-dix d'entre elles ont reçu des autorités vietnamiennes l'autorisation de partir ».

« Nous ne reconnaissons pas les naturalisés français après le 30 avril. Mais cependant nous étudierons, cas par cas, tous les problèmes de la légitimité familiale », disent les Vietnamiens, qui estiment que le cas de parents ayant des enfants vietnamiens à l'étranger, et vice versa, mérite une attention particulière.

Outre ces divergences, il y a, cependant, entre les deux parties, des points d'accord. « Les gens, à notre goût, traînent longtemps

pour partir alors même qu'ils ont tous les papiers nécessaires », dit-on au consulat français. « Nous constatons que les intéressés eux-mêmes ne sont pas pressés de partir », renchérit-on du côté vietnamien.

De part et d'autre, on tient à souligner que certaines personnes — dont le dossier est en règle — attendent la dernière minute pour quitter le Vietnam. « Beaucoup de personnes candidates au départ, et pas toujours francophones, hésitent à faire un saut dans l'inconnu », souligne-t-on du côté français, bien qu'il y ait en France des centres d'accueil et qu'il y ait aussi l'accueil de la communauté vietnamienne qui se sert les coudes. C'est, qu'on le veuille ou non, un déracinement. « Nombre de candidats ont l'autorisation et la possibilité de partir, dit-on du côté vietnamien. Nous les incitons à faire leurs formalités, mais ils ne les font pas. Bien plus, certains refusent même de partir alors que leur nom est déjà couché sur une liste de départ ».

Les deux parties se louent « dans l'ensemble » de l'esprit de coopération qui préside à ces rapatriements et qui se traduit par une réunion mixte et hebdomadaire de travail.

(Samedi 3 septembre.)

Saigon l'indomptable

Hanoi (A.F.P.). — Plus de deux ans après sa chute, Saigon, qui compte environ trois millions d'habitants, demeure difficile à maîtriser pour les autorités révolutionnaires vietnamiennes.

Si les boîtes de nuit et nombre de restaurants qui fermaient leurs portes, ainsi que certains négoces de marchandises importées, si des usines qualifiées de « superflues » ont disparu, la métropole économique du Vietnam survit — cahin-caha — à ses anciennes habitudes. On y trouve encore des prostituées. Le marché noir y est toujours florissant. Aux marchés — ses voleurs — chaises « stéréo », appareils photo, caméras, réfrigérateurs et autres accessoires de la « dolce vita capitaliste » se vendent toujours comme des petits pains, du matin au soir, sous l'œil bienveillant des « bo-doi » (soldats aux pieds nus de l'armée vietnamienne), des « can-bo » (cadres révolutionnaires) et des fournées successives de touristes soviétiques qui n'en croient pas leurs yeux. Tout le monde s'achète à qui mieux mieux des marchandises défectueuses par le temps, le soleil et l'humidité.

Les prix pourraient cependant faire sauter la tête des commerçants de Hongkong, car l'inflation n'a pas épargné le marché : une chaîne « stéréo » vaut ici le même prix qu'à Paris.

On échange de l'or en barre contre des coupures de 100 dollars et vice versa, au taux de 100 grammes d'or pour 100 dollars. On vend encore des paquets de cigarettes américaines de contrebande pour le prix exorbitant de 50 dongs du Sud (environ 110 francs français) alors que le salaire moyen d'un ouvrier est de 30 dongs par mois. Les restaurants, petits bistros et gargotiers, du côté de Cholon, l'excentrique de la révolution — continuant à regorger de monde à l'heure du dîner. On y ingurgite, entre deux verres de cognac — 3 étoiles — et avant un couvre-feu débonnaire, qui en principe devrait faire cesser toute vie nocturne à minuit, tous les raffinements d'une certaine cuisine asiatique : des soupes aux allumettes de requin, des cubes de porc braisés en papillote, des frites de bœuf

aux quatre-épices et aux cinq légumes, des tranches de poulet aux haricots verts. Il en coûte 60 dongs (du Sud) pour quatre personnes.

En revanche, au nord du pays, et pour la première fois depuis longtemps, chaque fois que famille vient de se voir allouer une ration — non automatiquement renouvelable — de 500 grammes de bœuf pour le mois d'août.

Plus de trois ans après sa chute, la ville de Saigon est toujours incalculable et incalculable. Par on ne sait quel mystère, des bouteilles de cognac authentique font régulièrement leur apparition sur le marché (officiel comme officiel) au prix de 150 dongs du Sud. Elles trouvent preneurs, y compris parmi les cadres vietnamiens qui ont — à soigner — des invités. Des kilomètres de tissu, que ce soit du « jean », de la popeline ou de la soie, passent, en coup de vent, dans des échoppes de tailleurs, où les clients ne manquent pas. Alors que les employés de banque sont aujourd'hui payés 36 dongs du Sud par mois, le tube de rouge à lèvres qui est admis par la révolution en vaut autant. « Il va falloir que l'on s'en tienne », a déclaré, au correspondant de l'A.F.P., un responsable vietnamien du Sud. « Il y a des stocks, mais il ne faudrait pas que l'on s'exagère », a-t-il ajouté.

Pour certains cadres vietnamiens lucides, il faudra entre vingt et trente ans pour venir à bout de Saigon l'indomptable et en faire l'exemple de vertu et d'austérité — pas toujours d'une orthodoxie remarquable d'ailleurs — qu'offre aujourd'hui Hanoi.

Dans certains arrondissements de Saigon, les rapports entre la population et les chefs de quartier révolutionnaires (il y a huit mille cadres pour l'ensemble de la ville) sont bons. Dans d'autres ils sont délicats. Cela contribue à expliquer que, chaque jour, des Vietnamiens quittent, par des moyens maritimes incertains, une terre qui n'est plus, pour eux, synonyme de liberté.

Être efficace et révolutionnaire

Tout l'effort des autorités tend, d'autre part, à faire du « nouveau homme socialiste vietnamien » du Sud l'alter ego de celui du Nord.

Lorsque la réunification sera entièrement réalisée, il lui sera interdit de parler avec des étrangers, fussent-ils socialistes. Si ses fonctions le mettent en contact avec des étrangers, il lui sera également interdit de parler de sa vie privée, de la vie économique et politique de son pays. Ainsi le veut la règle du jeu — aucun contact personnel n'est permis entre la population étrangère et vietnamienne.

La suspicion atteint parfois des proportions inimaginables (feuille de corbeilles à papier, notation des déplacements, etc.). Ceci explique peut-être pourquoi

on ne se hâte pas beaucoup à Hanoi de faire remonter vers le Nord une population sudiste, assurément turbulente et frondeuse, bien que de haute technicité, dont le Vietnam réunifié aurait bien besoin, qu'il s'agisse de contrôleurs aériens, d'informaticiens, de secrétaires, de comptables, d'employés de banque, de mécaniciens ou d'interprètes. Tout ce potentiel humain est considéré, par certains mandarins bureaucratiques nordistes comme suspect.

La première qualité d'un citoyen, au Vietnam, n'est pas d'être efficace. Il faut, soit-il, être bête, qu'il soit avant tout révolutionnaire. Ce n'est pas une image journalistique, c'est un propos officiel.

(Samedi 3 septembre.)

Canada

Une partie des Esquimaux du Québec s'opposent à la francisation de la province

De notre correspondant

Montréal. — Les Inuit (Esquimaux) du Québec ont décidé de s'opposer à l'application de la loi 101 — adoptée vendredi 26 août par le Parlement du Québec, qui prévoit la francisation de la province dans presque tous les domaines. Dans la petite localité du Grand Nord, sur la baie d'Ingravia, à Fort-Charles notamment, ils ont chassé les fonctionnaires du gouvernement québécois des bâtiments de l'administration et certains policiers. Le gouvernement de la province a envoyé des renforts de police et des négociations tendues se poursuivent. Les Inuit, qui sont environ quatre mille au Québec, demandent au premier ministre québécois, M. René Lévesque, et au ministre fédéral des Affaires indiennes, M. Warren Allmand, de venir sur place discuter avec eux.

A leurs yeux la loi 101 est contraire à tous les accords conclus auparavant dans le but de garantir l'existence de leur culture. L'anglais est leur seconde langue, comme pour tous les Inuit du Canada (sette mille personnes environ), ce qui facilite leurs relations à travers le Grand Nord avec les tribus de dialectes différents. Les Inuit québécois refusent donc de se laisser imposer une nouvelle seconde langue. Ils s'opposent particulièrement à un article de la loi 101 qui les obligerait à introduire progressivement le français dans leurs rapports officiels avec le gouvernement québécois. Il avait été initialement prévu que des amendements seraient apportés à la loi 101 pour tenir compte de la situation particulière des Inuit. Cela n'a pas été fait.

Toutes les associations représentant les populations autochtones ne sont pas forcément d'accord avec les Inuit du nord du Québec (regroupés dans le Northern Québec Inuit Association). Depuis 1976, en effet, les habitants des villages de Povung-

gaituk, Inuvik et Saglaou ne reconnaissent à personne le droit de négocier pour eux. Ils sont peu nombreux, à peine quelques milliers, mais leur argumentaire est intéressant parce qu'elle peut être transposée à d'autres situations où des populations indigènes doivent « choisir » à quelle culture s'assimiler. Selon eux, les Inuit des différentes tribus sont capables de se comprendre sans l'aide d'une langue européenne. Ils demandent donc que l'esquimaux devienne une langue officielle et renvoient ainsi des à des Anglais et le français. Ils voudraient, en outre, obtenir la création d'un gouvernement régional doté de vastes pouvoirs.

En revanche, les Indiens Cris, dont l'aire d'implantation remonte très loin dans le Nord, se sont déclarés satisfaits de la loi 101. Les Cris se sont fait reconnaître un certain nombre de droits dans la « Convention de la baie James et du Nord » et ont obtenu de grosses compensations financières pour le barrage de retenue construit sur les rivières la Grande et Rupert, près de la baie James. Ils ne voudraient pas qu'une controverse autour de la loi 101 retarde l'application de cette convention qui deviendra caduque si les lois correspondantes ne sont pas promulguées avant le mois de novembre.

Les Inuit du Nord du Québec menacent d'aller plus loin. « Nous sommes sur cette terre depuis quatre mille ans, ont-ils dit aux envoyés du gouvernement québécois, nous n'y étions pas depuis hier ». Et de conclure que si le Québec se sépare un jour du Canada, les Inuit, sur le territoire desquels se trouvent les deux tiers des ressources minières et hydroélectriques québécoises, pourraient décider à leur tour de se séparer du Québec.

ALAIN-MARIE CARRON.
(Jeudi 1^{er} septembre.)

Le Monde de l'éducation

Le numéro de septembre est paru

LA MISE EN PLACE DE LA RÉFORME HABY

- Ce qui change à la rentrée
- Les points de vue de M. Haby et des syndicats d'enseignants
- La querelle des nouveaux programmes
- L'application sur le terrain

LE FRANÇAIS AU BACCALAURÉAT

La liste complète des sujets donnés en 1977.

Egalement au sommaire :

Une interview du nouveau ministre belge de l'éducation. Les cours d'éthique à la Baule. La vitalité du théâtre, pour l'enfance. Les métiers de l'immobilier. Que faire avec la capacité en droit ? Comment souscrire une assurance scolaire ?

LE NUMÉRO : 5 FRANCS
ABONNEMENT (11 NUMÉROS PAR AN) : 50 FRANCS

L'homme et l'avancée du désert

(Suite de la première page.)

Il existe plusieurs projets de reboisement de la zone sahélienne destinés à arrêter la progression du désert. Une telle idée a été lancée en 1935 par un professeur de l'université d'Edimbourg, E. Stebbing. Préoccupé par les progrès de la désertification qu'il avait notés dans la zone frontalière entre le Nigeria et le Niger, il avait proposé, pour y remédier, la création d'une « ceinture verte » (mural international forest belt) de 24 kilomètres de large située dans la partie sud de la zone sahélienne.

Les six Etats francophones du Sahel — Sénégal, Mauritanie, Mali, Haute-Volta, Tchad, Niger, — qui se sont regroupés en 1973 au sein du Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse (CILSS), ont préconisé une telle solution lors de leur première réunion à Ouagadougou. Outre les difficultés de caractère technique, un tel projet soulève néanmoins deux objections : le réboisement de quelque 15 millions d'hectares entre l'Atlantique et la mer Rouge reviendrait, selon une évaluation optimiste, à 3 milliards de dollars ; de plus, un « barrage vert » n'arrêterait pas le processus de désertification, qui ne se déroule pas comme un « front », mais qui se manifeste de manière diffuse par l'apparition de taches sèches, souvent très loin de la limite du Sahara.

Les travaux récents s'orientent vers l'aménagement d'une bande de 50 à 100 kilomètres de large dans laquelle seraient « intégrées » des cultures, des zones de protection et de restauration de la végétation, des pâturages aménagés, des plantations d'arbres. Un des responsables de ces études, l'ingénieur des eaux et forêts français Guy Ferlin, souligne : « Lorsque parle d'aménagement, on pense avoir atteint le summum en tendant vers le sacro-saint « équilibre agro-sylvo-pastoral ». C'est ce qui explique l'insistance de certains à vouloir à tout prix introduire l'agriculture et la sylviculture là où la seule option viable réside dans l'amé-

gement pastoral et l'élevage intensif nomade du transhumant. » Il reste que le besoin en arbres et en bois est très important : « Actuellement, le Mali compte 4,6 millions d'hectares d'espaces verts situés au sud de la zone aride, soit 9,5 % de l'espace rural total. Le taux considéré comme normal est de 30 % », remarquent les auteurs du plan malien pour 1974 à 1978. Ils estiment que « pour satisfaire les besoins et parvenir à stopper la désertification en vingt-cinq ans », il faudrait planter 2,4 millions d'hectares d'ici à 1985.

Comparée à tel objectif dont la réalisation se heurte à de multiples obstacles, notamment d'ordre financier, l'opération « Sahel vert » peut apparaître comme une contribution limitée. En 1976, 115 000 plants ont été envoyés, couvrant 75 hectares au total, sur les trois chantiers ouverts de Kayes, Niou-du-Sahel et Nara. Ces résultats auront été doublés grâce à l'ouverture, cet été, de trois nouveaux chantiers à Gao, Mopti et Goundam. Le budget total a été de 100 millions de francs maliens. Toutefois, l'intérêt de l'opération ne peut pas s'appuyer uniquement en fonction de critères comme la surface reboisée ou le cubage de bois à scier, d'autant que le pourcentage de perte a été très élevé l'an passé atteignant jusqu'à 65 % dans certains secteurs de Nara. C'est essentiellement au niveau de la sensibilisation de la population aux problèmes de la désertification qu'il faut la juger. Les « Jettis de restauration » ne peuvent être atteints sans campagne nationale et sans la mobilisation de l'ensemble de la population active, estiment les experts du plan. A cet égard, les responsables de l'opération « Sahel vert » n'ont pas lésiné. Chaque samedi matin, Radio-Mali diffuse pendant deux heures une émission intitulée naturellement « Sahel vert », son indicatif est un « tube » en bambara également intitulé Sahel vert.

Dans un pays où le revenu par habitant est l'un des plus faibles du monde avec 74 dollars par an ;

dans un pays où huit personnes sur dix vivent en brousse et où ces huit personnes sont généralement analphabètes, les animateurs de Radio-Mali ne préchent-ils pas dans le désert ? Il faut voir un cavalier peut galoper à travers la savane, l'oreille collée à un transistor. Il faut savoir que, dans plusieurs villages, l'utilisation de la charrette a été introduite grâce à une série d'émissions rurales. Il faut écouter une voix anonyme égrener pendant « les heures toutes sortes de messages personnels du faire-part de mariage à l'annonce du retour au village, pour comprendre l'audience très profonde de la radio dans un pays en voie de développement où les communications routières, ferroviaires et aériennes sont toujours aléatoires.

Pêcheurs somnolents ou posés, éleveurs peuls ou touaregs, cultivateurs bambaras ou saracollés, reçoivent dans leur langue 95 % des émissions.

Toutefois sensibilisation et mobilisation ne sont pas synonymes. Un professeur de français de Mankolobé, rencontré à Bamako, qui a passé trois semaines à Kayes avec neuf filles et sept garçons de quinze à dix-sept ans, se révèle assez déçu par l'indifférence de la population locale aux travaux qui se font sous le contrôle des eaux et forêts, déçu aussi par le manque de contacts avec la jeunesse locale. Pourtant, c'est un groupe de « purs » : ils ont réfléchi à leur voyage et l'ont préparé pendant deux ans, ils ont pris à leur charge tous les frais et ont même pu faire un petit don en espèces aux Maliens.

En revanche, lorsque les caprices de la piste immobilisent inopinément la Land-Rover à Manakia, un minuscule hameau à 30 kilomètres de Nara, on s'étonne de voir un vieux conseiller du chef, perclus de rhumatismes, faire la tournée des nouvelles plantations et regretter que l'administration n'ait pas fourni plus de boutures. Il s'agit pourtant d'un village peul, des éleveurs considérés comme de redoutables « prédateurs » de l'arbre : le géographe

A. Reilenberg a écrit du Peul qu'il « n'est pas tant le fils du désert que son père ». C'est encore des Peuls qui, près de Nara, à Kabila, consacrent tous leurs soins à une pépinière abondamment fournie.

Les succès ou les échecs de l'opération auprès de la population locale tiennent pour l'essentiel à son organisation. « Plaquée sur la réalité locale, elle apparaît aux autochtones comme une entreprise du pouvoir politique dont les seuls à la responsabilité. Cela a été le cas à Kayes et à Niou-du-Sahel. Intégrée aux préoccupations locales, l'opération est plus facilement prise en charge. Cela est le cas à Nara et à Goundam où de petits chantiers de village ont été substitués à une grande plantation dans le chef-lieu. »

Même dans ces cas, l'administration n'a pas hésité à utiliser la contrainte. Le juge de paix de Nara, qui préside la commission de contrôle de l'opération en étant imprégné de l'importance de son rôle, explique que « une amende de 500 francs maliens est infligée aux familles qui n'arrosent pas les plants dont elles ont la charge ». Sans avoir l'air de plaisanter, le juge précise que « les familles qui laisseront mourir leurs arbres sans demander de nouveaux plants ne recevront plus d'eau de l'administration ». La mesure est sévère. « L'eau est déjà rare pour les habitants de ces régions, alors pourquoi en plus arrosent des arbres que les animaux vont manger ou bien qui vont servir à chauffer la marmite ? », relève M. Jean Raus.

La mobilisation de la jeunesse

En dépit des résultats médiocres des plantations, en dépit de l'égale participation de la population, les chantiers de « Sahel vert » au Mali n'apparaissent pas comme un échec aux responsables de l'A.C.C.T. Les dirigeants de la jeunesse malienne semblaient partager cette analyse. « Les chantiers de « Sahel vert » ont mobilisé beaucoup de jeunes et la mobilisation d'une jeunesse qui s'approprie à reprendre une vie politique normale », écrivait au début de l'année M. Urbain Sangaré, le directeur de la jeunesse et de l'éducation populaire. En outre, l'opération est appréciée dans les milieux intellectuels : « C'est une puissante arme idéologique en faveur des Etats en proie à la désertification et à la famine », note Fassiriman Diakité, dans une thèse de philosophie, à Paris, avoir remarqué : « Sous prétexte de reconstitution du Sahel, les opérations d'aménagement et de développement des organisations internationales ou des Etats industrialisés visent en réalité à l'introduction du capitalisme dans l'économie des pays sahéliens. » Le seule critique for-

mulée contre l'opération émane d'un Américain laconique du Peace Corps : « Le « Sahel vert », c'est du maquillage. » Le gouvernement malien, qui a connu de graves difficultés avec les étudiants avant les vacances, ne semble pas autant décidé à constituer une organisation de jeunes puissante. Ces réserves, qui mettent en cause la nature des chantiers, sont accentuées par des « tiraillements » entre les différentes administrations qui souhaitent en avoir le bénéfice exclusif. Aussi pour 1978, le gouvernement de Bamako n'envisage pas de donner au programme une suite sous sa forme actuelle. Il se propose simplement de développer des pépinières locales. Est-ce la fin de « Sahel vert » au Mali ? Ce serait d'autant plus regrettable que, en dépit de ses faiblesses, ce type d'expérience paraît adapté aux conditions du pays. Sa forme actuelle, elle peut efficacement concourir à la lutte contre la désertification en servant de relais aux grands projets des organisations internationales. Le plus important étant encore d'agir vite. En effet, après la dramatique

sécheresse des années 1968-1973, l'hivernage « de cette année (juin à septembre) n'a pas encore apporté une quantité d'eau suffisante pour les cultures. Au Sénégal, en Côte-d'Ivoire, en Haute-Volta, aux îles du Cap-Vert, l'inquiétude est des plus vives.

An tour de Dakar la végétation est calcinée par le soleil. Le Mali paraît ne pas avoir souffert, même si les pluies ont quelque peu tardé. Toutefois, le bateau qui remonte le Niger de Gao à Bamako a maintenu un mois de retard : les plaines à pousser dépassent elles-mêmes avec difficulté Gao tant le niveau du fleuve est bas. En insistant un peu, un jeune journaliste malien reconnaît que la situation est préoccupante : le réseau de distribution officiel des vivres (OPAM) est désorganisé ; de longues files d'attente se forment devant les coopératives pour prendre livraison de la ration, fixée à 15 kg de grain maximum par famille, en dépit des récoltes abondantes de 1976 ; un marché noir s'organise ; des sacs de céréales s'« évaporent » dans les pays limitrophes, parfois avec la complicité de certains dirigeants, pour être vendus quatre à six fois qu'au Mali ; des vivres des PAM (Programme alimentaire mondial) destinés à l'hôpital de Kayes ont été « égarés ».

Le représentant de la P.A.O. à Bamako, M. F. A. A., déclare n'être « officiellement » au courant de rien. Pourtant, les confidences d'un confrère, livrées prudemment dans le brouhaha d'un carrefour, ne constituent-elles pas les signes avant-coureurs d'une nouvelle catastrophe ? « L'insécurité au Sahel ? Un bref séjour au Mali ne permet pas de répondre. La conférence des Nations unies sur la désertification, qui ouvre à Nairobi, devrait s'en préoccuper tant qu'elle fragilise l'écologie de ces régions.

ALAIN GIRAUDO.

(Mardi 30 août.)

De notre envoyé spécial JEAN-CLAUDE POMONTI

II. — La terre sans défense

Nairobi. — L'amateur de safaris n'a pas pu se rendre en Afrique orientale. Il voit de plus en plus d'animaux sauvages parcourant des réserves ou des parcs nationaux parmi les plus beaux de la planète, mais il ne peut pas aller les voir. Le témoin d'un processus dangereux : de plus en plus d'animaux se concentrent sur des oasis de forêts de plus en plus réduites. « La faune se retire dans le parc d'amboseli, dit-on, tous en train de mourir depuis cinq ans », explique M. Fauchon, un expert français du Programme des Nations unies pour l'environnement (P.N.U.E.). Le touriste ignore peut-être également que « pour plus du tiers de l'humanité, la vraie crise de l'énergie se traduit par une lutte quotidienne pour trouver le bois nécessaire à la cuisson d'un repas », comme l'écrit M. Erik Eckholm, un autre spécialiste de l'environnement.

Le spectacle d'une vieille femme intrépidement cassée en deux, sous le poids d'un sacot de branches qu'elle a passé plusieurs heures à rassembler, est familier sur ce continent. Le moitié au moins du bois coupé dans le monde sert encore à faire du feu.

« L'action destructrice de l'homme est la cause essentielle de la déforestation en Afrique », souligne M. Phan Duy Khol, expert vietnamien du P.N.U.E. Selon lui, le processus de la « désertification » est en grande partie le produit du surpâturage, de la coupe de bois de la culture irrationnelle, de la perte d'eau de la mise à feu des forêts et des pâturages, et aussi de l'absence d'un réseau de commercialisation. « L'utilisation des terres marginales, semi-arides, est très dangereuse, et c'est le risque

au sud du Sahara », dit-il en « avance du désert » mais d'une « désertification sur place ».

M. Mungli, expert tanzanien du P.N.U.E., cite le cas du Zaïre, où les feux de forêts ont engendré une dégradation « difficile à arrêter ». Il ne reste plus qu'une galerie de forêts le long des cours d'eau. Au Congo, la culture itinérante sur brûlis a produit la savane. Au Nigeria, dont les forêts ont été surexploitées depuis des dizaines d'années, un expert s'est inquiété que le pays « fasse l'expérience d'un certain degré de famine du bois avant la fin du siècle ». Au moins le tiers du continent africain est couvert de savane et de hautes herbes, vestiges de forêts abîmées par l'homme.

En l'espace de dix ans, la production de bois du tiers-monde a augmenté de 25 % en grande partie pour répondre à la demande des pays industrialisés. Le rythme de la déforestation s'accroît, si l'on en croit encore M. Eckholm.

Ainsi dépouillée de son couvert végétal, la terre, sans protection, sans défense, est à la merci des intempéries. Une saison sèche un peu trop longue, des pluies un peu trop fortes — le moindre écart à des états sensibles — et les forêts des pays qui ont connu de très faibles récoltes ces dernières années à cause de sécheresses ou d'inondations (Bangladesh, Inde, Pakistan et pays du Sahel) ont été rasées jusqu'au sol, écrivait voilà deux ans une revue des Nations unies.

Trop de bêtes

Cause de désertification, la surexploitation de la forêt est elle-même provoquée par l'explosion démographique. La population du Sahel a doublé en vingt-huit ans. Au rythme de croissance actuel, elle pourra être multipliée par seize en un siècle. Or plus de bouches à nourrir signifie accroissement du cheptel et des embûches, vu. « Dans quelles conditions ? » « Le Sahel, explique M. Ferlin, expert français des problèmes du Sahel, est une zone à vocation d'élevage extensif et nomade. Le nomadisme n'est pas une course de désertification, le climat du Sahel n'a pas varié depuis deux mille ans, il faut l'admettre : les vagues d'élevage extensif sédentaire, les ranches ont eu des échecs. Pourquoi ? La sécheresse a-t-elle eu des effets dévastateurs ? L'action sanitaire avait produit une multiplication du

cheptel, avec ouverture de nombreux points d'eau, donc concentration autour de ces points de milliers de têtes de bétail et l'arrivée d'une désertification par ruissellement », ajoute M. Ferlin. En l'espace de quinze ans, de 1956 à 1970, le cheptel de la zone sahélienne a doublé. Les conséquences sont faciles à imaginer : surpâturage, dégradation progressive des terres. « La sécheresse est intervenue là-dessus. Les nomades ont relégué vers le sud, où il y avait moins de pâturages, moins de place. La mortalité a été de 30 % à 40 % du cheptel », explique encore M. Ferlin.

M. Christopher Dunford, écologiste chargé par le P.N.U.E. du plan d'action contre la désertification, abonde dans le même sens. « La première réaction a été de se dire « ils n'ont pas d'eau »,

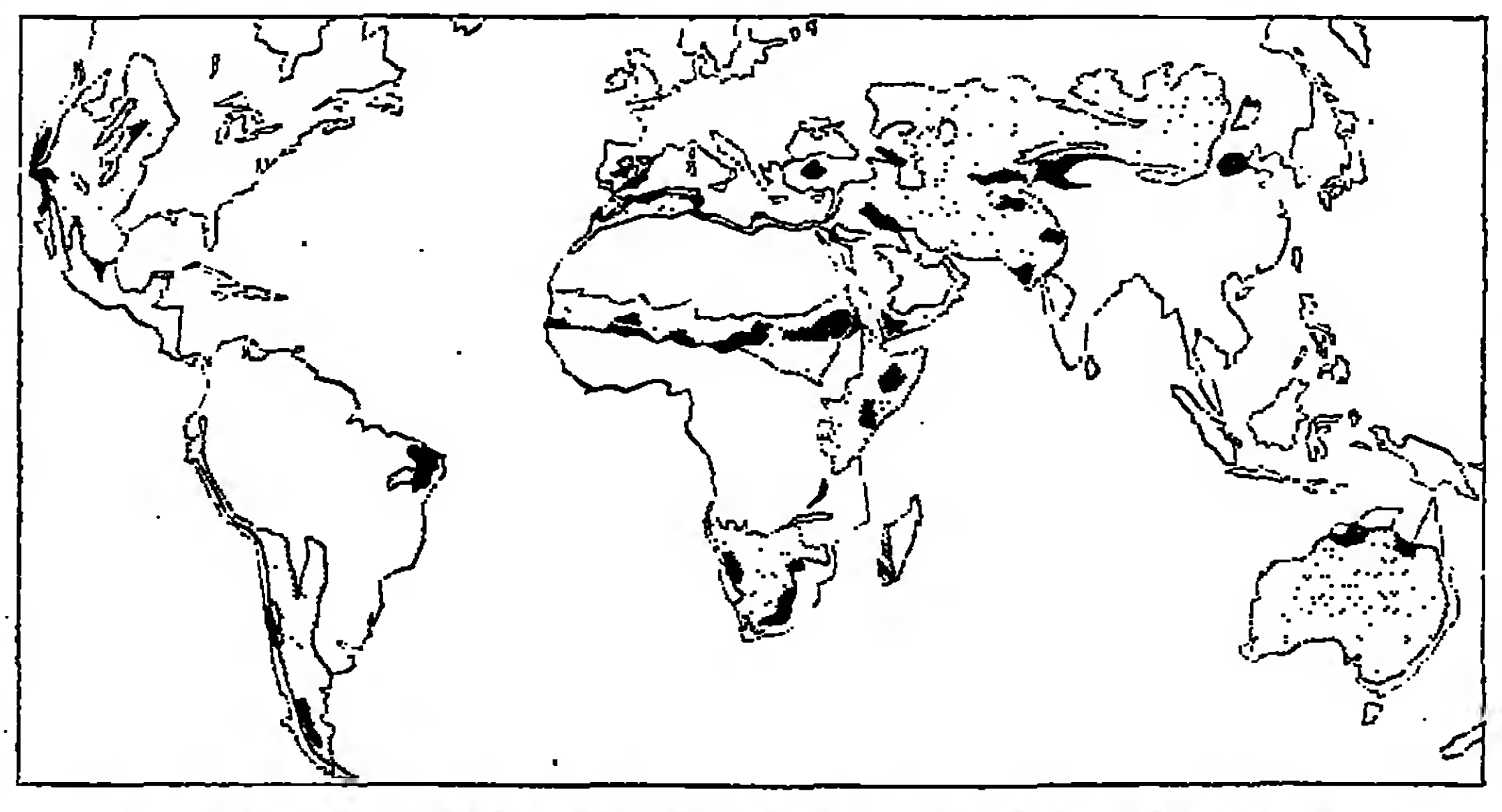
alors qu'ils manquaient de nourriture pour les hommes et le bétail étaient trop nombreux. On a envoyé sur place des équipes chargées de creuser des puits, un encouragement à demeurer dans la zone de sécheresse, alors qu'il aurait fallu les déplacer. Il faut des années à la végétation pour reprendre lorsqu'elle a été piétinée par le bétail autour des puits. » M. Jack Caldwell, l'un des grands experts du Sahel, en a tiré la leçon suivante : « Les nomades ont surexploité beaucoup plus en raison de leurs propres connaissances que grâce à l'aide internationale. Leur assurance de survie, c'est leur mobilité. La fixation — les puits, les écoles — les rend plus vulnérables à la sécheresse. »

Plusieurs experts ont noté que la grande sécheresse de 1968-1973, qui a fait tant de victimes dans le Sahel et en Ethiopie, n'a pas été plus grave que celle de 1940-1944 et qu'elle a été moins sévère

aux alentours de la mission auprès du P.N.U.E. « La conception d'une barrière est erronée, la désertification est déjà là », souligne encore M. Ferlin. De surcroît, selon cet expert français, les barrières couvrant les territoires de transhumance des peuples pasteurs. Or la seule valeur de la zone sahélienne, c'est l'élevage extensif nomade. Il n'y a donc pas de la déforestation mais de l'organisation en utilisant les connaissances des peuples pasteurs. C'est un principe de base. D'où l'idée de constituer des unités-pilotes en tenant de déterminer ce qui n'est pas facile — les territoires de groupes pasteurs déterminés. Il faudrait étendre cette action le plus vite possible car la dégradation se poursuit.

Il faudrait également obliger des gouvernements africains qui renouent à la grande tentation de sédentariser leurs populations nomades, souvent considérées comme marginales.

UN TIERS DES TERRES SONT MENACÉES PAR LA DÉSERIFICATION



Les zones immédiatement menacées par la désertification sont en noir sur la carte. Les régions où le risque est fort sont en gris. Les déserts d'ici existent ne sont pas signalés.

que celle de 1913-1914. Le chiffre de cent mille victimes a néanmoins été avancé. Pour éviter que de telles catastrophes n'aient des effets identiques dans le futur, un certain nombre d'initiatives ont été prises. Les projets de « ceinture verte », notamment au nord du Sahara, commencent maintenant à se réaliser. L'idée de rendre vert le désert est dangereuse, estime cependant M. Mabbut, un géographe

difficile à contrôler, en raison de leur mobilité, par les métropoles africaines. « Les villes africaines dit M. Dunford, sont déjà surpeuplées, elles ne peuvent plus rien absorber. Il faut apprendre à vivre sur place. » Mais des Etats sous-administrés ne l'entendent pas toujours de cette oreille. « Les efforts ne peuvent venir que des africains eux-mêmes », explique Ferlin, lequel envisage une multiplication de ses unités-

115 000 kilomètres carrés à ses réserves de faune et à ses parcs nationaux », dit-il en ajoutant que « même le Zaïre consacre 14 % de la superficie de son territoire à la conservation de la nature. »

D'autres exemples sont également encourageants. Après la grande sécheresse de 1968-1973, la Somalie semble avoir réussi à installer des dizaines de milliers de nomades dans le sud du pays.

En dépit de la prise de conscience de nombreux gouvernements africains, les moyens de lutter contre la dégradation des sols, de la faune et de la flore décroissent limités. L'avancée du désert est un risque sérieux. Il appartient aux « scientifiques » et aux « politiques » réunis à Nairobi jusqu'au 9 septembre de le rendre improbable.

FIN

(Mercredi 31 août.)

LES RAISONS D'UNE CONTROVERSE

Il ne se passe guère de jour sans que socialistes et communistes s'affrontent publiquement sur le sujet de l'actualisation du programme commun. Polémique de détail et arguments de fond s'entremêlent. Jeudi 1^{er} septembre, M. Jacques Denis, membre du comité central, relance dans « l'Humanité » le débat sur la dissuasion nucléaire. Les négociateurs des trois partis, qui

devaient se revoir pour mettre au point la rédaction des chapitres sur lesquels un accord de principe est acquis, ne se rencontrent pas.

Les discussions ne reprendront en principe qu'au sommet, probablement le 14 septembre. D'ores et déjà, M. Jean-Pierre Chevènement, chef de file de la minorité du P.S., pronostique,

dans une interview au « Quotidien de Paris » du 1^{er} septembre, la conclusion d'un accord. « Ni le P.S. ni le P.C.F. ne sont candidats au suicide », note-t-il avant d'ajouter que l'idée d'un programme commun qui laisserait subsister des divergences importantes, aussi bien que l'idée d'en revenir à la version 1972 du programme commun, lui paraissent également irréalistes.

I. — La place du P.C. au pouvoir et dans les entreprises nationales

La virulence des échanges entre socialistes et communistes, et surtout le fait que le moindre propos suscite une réponse, a de quoi surprendre ceux qui ont vu ces deux camps se débattre pendant des semaines. Surtout, ils n'ont pas entendu les échos de la querelle et s'ils en sont restés à la première phase de l'actualisation, le groupe des quinze négociateurs chargés de mettre à jour le programme commun était parvenu, le 28 juillet, à l'issue de sa quinzième séance de travail, à dégager un compromis sur de nombreux sujets et à cerner les quelques points — importants certes — qui nécessitent un arbitrage « au sommet » à des dirigeants de l'union de la gauche.

Le même jour, pourtant, M. Georges Marchais marquait son retour de vacances en engageant avec ses alliés socialistes un débat des plus vifs sur les problèmes de la dissuasion nucléaire.

Le secrétaire général du P.C.F. regrette, en particulier, l'idée d'un référendum sur le nucléaire avancée par M. Mitterrand. La surprise des négociateurs socialistes était totale, car, dans le cadre du « groupe des quinze », ils avaient eu le sentiment que le P.C.F. ne refusait pas le principe d'une consultation du pays sur ce sujet.

L'intervention de M. Georges Marchais a d'autant plus étonné M. Mitterrand et ses amis que leur projet de référendum était moins destiné au P.C.F. qu'aux écologistes. Leur premier réflexe fut donc, par la voix de M. Gilles Martinet, membre de leur secrétariat national, de mettre en cause le « tempérament » de Georges Marchais.

M. François Loncle, membre du secrétariat du Mouvement des radicaux de gauche, estimait même que M. Marchais avait cédé au goût du spectaculaire.

Plusieurs facteurs conjoncturels éclairaient la décision du secrétaire

général d'engager une nouvelle controverse avec ses alliés. Accablé, M. Marchais a eu le souci de faire oublier l'intervention, le 21 juillet, dans les locaux de l'AFP, de militants communistes de l'Aérospatiale. Une intervention maladroite qui avait offert à la majorité l'occasion d'attaquer, une fois de plus, la gauche en général, et le P.C.F. en particulier, sur le thème du respect des libertés. Une intervention décidée en l'absence de M. Georges Marchais, et que celui-ci n'a cautionnée, après coup, qu'à contre-cœur, en déclarant : « Je suis toujours solidaire des travailleurs, surtout quand je ne suis pas là. »

A ce niveau au moins, M. Marchais a atteint son objectif.

Le secrétaire général du P.C. a, en second lieu, refusé d'entériner le compromis sur les négociations étaient parvenues sur le problème de la dissuasion nucléaire. Un compromis, il est vrai, officieux, et qui pouvait avoir valeur d'engagement, contrairement à M. Marchais n'était sans doute pas mécontent de rappeler ainsi qu'il est le véritable « patron » du parti. La décision prise par le comité central du P.C.F. de se rallier à la « maintenance » de la dissuasion nucléaire avait en effet provoqué des remous à la base. Si dans le cadre de l'actualisation du programme commun, cette option n'était pas reprise en compte par l'ensemble de la gauche, la direction du P.C.F. risquerait de se trouver en porte à faux. Il importait donc, pour M. Marchais, d'obtenir satisfaction sur ce point.

D'autant que, lors de la crise interne, qui, en septembre 1974, avait secoué le P.C.F., le secrétaire général s'était vu reprocher d'avoir cédé trop facilement face aux socialistes. L'occasion était donc pour lui d'excellente d'apparaître comme le défenseur le plus ferme des positions et des intérêts du parti communiste.

de circonscriptions

Déjà tout lieu de penser qu'ils seront présents, de manière autonome, dans les élections présidentielles futures, et qu'ils comptent leurs voix au premier tour de scrutin (comme en 1969).

Les communistes, qui se sont attachés à apparaître comme les meilleurs défenseurs des catégories sociales que la gauche espère mobiliser en sa faveur, ne veulent plus particulièrement le parti de la France pauvre, celui des déshérités. Qu'il s'agisse du SMIC et des prestations sociales, qu'il s'agisse de la nationalisation d'un secteur comme la sidérurgie (souvent perçus par les salariés de cette branche comme une garantie de l'emploi), ils proposent plus d'avantages sociaux que leurs alliés. Au dire de certains dirigeants du P.C.F., cette attitude n'est pas sans effet sur les couches du monde ouvrier qui s'étaient rapprochées du parti socialiste dans la dernière période.

En outre, le P.C.F. fait tout ce qu'il faut pour accroître l'idée que les socialistes sont prêts à appliquer une politique d'austérité du type de celle qui a été mise en œuvre par M. Raymond Barre. Il soupçonne ouvertement ses alliés de se préparer à trahir le programme commun en faveur de la nationalisation déjà prévue. A écouter M. Georges Marchais et ses amis, la seule garantie de la mise en œuvre du programme commun est l'existence d'un puissant P.C.F. et donc d'un groupe communiste nombreux dans l'Assemblée nationale.

Quand ils tiennent ce type de discours, les dirigeants communistes sont sincères. Là est bien le problème. Ils n'ont qu'une confiance limitée dans leurs alliés et pensent que le P.S. cherchera tôt ou tard à se dérober aux contraintes de l'alliance nouée autour du programme commun. Encore convient-il de rappeler que, dans sa version actuelle, ce document précise que les partis de gauche sont liés par un contrat de législature et s'engagent « à s'opposer par le vote négatif de leurs élus à la constitution d'un gouvernement s'appuyant sur une autre majorité que la majorité de gauche issue du scrutin universel ».

Il n'en demeure pas moins que l'état d'esprit du P.C.F. est à l'origine du second facteur qui, en profondeur, explique sa controverse avec le P.S.

Les dirigeants du parti communiste veulent être en mesure, dès le lendemain d'un éventuel succès de la gauche, de s'assurer des positions de majorité. Ils veulent être en mesure de défendre et d'imposer leurs décisions. Les négociations sur l'actualisation du programme commun ont montré que des désaccords profonds subsistent sur la nature même de l'action que la gauche devra mener, et ce dès la première année de son éventuelle

arrivée aux affaires. Certes, on peut penser que, de toute manière, un nouveau texte sera mis au point dans les prochains semaines, mais aucun des partenaires ne pourra, sans dommage, se permettre de prendre la responsabilité d'une rupture. Mais des doutes subsistent sur la capacité des partenaires à gouverner ensemble dans la mesure où les formulations retenues dissimulent deux lectures. La politique qui sera réellement suivie par le gouvernement de gauche dépendra donc, pour l'essentiel, du rapport de forces existant entre communistes et socialistes.

Dans cette perspective, le P.C.F. cherche à obtenir des garanties à deux niveaux : en tant qu'engager dès maintenant une négociation sur les structures gouvernementales et en prévoyant un certain type de nationalisation. En ce qui concerne le gouvernement, le P.C.F. a précisé indirectement ses revendications. Il préconise la création d'un grand ministère du plan, grâce notamment au démantèlement du ministère de l'économie et des finances, et il aspire à la diriger.

par THIERRY PFISTER

L'industrie et le travail lui confieraient également en même temps qu'un ministère des collectivités locales, créé par la division en deux du ministère de l'Intérieur. En revanche, il ne parle plus du ministère de la justice, pourtant évoqué par Gilles Martinet dans les « Cahiers du communisme » de juillet-août, au fil d'un article dans lequel il soulignait les conséquences institutionnelles de l'application du programme commun.

Soucieux de s'assurer des positions au sommet de l'édifice économique, le P.C.F. veut tout autant profiter de son implantation à la base, dans les entreprises. S'il insiste tant pour que les nationalisations soient « franchisées », c'est qu'il entend ainsi occuper de nombreux postes dans les organes de direction des entreprises du secteur public. Ce n'est pas sans hasard qu'il demande que seuls les syndicalistes puissent se présenter aux élections internes. Il sait pouvoir compter, à ce niveau, sur la C.G.T.

Les communistes réclament également que les P.-D.G. des entreprises nationalisées soient plus directement passés sous le contrôle de l'administration au sein desquels siègeraient un tiers de salariés et un tiers de représentants nommés par les ministères de tutelle. Les socialistes tiennent pour leur part à ce que les candidats à ces fonctions soient au préalable inscrits sur une liste d'aptitude qui serait arrêtée en commun par les ministres. Le P.S. pourrait ainsi opérer une première sélection des postulants, alors qu'un système d'élection directe lui permettrait de favoriser une implantation de cadres communistes.

C'est notamment en s'appuyant sur ce projet d'intégration du gouvernement que le P.C.F. dénonce les propositions socialistes comme de nature à renforcer l'indépendance des seuls dirigeants de l'industrie, ce qui, comme l'envisage le P.S., est également de nature à accroître le poids de l'Etat dans l'économie. La proposition de l'instauration d'une proportion collective des filiales offre aux travailleurs plus d'occasions de participer à la gestion, et de leur donner une voix importante de l'économie française.

Les communistes pensent pouvoir alors faire face à un éventuel renversement d'alliance de leurs partenaires. Ils tentent à travers la nouvelle négociation engagée avec leurs partenaires de récupérer une sorte de clause de sauvegarde qu'ils n'avaient pu arracher à M. Mitterrand en 1972 au niveau institutionnel. On se souvient que lors de la négociation de la première version du programme commun, le P.C.F. avait, sans succès, demandé que la dissolution de l'Assemblée nationale soit automatique en cas de modification de la majorité parlementaire. Les socialistes avaient justifié leur refus en faisant remarquer que ce système permettrait aux communistes, en quittant par exemple le gouvernement, de provoquer de nouvelles élections au moment et sur des thèmes choisis par eux seuls.

Le refus de M. François Mitterrand était également justifié, hier comme aujourd'hui, par sa volonté de ne prendre aucun engagement irréversible. Le P.S. en effet, effectivement se garder la possibilité de modifier de ses positions de majorité, par exemple, un gouvernement socialiste homogène. En revanche, M. Mitterrand a encore rappelé le 27 août à Antenne 2 qu'il n'est pas question pour lui de prendre quelque contact que ce soit avec les formations de la majorité.

(Vendredi 2 septembre.)

II. — M. Mitterrand ne veut pas se lier les mains

Les dirigeants du P.S. ne veulent pas accorder à leurs alliés communistes ces « positions de pouvoir », par crainte qu'ils n'engagent, une fois la gauche au pouvoir, un processus de débordement à la portugaise. C'est cette même crainte qui fait dire à M. Louis Merinas, membre du secrétariat du P.S., que l'accord sur l'actualisation du programme commun « sera total, c'est-à-dire sans blancs », ou ne sera pas. Les socialistes redoutent que le P.C.F. ne prenne prétexte de ces « blancs » pour se lancer dans des surenchères accompagnées d'une mobilisation populaire. Ils ne veulent pas permettre à M. Marchais et à ses amis d'avoir à la fois un pied dans le gouvernement et un dans l'opposition. Les socialistes sont, de ce fait, sur des positions purement défensives. Bien que la nouvelle version du programme commun soit d'ores et déjà plus modérée que celle de 1972, M. François Mitterrand n'en tient pas compte. Il ne veut pas se lier les mains, dans un « flou artistique » qui ne permet pas de prévoir quelle serait son attitude à la tête d'un éventuel

gouvernement de gauche. C'est vrai, par exemple, pour l'élargissement de la Communauté européenne. Cela est apparu tout aussi nettement avec le problème nucléaire. M. Charles Fiterman, membre du secrétariat du P.C.F., n'a-t-il pas accusé le P.S. d'avoir recouru à une « stratégie du brumaire » dans le domaine social ?

Cette attitude est délicate. Le premier secrétaire du P.S. pense qu'il ne peut, avant d'avoir pris connaissance de l'ensemble des dossiers, trancher sur tout. A ceux de ses amis qui, comme M. Michel Rocard, sont tentés de jouer la carte du sérieux économique, il recommande de se consacrer à leur travail et de ne pas se laisser troubler par les réactions des autres. Les socialistes jugent que ce n'est pas l'opposition d'effaroucher, d'ores et déjà, ces catégories d'électeurs.

Le P.S. est assailli de questions. Il s'est de ce fait, trouvé acculé à la défensive et, au nom du réalisme économique, il s'est borné à proposer moins que le P.C.F.

En 1972, lors de la négociation du programme commun, le parti socialiste avait déjà plaidé la modération pour donner de lui l'image d'une formation responsable et pour rassurer les électeurs. Dans le même temps, il avait cependant avancé des idées originales, en particulier l'autogestion, qui lui permettaient de débiter le P.C.F. sur sa gauche.

Tel n'est plus le cas aujourd'hui, même si sur certains points les socialistes défendent des solutions à eux, comme les offices fonciers ou le droit de vote pour les immigrés dans les scrutins locaux ; il s'agit de sujets marginaux. Globalement, le P.S. n'apparaît plus comme le parti de l'innovation mais seulement comme celui de la modération. Les communistes profitent de cette situation et s'appliquent à faire revivre la vieille accusation d'opportunisme qui avait naguère précipité le déclin de la S.F.I.O. Ils sont, involontairement, relayés par les écologistes qui adressent au P.S. des critiques parallèles. Et ce, en dépit des gestes d'apaisement que les socialistes ont multipliés dans leur direction, gestes au nombre desquels se situe la proposition de référendum sur le nucléaire. Les écologistes recrutent, en effet, surtout dans les milieux aisés, au sein des couches chrétiennes et chez les jeunes, bref dans la clientèle conquise par le P.S. ces dernières années.

Cette conjonction des critiques pose un délicat problème électoral aux socialistes. Ils ne peuvent pas, d'un côté, se lier les mains, en engageant contre le P.S. récupérer

une fraction des voix qu'ils avaient perdues au bénéfice des socialistes et si les écologistes sont présents dans les circonscriptions où le duel entre P.C. et P.S. sera serré au premier tour, les amis de M. Mitterrand peuvent se trouver dans une situation difficile. D'autant qu'il n'est pas exclu que le Mouvement des radicaux de gauche cherche à exploiter l'occasion de s'affirmer qui s'offre ainsi à lui.

Les dirigeants du P.S. estiment qu'ils ne peuvent accorder à leurs alliés radicaux, dès le premier tour des élections législatives, qu'une vingtaine de circonscriptions, au maximum, considérées comme sûres, dont les treize déjà détenues par le M.R.G. Or, au M.R.G., un tel partage est considéré comme insuffisant. L'équipe dirigeante qui doit se présenter en novembre prochain devant le congrès du mouvement craint d'être victime d'un reflux de « patriotisme de parti » si elle ne peut offrir à ses militants la perspective d'un groupe M.R.G. autonome au sein de la future Assemblée nationale (c'est-à-dire disposant de trente élus).

Aussi certains radicaux de gauche menacent le P.S. de le concurrencer dans des « primaires » généralisées s'il ne consent pas un effort supplémentaire. Or, il est vrai que, flanqués de représentants du M.R.G. et d'écologistes, les candidats socialis-

tes seraient dans une position plus difficile pour devancer, au premier tour, leurs rivaux communistes.

M. François Mitterrand va donc se présenter au « sommet » des dirigeants de l'union de la gauche dans une conjoncture devenue pour lui plus difficile. Son ordre du jour est de trouver un compromis sur les trois principaux dossiers en suspens : politique sociale, nationalisations et défense.

Les trois dossiers du « sommet »

En matière de politique sociale, les experts du P.S. estiment qu'ils sont allés au maximum. Les concessions possibles et qu'ils ont même déjà pris des risques. Il apparaît donc aux politiques de décider s'ils acceptent cette appréciation.

Pour les nationalisations, les divergences sont multiples. Les radicaux de gauche, par exemple, veulent faire échapper les banques régionales de dépôt à la nationalisation. C'est, d'ailleurs, ce qui permet à M. Georges Marchais de chiffrer à soixante-dix les points de désaccord. Des compromis partiels peuvent donc être trouvés. Le P.S. tient à ce qu'un effort d'adaptation technologique que permet la seconde. Lors de la première phase des négociations, le P.C.F. avait renoncé à deux exigences : le refus de la stratégie anti-cités et l'engagement de ne pas utiliser le premier la force nucléaire. Quant à la décision de mise en œuvre de la force de frappe, les communistes souhaitaient qu'elle soit prise après consultation afin de ne pas laisser cette responsabilité au président de la République. Le P.S. a proposé d'associer à cette décision le

un réflexe de lassitude et les desservir électoralement. Il faut aussi volontiers valoir que ces périodes de tension au sein de l'union de la gauche sont fréquentes et n'ont, jusqu'à présent, pas nui au parti socialiste. En juillet 1975, à l'occasion d'une polémique semblable, les communistes avaient d'ailleurs rendu public un rapport de présence en juin 1973 par M. Georges Marchais devant le comité central de son parti et qui était resté secret. Au moins, au sein de la gauche, le secrétaire général y développait une analyse témoignage déjà de la vive méfiance à l'égard du P.S. Au moins, au sein de la gauche, le secrétaire général y développait une analyse témoignage déjà de la vive méfiance à l'égard du P.S.

Si les péripéties actuelles mènent à nouveau l'accent sur la nationalisation de l'énergie, nouée autour du programme commun, elles n'apportent dans ce domaine aucune révélation. Et on voit mal pourquoi la gauche, qui, depuis cinq ans, s'est accommodée de cette situation, y verrait, une cause de rupture à la veille d'une consultation qui peut lui être favorable.

FIN

(Samedi 3 septembre.)

Le Monde
dossiers
et documents

NUMERO
DE JUILLET AOÛT SEPTEMBRE

- LES DROITS
DE L'HOMME
- VACANCES
EN FRANCE

Le numéro : 2,50 F

Une semaine de films à Montréal

En remontant le Festival avec Laara Dalen

DIMANCHE soir, au bord du Saint-Laurent, le dernier film du premier Festival des films du monde, s'achève sous les applaudissements. Une histoire de chasseur d'esclaves, « El Ranchero » (dont l'institut cubain du cinéma a achevé le montage quelques jours avant la projection), Caribé et impérialisme, chaleur humaine et sensibilité, Zale Dalen, vingt-huit ans, originaire de Vancouver, défile hors du fauteuil son mètre quatre-vingt-dix, reprend son chapeau de paille orné de deux plumes de paule, lance aux visages connus son sourire timide, et s'en va. Il a présenté ici son premier long métrage, « The Skip Tracer » (l'homme que les prêteurs envoient au débiteur récalcitrant pour se faire rembourser à coup sûr intérêt et capital), dont il a écrit le scénario et dirigé la mise en scène, avec sa femme Laara pour producteur. Le public a aimé l'histoire de cet étrange percepteur que plusieurs télévisions européennes ont retenu. Le tandem et ses bobines partent maintenant pour New-York.

Samedi, toujours au milieu des pavillons de Terre des Hommes, promenade-plaidoirie avec Serge Losique, le créateur et organisateur du Festival. Losique a la verbe jubilatoire, communicatif. Il est heureux parce qu'il a gagné son pari. La preuve, les critiques de la presse anglophone du Canada, réservées les premiers jours, le remercient en de longs articles à la fin de la semaine. Ces critiques de Toronto, ou d'ailleurs, qui ne participent pas aux coteries montrealaises, ont reconnu la qualité des œuvres projetées et ont fait des comparaisons avec les festivals concurrents. Ils ne mentionnent guère le Festival de la critique québécoise (cela peut-être pour des raisons autant politiques que cinématographiques). Ils ne donnent pas cher du Festival des festi-

vois, qui doit se tenir à Toronto du 9 au 18 septembre. Parmi leurs calculs, celui-ci : Losique a obtenu pour son festival six des neuf films intéressants produits au Canada cette année. Même étonnement chez beaucoup. Quant au nombre de personnalités qui sont venues : entre la conférence de presse de Godard, celle des frères Taviani (Padre-Padrone) et l'ombre de Chabrol, qui tourne quelque part dans Montréal, beaucoup de gens de métier se sont dérangés.

« Soyons nationaux »

Le néophyte ne sait pas très bien faire la différence entre une semaine du cinéma et un festival, et c'est peut-être là qu'elle commence. Quand le mélange de « show » et de « business » réussit. Le « show », Serge Losique sait en faire sa part. Il se brûle, il consume, il explose, dans un mélange de passion et de fureur envole de gagner. « Un festival comme celui-là se prépare en vingt ans », dit-il. « Des festivals, j'en ai montés beaucoup » (chaque année depuis huit ans à l'université Concordia, où il est professeur). Il parle d'Henri Langlois (il l'avait aidé à créer une cinémathèque ici), qui lui a ouvert beaucoup de portes en Europe. Il est sûr de pouvoir organiser un événement international, il croit en Montréal parce que c'est le déploiement pour les Américains comme pour les Européens, et sûrement la ville la plus attrayante du nord de l'Amérique du Nord. Le « business » a démarré et s'accroît l'année prochaine, les professionnels ont conclu des accords de principe autour d'une trentaine de films. affirme-t-il.

« Padre-Padrone », grand vainqueur à Cannes, n'avait pas de distributeur au Canada, c'est fait ; il a vu lui aussi ce matin la petite Laara Dalen passer avec un sourire ravi. Elle qui gère son film comme une ménagère son budget (« Non, je n'ai pas encore fait de photo couleur pour la presse. Je ne veux pas dépenser cet argent avant de savoir que cela pourra marcher »), mais qui n'avait pas encore de distributeur, venait d'en rencontrer un. Le voilà qui rêve : l'année prochaine, il y aura un palmarès. Dans ses yeux, la Croisette passe déjà entre la rue Crescent et la rue Sainte-Catherine...

« Voulons-nous être Canadiens dans nos films ou voulons-nous jouer le jeu international ? ». C'est vendredi, un colloque entre professionnels sur le cinéma canadien : « Tous les arts ont aujourd'hui une dimension internationale. Sinon, nous ne travaillerons que pour un marché extrêmement réduit ». A quel on répond : « Mais, le jour où nos films seront semblables à ceux d'Hollywood, il n'y aura plus aucune raison de les faire ici plutôt que là-bas. Soyons au contraire nationaux, comme les Italiens savent l'être ».

L'impératif de rentabilité est présent dans tous les esprits. L'un trouve scandaleux que le gouvernement n'ait pas une politique plus cohérente à l'égard de l'industrie cinématographique. Un autre réplique que si l'on passe son temps à attendre des subventions, on ne fera jamais rien : « C'est de penser qu'Hollywood est trop fort et les États-Unis trop économes. Utilisez les acteurs et les metteurs en scène qui vivent là-bas au lieu de les rejeter parce qu'ils ont quitté le Canada. Il faut absolument faire feu de tout bois ». A la tribune, quelques-uns donnent des chiffres : « Le cinéma québécois a subi un coup d'arrêt dans les années 50 avec l'arrivée

de la télévision. Il a redémarré vers 1966. A la fin des années 60, on proposait au Québec de dix à douze longs métrages par an. Avec les années 70, la production a fléchi. Il semble que la recherche d'identité qui caractérisait la période précédente avait atteint son but. Les budgets sont aujourd'hui d'environ 500 000 dollars. D'autres, à la tribune, font remarquer que, pour le reste du Canada, à l'exception du problème d'identité qui se pose différemment, l'évolution a été sensiblement la même. On produit aujourd'hui près de trente longs métrages par an au Canada.

Mais jeudi, Zale Dalen, au cours d'un déjeuner, avait dit : « L'argent ne m'empêche pas l'intelligence. On peut faire des films avec des budgets modestes. Le « Skip Tracer » a coûté 145 000 dollars. Souvent les producteurs imposent d'importants budgets parce qu'ils peuvent en mettre d'autant plus dans leur poche. J'ai vu ce matin un film canadien que j'ai trouvé extraordinaire : « One man » de Robin Spry (histoire d'un journaliste qui rompt la conspiration du silence autour de la pollution industrielle). Mais bien sûr les États-Unis fascinent. Il faut 750 francs pour faire l'aller-retour Vancouver-Los Angeles ; il en faut 2 000 pour un aller-retour Vancouver-Toronto. »

La bonne adresse

Mercredi 2 heures du matin, Maurice Bessy, l'ex-délégué du Festival de Cannes, raconte. Pour lui, le cinéma se meurt : « En quinze ans, les salles de cinéma des pays du Marché commun ont perdu les trois quarts de leur public. » Il croit que le cinéma des cinéphilas n'a pas encore vu le jour.

droit trouver une formule, entre les « Ben Hur » d'hier et l'hermétisme d'aujourd'hui, mais personne ne parait s'en soucier. Cela ne le décourage pas outre mesure puisqu'il a accepté d'être le délégué pour l'Europe du Festival de Montréal.

Avant tenu les mêmes propos dans une interview au journal « Le Soir », il se fera, quelques jours plus tard, étonnamment prendre à partie. Pour ceux du groupe Perspectives du cinéma français venus à Montréal — Christian Bricout (« Paradiso »), Francis Fehr (« Pauline et l'ordinateur »), René Vignet (« Chinois, encore un effort pour être révolutionnaires »), Laurent Heyneman (« la Question ») et Jacques Poltreau — la principale défaut de cette attitude, c'est d'avoir tort contre la vie. « Un certain cinéma se meurt, et c'est tant mieux. Le cinéma français va bien, merci beaucoup. » La suite du débat aura sans doute lieu sur les bords de la Seine.

On pourrait ainsi remonter les jours, s'arrêter à un film ou à un autre. Se pencher au hasard d'une « table ronde » sur les crises de cette industrie qui, par un privilège exorbitant, a le droit de fabriquer du rêve et, en outre, laisse rarement ceux qui en vivent dans le dénuement. On remonterait à un jeudi 18 août au soir, quand, dans un cocktail un peu sinistre, poisaient des personnages qui ne savaient pas encore leur rôle. On y retrouverait la petite Laara Dalen, avec son air un peu provinciale, plus habituée aux randonnées à moto qu'à la robe longue, ne connaissant personne et ne parlant pas le français. Elle avait son premier film à montrer pour la première fois. On lui avait dit qu'il s'agissait d'un festival. Tout compte fait, c'était la bonne adresse.

ALAIN-MARIE CARRON.
(Jeudi 1^{er} septembre.)

Une promenade à Bayreuth



Siegfried vient de combattre le dragon. Gravure ancienne extraite du programme du Festival.

Le Festival de Bayreuth s'est tenu cette année du 23 juillet au 26 août. Dans son article « Illusions et réalités des mythes » (notre numéro 1500), Colette Godard avait rendu compte de la mise en scène de la Tétralogie par Patrice Chéreau. Hervé Guibert raconte ici : les « à-côtés » de ce festival, son atmosphère, son rythme.

J'AVAIS un professeur de musique qui était une fanatique de Wagner. Elle nous disait que Bayreuth, c'était un pèlerinage, qu'on s'y rendait en train ou en voiture, mais que pour bien faire, on aurait dû s'y rendre à genoux. Elle voulait nous initier, mais le temps était à la contestation. Puis un jour, je suis monté dans un taxi et je me suis retrouvé l'oreille coincée entre deux baffes gigantesques. Le chauffeur, qui n'avait pas plus de vingt-cinq ans, m'a concédé tout un pot-pourri Wagner : il avait l'intégrale de son œuvre en cassettes-stéréo et m'a avoué qu'il faisait des économies pour pouvoir un jour aller à Bayreuth. C'est donc avec un net sentiment de privilège que moi je m'y suis rendu, en train, et sans restrictions préalables, étant invité aux générales. J'étais assez inculte et sur Wagner comme une petite ville de Bavière charmante, entourée de montagnes. Une toile peinte pour l'Auberge du cheval blanc. Ce n'est pas tout à fait ça.

C'est une ville « neuve » avec des immeubles, du béton et des banques. Quelque chose de très peu folklorique, même si les restaurants proposent des tyroliennes en guise de musique d'ambiance et si les petits garçons qu'on rencontre dans la rue portent des shorts en cuir rouge-coquelicot.

On peut toujours visiter le palais et son parc, l'Opernhaus, opéra de style rococo où le gardien débile gentiment son texte, un sourire de cire aux lèvres, et la maison de Wagner, où

l'on peut voir quelques photos détraquées de deux germains naziés et quelques autres de nos rétro. Chaque cycle de représentations dure une semaine, et on n'a comme seuls recours pour tromper son ennui, ou sa solitude, que les embruns rafraîchissants des fontaines dans les deux jardins de la ville ou l'épissseur réconfortant des tartes au fromage blanc dans les salons de thé.

Une ville miniature

L'effigie de Wagner a beau être présente, et vendue chez tous les commerçants de la ville sous forme de livres, disques, médailles ou cartes postales, l'âme même de Wagner ne peut se trouver qu'au Festspielhaus. Le « cœur » de Bayreuth, le lieu du culte. Bâti sur une petite colline et visible depuis le tout de la gare, ce bâtiment en briques rouges, sans laid mais fonctionnel, est un monde parfaitement autonome. Une véritable usine, avec ses cent techniciens et ses cent chanteurs, ses ateliers et ses salles de répétition, son orchestre « invisible ». C'est aussi une ville miniature qui a ses bureaux et ses secrétaires, son médecin, ses chambres particulières, son bureau de poste, son poste de police et sa cantine souterraine, libre-service où il est assez amusant, durant les entractes, de voir les Walkyries faire la queue en poussant leurs plateaux. Les touristes se contentent de s'y faire déposer en autocar, de faire une fois le tour du bâtiment et de se photographier devant chaque façade. Puis d'acheter quelques cartes postales qu'ils portent aussitôt, éventuellement une médaille ou une enveloppe « du premier jour ».

Ils ont surpris quelques vocalises s'échapper d'une fenêtre ouverte et regagnent satisfaites la moleksine corail de leur autocar. Le vrai festivalier, à peine arrivé à Bayreuth, se laisse dégoûter du voyage par une douche que son hôtelier lui a fait payer 2 marks (les prix sont doublés durant le festival), chemine irrésistiblement vers le Festspielhaus en gravissant la « grünen Hügel ». Il y passera plus de six heures par jour, les opéras ayant généralement lieu de 16 heures à 22 heures, avec trois entractes d'une heure. Le temps des commentaires, des regards polis ou furtivement courtois, des « brotherists » (saucisses chaudes à la moutarde dans des petits pains) et, si l'on est studieux, celui de se replonger dans son fascicule bilingue Garnier-Flammmarion afin de comprendre ce qui va se passer à l'acte suivant.

Le public des générales est différent de celui des premières : il est invité et n'a pas l'arrogance de celui qui a payé sa place 100 ou 200 marks. Il a moins dans la tête l'idée de l'événement, et si possible du scandale à fabriquer. Il applaudit poliment, avec retenue, et ne hurle pas sa rage, à la fin du Crépuscule des dieux, quand le chœur, habillé en ouvriers du dix-neuvième siècle, se met à le fixer d'un air menaçant, tandis qu'à l'arrière-scène le Walthalla, le château des dieux, devient des capitaines d'industrie, brûle, avec de vraies flammes. Le public payant, smokers et robes du soir, lui, ne se gêne pas : les industriels, les amateurs de la grande bourgeoisie qui viennent à Bayreuth par tradition depuis un siècle ne trouvent pas tout à fait à leur goût la vision socialisante de Chéreau. Le public des générales réagit de façon plus modeste. Il sourit bien de temps en temps, sournoisement, quand un chanteur se dédame un peu trop, quand Siegfried

monte à un arbre pour chanter les « Murmures de la forêt », quand il se roule par terre avec une partenaire ou lorsqu'il court, bondit ou s'agenouille.

Il est vrai que Patrice Chéreau, dans sa mise en scène du Ring, a vidé le jeu du chanteur de sa gestuelle figée, de cette emphase des jambes écartées, main sur le cœur et bras levé à 70 degrés. Il a réussi à faire jouer ses chanteurs à tel point que ceux-ci en arrivent parfois à crier une phrase au lieu de la chanter. Le public traditionnel de Bayreuth, qui ne se sans doute jamais au théâtre, a d'abord trouvé « kitsch » et mauvais goût l'esthétique Chéreau-Peduzzi. On l'avait habillé, ces dernières années, à l'abstraction, au modernisme. La mise en scène de Chéreau, même si elle est de plus en plus rigoureuse et épurée, est revenue au figuratif, et à l'effet. Tout est montré : l'eau du barrage de l'Or du Rhin qui se transforme en nuages, les apparitions et les disparitions, les métamorphoses, le brouillard et le vent, les orages, le dragon qui bat des ailes et crache de la fumée. Un vestige de temple dans une lumière pluvieuse, lumineuse ou poisseuse, et on se croirait devant un tableau de Gaspard Friedrich.

Si on assiste, en revanche, et par curiosité, à un acte de Tannhäuser monté par un régisseur allemand dans le cadre du même festival, on se dit : il faut le voir pour le croire. Le décor est d'une lourdeur et d'une impraticabilité totale, les costumes mêlent douteusement le modernisme et le moyen-âgeux, la figuration défile et s'entasse en grande pompe. Même Francis Lopez au Châtelet n'oserait plus faire ça. Mais les commerçants de la ville, les bourgeois qui accueillent chez eux un chanteur (il faut bien laisser de la place dans les hôtels pour les spectateurs) ou les cousins-cousines des choristes invités aux générales trouvent ça très beau : c'est ça l'opéra. Heureusement, il y a à Bayreuth un public beaucoup plus authentique. Les vieux professeurs de musique, par exemple, qui triment leur silhouette torse et solitaire, presque caricaturale, d'une librairie à l'autre de la ville, et déposent leurs lunettes économes pour sélectionner tous les livres sur Bayreuth et Wagner. Puis il y a tout un public « sauvage » : ceux qui n'ont pas pu avoir de place mais qui sont quand même venus, et suivent les représentations à travers les soupiraux ou les vastes du théâtre, la partition à la main.

A ses risques et périls

Un jour de relâche. On parle beaucoup de la « Hitler Welle » (la vague Hitler). Hitler venait chaque année à Bayreuth, il avait son fauteuil réservé. Nuremberg, où il organisait ses grandes fêtes populaires, n'est qu'à une heure de train. Dans la ville, les Allemands se montrent peu loquaces quand on leur demande l'emplacement du Stadium et du Congresshalle. Ils font semblant de ne pas comprendre et vous envoient vers des centres sportifs ou des piscines découvertes. Les plus courageux annoncent qu'il n'y a plus rien à voir, rien que des ruines. Mais ce n'est pas vrai. Certains auraient dit qu'il était trop facile de dynamiser cette mémoire, et on a juste fait passer une grande route au milieu du Stadium. L'herbe a poussé sur les gradins. Les soldats de l'armée américaine jouent au base-ball sur ce qui reste d'aire de jeu. Le Congresshalle s'élève toujours, gigantesque et anachronique, mais tous les portails ont été

bétonnés et il ne sert plus que de remise pour des fabriques de carton. Quant à la tribune du fameux Stadium, elle s'élève toujours, blanche, gréco-latine, colossale, protégée par des barrières qu'il n'est pas dur de franchir.

« A ses risques et périls » : sur une pancarte la ville de Nuremberg avertit les visiteurs qu'elle n'est plus responsable d'eux s'ils s'aventurent dans ce périmètre. Mais Hitler avait prévu grand, massif, solide, et les écroulements sont plus qu'improbables. Alors quelques nostalgiques viennent se soulever sur les gradins, et les familles défilent, se photographiant là où Hitler s'asseyait, faisant son salut au moment du défilé puis éclatant de rire. Doit-on trouver ces gestes salus ou funèbres ?

Retour à Bayreuth. A l'issue des représentations, Chéreau monte sur la scène pour saluer, main dans la main avec Boulez. Tous les deux en smoking. Cette année les applaudissements ont largement couvert les sifflets. Ils ont même parfois duré cinquante minutes. Politiquement, tout le monde n'est pas du même avis : un jeune Français crie : « Chéreau réagit », un vieil Allemand mécontent : « Vite de Gaulle ! ». Peu après, quand Chéreau rentre dans la salle du Weltenstaphan, le restaurant où tout le monde se retrouve après le spectacle, Allemands comme Français lui font une ovation. Chéreau traverse tout ça le fanatisme, les menaces de mort ou les demandes d'autographes, les membres tristes de ses artistes, qu'il remplace lui-même « au pied levé », en fongant et en bousculant autant ses détracteurs que ses admirateurs. Il reviendra l'année prochaine à Bayreuth, pour une seconde et dernière reprise de cette Tétralogie. On sait déjà qu'il n'y aura plus une place libre dès le mois de janvier. Car depuis que Boulez et Chéreau se sont attaqués à ce monstre de musique et de spectacle, il n'y a plus seulement les snobs et les fanatiques pour avoir envie d'aller à Bayreuth.

HERVE GUIBERT.

(Jeudi 1^{er} septembre.)



Brünnhilde dans « le Crépuscule des dieux ».

